

**Huit mille policiers
manifestent
au Nouvel Hippodrome
de Paris**

LIBRE PAGE 13

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 500 L. ; Japon, 125 y. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS

75147 PARIS - CEDEX 09

G.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris 46 55 72

Tél. : 246-72-23

Le « sommet » arabe invite les belligérants du Liban à se replier sur leurs bases de départ

Le poids de l'Arabie Saoudite

Il faudrait croire au miracle pour penser que l'accord conclu au « mini-sommet » de Riyad peut amener un règlement de la crise libanaise. Les décisions prises sont essentiellement d'ordre militaire, ce qui est, certes, loin d'être négligeable. Mais elles laissent complètement de côté la question du compromis qui devrait intervenir entre la droite et la gauche pour que le Liban retrouve la paix civile.

Les dispositions militaires sont elles-mêmes si ambiguës qu'elles suscitent le scepticisme général. Est-il imaginable que toutes les forces belligérantes acceptent de renoncer aux territoires qu'elles ont conquis pour revenir aux « positions » qu'elles occupaient le 13 avril 1975, date à laquelle a éclaté la guerre civile ? Si M. Pierre Gemayel, le président du parti phalangiste, ne s'est pas encore prononcé sur l'accord de Riyad, M. Chamoun, son allié, a d'ores et déjà annoncé qu'il ne s'estimait pas lié par les décisions prises par les chefs d'Etat arabes. Et pour cause : aucun parti de la droite maronite n'était représenté à Riyad.

Les « casques blancs » arabes sont, certes, habilités à recourir à la force pour imposer le cessez-le-feu, désarmer les belligérants et les obliger à se retirer des zones qu'ils contrôlent. Mais les Etats arabes sont-ils en mesure de mettre sur pied une armée de trente mille hommes assez forte pour maîtriser toutes les milices ?

Les Palestiniens et la gauche libanaise, malgré leur méfiance à l'égard des participants du « mini-sommet » de Riyad, peuvent sans doute se féliciter de résolutions mettant un terme à l'offensive syrienne qui menaçait leur existence. Ils espèrent avoir obtenu le répit qu'ils souhaitent. Ils sont sans doute disposés à se retirer des positions qu'ils occupent, et qu'ils auraient de toute façon perdues si les combats s'étaient poursuivis. Mais acceptent-ils d'évacuer les territoires conquis si les milices maronites refusent de le faire ?

C'est bien le seul résultat dont puisse se féliciter la gauche libanaise, puisque, sur le plan politique, elle a été complètement ignorée à Riyad. L'O.L.P., en revanche, obtient satisfaction sur au moins trois points : les chefs d'Etat arabes confirment la validité des accords de 1969 régissant le statut des fedayin au Liban (et que la droite cherchait à abolir) ; ils réitèrent leur soutien à la « centrale » des fedayin qualifiée de « seul représentant légitime du peuple palestinien » ; ils reconnaissent le droit des Palestiniens de poursuivre leur lutte contre Israël, notamment à partir du sud du Liban. Mais quelle est la portée pratique de cette dernière résolution alors qu'Israël paraît décidé à empêcher toute quelconque que les fedayin rétablissent leurs bases sur la frontière septentrionale de l'Etat juif ?

Le « mini-sommet » de Riyad n'en constitue pas moins un tournant. L'Arabie Saoudite a démontré, une fois de plus, qu'elle est capable de jouer un rôle déterminant dans le monde arabe. Elle a obtenu, en quarante-huit heures, du président Assad ce qu'il refusait d'envisager depuis des mois. Le chef de l'Etat syrien a accepté de passer la main à une sorte de consortium arabe, chargé désormais de rétablir la paix au Liban, aux conditions souhaitées par l'axe Riyad-Le Caire. Certes, l'armée syrienne demeurera dans les régions qu'elle occupe, mais elle n'est plus, en principe, que l'une des composantes de la « force de la paix » arabe, placée sous le commandement suprême du président Sarkis. Ce dernier devrait retrouver ainsi une certaine autonomie par rapport à Damas, qui avait imposé son veto à la tête de l'Etat.

Tout se passe donc, jusqu'à plus ample informé, comme si la conférence de Riyad avait eu pour effet de substituer au « protectorat » exclusif de Damas sur le Liban la tutelle d'une poignée d'Etats arabes, dont la Syrie, dirigée par l'Arabie Saoudite.

Un « sommet » arabe élargi se tiendra au Caire lundi 25 octobre pour entériner les décisions prises lundi 18 octobre à Riyad, concernant le rétablissement de la paix au Liban.

Aux termes de ces décisions, un cessez-le-feu devrait intervenir le jeudi matin 21 octobre. Une force de la paix arabe de trente mille hommes est chargée de faire respecter la trêve, et d'obtenir le retrait de toutes les milices, de droite ou de gauche, sur les positions qu'elles occupent.

Les chefs d'Etat réunis à Riyad — le roi Khaled (Arabie saoudite), l'émir Sabah (Koweït), les présidents Sadate (Egypte) et Assad (Syrie) — ont confirmé leur reconnaissance de l'O.L.P. comme seul représentant légitime du peuple palestinien et réaffirmé son droit de poursuivre la lutte contre Israël. Les participants du « sommet » de Riyad ont, en outre, confirmé la validité des accords de 1969 qui régissent les relations entre l'Etat libanais et les fedayin. Une commission mixte composée des représentants de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, du Koweït et de la Syrie a été constituée pour veiller à l'application de cet accord. D'autre part, la direction de la force de paix arabe a été confiée à un général saoudien, qui sera personnellement responsable auprès du président Sarkis, le chef de l'Etat libanais. A ce propos, il est stipulé dans un document annexé à l'accord de Riyad, que tous les combattants libanais comme palestiniens, devront se retirer au plus tard dix jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

La question du retrait syrien abandonnée

Autre conséquence importante de la conférence de Riyad : l'Egypte et la Syrie ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques au niveau des ambassades. Les deux pays ont décidé de cesser toute polémique dans leurs organes de presse. Le président Assad, en particulier, s'est engagé à ne plus critiquer le second accord du Sinaï conclu entre le Caire et Jérusalem. En échange de quoi, le président Sadate a renoncé à exiger le retrait des forces syriennes du Liban.

C'est grâce au président Sarkis que l'armée du président Assad pourra se maintenir dans ce pays. Le chef de l'Etat libanais a en effet déclaré à la séance d'ouverture de la conférence : « Les troupes syriennes sont venues au Liban à ma demande, et leur présence est légitime ». En réalité, lorsque les forces de Damas sont entrées au Liban, le 31 mai dernier, M. Sarkis n'était pas encore en fonctions. Cependant, le président Sadate a aussitôt répondu au chef de l'Etat libanais : « Puisque tel est le cas, nous ne devrions pas intervenir dans les affaires intérieures du Liban. Je propose dès lors de supprimer de l'or-

dre du jour la question relative au retrait de l'armée syrienne. » Après avoir remercié le chef de l'Etat égyptien, le président Assad a déclaré à son tour : « Je suis tout à fait d'accord avec M. Sadate sur ce point. »

Les observateurs s'accordent pour estimer que c'est à la demande pressante de l'Arabie Saoudite que le président Assad s'est réconcilié avec le chef de l'Etat égyptien, et avec M. Arabi, dont il exigeait auparavant le limogement. Selon la presse libanaise, Riyad aurait exercé de vives pressions sur Damas, allant jusqu'à menacer de rompre les relations diplomatiques et de suspendre l'assistance financière que fournit le royaume wahabite au régime baasiste.

Scepticisme et méfiance prévalent à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — Au terme d'une journée de bombardements aveugles au cours de laquelle plus de mille obus se sont abattus sur les deux secteurs de Beyrouth, faisant, selon une estimation prudente, plus de cent cinquante tués et deux cent cinquante blessés au sein de la population civile, les Libanais et les Palestiniens du Liban ont appris lundi soir l'accord intervenu au « sommet » arabe de Riyad.

Cet accord a été accueilli avec soulagement par l'opinion publique et avec le ferme espoir qu'il ne restera pas, comme tous les précédents, lettre morte.

Parmi les dirigeants, les réactions sont plus complexes. On n'avait enregistré mardi matin qu'une seule déclaration postérieure à la diffusion du communiqué de Riyad. Elle émanait de M. Camille Chamoun (conservateur chrétien), qui a dit : « Conclure des accords est une chose, les appliquer en est une autre. »

La droite chrétienne est réservée et méfiante. Elle craignait depuis un certain temps, sinon un retournement, du moins une évolution de l'attitude syrienne. Le chef des Phalanges, M. Gemayel, a ajourné son commentaire sur les décisions de Riyad.

Cependant, le parrainage arabe de la tutelle établie sur la résistance palestinienne, et dont l'exécution principale demeurera de facto la Syrie, devrait rassurer quelque peu la droite chrétienne. Un subtil équilibre s'est établi à Riyad, dont le Liban devrait pouvoir tirer profit à l'avenir.

Les Palestiniens, pour leur part, ne sont pas moins méfiants. Le partage des rôles entre la Syrie et l'Egypte était une condition sine qua non de l'amorce d'un règlement de la crise. Mais la résistance palestinienne avait besoin d'un répit.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Une nouvelle organisation judiciaire pour la région parisienne

Le conseil des ministres de ce mardi 19 octobre devrait examiner un ensemble de mesures — dont un projet de loi organique, — relatives à l'organisation judiciaire — notamment dans la région parisienne, — et à la magistrature.

Revenant partiellement sur les décisions d'un comité interministériel remontant au mois d'avril dernier, le garde des sceaux propose de détacher de la nouvelle cour d'appel de Versailles le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine), qui lui avait été dans un premier temps rattaché et de renvoyer, pour l'avenir, en principe, à détacher les trois tribunaux périphériques (Bobigny, Créteil et Nanterre) de la cour d'appel de Paris. Des modifications de rang seraient proposées pour certains chefs des juridictions les plus importantes de France.

(Lire en page 14 l'article de PHILIPPE BOUCHER.)

LIRE PAGE 12 :

**LE PREMIER CONGRÈS
MONDIAL
DE L'« OMBUDSMAN »
par Aimé Paquet**

LA FAILLE

Tout système institutionnel a ses ombres et ses lumières. Les uns vantent la vertu des institutions britanniques, qui assurent à

por ALBIN CHALANDON

la fois l'autorité d'un homme, le premier ministre, et l'existence d'une majorité pour le soutenir. Les autres appellent de leurs vœux le système des Etats-Unis, qui tient le chef de l'exécutif hors d'atteinte du Congrès. Les premiers oublient que le système des partis en France a toujours été incapable de dégager une majorité ; les seconds, que le président peut avoir en face de lui un Parlement qui paralyse son action en lui refusant les moyens de sa politique.

Le système français, dont Georges Pompidou a dit qu'il était bédard, a efficacement fonctionné pendant dix-huit ans. Il n'en comporte pas moins, comme les autres, une lacune grave : la puissance du président de la République repose sur l'autorité de fait que lui confère son élection, non sur ses pouvoirs constitutionnels. La force d'attraction qu'il exerce en bipolarisant la vie politique doit normalement permettre de dégager une majorité pour soutenir son action. Mais la logique a des limites : le conflit est possible entre le président et le Parlement. Il peut se situer au niveau du premier ministre, si celui-ci est issu d'une majorité parlementaire hostile ou peu sûre ; il peut se situer au niveau de l'Assemblée nationale, devant laquelle le gouvernement est responsable, si le premier ministre est du côté du président et, par conséquent, accepte de se retirer lorsque celui-ci le lui demande.

Aucun de ces deux conflits ne s'est présenté jusqu'à ce jour. Ceux qui ont été observés tiennent à l'existence de la dyarchie,

c'est-à-dire la coexistence du président et du premier ministre. Ils sont sans gravité. Le départ de Jacques Chirac a simplement traduit une opposition dans la conception de l'action gouvernementale entre le président et son premier ministre qui en a tiré les conséquences en se retirant. Il n'a fait comme ses prédécesseurs, en y ajoutant les explications et la vivacité que MM. Debré, Pompidou, Chaban-Delmas avaient préférées taire ou réprimer. Rien ne dit que le silence est préférable dans une telle circonstance.

(Lire la suite page 8.)

LE CONTINENT DES MERS DU SUD

Un art de vivre

Sur le plus grand continent du monde, le Pacifique — non pas l'océan, mais, tous éléments confondus, îles et flots — l'Occident a plaqué les mythes nés de ses rêves, de ses insuffisances, de ses appétits économiques : les grandes découvertes devaient être celles de richesses matérielles, comme celle du paradis terrestre, un paradis dans lequel il ferait bon s'ébattre avec des beautés à la nudité accueillante, mais — première contradiction ? — dont il faudrait aussi extirper le paganisme et vêtir les Tahitiennes et autres Tongiennes. Pour ce Pacifique, qui fut sillonné par les explorateurs, disputé par des missions concurrentes et des firmes commerciales rivaux, qui fut le théâtre, pendant la Seconde Guerre mondiale, d'une bataille de géants, et

des étrangers ont eu jusqu'à présent connaissance, accuse la veuve de Mao d'avoir insisté, « contre l'avis des médecins », pour faire transporter le président, « tentant ainsi vainement de le tuer ». Elle est notre ennemi irréconciliable, ajoute le texte. Le texte d'un dazibao affiché à l'université de Pékin, le seul dont

De notre correspondant

Pékin. — La campagne de dénonciation des quatre anciens dirigeants de la gauche, Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan — se développe dans un ton d'accusations de jour en jour plus graves et plus violentes. Le texte d'un dazibao affiché à l'université de Pékin, le seul dont

La même affiche apporte de multiples précisions sur les antécédents de la crise et prétend retracer la « longue histoire » de la « bande des quatre » — nommément désignés — et de leur ambition pour dénaturer le parti et prendre le pouvoir.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Cruauté mentale

Si nous comprenons bien, la veuve de Mao a été emprisonnée pour cruauté mentale. Entre autres méfaits, elle aurait tracassé outre mesure, durant sa dernière saison, le Grand Timonier...

Il est à souhaiter qu'une telle répression ne soit pas appliquée en France, car, alors, les prisons seraient vite noires de monde, de Dunkerque à Brest, avec les parents qui tourmentent leurs enfants (et inversement), le mari qui persécute sa femme (et réciproquement), le chef de service qui humilie ses subordonnés, le P.-D. G. qui humilie le chef de service, le policier qui humilie le Français silencieux et moyen, le Français silencieux et moyen qui humilie le Juif, l'Araabe, l'Africain, etc.

Au bout du compte, chaque homme, chaque femme, devrait aller en prison, car il n'est de pire ennemi pour soi-même que soi-même. Il n'est de si sournois cruauté que celle qu'on s'ingénie à exercer sur soi.

FRANÇOIS BOTT.

Pour donner l'heure ou pour l'offrir...



LANCEL
le savoir-choisir

LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

M. Chang Chun-chiao aurait précipité l'élimination de M. Teng Hsiao-ping pour s'emparer ensuite du pouvoir

M. Chang Chun-chiao aurait été le « cerveau du complot » dirigé contre M. Hua Kuo-feng, si l'on en croit une source proche des autorités chinoises, citée par l'agence japonaise Kyodo. Cette personnalité du groupe de Changhaï aurait réussi à faire croire, grâce à un faux, que la disgrâce de M. Teng Hsiao-ping, ancien vice-premier ministre, avait été décidée par Mao Tse-toung lui-même. Des enquêtes sont menées à Pékin à ce sujet, à l'issue desquelles M. Teng pourrait être réhabilité.

L'élimination politique de M. Teng Hsiao-ping, citée selon Kyodo, la première étape du plan de prise du pouvoir de M. Chang Chun-chiao, M. Teng, qui avait déjà été éliminé du pouvoir pendant la révolution culturelle, avait été nommé en janvier 1975 vice-président du parti et premier vice-premier ministre. M. Chang enlève alors le contrôle sur une campagne virulente, déclarant que M. Teng avait choisi la voie du capitalisme. Finalement, M. Chang réussit à éliminer M. Teng du pouvoir en avril 1976, à la suite des émeutes de la place Tien-An-Men qu'il avait, selon la source citée par Kyodo, organisées.

Après l'élimination de M. Teng Hsiao-ping, le président Mao, qui se serait assis à la tête des émeutes de M. Chang, aurait alors décidé de nommer M. Hua Kuo-feng premier vice-premier ministre. De plus, à la suite des émeutes de Tien-An-Men, un des vice-premiers ministres, M. Li Hsien-nien, en disgrâce pour avoir collaboré avec M. Teng, retrouvait son poste, afin, également, de contrebalancer l'influence du groupe de Changhaï. Au fur et à mesure que la santé du président déclina, la lutte politique entre MM. Hua et Chang devint de plus en plus âpre.

Selon ces « sources proches des autorités chinoises », M. Chang, le 9 septembre, immédiatement après la mort de Mao, décidait de falsifier les dernières volontés du président défunt. Il comptait ainsi placer Mme Chiang Ching à la présidence du parti et devenir lui-même premier ministre. M. Hua Kuo-feng, se rendant compte que les dernières volontés du président Mao avaient été falsifiées, aurait alors été une mise en garde de Mao contre les « machinations politiques ». M. Chang fut de plus en plus isolé au sein du bureau politique et de l'armée, malgré ses tentatives de discréditer M. Hua, et il aurait alors décidé d'assassiner ce dernier. M. Chang et les autres conjurés ont été arrêtés à la suite d'une réunion du bureau politique du 6 octobre, ajoute Kyodo.

Les œuvres de deux des principaux conjurés, MM. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, ont disparu des rayons des librairies chinoises, mais, lundi, elles restaient toujours disponibles en langues étrangères.

M. Chang Chun-chiao avait écrit un article intitulé « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie », publié dans le numéro d'avril 1975 du *Drapeau rouge*. M. Chang dénonçait notamment un « complot d'embourgeoisement » soutenant sur une partie du parti et en particulier sur certains de ses dirigeants qui « se lancent » dans une course acharnée aux honneurs et aux richesses.

Deux articles de M. Yao Wen-yuan étaient disponibles récemment encore en chinois et ne sont plus vendus dans cette version. Il s'agit d'un article datant de la révolution culturelle (« Commentaires sur deux livres de Yao Wen-yuan », publié en septembre 1967 par le *Quotidien du peuple*) dans lequel l'ancien directeur du bureau de la propagande et ancien membre du bureau politique Yao Wen-yuan était accusé de créer un « complot contre-révolutionnaire révisionniste ».

La reprise en main des universités

M. Yao Wen-yuan faisait précéder son texte d'une citation de Mao Tse-toung et appelait à la vigilance contre « les carriéristes et les conspirateurs », afin d'« empêcher ces mauvais éléments d'usurper la direction du parti et de l'Etat à un niveau quelconque ».

L'autre pamphlet, également introuvable dans les librairies chinoises, est intitulé « De la base sociale de la ligne politique de Lin Biao ». Dans cet écrit, publié dans le *Drapeau rouge* de mars 1975, M. Yao dénonçait l'ancien ministre de la défense, qui avait créé des organisations « d'agents secrets et joments un coup d'Etat contre-révolutionnaire armé ».

Il se confirme, d'autre part, que deux dirigeants des universités de Tsinghua et de Peking, ont été arrêtés ces derniers jours. L'information a été donnée par des responsables de Tsinghua à des étudiants étrangers. Selon ces mêmes étudiants, la critique contre M. Teng Hsiao-ping a été suspendue dans les cours d'éducation politique de Tsinghua, jusqu'à présent l'université la plus en régence dans le domaine idéologique. L'accusé est actuellement mis sur le soutien au comité central du parti dirigé par M. Hua Kuo-feng, et aux récentes décisions de ce comité.

(1) Le 24 février 1966, le *Quotidien du peuple* écrivait que la campagne contre le groupe de Changhaï et Mao Tse-toung (le Monde du 25 février). Le président était-il alors abstrus ou le groupe de Changhaï au point de laisser publier un éditorial aussi important ? Etait-il incapable de réagir ? Ou assiste-t-on aujourd'hui à une réaction de l'Etat pour mieux justifier la répression des « radicaux » ? En commentant, dans ces conditions, l'expulsion de M. Hua Kuo-feng et lui-même participé à la campagne « anti-révolutionnaire » ? Put-il être le soutien d'un « complot » ourdi par M. Chang ?

Évitant toute polémique avec Pékin

M. Leonid Brejnev déclare que « les problèmes les plus compliqués de l'Asie » peuvent être résolus

De notre correspondant

Moscou. — M. Leonid Brejnev a confirmé, le lundi 18 octobre, la volonté soviétique de ne pas reprendre la polémique avec Pékin. Il n'a pas parlé du contentieux qui oppose l'Union soviétique et la Chine, et s'est prononcé en faveur d'un rapprochement « pas à pas » entre Moscou et Pékin. Il n'a cependant pas fait la moindre concession aux thèses chinoises, mais, lundi, elles restaient toujours disponibles en langues étrangères.

« Nous avons bien sûr accordé une attention particulière aux problèmes de l'Asie », y compris aux problèmes les plus compliqués. Peuvent-ils être résolus ? Nous répondons à cette question par l'affirmative. Il suffit de regarder les rapports avec persévérance, pas à pas, sur les principes de bon voisinage, de respect dans les faits de l'égalité et de la souveraineté des autres Etats, d'encourager l'avenir et de mener un dialogue constructif. Chaque pays qui abordera le problème de cette manière peut compter sur notre compréhension. C'est ce que nous souhaitons de tous les Etats asiatiques et de la paix dans le monde. »

M. Tseedenbal, qui a souvent critiqué la Chine dans des termes plus ou moins élogieux, a déclaré à Moscou, s'est contenté de constater que « les perspectives de consolidation de la paix et de la sécurité sont avant tout devant le continent asiatique ». Il a compris le projet soviétique de sécurité collective en Asie. Il s'est prononcé en faveur d'une coopération plus étroite entre la Chine et le mouvement communiste « sur les principes de l'indépendance, de la souveraineté et de l'égalité ». Rappelons que plusieurs divisions soviétiques sont stationnées en Mongolie. M. Brejnev y a fait allusion, affirmant que « la Mongolie est notre amie ». Elle fait partie de la grande famille des Etats socialistes ; sa situation et sa sécurité sont solides. »

Selon plusieurs experts occidentaux des rapports sino-soviétiques, l'abandon par Moscou de la polémique avec la Chine est avant tout tactique. Il s'agit de prouver à l'opinion internationale, en particulier à celle du tiers-monde, que l'U.R.S.S. est animée de bonne volonté dans cette affaire. Les dirigeants soviétiques ne se feraient aucune illusion sur les chances d'une normalisation à court ou à moyen terme de leurs rapports avec Pékin. Les derniers événements de Chine ne les auraient pas amenés à réviser leur jugement : tout en se réjouissant de l'élimination des « gauchistes » de Changhaï, ils s'attendaient que l'actuelle direction chinoise, loin de répondre à leur demi-ouverture, se rapproche, au contraire, des Etats-Unis (1).

JACQUES AMALRIC.

(1) Pékin n'a pas mis fin à ses attaques contre Moscou. Chine nouvelle donne un commentaire consacré à la situation dans le monde arabe, a annoncé lundi l'effondrement du social-imperialisme soviétique » au Nam-monde.

La campagne contre les « comploteurs » se durcit

(Suite de la première page.)

Déjà, relate-t-il en substance, les « quatre » formalent, du vivant du président Mao, « une clique très étroite tramant dans son dos complots et conspirations », cherchant à « créer une opinion publique contre-révolutionnaire » et « intervenir partout ».

Toutefois, poursuivent les auteurs du texte, le président Mao avait démasqué leurs intrigues et les ambitions de Chiang Ching. Ainsi avait-il demandé à leur sujet : « Y aurait-il des camarades qui n'obéissent pas à mes trois articles (?) et qui oublient que ces trois articles ont été discutés par les millions de « dixième congrès du parti ? »

En décembre 1974, au début de la campagne pour l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat « la bande des quatre » a failli la théorie du président Mao selon laquelle le révolutions communistes le danger principal, les attaques dans les journaux muraux appartenant à Changhaï dans les termes parfois les plus vifs. La situation dans cette ville commence à inquiéter les observateurs. Les manifestations de masse s'y poursuivent depuis plus de quatre jours et un nouveau meeting devait encore y avoir lieu ce mardi 19 dans l'après-midi. D'après la plupart des témoignages, la foule est soigneusement encadrée et les défilés, même s'ils bloquent la circulation sur quelques-unes des principales artères, ont lieu dans l'ordre. Certains journaux muraux étonnent cependant, soit parce qu'ils font allusion à des tentatives de résistance

lentes. « Chiang Ching, dit encore le texte, a organisé des réunions et diffusé des directives au nom du président Mao à l'insu de ce dernier et du comité central. Alors que le président était très malade, elle ne s'en est aucunement souciée. Lorsque sa maladie s'est encore aggravée, elle s'est rendue à Tachai, où elle s'est conduite avec violence et grossièreté. »

Enfin « la bande des quatre » se voit reprocher d'avoir agi « à l'encontre des vœux de tout le peuple chinois », s'opposant à la conservation du corps du président défunt. L'accusation de cette bande, dit encore le texte, réjouit le peuple. C'est une chose excellente. »

Rappelons qu'il ne s'agit là que d'un dazibao parmi beaucoup d'autres, dont les textes ne sont pas encore connus, mais risquent d'être riches également de « révélations ». La venue du président est d'ailleurs attendue dans les journaux muraux appartenant à Changhaï dans les termes parfois les plus vifs. La situation dans cette ville commence à inquiéter les observateurs. Les manifestations de masse s'y poursuivent depuis plus de quatre jours et un nouveau meeting devait encore y avoir lieu ce mardi 19 dans l'après-midi. D'après la plupart des témoignages, la foule est soigneusement encadrée et les défilés, même s'ils bloquent la circulation sur quelques-unes des principales artères, ont lieu dans l'ordre. Certains journaux muraux étonnent cependant, soit parce qu'ils font allusion à des tentatives de résistance

— des responsables locaux auraient tenté de mobiliser et d'armer les milices ouvrières — soit parce qu'ils élargissent les attaques à d'autres personnages ou à des thèmes que l'on a évité d'aborder à Pékin. Trois des secrétaires du comité du parti de la municipalité de Changhaï — que dirigeaient trois des dirigeants déchu — sont ainsi critiqués. D'autres affiches s'en prennent à la direction des studios de cinéma et à des productions théâtrales, domaine auquel s'intéressait particulièrement Mme Chiang Ching. La question se pose de savoir jusqu'où peuvent aller ces débordements et quel contrôle en gardent les autorités.

Est-ce à dire qu'on assiste au début d'une campagne d'épuration ? Rien ne l'indique, pour l'instant du moins. Le cas de M. Ma Tien-shui, privé de poste par voie d'affiche, est révélateur à cet égard : l'affaire du « complot » était déjà largement révélée lorsque le vice-président du comité révolutionnaire a été chargé, ces jours derniers, d'accueillir à Changhaï le premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'objet des manifestations paraît être de couper aussi complètement que possible de leur « base » les « radicaux » aujourd'hui condamnés et qui étaient si puissants dans la grande ville. Ne peut-on parler d'une manifestation d'exorcisme ? On note que, parmi les établissements dont le personnel dénonce vivement « les opportunistes de droite et de gauche », figure celui de l'usine de coton n° 17, celle-même où M. Wang Hong-won fut autrefois ouvrier et où il commença il y a dix ans sa carrière politique.

« Les escrocs fausement marxistes »

La presse pékinoise s'efforce, pour sa part, de créer l'impression d'une homogénéité totale de l'opinion et d'un ralliement sans faille de la population « autour du comité central ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng ». Parallèlement cependant, les attaques contre les dirigeants éliminés se font de plus en plus vives. Mardi, le *Quotidien du peuple* publie un éditorial célébrant le quarantième anniversaire de la mort de Lu Hsun, et rappelle que le président Mao avait désigné le grand écrivain chinois comme le « héros national le plus brava, le plus juste, le plus ferme, le plus loyal et le plus ardent sur le front de la culture ». Mais le journal loue particulièrement la lucidité avec laquelle Lu Hsun a su dénoncer « les vers qui se glissent dans le camp révolutionnaire, les démagogues et mette au jour leur véritable nature ».

Ces escrocs fausement marxistes, qui ne recherchent que leur intérêt personnel au nom de la révolution, poursuivent l'organe du P.C. Lu Hsun (...) montra de manière pénetrante comment ils formaient des cliques (...), trappaient les autres pour trouver leur propre profit, prononçant de grands mots pendant la journée pour jouer la nuit le jeu de la dissension, de la provocation et de la division », portant ainsi « la tige la plus grave à la cause de la révolution par leur travail de sappe intérieur ».

On voit assez bien, à travers ce langage — qui fait écho au dazibao de l'université de Pékin — selon quels thèmes va s'orienter l'accusation contre Mme Chiang Ching et ses amis. Le *Quotidien du peuple* fait d'ailleurs dans la même édition un pas de plus que les jours précédents en appelant à la dénonciation non plus seulement « de ceux qui trament complots et intrigues », mais, plus précisément, des personnages qui « tentent d'absorber le pouvoir du parti et de l'Etat ».

ALAIN JACOB.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Épuration à la chinoise

Un mois après le décès de Mao Tse-toung, une crise profonde atteint les sphères dirigeantes chinoises. La disparition du Grand Timonier a révélé les divisions qui opposent la « gauche » et les « modérés ». La bataille qui s'est engagée, à la fois pour la succession et pour la direction du pays, est d'une extrême violence. Les leaders les plus radicaux, mais le succès de M. Hua Kuo-feng et son ascension rapide ne signifient pas pour autant que la lutte pour le pouvoir soit terminée.

Pour Roger Chateaubert, dans *PARIS-MATCH*, « tout permet de supposer que (les récentes) arrestations amorcent un virage dans la politique extérieure et intérieure de la Chine ». « Mais, conclut-il, comme Chiang-Ching (la venue de Mao), la raison d'Etat s'accompagne sans aucun doute d'un règlement des comptes. »

Dans *L'EXPRESS*, Emile Guikovsky estime que Mme Chiang-Ching, « la petite actrice de Changhaï », a joué un rôle qui ne dépassait pas le rôle du dépositaire. Il souligne, par ailleurs, le poids de l'armée dans les événements des derniers jours : « le slogan maoïste n'a jamais eu plus d'actualité ». « En se rangeant, écrit-il, derrière M. Hua et Li Hsien-nien, l'armée espère trouver chez eux les moyens du pouvoir civil un sentiment plus compréhensif et généreux à son égard. » Il ajoute : « Elle ne cesse, depuis vingt ans, de réclamer une réforme d'entraînement qui lui permettent enfin d'affirmer sa puissance. Ce nouvel épisode de l'histoire de la Chine pourrait marquer le début d'un renversement dramatique des tendances du communisme chinois. Après le pouvoir, les slogans viendraient à la conscience des citoyens du pouvoir et de l'économie. »

Patrice Drouin évoque lui aussi, dans *LE NOUVEAU ECONOMISTE*, le rôle de l'armée, qui, note-t-il, « penche activement du côté des gestionnaires » — (dont) semble faire partie, précise-t-il, M. Hua Kuo-feng. « Depuis de nombreuses années, pour les militaires réclament une modernisation de leur équipement. Cette modernisation passe, pour certains, par l'adoption de l'électronique, etc., par une « ouverture » à l'Occident. Bien que possédant l'arme nucléaire (le problème des vecteurs n'est pas encore tout à fait résolu), la Chine révolutionnaire a besoin de dépasser ses forces armées, afin d'être prête à s'opposer à une éventuelle attaque soviétique. »

Pour Jean Bothorel, dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité, une constatation s'impose : « La mort de Mao est intervenue à un moment décisif de la révolution économique de la Chine : les risques de pénurie alimentaire s'accroissent inévitablement. » Jean Bothorel note encore : « Pour un pays qui vient de sortir de la misère et de la famine, l'objectif de l'équipe Hua Kuo-feng pour se maintenir au pouvoir est, sans doute, d'éviter une grave crise alimentaire, avec tous les risques politiques d'une telle crise. C'est dès lors la volonté de maintenir l'ordre et de « faire tourner la

machine » qui peut l'emporter, au prix, s'il le faut, d'une vague d'arrestations. »

Dans *CHARLIE-HEBDO*, Cavaud écrit : « Les dirigeants chinois sont encore purs. Ils craignent la dictature peut-être, mais à autre chose qu'à la dictature. Que la dictature du prolétariat est une dictature pas comme les autres. Qu'il faut (et qu'il suffit) de passer par d'énormes sacrifices tout de suite et pendant suffisamment longtemps pour avoir une société sans classes. On a vu, après-demain, dans quelques générations, s'effondrer dans leurs mini-révolutions de palais à leur suite, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations superficielles, que la loi, la signification, constante, le communisme dénominateur, c'est : bagarres de chiens autour d'un os. Les : le pouvoir. »

Judith Van Derstegen assure dans *POLITIQUE HEBDO* que l'« on sort très facilement de la ligne en Chine dans la mesure où la vie collective est régie par l'Etat, dirigée par le parti, et où, comme l'a affirmé la nouvelle Constitution de 1975, les libertés de la vie individuelle ne sont plus garanties ». Elle précise : « Si être de « droite », c'est être ce vide idéologique qui se camoufle sous des mots, qui pour l'instant n'apparaissent plus comme crédules, alors, pour la Chine, je souhaite qu'une « ligne de droite » triomphe : je soutiens aussi que

nombreux sont les Chinois qui sont « de droite. »

Pour Dominique Chablis, dans *LUTTE OUVRIERE*, trotskiste, « la lutte actuelle n'est pas une lutte entre une gauche plus ou moins lisse aux masses et une droite visant à renforcer le rôle de l'armée. C'est d'ailleurs, par l'intermédiaire de cette même armée que ceux qu'on présente comme les dirigeants de la gauche ont organisé et encadré la petite bourgeoisie étudiantine contre les travailleurs pendant la révolution culturelle. Les dans en présence ne représentent en rien des couches sociales différentes. Et en particulier aucun ne représente la classe ouvrière. »

Après avoir affirmé que M. Hua Kuo-feng « ne pourra refuser d'affronter qu'il les suscite ou qu'il les subisse », les tempêtes de la lutte de classes sous le socialisme », K. S. Karol relève, dans *LE NOUVEAU OBSERVATEUR* : « Les hommes du pouvoir ont souvent la faiblesse de piler même les meilleures doctrines aux besoins de leur politique, voire de leur position personnelle. Mais ces opérations sont sûrement plus faciles quand la doctrine et la pratique sociale favorisent le contrôle d'en haut par un parti homogène et tout-puissant. En Chine, ce n'est pas le cas, et c'est pour cela que la situation de Hua Kuo-feng et de son appareil ne peut être considérée comme stable et garantie pour une longue période de temps. La lutte politique en Chine n'est sûrement pas à son dernier rebondissement car les enseignements de Mao, que Hua Kuo-feng veut continuer de diffuser, représentent qu'il le veuille ou non, une « bombe retardement » qui risque fort d'ébranler un jour son édifice. » Proche ou lointain, ce « jour », pourrait alors marquer la revanche de ceux dont l'élimination aujourd'hui a permis à M. Hua Kuo-feng de succéder au héros de la Longue Marche. — A. Ch.

ARTHUR M. SCHLESINGER

conseiller spécial
de Kennedy et de Johnson

LA PRÉSIDENTE IMPÉRIALE

l'enjeu des élections américaines
l'avenir du régime présidentiel

puf

LE MONDE
diplomatique

Numéro d'octobre

LA POLOGNE À L'ÉPREUVE
(Reportage de Maurice T. Maschimo et Fodéla M'Rebet)

•

LA GAUCHE PORTUGAISE VICTIME DE SES CONTRADICTIONS
(Eduardo Lourenço)

•

LE NOUVEAU JEU DE L'ÉGYPTÉ EN AFRIQUE
(Marie-Christine Aulas)

•

Le numéro : 5 F
Publication mensuelle du Monde
3, rue des Italiens, 75227 Paris
Cedex 09
EN VENTE PARTOUT

1976-10-20

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN APRÈS LE « SOMMET » DE RYAD

Les bombardements ont repris à Beyrouth avec une ampleur inégalée depuis quatre mois

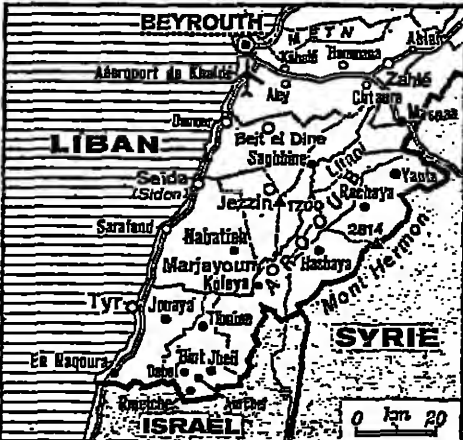
De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Les explosions se succèdent à intervalles presque réguliers, et l'écho des sirènes des ambulances s'élève dans les rues désertes. Des miliciens s'agitent par haut-parleurs des habitants à ne quitter leur domicile sous aucun prétexte. Dans les avenues les plus exposées aux tirs adverses, les rares voitures qui circulent encore zigzaguent d'un bord à l'autre de la chaussée, dans le crissement des pneus, pour longer le trottoir qui semble être le plus à l'abri. Quelques piétons rasant les murs, se rendant à chaque porche sur la situation au prochain carrefour. Depuis le début du « sommet » de Ryad, le 18 octobre, alors que l'on notait une accalmie sur la plupart des autres fronts au Liban, un pilonnage intensif a repris à Beyrouth de part et d'autre de la ligne de démarcation. Dans le quartier résidentiel de la colline d'Achrafieh, qui domine le secteur est de Beyrouth, on n'avait pas connu de pareils bombardements depuis le mois de juin, lors de la bataille autour du camp de Tell-El-Zaatar, dont les ruines s'étendent au pied de la colline. A Achrafieh, avant-poste le plus vulnérable du secteur « chrétien » depuis le début de la guerre, on se sentait un peu plus en sécurité après la chute, en juillet, des enclaves palestiniennes et progressistes de Tel-El-Zaatar, de Nabatieh et de Zisr-El-Bachra, situées sur les arrières des positions tenues à Beyrouth par les forces des partis conservateurs. Mais depuis trois jours, dans ce quartier aux trois quarts vide de sa population, on a de nouveau connu la peur. Dans le seul hôtel resté ouvert à Achrafieh, des gens

La gauche assure que des forces israéliennes ont participé à une opération contre Marjayoun

De notre correspondant

Beyrouth. — S'appuyant sur Liban même, que les commandos palestiniens devaient, le cas échéant, franchir avant d'atteindre Israël. On se demande à Beyrouth quelle force sera amenée aux termes des accords de Ryad, à contrôler militairement la zone frontalière du Liban-Sud, et si Israël y tolérera une force arabe sans considérer que sa sécurité est menacée. Une porte-parole du commandement israélien a démenti lundi 18 octobre, à Tel-Aviv, les informations publiées à Beyrouth selon lesquelles des éléments de l'armée israélienne auraient participé à la prise de Marjayoun. Le porte-parole a déclaré : « Depuis le début, on tente d'impliquer Israël dans la guerre. Mais cela n'a rien changé. Israël n'est pas impliqué dans la guerre. » (A.P.)



Démenti à Tel-Aviv

principaux postes palestino-progressistes du Sud. Cette caserne a été investie, mais les Palestiniens progressistes affirment que les assaillants ont été encerclés et que l'opération a été menée par Israël. A ce propos, deux versions sont avancées de source palestino-progressiste : selon la première, les troupes israéliennes auraient directement occupé la caserne, puis l'auraient rendue aux forces de la droite libanaise, qui y auraient alors été encerclées. Selon la seconde, les forces de droite auraient avancé sous la protection d'un barrage d'artillerie israélien. Les palestino-progressistes affirment que les Israéliens cherchent à créer une situation irréversible, rendant impossible l'application des accords libano-palestiniens en ce qui concerne la zone frontalière. Selon eux, le plan israélien consiste à installer une sorte de barrière au



Les neuf points de l'accord

Selon le communiqué final diffusé lundi soir 18 octobre, l'accord conclu au « sommet » de Ryad compte neuf points :
● Le cessez-le-feu entrera en vigueur sur l'ensemble du territoire libanais à 6 heures (5 heures de Paris), le jeudi 21 octobre.
● La « force de paix » arabe, qui sera placée sous le commandement suprême du président Sarkis, sera transformée en armée d'intervention et de dissuasion. Ses effectifs — actuellement quelques centaines de militaires — seront portés à 4 000 hommes, à terme mille hommes de plus. Elle aura comme tâche d'assurer l'application des diverses dispositions de l'accord, de veiller en particulier au respect du cessez-le-feu.
● Les Palestiniens devront appliquer à la lettre les accords de 1969 qui régissent leur statut au Liban. Ils devront abandonner les positions qu'ils occupent et réintégrer leurs camps et leurs bases. Les volontaires venus en renfort de l'étranger devront quitter le pays. Les autres forces belligères — conservateurs et progressistes libanais — devront, pour leur part, se retirer sur les positions qu'elles occupaient le 13 avril 1976, date à laquelle la guerre civile avait commencé. Les « casques blancs » arabes seront chargés de superviser ces diverses opérations d'ordre militaire.
● La « force de la paix » arabe recueillera tout l'armement lourd détenu par les belligères : pièces d'artillerie, mortiers, lance-roquettes, chars, véhicules blindés, notamment. Elle aidera le gouvernement libanais à récupérer les établissements d'utilité publique et à défendre les installations militaires de l'Etat.
● Les signataires de l'accord se portent garants du respect des conventions libano-palestiniennes de 1969. A cet effet, une commission permanente sera constituée, comprenant les représentants de la Syrie, de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte, du Koweït et du Liban.
● L'O.L.P. s'engage à respecter la souveraineté et la sécurité du Liban, à s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. En échange de quoi, les autorités légitimes du Liban garantiront aux Palestiniens leur sécurité et leur liberté de mouvement et d'action dans le cadre des conventions de 1969.
● Les signataires de l'accord de Ryad s'engagent à respecter l'unité et la souveraineté nationale du Liban.
● Les signataires confirment leur adhésion aux résolutions prises aux « sommets » arabes d'Algier (1973) et de Rabat (1974) relatives à la reconnaissance de l'O.L.P. comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Ils prennent l'engagement de soutenir l'O.L.P. et le peuple palestinien dans leur lutte (contre Israël).
● Les parties contractantes mettront fin aux campagnes de presse à caractère polémique et donneront pour directives aux mass media de ne servir que la cause de la paix.
En annexe de l'accord de Ryad figure un calendrier qui fixe un délai de dix jours pour la suppression de toute présence militaire au Liban (autre que l'armée régulière), qui précéderait la réouverture à la circulation des grands axes routiers ainsi que des routes d'importance secondaire. L'aéroport international de Beyrouth serait remis en activité.

Un film réalisé sur les Kurdes en Iran, en Irak et en Turquie par Sammaneh Braquet sera présenté le dimanche 24 octobre, à 14 h 30 et le mardi 26 octobre, à 18 h 30 et 21 heures, à la salle Pleyel. La seconde partie de ce document retrace la lutte des Kurdes d'Irak pour conquérir leur autonomie.

Israël

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ETAT A ÉTÉ ARRÊTÉ POUR CORRUPTION

(De notre correspondant)

Jérusalem. — L'affaire Yadin, qui, depuis quelques semaines, occupe la première place dans l'ensemble de la presse israélienne, a pris dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 octobre un tournant dramatique. M. Asher Yadin, président-directeur général de la Caisse-malade de la centrale syndicale Histadrout, désigné par le gouvernement aux fonctions de gouverneur de la Banque d'Etat, a été arrêté. Un autre personnage important de la centrale, M. Mondekhai Bilson, qui a voulu servir de témoin à charge, a été également incarcéré. M. Bilson, qui était un ami intime de M. Yadin, a déclaré le département des travaux à l'étranger de l'entreprise de travaux publics Solal Boneh, que contrôle la Histadrout.
Le scandale, qui couvait depuis la fin du mois dernier, lorsqu'il a commencé à être question d'une enquête policière « sur les ruines maléfiques » qui étaient répandues au sujet de M. Yadin (le Monde daté 3-4 octobre), pourrait provoquer de profonds remous dans la vie politique israélienne. La Histadrout, puissant organisme qui se confond avec le parti travailliste, dont M. Yadin est un membre influent, est sérieusement ébranlée par une affaire qui paraît avoir des ramifications étendues. — A. Sc.

LA MÉFIANCE PRÉVAUT À BEYROUTH

(Suite de la première page.)

Elle estime l'avoir obtenu. On constate qu'elle a confirmé à Ryad les concessions qu'elle avait faites à Chataura il y a une semaine, avant la dernière offensive militaire syrienne à savoir, essentiellement, que le retrait des troupes de Damas est passé sous silence, et que le territoire sous contrôle syrien restera pratiquement intact. Les Palestiniens, quant à eux, ont une vision de la force de paix arabe. L'avant-projet d'accord libano-palestiniens de Chataura est, d'ailleurs, entré en vigueur le 18 octobre. Ryad, celui-ci comporte plusieurs autres détails favorables aux Syriens, concernant notamment le contrôle des routes au Liban. Les Palestiniens estiment malgré tout que, l'accord prévoyant un contrepoint égyptien et un contrôle saoudo-jordanien, l'entente syrienne sur le Liban et sur l'O.L.P. change de nature. Quant au Mouvement national progressiste libanais, il est plus réticent que les Palestiniens. Mais, surtout, il joue un rôle négligeable, surtout au cours des dernières phases de la bataille, il ne peut ni se démarquer de ceux-ci ni faire pression sur eux.

LUCIEN GEORGE.

M. RAYMOND EDDÉ : les Libanais se sont battus pendant dix-neuf mois pour rien.

M. Raymond Eddé, président du Bloc national (droite chrétienne libanaise), a fait au « Monde » ce mardi 19 octobre la déclaration suivante :
« La réunion de Ryad a eu pour résultat, d'abord la reconnaissance des deux chefs d'Etat — M. Amour El Sadate et Hafez Assad, — qui ont décelé par ailleurs de rétablir des relations diplomatiques entre les deux pays, ensuite la reconnaissance entre M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., et le chef de l'Etat syrien, pour le plus grand profit de ce dernier. Quant à M. Arafat, il sort du « sommet » de Ryad grand et renforcé.
Le Liban se retrouve ainsi avec trente mille hommes de troupes arabes de sécurité » sous les ordres du président de la République pour lui permettre de rétablir le calme. Mais le communiqué ne fait pas mention du retrait des troupes syriennes, sans doute par délicatesse pour la Syrie. On peut donc conclure que les Libanais, les chrétiens maronites surtout, se sont battus durant dix-neuf mois pour absolument rien, si ce n'est pour s'entre-tuer, détruire et ruiner leur pays, qui passe, qu'on le veuille ou non, sous obédience syrienne.

Scepticisme à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — L'attention totalement retenue par le scandale Yadin (voir ci-dessous), les Israéliens ont fait très peu de cas du « sommet » de Ryad, et les résultats sont commentés en quelques lignes dans la presse de ce mardi. Le Davar, proche du gouvernement, exprime cependant, dans l'un de ses éditoriaux, le scepticisme que lui inspirent les « bonnes résolutions » adoptées à Ryad. L'organe de la Histadrout ne croit pas que le président Assad soit vraiment disposé à renoncer à la présence de ses troupes au Liban, à partager avec d'autres le soin d'imposer un règlement à la crise libanaise. Les milieux autorisés de Jérusalem partagent le scepticisme des journalistes, scepticisme qu'il fonde essentiellement sur le fait que les représentants des belligères libanais n'ont pas participé à la réunion de Ryad. La position d'Israël demeure inchangée sur l'affaire libanaise, et se résume ainsi selon une déclaration qui nous a été faite ce mardi : « Jérusalem ne souhaite pas un éclatement du Liban, car il provoquerait une radicalisation » du front nord d'Israël. D'autre part, une mainmise syrienne sur le Liban est considérée comme un danger car la Syrie rest le principal et le plus farouche ennemi de l'Etat juif. Ce qu'Israël souhaite, c'est un Liban qui préserverait son unité nationale, en tenant compte des intérêts des diverses minorités qui la composent. — ANDRÉ SCAMAMA.

Océanie

LE CONTINENT DES MERS DU SUD

Un art de vivre

(Suite de la première page.)

Bien des livres ont certes été publiés sur le Pacifique, mais il s'agit souvent, au pire, d'études coloniales, ou, au mieux, de découpages géographiques ou thématiques de la réalité. Les exceptions ? Ce sont, selon Mme Dousset-Leenhardt, Stevenson, Segalen, Melville, et les trois plus grands écrivains du Pacifique : qui « prennent en considération l'homme du Pacifique dans sa totalité ». Ainsi agit Gauguin, lui aussi. « Nous sommes perdus », disent les Marquisiens lorsque mourut le peintre. Neuf ans auparavant, à Apia, solitaire Samoan en pleurs enterraient leur ami R.L. Stevenson. Nous avons pu, après avoir gravi la montagne qui domine ville et océan, constater cette intimité, aujourd'hui encore, des Samoans et de l'écrivain, dont la tombe est moins un objet de culte triste qu'un rendez-vous : la mort est imbriquée à la vie, l'unité se retrouve entre l'homme (vivant, ou ayant rejoint les ancêtres) et la nature avec laquelle il n'y a pas « identification », mais « coopération ». Comme l'écrit Mme Dousset-Leenhardt, dans ses belles pages consacrées au totemisme, il y a « participation au cosmos » : « D'où un équilibre qui a permis à ces sociétés de survivre, à travers tant de bouleversements, menant une existence vécue dans la réalité concrète de l'instant, où le temps n'est pas fragmenté en durée arbitraire et où la vie n'est pas morcelée. » Il faut aussi, pour

saisir le drame des Océaniens « biculturalisés », méditer les pages consacrées aux techniques, à l'économie, à la place de l'habitat dans le cosmos du Pacifique, et, en particulier, cette constatation : « Ce système (...) englobe dans un même mouvement les différents aspects de la culture et de la vie, comme le remarquait Marcel Mauss, remet en cause les concepts occidentaux de droit et d'économie basés sur l'intérêt, l'épargne et l'utilité. L'économie océanienne, loin d'être une économie de survie, est, au contraire, une économie complexe. » Et ceci : « Ce qui est beau est bon, et la beauté est, dans la société, élément de cohésion. » Pour citer une autre expérience personnelle, le renouveau de la pratique du tatouage, que nous avons constaté dans les Samoa occidentales, est le signe, alors que l'appel se fait pressant des « valeurs » de la civilisation capitaliste industrielle de la Nouvelle-Zélande, d'une requête de cohésion sociale. Autre signe : ces cris poussés par des poètes, des Samoas à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en passant par Tonga et Fidji, blessés par ces phénomènes de rupture, de brisure, ces annonces de « la mort totale » que sont la division entre travail manuel et travail intellectuel, et la destruction de l'équilibre entre l'homme et la nature. L'ouvrage a aussi, entre autres mérites, celui de parler des résistances opposées (moins pas partout) aux colonisateurs : résistance des Canaques au des Maoris, qui menèrent de véritables guerres —

l'une d'elles dura onze ans — contre les Blancs, les « Pakeha », consacrées aux techniques, à l'économie, à la place de l'habitat dans le cosmos du Pacifique, et qui furent pourtant racontées (en 1898) dans le populaire « Journal des voyages » (l'auteur comparait la « furie » des Maoris à celle des Espagnols contre Napoléon I^{er}). Aujourd'hui, à côté du « vide » tamarien (tous les aborigènes furent tués dans l'île) et de la progressive immersion des Hawaïens dans la mode étrangère, les peuples du Pacifique réapparaissent. Mais, alors que leur réveil démographique s'affirme en même temps que les résurrections culturelles, le néo-colonialisme (économique, touristique, culturel) tend à s'imposer et risque de transformer la région, du moins sa partie septentrionale, en lac américain. Les pétroliers vont tuer les coutumes et les récifs coralliens des îles Palaos ; des écoles de type occidental feront le reste. Mais l'Occident n'est pas le seul coupable de cette mise à mort. En août, les représentants des pays non alignés ne se sont guère, que l'on sache, inquiétés à Colombo de l'avenir du Pacifique. L'homme des mers du Sud, s'il a quelques amis de par le monde, devra avant tout compter sur lui-même pour, autant que ses terres, décoloniser son cerveau afin de ne plus être, comme le dit le poète Talingapua, « l'Inopta », et retrouver le chemin de l'initiation à son propre Cosmos. JACQUES DECORNOY.

* Le Grand Livre du Pacifique, par Étienne Taillemite et Roseline Dousset-Leenhardt, Éditions Édda (Lausanne), distribution en France : Vito, 260 F.

Pr. Lucien Israël



“Le cancer aujourd'hui”

“Dédramatiser le cancer, non seulement dans l'opinion, mais aussi parmi les médecins est devenu aujourd'hui indispensable...”



Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 737 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 14 h 45

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 19 h 05

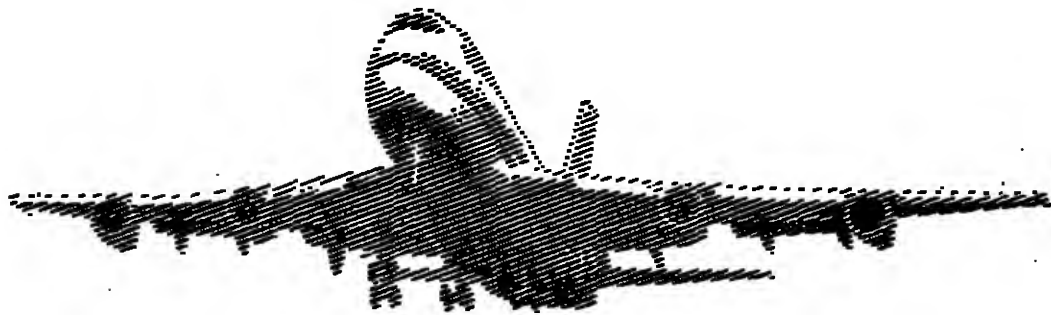
Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 30

Los Angeles San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ: 10 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 10
Arrivée San Francisco: 18 h 48

(Horaires du 6 au 31 octobre)



N°1 sur l'Atlantique.
TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

EUROPE

Irlande du Nord

Les « extrémistes de la paix » sont dépassés par leur succès

De notre correspondant

Belfast. — Après deux mois d'activité frénétique, le Mouvement des femmes pour la paix, qui préfère se faire appeler *Peace people*, fait le point : des centaines d'interventions accordées au monde entier, une quinzaine de meetings pour la paix en Irlande et en métropole, un voyage-éclair aux États-Unis, la création de nouveaux comités pacifistes de quartier presque chaque soir. La presse locale et nationale a cessé de publier des articles admiratifs ou béatifiants. Les questions sur les véritables objectifs du mouvement, son financement, son idéal, et les effets de son action se font pressantes. Les commentateurs sont parfois devenus sceptiques ou acides. La télévision et la presse écrite veulent maintenant plus que le courtier spontané, mais les deux fondatrices. Personne ne met en doute leur dévouement, leur sincérité et leur courage. La police ne les protège pas, d'ailleurs elles s'y opposent. Mais plusieurs officiers de la *Royal Ulster Constabulary* sont persuadés que des extrémistes, d'un camp ou d'un autre, vont essayer de les supprimer.

Le Mouvement pour la paix traverse sa première grande crise de croissance. Le succès l'a dépassé. Ses leaders sont débordés et épuisés. Il est difficile de prévoir, de planifier, de maintenir l'impulsion, l'enthousiasme, de milliers de personnes lorsque les nuits sont courtes et que l'on est sollicité constamment. Car tout le monde peut se rendre au 8 Upper Crescent, à Belfast.

Dans un petit bureau, sous les combles, avec l'aide d'un personnel bénévole, « Betty » et « Mairead » (elles ne s'embarrassent pas de formules de politesse) répondent au téléphone, posent pour les photographes, enregistrent l'adresse de nouveaux responsables de quartier. Les idoles sont accessibles, et dans un certain sens, leur œuvre en souffre. Il n'y a pas d'organisation véritable. Le carnet de rendez-vous est souvent égaré au milieu de centaines de lettres de soutien. On ne refuse pas une interview, on n'oublie pas les amis, et nul n'est tenu à l'écart.

Il y a deux manifestations par semaine, l'une en Ulster, l'autre en Grande-Bretagne. La « phase des rassemblements » se terminera le 4 décembre prochain, sur les rives de la rivière Boyne, en république d'Irlande, lieu de la célèbre bataille au cours de laquelle, en 1690, les troupes catholiques de Jacques II furent battues par les protestants de Guillaume d'Orange.

Cet anime véritablement ce grou-

peant ? Un ex-journaliste catholique d'une trentaine d'années, habile orateur, déjà actif dans l'association pour les droits civiques en 1968 : Gieran McKewen. Il est en fait le commandeur de *Peace People*. Il a écrit la « déclaration de paix », qui est lue à chaque réunion publique. Il rédige les communiqués à la presse, il est le mentor de Betty et de Mairead et l'auteur de *The Price of Peace*. Cette plaquette de trente-quatre pages exprime la philosophie du mouvement : non-violence pour les protestants et catholiques pour vivre ensemble. Ce guide contient quelques conseils pratiques comme celui de la tasse de thé à prendre avec « ceux d'en face » que l'on n'a pas vus depuis des années. C'est le premier pas. Après, il faut créer des groupes de pression, des coopératives pour lutter contre le chômage, les logements insalubres, etc. Pour l'instant, il n'est pas question de la libération de la femme.

Le visage dévoré par une barbe noire, un regard d'ascète, M. McKewen connaît toutes les réponses et tout le monde. C'est l'homme-orchestre. Il est secondé par le mari de Betty Williams, Ralph : un marin, grand, fort, à la ligne saine et la barbe rousse. La bonne humeur et l'insouciance de Ralph résolvent bien des problèmes lors des voyages et des meetings. Il est à terre pour quelques mois : M. McKewen a démissionné de son journal, *Miles Corrigan* est en congé payé « prolongé ». Mme Williams, femme au foyer, s'est rendue disponible pour la grande tâche.

Ces quatre personnes sont des vedettes vire qui une grande partie de la population, la classe ouvrière comme la classe moyenne, se tournent. La messe a été mobilisée par l'Église, parce qu'elle avait besoin d'exprimer un gigantesque « ras le bol ». Maintenant, elle attend la force mystique de la paix. La tâche de *Peace People* est énorme : il faut apporter un espoir réel. Mais il faut aussi lutter contre la « récupération » : un parti politique a flirté avec le mouvement, sans succès. L'Église catholique s'insinue sur les tribunes des rassemblements où les catholiques tiennent une place importante. Il faut représenter aimablement les offres — non dénuées de sens — de sectes diverses ou d'organisations farfelues, dont les représentants ont fait des milliers de kilo-

mètres pour se faire photographier avec les deux héroïnes, avant de repartir en laissant derrière elles badges, gâteaux, tracts et affiches...

Au jour le jour

Financièrement, *Peace People* a de sérieux problèmes : si son local lui est prêté gracieusement, il n'en reste pas moins à payer de lourdes notes de téléphone et d'électricité. L'impression des tracts, les déplacements des leaders, etc. Les comités de quartier paient les déplacements des autobus qui les emmènent à travers la province aux différentes manifestations. Certes, depuis longtemps, le gouvernement britannique alloue des subventions à certaines associations, mais les transports coûtent cher à *Peace People*, et Mme Williams a des difficultés à obtenir des dédommagements pour sa voiture, qu'une foule en colère a démolie le week-end dernier.

L'avenir, on en parle, mais il est encore si lointain ! On vit au jour le jour. Et pourtant, on a parfois des raccourcis saisissants : « Quand la paix sera revenue, on fera... » On ne manque pas de projets. On prépare un grand meeting à Londres, avec Lord Longford et Mme Jane Ewart-Biggs, la femme de l'ambassadeur britannique assassiné par l'IRA provisoire à Dublin, en juillet dernier. Un concert pop prévu près de Belfast est difficile à organiser.

Les sceptiques et les cyniques s'étonnent de la longévité de cette organisation, de son succès, des discussions passionnées qu'elle continue à provoquer. *Peace People* a beaucoup d'ambitions, peut-être trop, et il les exprime parfois maladroitement, mais il a le mérite d'exister. Apostrophé par un journaliste qui critiquait l'apollonisme du mouvement, M. McKewen a répondu avec force : « Mais nous sommes un mouvement politique : nous sommes les extrémistes de la paix ! »

RICHARD DEUTSCH.

● A l'initiative du docteur Annie Léner, ancien secrétaire d'État à l'éducation, un certain nombre de personnalités féminines françaises ont adressé une motion de soutien à Mme Betty Williams. Parmi les signataires on relève les noms de Mmes Louise Weiss, Lucie Faure, la maréchale Leclerc de Hauteclocque, Marcelle Devard, Irène de Lipkowski, Jeanne Châton, Germaine Sémichal Lérano, Hélène Missoffe, Evelynne Sullerot, Françoise Maillet-Torcy, Katia Granoff, ainsi que les présidentes de nombreuses associations.

Suède

Le nouveau gouvernement fait face à une situation économique préoccupante

De notre correspondant

Stockholm. — Parant de la situation économique du pays, le leader social-démocrate suédois M. Olof Palme déclarait, deux semaines après les élections : « Les bourgeois n'ont pas réussi à faire passer la table est servie ! » A ses yeux, le nouveau gouvernement de coalition non socialiste de M. Fälldin hérite d'une économie saine.

Il est incontestable que le Suède est l'un des pays industriels les moins meurtris par la crise générale. Depuis 1973, l'objectif numéro un a été de préserver l'emploi et les méthodes appliquées se sont révélées efficaces puisque le taux de chômage a pu être maintenu à un niveau très bas : fin septembre, il était de 1,7 % de la population active. Les entreprises qui s'engagent à conserver ou à recruter leur personnel plutôt que de procéder à des licenciements ont reçu d'importantes subventions. La consommation intérieure a été volontairement stimulée. Le secteur public a été développé, l'industrie et les collectivités locales ont été encouragées à emprunter sur les marchés financiers internationaux pour couvrir leurs dépenses. D'ailleurs, l'O.C.D.E. n'avait pas marchandé ses compliments à la Suède.

Mais à quel prix ces résultats ont-ils été obtenus ? M. Marcus Wallenberg, magnat de l'industrie suédoise, n'est pas seul à penser que le pays a vécu au-dessus de ses moyens et qu'il faut maintenant payer la note. La dette extérieure approche les 20 milliards de couronnes (1 couronne = 1,18 F). L'objectif des sociaux-démocrates était de rétablir l'équilibre de la balance des paiements en 1980, mais l'insécurité de la conjoncture doute aujourd'hui que cela soit possible. Les prévisions budgétaires pour l'année en cours étaient certainement trop optimistes. L'inflation

pourrait sans doute être limitée autour de 8 %, et on pense que les importations évolueront au rythme indiqué, mais la progression des exportations est largement inférieure aux estimations.

Le ministre des finances tablait sur une augmentation en volume de 10 % des exportations. Or, les statistiques portant sur le premier semestre 1976 indiquent une augmentation de l'ordre de 1 %, seulement. La reprise aidant, la fédération des industries estime, cependant, qu'il est raisonnable d'envisager une progression d'environ 5 % dans les derniers mois.

Le récent rapport de l'institut de la conjoncture n'invite pas à l'optimisme. Les experts économiques du syndicat L.O. sont aussi prudents. La reprise est plus lente que prévu ; les carnets de commande de l'industrie exportatrice ne se remplissent pas aussi rapidement qu'on comptait (il est difficile d'écouter des stocks d'une valeur totale de 10 milliards de couronnes) ; le chômage croît parmi les jeunes. D'une façon générale, les industriels n'affichent pas le même optimisme qu'au printemps. Volvo, par exemple, dont les ventes d'automobiles aux États-Unis et au Canada ont sensiblement baissé depuis quelques mois, se voit contraint, une fois de plus, de réduire sa production de 10 % en Suède. Les entreprises constatent que leur compétitivité et leur rentabilité se sont nettement affaiblies ces dernières années. Les coûts salariaux ont augmenté de 40 % entre 1974 et 1976 et la majoration des charges patronales pour financer les réformes sociales devient de plus en plus pesante. D'autant que la productivité a tendance à stagner en raison des nouvelles lois sur la sécurité du travail, de la mensuelle-

tion des salaires dans certains secteurs et d'un absentéisme croissant.

L'industrie suédoise souffre aujourd'hui d'une surcapacité de production et de personnel. Que peut faire, dans ces conditions, le nouveau gouvernement ? Son programme de politique générale est, à ce sujet, très vague. Cependant, il est probable que la taxe patronale sera modifiée, pour alléger en premier lieu les petites entreprises. Mais rien n'est dit sur les problèmes de structure qui se posent dans la confection, la construction navale et surtout la sidérurgie qui doit faire face à une sévère concurrence étrangère dans le domaine des aciers spéciaux.

L'annonce de fusions prochaines place le gouvernement devant un choix difficile qui sera sa première épreuve : stimuler une rapide rationalisation des structures qui paraît de plus en plus nécessaire, ou tenter de la freiner pour préserver l'emploi dans des aciéries qui sont souvent la garantie de la survie de petites localités du centre du pays. Le nouveau gouvernement entend favoriser les investissements industriels, mais l'incertitude qui plane toujours sur la politique énergétique n'est peut-être pas de nature à créer un climat favorable.

Il semble donc que la politique de M. Fälldin sera aussi pragmatique que celle de son prédécesseur, mais la situation économique n'est sans doute pas aussi « idéale » que le disent les sociaux-démocrates. Tout en promettant de nouvelles réformes pour bien marquer que son gouvernement n'est pas antisocial, comme les socialistes le prétendent, le premier ministre a beaucoup insisté sur un point : le moment est venu pour la Suède de faire des économies.

ALAIN DEBOVE.

NOUVEAU ARRIVAGE

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLORIS EXTRAS

EN MOQUETTE BOUCLEE

MOQUETTE VELOURS

29 F/m²

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTÉE DE TOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITÉ EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRÈS BAS

15 F/m²

MOQUETTE Gde LARGEUR

22 F/m²

STOCK LIMITE

FIN de SÉRIE

100 rouleaux fin de série, gde largeur décorée

DEPECHEZ-VOUS

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSURÉES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h.

PARIS 13° : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-38	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 mn Porte des Lilas. Tél. : 858-16-46	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-63-44
PARIS 14° : 30, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62	COIGNIERES (N 10) : près Trappe, route du Pont d'Aulneau Tél. : 461-70-12	MAISONS-ALFORT : 123, rue Jean-Jaurès, RN 5. Tél. : 358-34-70
PARIS 18° : 114, rue Damrémont. Tél. : 606-05-73	BOULOGNE : 82 bis rue Gallieni. Tél. : 605-45-12	SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-92-93
PARIS 19° : 144, bd de La Villette, M. Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203-00-79		SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 930-00-77

11 CENTRES A VOTRE SERVICE

Spécial 150

10-11-1976

EUROPE

Italie

M. BERLINGUER PROPOSE « DES FORMES NOUVELLES DE COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT »

(De notre correspondant.)

Rome. — Le long discours que M. Enrico Berlinguer a prononcé lundi 18 octobre, devant le comité central du P.C.I. italien, mériterait d'être cité presque intégralement. Il exprime mieux que tout autre, en effet, la stratégie et les objectifs du premier parti communiste d'Europe occidentale, mais aussi ses craintes et ses incertitudes. Un parti qui « n'est plus dans l'opposition », et qui « s'aperçoit avec inquiétude que cette « situation atypique » coïncide avec une crise économique d'une exceptionnelle gravité. A propos d'économie, le P.C.I. avait déjà dit plusieurs fois qu'il ne s'opposait pas au plan d'austérité du gouvernement, mais qu'il fallait en corriger les défauts. C'est donc la partie politique du discours de M. Berlinguer qui retient la plus l'attention.

Depuis les élections législatives du 20 juin, affirme le secrétaire général du P.C.I., nous nous trouvons dans « une situation politique nouvelle », avec « d'ailleurs » un gouvernement « qui ne distingue pas les présidents ». Il est plus actif et plus réceptif aux exigences des couches populaires. Néanmoins, la situation actuelle « présente de graves limites qui doivent être dépassées au plus vite dans l'intérêt du pays ». Les masses se demandent « pourquoi on ne fait pas un gouvernement avec les communistes ».

M. Berlinguer leur répond que la faute en revient à la démocratie chrétienne. Voici, affirme-t-il, un parti qui veut retourner des que possible à de vieux schémas, réduisant la gauche dans l'opposition. Sans le dire, le dirigeant communiste est persuadé que la D.C. finira par changer d'avis. Mais « on ne peut, on ne doit pas attendre que la situation s'aggrave davantage ; il faut en accélérer la maturation », en ayant toutefois bien présent à l'esprit que les choses ne sont pas mûres, qu'« il n'y a pas de raisons pour des mouvements précipités », lesquels seraient immédiatement exploités par les partisans d'un « retour en arrière ». On ne saurait être plus prudent.

Au passage, le secrétaire général du P.C.I. donne une précision : « Nous ne soutenons pas le gouvernement comme certains l'affirment malicieusement. Nous nous limitons à soutenir loyalement et de manière responsable les seules mesures qui nous semblent justes et nécessaires. »

Après avoir ainsi rassuré la base, M. Berlinguer avance alors sa proposition. « Sans rien enlever, dit-il, ni aux responsabilités propres du gouvernement, ni à la fonction croissante du Parlement, on pourrait étudier des moyens et des formes nouvelles de consultation et de collaboration. » L'orateur ne sera pas plus explicite. Il se contente d'indiquer l'utilité d'une telle procédure : « Elle aurait l'avantage de couper court à toutes les insinuations sur de prétendus accords en sous-main et de diplomatie secrète. »

Cela à l'intention de l'extrême gauche, qui continue de tirer à boulets rouges sur les dirigeants communistes, mais aussi à l'intention des militants du P.C.I. et des électeurs démocrates-chrétiens qui s'inquiètent des rapports croissants entre le chef du gouvernement et le principal parti d'opposition. Ces craintes viennent d'être évoquées au grand jour par M. Amintore Fanfani, président démocrate-chrétien du Sénat, qui a demandé à M. Andreotti de venir expliquer sa politique économique devant les instances du parti. Nul ne s'y est trompé : c'était une manière très claire de dire au président du conseil que beaucoup de dirigeants démocrates-chrétiens en ont assez de le voir se tromper de porte, prenant systématiquement l'avis des experts du P.C.I. avant d'annoncer ses décisions.

ROBERT SOLÉ.

Espagne

Les dissensions s'aggravent au sein de la Coordination démocratique

Le comité exécutif de la Coordination démocratique s'est réuni le lundi 18 octobre à Madrid pour analyser un manifeste de la Gauche démocratique, dont le leader est M. Ruiz Gimenez. Celui-ci a décidé de ne pas ratifier les textes adoptés par la Coordination le 10 octobre, textes pourtant amendés et révisés par rapport à ceux qui avaient été adoptés au cours de la réunion de Valence le 25 septembre. Ce geste des amis de M. Ruiz Gimenez implique une rupture de la Gauche démocratique avec la Coordination déjà déchirée par des querelles internes. Un porte-parole de la Gauche démocratique a

pourtant affirmé, lundi, que sa formation souhaitait rester dans la Coordination.

Il n'est pas encore certain, d'autre part, que le gouvernement ouvrier espagnol comptait tenir à Madrid au début novembre. Les autorités de Madrid sont en tout cas hostiles à la présence au congrès des dirigeants européens du socialisme et de la social-démocratie. Lundi soir, M. Suarez, chef du gouvernement, a été hué par des manifestants de droite qui l'ont traité d'« assassin » et de « parjure ».

De notre correspondant

Madrid. — Le comité exécutif de la Coordination démocratique, qui s'est réuni à Madrid à la fin de la semaine dernière, a analysé les accords adoptés le 25 septembre à Valence par les députés de la Coordination et des autres organisations unitaires des « nationalités » espagnoles. Les accords de Valence, très durs, ont été nuancés dans l'espoir d'être entérinés par la Gauche démocratique de M. Ruiz Gimenez. En vain. Celui-ci les a repoussés.

Le représentant de l'un des partis sociaux-démocrates souhaitait que les accords de Valence fussent ratifiés dans leur totalité, proposition appuyée par le Parti du travail d'Espagne (marxiste-léniniste), le Mouvement communiste (maoïste), l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, le parti carliste (socialiste d'auto-gestion, dont le leader est le prince Charles-Hugues de Bourbon-Parma) et le groupe des démocrates indépendants. Le parti socialiste ouvrier espagnol, appuyé par le parti socialiste populaire et la Gauche démocratique, recommandait une nouvelle rédaction, « étant donné que le texte primitif équivalait à refuser la négociation avec le gouvernement ». Le parti communiste espagnol s'abstint de prendre position.

Le document de Valence comportait sept points. Les deux premiers se référaient à la reconnaissance de tous les partis sans exception, et à celle des droits de réunion, de manifestation et d'association. Le troisième point affirmait que la réforme politique du gouvernement Suarez est anti-démocratique et qu'il est nécessaire de former un gouvernement de « large représentation nationale » afin que les prochaines élections générales soient « authentiques ». Le parti socialiste populaire et la Gauche démocratique réclamèrent alors une rédaction plus « souple », demandée appuyée par le parti socialiste ouvrier espagnol et le parti communiste espagnol : le nouveau texte déclarait que « la réforme politique n'est pas suffisante ».

De notre correspondant

Le cinquième point du document de Valence demandait la reconnaissance des « nationalités » et des régions qui en feraient la demande. Le parti socialiste populaire demanda une rectification de ce point, étant donné que son approbation impliquait un affrontement avec l'armée, qui, selon le parti socialiste populaire, préférerait « une Espagne rouge à une Espagne divisée ». Pour sa part, le parti carliste rappela que le statut du Pays basque accordé par la République en pleine guerre civile ne concernait pas la Navarre, l'une des quatre provinces basques et berceau du carlisme, alors contrôlée par les troupes franquistes.

Les groupes d'extrême gauche s'opposaient à tout changement substantiel dans ce domaine à la veille de la réunion des organisations unitaires régionales prévue pour le 25 octobre. « Nous n'allons pas mettre en danger notre politique d'autodétermination des peuples de l'Espagne pour faire plaisir à certains partis », déclarèrent les représentants du Mouvement communiste et de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs. Finalement, il fut décidé de demander que soient rétablis les statuts d'autonomie qui existaient en 1936 en Catalogne et en Galice, et que les provinces basques puissent se prononcer sur un nouveau statut par référendum. En outre, la formule « gouvernements provisoires » fut remplacée par celle d'« organes d'autonomie ».

Le septième point fut également modifié. Il était dit que « la souveraineté populaire aura à résoudre la forme de l'Etat et du gouvernement » qui pouvait impliquer la remise en question la monarchie ; la nouvelle rédaction est ainsi formulée : « Le peuple souverain déterminera librement la constitution de l'Etat ».

Les amis de M. Ruiz Gimenez estiment qu'il faut tout faire

Finlande

Les conservateurs sont les grands vainqueurs des élections municipales

De notre correspondant

Helsinki. — Les élections municipales des 17 et 18 octobre ont causé plusieurs surprises. La participation globale, 71,8 %, est l'une des plus élevées de l'histoire des scrutins municipaux finlandais. Ces élections donnèrent également une image nouvelle de la carte politique finlandaise. La poussée du parti conservateur s'est accentuée, tandis que le parti social-démocrate refuse dans presque l'ensemble du pays, à commencer par les grandes villes. Le parti du centre et l'Union démocratique populaire de Finlande (communiste) sont en léger progrès, eux aussi, mais pour la seconde formation, moins que les sondages ne l'annonçaient. D'autre part, le parti du centre fait une percée dans les centres urbains du sud.

Le recul de la social-démocratie est sensible par rapport aux élections municipales de 1972, qui lui avaient été particulièrement favorables. Elle obtient 35 % des voix, soit 2,2 % de moins qu'en 1972. Néanmoins, les sociaux-démocrates sont en léger progrès (plus 0,1 %) par rapport aux élections législatives de l'année dernière. Mais ce résultat recouvre une situation paradoxale, « inexplicable », estiment les dirigeants du parti : un recul dans toutes les villes importantes et la perte de toutes les grandes villes tenues par la gauche, à l'exception de

Tampere, où les sociaux-démocrates perdent quand même leur majorité de bloc. Turku, après presque trente ans de règne social-démocrate, est devenue « bourgeoise ». Il en va de même dans les régions moins riches, que ce soit en Carélie du Nord, à Gonsvu, la capitale, ou à Oulu, la grande ville du nord. Même dans leur fief de la vallée de Kymy, les sociaux-démocrates ont subi un cuisant échec. La situation la plus grave est dans la capitale et sa région : moins 5,6 % à Helsinki, où ils conservent 25,7 % des voix.

Faut-il voir dans ces résultats l'évolution du comportement des classes moyennes, « prêtes à se jeter dans les bras de quiconque les sauvera des impôts » ? Le grand vainqueur des élections est le parti conservateur (Kokoomus), qui progresse dans l'ensemble du pays, même dans les régions ouvrières (30,3 % des suffrages). Il devient ainsi le second parti de Finlande, en progrès de 2,9 % par rapport aux élections municipales de 1972 et de 2,5 % par rapport aux législatives. A Helsinki, les conservateurs remportent quatre sièges supplémentaires et la majorité non socialiste au conseil municipal reste assurée avec quarante sièges contre trente-sept.

Pour les trois partis du centre, les résultats sont négatifs. On note une progression du parti du centre (13,8 % des voix et plus 0,6 % par rapport à 1972), mais la situation est incertaine pour le petit parti libéral (4,7 % des voix), qui recule par rapport aux précédentes municipales, mais progresse légèrement par rapport aux législatives, et pour le parti suédois, dont les résultats (4,3 % des voix), en raison de difficultés de comptabilisation, ne sont pas définitifs.

Les communistes, pour leur part, sont en léger progrès de 0,9 % par rapport aux précédentes élections municipales, et obtiennent 18,5 % des voix, ce qui reste honorable dans des élections qui leur sont traditionnellement défavorables. Le résultat des élections municipales ne peut guère qu'ajouter à la confusion de la politique nationale. Les sociaux-démocrates qui sont nécessaires à l'équilibre politique finlandais reculent, alors que les conservateurs remportent une grande victoire, inutilisable à court terme. Le centre s'avère de plus en plus le maître du jeu, très sollicité à droite, alors qu'il voudrait regarder à gauche.

GILLES GERMAIN.

Norvège

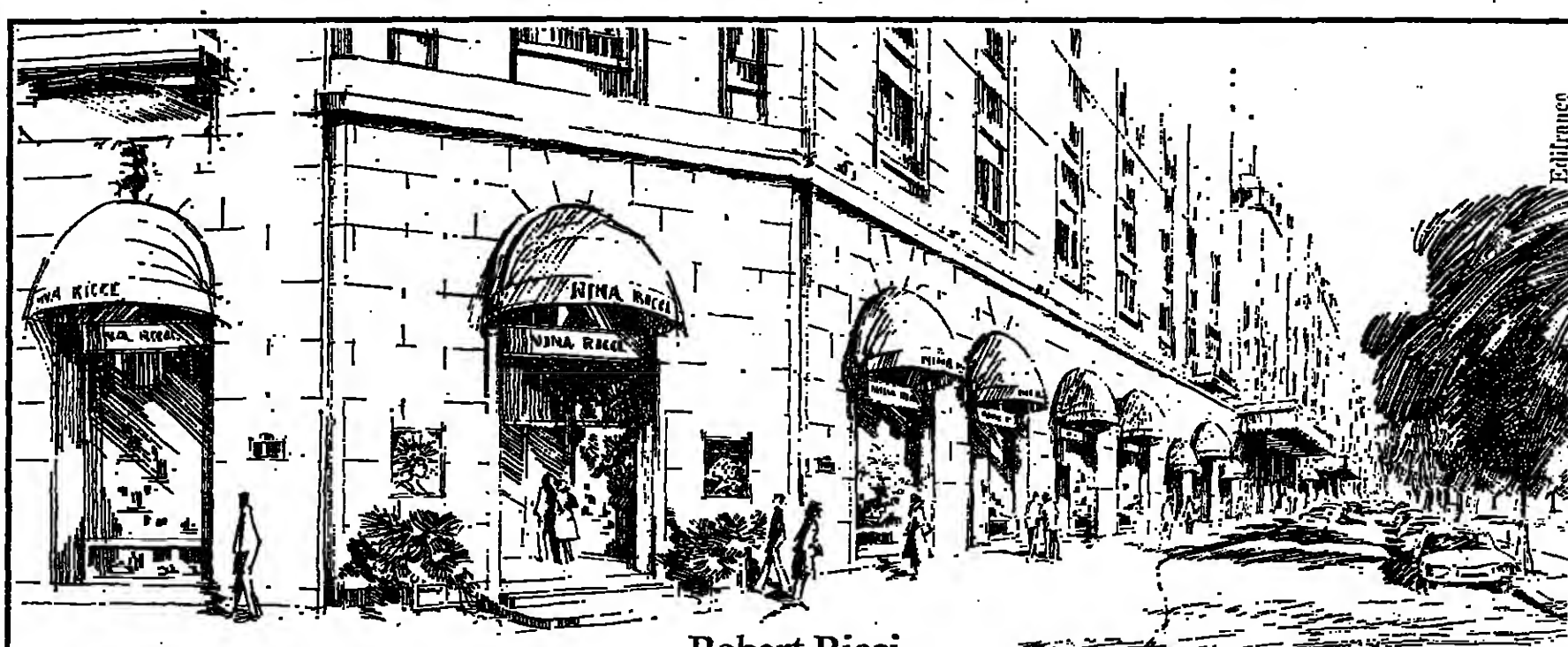
OSLO EXPULSE A SON TOUR LES DIPLOMATES NORD-CORÉENS

Le gouvernement norvégien a déclaré, lundi 18 octobre, qu'il n'aurait pas quatre diplomates nord-coréens en poste à Oslo, et précisé qu'ils quitteront le pays avant six jours. Dans un communiqué, le gouvernement indique que cette décision a été prise après examen d'un rapport de police norvégien daté du 17 octobre, qui déclarait que les diplomates nord-coréens étaient des agents de la police de la Corée du Nord, devenu un centre de trafic d'alcool et de cigarettes. Selon la police, les diplomates nord-coréens auraient vendu frauduleusement quelque quatre mille bouteilles d'alcool et cent quarante mille paquets de cigarettes pour un montant équivalant à 350 000 francs. L'un d'eux est en outre soupçonné d'avoir proposé du haschisch à ses « clients ». huit citoyens norvégiens ont été arrêtés, mais trois d'entre eux ont déjà été relâchés. Le chargé d'affaires nord-coréen à Oslo, M. Gy Pyi Pak, a déclaré

dans une interview télévisée que ces accusations étaient sans fondement.

Cette affaire intervient quatre jours après que les diplomates de Corée du Nord en poste à Copenhague ont été accusés de trafic de drogue, d'alcool et de cigarettes et priés de quitter le pays (le Monde du 19 octobre).

A Stockholm, où réside l'ambassadeur de Corée du Nord accrédité à Oslo, qui représente aussi son pays en Suède, M. Chang Kyong Kil, les services de sécurité se sont entretenus lundi après-midi avec les représentants du ministère suédois des affaires étrangères. « Nous sommes très surpris », a déclaré à la radio un porte-parole de la police suédoise. Dans la soirée de lundi, on apprenait que trois citoyens suédois avaient été arrêtés. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)



Robert Ricci
Président des Sociétés NINA RICCI

*Vous invite à visiter
la nouvelle Boutique*

“NINA RICCI - GEORGE V”
(angle des avenues George V et Pierre-I^{er}-de-Serbie)

Sur 3 étages :

Prêt-à-porter “Boutique” - Prêt-à-porter “Shopping” - Prêt-à-porter “Fourrures”
Collections “Week-end” (Sweaters, Pulls, etc.) Carrés, Écharpes, Accessoires,
Parfums - Maroquinerie - Bagages - Bijoux précieux - “Objets maison”, etc.
... et une Boutique “Monsieur”.

Ouverture continue de 10h à 20h tous les jours sauf dimanche

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

150

Journal de 1976

AMÉRIQUES

LES JUIFS AMÉRICAINS FACE A LEUR RÉUSSITE

II. — Virage à droite et « lobby » israélien

De notre envoyé spécial Dominique DHOMBRES

Les six millions de juifs américains constituent sans doute la communauté la plus prospère et la plus respectée de toute l'histoire du judaïsme, même si cette réussite s'accompagne de quelques ambiguïtés (« Le Monde » du 19 octobre).

New-York. — Les juifs votent traditionnellement pour le parti démocrate. Ils forment, après les Noirs, le groupe ethnique le plus fidèle à ce parti. Selon l'*American Jewish Year Book*, 83 % d'entre eux ont voté pour John Kennedy en 1960, 90 % pour Lyndon Johnson en 1964, et 83 % pour M. Hubert Humphrey en 1968. Les juifs ont été les meilleurs alliés des Noirs dans leur lutte pour les droits civiques et les adversaires les plus résolus de la guerre du Vietnam. A des moments décisifs de l'histoire des États-Unis, le « vote juif » a été déterminant. Ils ont fait pencher la balance du côté des réformateurs. Nombreux sont ceux parmi nos interlocuteurs qui font remonter cette attitude à la Révolution française, plutôt qu'à la Déclaration d'indépendance de 1776. La Constitution, en faisant des juifs des citoyens comme les autres, les aurait définitivement acquis aux valeurs libérales.

Ces idées reçues correspondent-elles encore à la réalité ? L'extraordinaire réussite sociale de la communauté juive américaine ne s'est-elle pas accompagnée d'un déclin des idées progressistes et d'une certaine tendance au conservatisme ? Deux fois plus de juifs ont voté pour M. Nixon en 1972 qu'en 1968. Au candidat démocrate, M. George McGovern, ambigü sur sa politique à l'égard d'Israël et inquietant par ses projets de réforme fiscale, 35 % des électeurs juifs ont préféré, il y a quatre ans, le candidat républicain.

L'alliance brisée avec les Noirs

Le changement est apparu à la fin des années 60. Dans l'agglomération de New-York par exemple, les tensions entre enseignants juifs et autorités scolaires, marquées par une grave émeute en 1968, ont amené nombre de juifs « libéraux » à reconsidérer leur alliance traditionnelle avec les Noirs. Les autorités scolaires de

New-York souhaitaient nommer dans les quarante-neuf des enseignants noirs à des postes occupés jusqu'alors par des juifs. Le problème est posé dans de nombreuses professions : faut-il favoriser, notamment par un système de quotas, l'accès des Noirs à des emplois où ils étaient jusqu'à présent sous-représentés ? C'est le principe de l'*« affirmative action »*. A New-York, où Noirs et juifs sont en concurrence pour de nombreux emplois municipaux, l'application de ce système pénalise fatalement les juifs, sur-représentés parmi les instituteurs, les « social workers », etc.

Le Congrès juif américain, qui recrute ses membres à la fois dans l'intelligentsia et parmi les simples employés, s'efforce prudemment favorable à une certaine « affirmative action ». En revanche, l'*American Jewish Committee*, dont la clientèle est plus conservatrice et plus strictement intellectuelle, critique l'irruption de ce concept dans la vie politique américaine. Citant Beau-marchais — « Vous vous êtes seulement donné la peine de naître », — M. Milton Hummel-farb, directeur de recherches à l'*American Jewish Committee*, considère que l'*« affirmative action »* va bouleverser les valeurs « Les juifs restent partisans d'un système où le mérite, non l'appartenance ethnique, décide. Les quotas préférentiels en faveur de telle ou telle catégorie établissent un privilège par le naissance, aux dépens du talent », explique-t-il.

Pour M. Hummel-farb, le vote de 1972 n'est qu'un « accident » qui tient au « cas McGovern ». « Les *Chicanos* (Américains d'origine mexicaine) pauvres votent démocrate, mais s'ils deviennent riches, ils votent républicain. Ce n'est pas le cas des juifs : même lorsqu'ils sont relativement aisés, ils continuent à voter démocrate », affirme-t-il. D'autres interlocuteurs nous ont fait remarquer qu'on prêtait une grande attention à l'*« emboîssement »* de l'électorat juif, alors que celui de l'électorat catholique qui a joué en faveur de M. Nixon, est beaucoup plus net.

Le « virage à droite » des juifs américains est pourtant indéniable. Le déclin des organisations étudiantes actives de

gauche, au sein desquelles les juifs étaient nombreux, même s'il résulte pour une grande part de la fin de la guerre du Vietnam, est à cet égard très révélateur. Aux raisons générales de la jeunesse américaine d'abandonner un certain militantisme se sont ajoutées des raisons spécifiquement juives. « Après les détournements d'armes, les actes de terrorisme, je n'ai plus supporté les prises de position pro-palestiniennes, l'enrôlement, les cours d'autodéfense », explique une ex-militante juive du S.D.S. (1). Son cas n'est pas isolé.

Le « lobby » israélien

Le soutien à Israël est désormais la clé du vote juif aux États-Unis. « C'est la religion moderne des juifs », affirme en souriant M. Arthur Hertzberg, rabbin « réformé », président du Congrès juif américain et vice-président du Congrès juif mondial. « Israël est ce qui unit tous les juifs américains, qu'ils soient conservateurs ou progressistes. Il était concevable d'être existentiel dans la communauté juive américaine il y a quarante ans. C'est aujourd'hui impossible. En fait, ce qui nous importe, c'est la quantité d'aide militaire et économique que les États-Unis peuvent apporter à Israël. C'est à Washington, et non dans le Golan, qu'Israël pourrait perdre la bataille décisive... »

Massif, carré, parlant avec assurance, M. Hertzberg a plus l'allure d'un homme d'État que d'un rabbin. Les mots « réalisme » et « pragmatisme » reviennent fréquemment dans sa bouche. A la tête d'une organisation qui compte cent mille membres aux États-Unis, il a ses entrées à la Maison Blanche et s'est déjà entretenu à plusieurs reprises avec les deux candidats à la présidence.

M. Hertzberg est également — à titre personnel — membre du conseil d'administration de l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) (2) qui est le « lobby » officiel chargé de défendre les intérêts d'Israël auprès du Congrès américain. « Ne soyons

pas naïfs, le travail d'un « lobby » ne se limite pas à la pure persuasion intellectuelle », explique M. Hertzberg. Il est parfois plus efficace de laisser entendre à un sénateur ou à un représentant que la contribution des organisations juives à sa campagne électorale dépend de son attitude au Congrès, en ce qui concerne, par exemple, les fournitures d'armes à Israël. L'argument est de poids : l'électeur juif est traditionnellement un donateur généreux, peut-être en raison de la coutume juive de la « tsedaka » (la charité). M. Carter ne s'y est pas trompé, qui a nommé, le 3 septembre, M. E. Sanders, président de l'AIPAC (qui a aussi démissionné de cette fonction), directeur adjoint de sa campagne électorale.

Méfiance initiale envers M. Carter

Depuis la création d'Israël en 1948, tous les hommes politiques américains ont affirmé qu'ils soutenaient le jeune État. Les juifs américains ont donc pris l'habitude de préférer, en ce domaine, les actes concrets aux déclarations d'intention, ce qui favorise nécessairement l'équipe au pouvoir. Certains se souvenaient d'ailleurs d'avoir entendu M. Carter évoquer la création d'un État palestinien sur la rive occidentale du Jourdain, une proposition qu'il semble avoir un peu oubliée aujourd'hui. Venu du Sud, une région mal connue et qui n'a pas bonne réputation parmi les juifs, l'ancien gouverneur de Géorgie était en outre l'objet d'une certaine méfiance, en raison de son baptême fervent et affiché.

M. Carter n'a obtenu que 4 % du « vote juif » en avril lors des élections « primaires » du parti démocrate à New-York. Bien que le sénateur Henry Jackson, très populaire en raison de son action en faveur des juifs d'U.R.S.S., se soit retiré de la course présidentielle, l'ancien gouverneur n'a recueilli toujours à la mi-mai que 10 % du « vote juif » lors des « primaires » du Maryland et du Michigan. Ses stratèges, inquiets de ces mauvais présages, rappelés

rent à M. Carter que les juifs américains constituent un peu moins de 3 % de la population américaine, représentent 4 % des suffrages exprimés (les juifs ont toujours eu une participation électorale plus élevée que la moyenne nationale). Ils peuvent faire pencher la balance dans huit États (New-York, Californie, Pennsylvanie, Illinois, Massachusetts, Floride, Maryland et Ohio) qui totalisent deux cent cinq « votes électoraux » (la majorité requise pour l'élection est deux cent soixante-dix). Accueillant, trois sénateurs (sur cent) et vingt et un représentants (sur quatre cent trente-cinq) sont juifs.

M. Carter a compris cette leçon et multiplié les interventions devant les auditoires juifs. Il a affirmé solennellement, au mois de juin, devant le Jewish Educational Institute, dans le New Jersey, son adhésion au principe de la séparation de l'Église et de l'État. Le « discours du New Jersey » n'était pas sans rappeler celui que John Kennedy prononça au cours de la campagne de 1960 devant les pasteurs évangélistes, au Texas, pour s'expliquer sur son appartenance à l'Église catholique. M. Carter a fait un pas de plus le 6 octobre, au cours du second débat télévisé avec M. Ford, en affirmant qu'*« il faudrait qu'un engagement net, immuable et sans équivoque soit pris envers Israël »*. Dans l'entourage de l'ex-gouverneur de Géorgie, on laisse entendre que M. Carter pourrait proposer à Israël, s'il était élu, un traité d'alliance en bonne et due forme avec les États-Unis en échange d'une évacuation de la quasi-totalité des territoires occupés depuis 1967, à l'exception de Jérusalem pour laquelle un statut spécial devrait être négocié.

M. Carter semble, en tout cas, avoir rattrapé son handicap initial. Pour beaucoup d'électeurs juifs, il est désormais un candidat démocrate comme les autres. Ils lui auraient sans doute préféré M. Jackson, mais dès lors que la convention démocrate l'a désigné, ils se sont faits une raison. Une preuve supplémentaire de l'importance d'Israël, ainsi que du caractère désormais secondaire des « réformes sociales » et des « idées progressistes » dans le

vote juif, a été donnée, le 14 septembre, à New-York lors des « primaires » démocrates pour le siège de sénateur. M. Patrick Moynihan, d'origine irlandaise, ancien représentant américain aux Nations unies, partisan inconditionnel d'Israël et pourfendeur du tiers-monde, a été préféré par les électeurs juifs à Mme Bella Abzug, pourtant elle-même d'origine juive, représentant au Congrès le *West Side* de Manhattan, et connue pour ses opinions « de gauche ». « Nous avons défendu l'ONU il y a trente ans ; contre les conservateurs américains qui l'attaquaient, explique, désabusé, un vieil intellectuel juif new-yorkais, nous ne la défendons plus aujourd'hui qu'elle prend des positions aussi inconscientes sur Israël. M. Moynihan a su trouver les mots pour dire ce que nous pensions de cette organisation... »

Aucun des deux candidats à la présidence n'a véritablement trouvé de tels mots. Quant à M. Kissinger, non seulement il a cessé depuis longtemps d'être la fierté de la communauté juive américaine, mais il est devenu franchement suspect à celle-ci. Nombreux sont ceux qui le soupçonnent d'être capable de sacrifier seriemment la sécurité de l'État hébreu sur l'autel de sa gloire diplomatique personnelle. Son origine israélienne joue malheureusement contre lui dans l'esprit de certains de ses coreligionnaires américains.

Les prises de position en faveur d'Israël des deux candidats paraissent avant tout le fruit d'un raisonnement politique intéressé. Si ce n'est d'un simple calcul électoral, M. Carter ne provoque nullement chez les juifs américains l'élan du cœur que suscitait jadis Franklin Roosevelt. Cette absence de passion profite sans doute à M. Ford, mais le candidat démocrate reste de toute façon assuré d'obtenir une bonne moitié du « vote juif ».

FIN

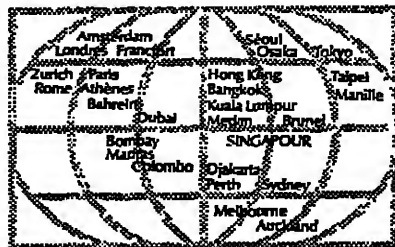
(1) Students for a democratic society (les étudiants pour une société démocratique), association marxiste - leniniste révolutionnaire, fondée en 1963 et qui joua un rôle important à la fin des années 60, notamment contre la guerre du Vietnam.

(2) Fondé en 1954, l'AIPAC publie un hebdomadaire, *Near East Report*, qui est distribué entre autres aux membres du Congrès et aux diplomates accrédités à Washington.



Un peu de beauté
et de charme
quitte chaque jour
une ville d'Europe.
Et Paris
2 fois par semaine.

Chaque jour, un Boeing 747B de Singapore Airlines quitte une ville d'Europe à destination de Singapour avec correspondance vers l'Orient et le Pacifique. En cabine, pas moins de 18 membres d'équipage pour un service dont parlent toutes les autres compagnies aériennes. Vous n'avez qu'à demander : avec charme et gentillesse, les plus célèbres hôtesses du monde vous proposeront boissons, mets raffinés, cinéma, musique et même... seul Singapore Airlines fait ça — des couchettes de première classe pour les vols de nuit. Aujourd'hui, Singapore Airlines a 29 ans d'expérience et dessert 28 grandes villes dans 23 pays. Depuis quelques mois déjà, Paris est ainsi reliée à Singapour deux fois par semaine, le vendredi et le dimanche. Si vous quittez l'Europe pour aller vers l'Est, faites-le avec le charme et la beauté. Avec Singapore Airlines.



*décollage d'Orly à 17 h 35.



Pour tous renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages ou à SIA, 55 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.53.09.

150

POLITIQUE

M. Kanapa (P.C.F.) évoque « les insuffisances persistantes du progrès démocratique dans plusieurs pays socialistes »

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., évoque dans le numéro du 19 octobre de l'hebdomadaire *France Nouvelle* le débat entre les divers P.C. et constate que souvent les partis des pays socialistes estiment que le P.C.F. ne devrait pas formuler de critiques sur le « socialisme existant ». Il écrit, en réponse à un article de la revue soviétique *Kommunist* (n° 11, juillet 1976) et à une déclaration de M. Alois Indra, président de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque, publiée dans la revue *Temps nouveaux* (n° 38, septembre 1976) :

« Il faut bien dire que, malheureusement, le raisonnement de camarades étrangers est encore souvent imprégné par l'idée que la façon de faire dans un pays socialiste est le modèle même du socialisme (...). Le socialisme est, il doit être, synonyme de liberté. Nous ne pouvons donc laisser croire qu'il s'accommoderait de mesures répressives contre la liberté d'opinion et d'expression, ou contre la liberté de création artistique, ou contre la liberté de circulation des personnes. Dès lors que nous constatons la persistance de telles mesures dans tel ou tel pays socialiste, nous disons qu'il y a donc entre nous et le parti communiste de ce pays une divergence, et une divergence très sérieuse, sur la question de la démocratie et sur la conception du socialisme (...). Ce qui affaiblit la force destructrice du socialisme, ce n'est pas — comme suggère le *Kommunist* — la critique que nous faisons de ces manquements, c'est leur existence (...). »

« Les auteurs des pays socialistes pensent généralement le plus grand mal de cette expression de « socialisme démocratique ». On peut en effet estimer regrettable qu'il soit nécessaire d'ajouter ce qualificatif « démocratique » alors que le mot même de socialisme devrait normale-

ment l'impliquer ; mais ce sont les graves distorsions du passé et aussi les insuffisances persistantes du progrès démocratique dans plusieurs pays socialistes qui le rendent nécessaire. »

Évoquant les propos de M. Indra, qui critiquait les luttes électorales dans les pays capitalistes, M. Kanapa note :

« M. Indra ne peut ignorer qu'il porte ainsi la contradiction à la façon de voter (et de faire) de notre parti. On pourrait sans doute trouver qu'il manque de la sorte au « respect » et à la solidarité des deux partis frères, et cela d'autant plus qu'il publie ce point de vue dans une revue éditée en langue française et diffusée en France. Mais ce n'est pas notre intention. Nous constatons simplement qu'il y a là un désaccord politique profond — tout comme il y a un désaccord lorsque A. Indra, dans le même article, présente ensuite le système électoral tchécoslovaque et son fonctionnement comme exemplaires. »

« Le Comité de liaison pour l'action régionale et locale (C.L.A.R.) a publié, samedi 16 octobre, une déclaration dans laquelle on lit, à propos des élections municipales de 1977 : « Le communisme, face à l'État, est vaincu d'avance. Nous souhaitons que ce face-à-face soit remplacé par des circuits où la hiérarchisation des pouvoirs et des responsabilités clairement définies assure un dialogue réel. Nous invitons les candidats à se concerter dans le cadre des « pays » afin de jeter les bases d'une politique commune, à un niveau où ils puissent avoir une action réelle. Au-delà du « pays », la région représente un lieu de solidarité et un pouvoir susceptible de dialoguer avec l'État, et capable de représenter les aspirations communes des collectivités locales. »

★ C.L.A.R., 3, rue Chauveau-Lagarde, 75006 Paris.

● **ERRATUM** — Nous avons fait dire à M. Michel Jobert, au cours d'une déclaration faite au Havre, à propos des nationalisations (le *Monde* du 19 octobre 1976, page 9) : « Les nationalisations se justifient par leur utilité nationale et économique et non à partir de raisonnements théoriques et idéologiques. Certaines ont été nécessaires naguère. D'autres peuvent être indispensables pour préserver l'intérêt de la collectivité française quand celui-ci est menacé à l'intérieur ou de l'extérieur. L'information, par exemple, relève de cette appréciation. »

Il ne s'agissait pas, bien sûr, de l'information, mais de l'information.

A CEBER
sur grande armoire
(en plein Paris)
BIJOUTERIE-HORLOGERIE
vastes locaux - 4 vitrines
très belle installation
C.A. + de 1.000.000
avec possibilité d'extension
Mme S. Garmelle - Tél. : 204.85.63
30, av. Simon Bolivar - 75019 PARIS
pour premier contact

Information Logement prend aujourd'hui un nouvel essor

car aujourd'hui, Information Logement
c'est non seulement la Compagnie Bancaire, mais également :

plusieurs banques :

- la Banque Nationale de Paris
- le Crédit Lyonnais
- le Crédit du Nord
- la Caisse Centrale des Banques Populaires

des producteurs de logements :

- la Chambre Syndicale des Promoteurs Constructeurs de la Région Parisienne
- la Fédération Parisienne du Bâtiment

des institutions à caractère social :

- la Fédération Nationale des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'État
- la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale
- la Mutuelle Générale des P.T.T.
- l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction

Depuis 10 ans, des dizaines de milliers de familles ont bénéficié des conseils gratuits d'Information Logement. Aujourd'hui, grâce à ce nouveau départ, Information Logement va pouvoir multiplier ses activités et offrir ainsi un meilleur service au plus large public.



Information Logement

525.25.25

Centre Maine
210, avenue du Maine
75014 Paris
539.22.17

Centre Étoile
49, avenue Kléber
75016 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, cours de Vincennes
75020 Paris
371.11.74

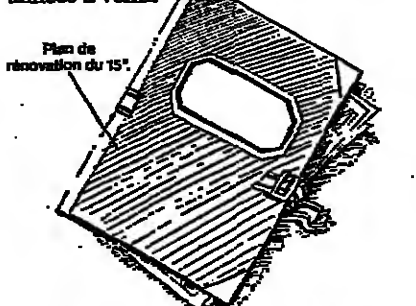
500F DE PLUS LE M²?

15^e Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes.

Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers.

C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV^e aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement à l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet arondissement, privilégié entre tous, sera considérablement renoué dans les années à venir.



Dès lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value.

Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV^e arr.

Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambronne dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente.

Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

POUR qui arrive à pied, venant des jardins du Champ de Mars ou de l'École Militaire, il est difficile au premier coup d'œil de se faire une idée précise de ces quatre immeubles qui composeront le programme.

Côté rue, c'est moderne et même assez original, mais sans agressivité.



Avec des façades habillées de cette fausse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartzite de Norvège, c'est plutôt du genre cosu. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII^e.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur — sans la moindre rue.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection : aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence.

L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomettes de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleton sous les tissus, des portes palières fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs.

Conséquence et complément de cette isolation phonique :

15^e AVENUE.

Renseignements et ventes Geric ALM 98.98 ou 567.68.73
Réalisation Lamarre-Ufic

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre.

C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économiques à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.

INVESTISSEMENT

QUE dire de la partie décoration, du choix des moquettes, des tentures, des carrelages qui remplacent sur les vastes terrasses privées le traditionnel béton ; que penser de ces mille détails qui flattent le regard ? Ils sont sans doute mieux étudiés qu'ailleurs. Mais ne vaut-il pas mieux les juger sur place.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir.

Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne changera. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambronne qui, avec ses rangées d'arbres pourrait s'appeler, pourquoi pas, l'Avenue Cambronne. Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement modèle ouvert tous les jours de 14 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 19 h. 44, 62 rue Cambronne

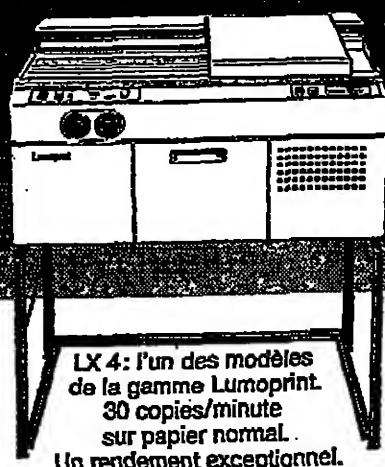
Du studio au 5 pièces et duplex.



lumière
et
fonction
284 bd Raspail Paris 14
tel 326 39 09

Lumoprint

Les photocopieurs
solides, fiables, rentables.
3 qualités allemandes.



LX 4: l'un des modèles
de la gamme Lumoprint.
30 copies/minute
sur papier normal.
Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à :

Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.21.91

POLITIQUE

Déposée par les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche

La motion de censure met en cause la politique du président de la République

Le premier ministre a engagé jeudi soir 14 octobre la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi de finances rectificative pour 1976, en application de l'article 49 de la Constitution. L'alinéa 3 de cet article précise que « le texte est considéré comme adopté sauf si une motion de censure déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent est votée ».

Cette motion de censure a été déposée par le groupe communiste et celui du parti socialiste et des radicaux de gauche vendredi matin 15 octobre. Elle devait être mise en discussion mardi 19 octobre, le vote intervenant dans la nuit.

Plusieurs orateurs se sont inscrits, dont M. Leroy, Mme Chomay et M. Rallie pour le P.C., MM. Mauroy et Claude Michel pour le P.S., M. Crépeau pour les radicaux de gauche, MM. Claudius-Petit et Dumes pour les réformateurs et M. Jacques Blanc pour les R. I.

Les députés U.D.R. réunis mardi devalent, à cette occasion, désigner leurs orateurs.

Voici le texte de la motion de censure déposée par les partis de gauche :

« Contrairement aux dispositions de la Constitution, le gou-

vernement n'a pas demandé aux représentants de la nation de se prononcer sur son programme. Il a préféré, par une habileté parlementaire, provoquer le vote sur une motion de censure pour permettre aux députés de la majorité d'exprimer leurs responsabilités, au risque d'aboutir à ce que l'impôt ne procède plus d'un vote explicite du Parlement.

« Les travailleurs de France refusent de faire les frais de la politique du président de la République et de ses gouvernements successifs. Ils l'ont notamment montré avec force le 7 octobre. L'Assemblée nationale ne saurait accepter un plan qui prolonge et aggrave cette politique, augmente le chômage pour les salariés, accroit l'insécurité économique pour les agriculteurs et les travailleurs indépendants, et menace le pouvoir d'achat, alors qu'il maintient les privilèges pour les riches et les puissants.

« Décidés à lutter contre l'inflation — facteur d'inégalité pour les citoyens et d'affaiblissement pour la nation — elle affirme qu'une telle lutte ne saurait être menée en dehors des profondes réformes de structure telles qu'elles sont proposées aux Français dans le programme commun de gouvernement de la gauche.

« Refusant d'engager le pays dans une nouvelle phase d'une politique qui a déjà prouvé son injustice, sa nocivité pour le peuple et son incapacité à régler les vrais problèmes de la France, l'Assemblée, en application du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution, censure le gouvernement. »

M. HINTERMANN : l'option social-démocrate sera proposée aux Français en 1978.

Les déclarations faites dimanche soir 17 octobre par M. Valéry Giscard d'Estaing au micro d'Europe 1 à propos de la social-démocratie inspirent à M. Eric Hintermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates, le commentaire suivant : « L'option social-démocrate sera proposée aux Français en 1978. (...) Sait-on que les socialistes sont alliés avec les communistes formant déjà la gauche forte politique française par le nombre des adhérents ? Sait-on que ceux qui se sont regroupés dans son comité de liaison des socialistes hors programme commun ? (...) »

« Pour 1978, les socialistes démocrates proposeront aux électeurs une social-démocratie française qui précède la définition par la collectivité (...) d'une nouvelle croissance (...), d'une réforme fiscale compréhensive, en tenant sur les grandes fortunes, d'un véritable plan de lutte contre les injustices sociales et la poursuite de l'insécurité politique européenne. »

(1) Ces députés sont : MM. Paul Allouy (non inscrit, Pyrénées-Orientales), Jean Bégout (r.f., Maine-et-Loire), Maurice Brun (non inscrit, Allier), Christian Chavet (non inscrit, Loire-Atlantique), Georges Dumas (r.f., Nord), Frédéric Dugoujon (r.f., Rhône), Robert Drapier (non inscrit, Morbihan), Max Leduc (r.f., Somme), André Martin (r.f., Seine-Maritime), René Mollet (r.f., Haut-Rhin).

« M. Alain Poirer, président du Sénat, a remis samedi 16 octobre, à Montigny-les-Bains (Moselle), la médaille d'or Robert Schuman 1976 à M. Robert Le Court, ancien garde des sceaux et ancien président de la cour de justice des Communautés européennes. »

APRÈS LA PUBLICATION DE « DÉMOCRATIE FRANÇAISE »

M. FOURCADE : la majorité doit élaborer un programme précis de gouvernement avant 1978.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a présidé, lundi soir 18 octobre, à Montmel (Ain), la première d'une série de réunions qui vont organiser les clubs Perspectives et Réalités (dont il est le président), à l'occasion de la sortie du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing. Il a déclaré : « Il est nécessaire que les partis politiques, les parlementaires et les clubs de la majorité arrivent à une phase de réflexion commune pour les élections de 1978 à partir du projet de société du président de la République. (...) »

« Il faudra un programme de gouvernement précis, chiffré, avec un calendrier. Il faudra marquer certaines étapes, indiquer clairement ce qui est réalisable en première et deuxième urgence. Il faudra, en ce qui concerne les grands projets de réforme, préciser les grands programmes d'équipement et d'urbanisme. Le seul élément fondamental du succès sera l'unité de la majorité présidentielle. »

M. PELLETIER : il est temps d'agir et d'aboutir

M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Ain, qui a animé, avec M. Henri Collet, ancien président des radicaux de gauche, le Comité d'action pour une démocratie sociale, a rendu public, lundi 18 octobre, un commentaire de « Démocratie Française » : « Les conclusions du livre du président sont assez éloignées de celles de la droite classique, mais la plupart ne s'opposent pas aux réformes électorales, la justice sans abandon de privilèges, la vraie concertation sans transfert de pouvoirs aux collectivités locales et aux régions. »

« Avec la majorité dont il dispose, Valéry Giscard d'Estaing peut-il concrétiser ses idées générales ? Il est permis d'en douter devant le comportement de certains parlementaires de la majorité, plus enclins à la démagogie qu'au soutien de véritables réformes. Après dix-huit ans de réflexion et quelques réalisations hétérogènes et tardives, entreprendre, même avec bonne volonté, ne suffit plus. Il est temps d'agir et d'aboutir. »

« M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur du Morbihan, a déclaré, président du conseil régional de Lorraine, à Montmel, le 18 octobre à Epinal, à propos du livre de M. Giscard d'Estaing : « Cet ouvrage est une prière que je crois que le président de la République entend ainsi (...). La conclusion même de M. Giscard d'Estaing est que l'horizon de la société réformée à laquelle il songe est le pouvoir aux citoyens. Or, c'est ma conviction et ma passion, cela passe par le pouvoir régional puis par la décentralisation même du pouvoir régional afin de responsabiliser les citoyens (...). En effet, il s'agit maintenant de passer à l'action gouvernementale régionale, départementale et communale pour aller progressivement en quelques années jusqu'au citoyen. »

M. Pelletier conclut : « La prochaine échéance doit voir France au sein de l'Europe replacée dans les pays modernes. Si les « libéraux » n'ont pas la volonté ou la possibilité d'apporter cette tâche essentielle qui doit être mobilisatrice pour les jeunes générations, il y a fort à parier que tous les hommes de progrès se retrouveront à gauche. »

Un débat à France-Inter

M. CATALA (P.C.F.) : M. Giscard d'Estaing n'est pas un démocrate.

M. BUSSIEREAU (G.S.I.) : le programme commun est un livre jauni.

Un débat a opposé, lundi 18 octobre, sur les ondes de France-Inter, MM. Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement des jeunes communistes, et Dominique Buisserau, président de Génération sociale et libérale, mouvement de jeunes giscardiens.

M. Catala a déclaré : « Valéry Giscard d'Estaing démontre dans son livre son incapacité à se comporter en démocrate. Il refuse l'alternance du pouvoir. A ses yeux, l'alternance signifie que l'on change d'hommes mais que l'on fait la même politique. Or en France la question de l'alternance se pose en d'autres termes. C'est l'instauration d'une société nouvelle. »

M. Buisserau a affirmé : « Le programme commun, qui peut être opposé à Démocratie Française comme support politique, fait l'effet d'un catalogue ou d'un livre de recettes que l'on veut. C'est un livre un peu gris, un peu jauni, qui commence à dater. Si les jeunes de notre pays ont à réfléchir sur un projet de société, ils feront référence à l'ouvrage du président de la République plutôt qu'au programme commun. »

EN BREF...

« M. Raymond Barre a déclaré lundi 18 octobre à France-Inter : « Je n'aime pas beaucoup changer de comportement. Depuis que je suis premier ministre, à diverses reprises, on a cherché à m'inciter à la précipitation. Ce n'est pas du tout ce que j'ai l'intention de faire, et je ne me laisserai pas ébranler par les appels ou les critiques. Les choses seront faites de façon sérieuse, et le pays jugera. (...) Je souhaite que l'opposition ne fasse pas une obstruction systématique à la réalisation d'une tâche qui est indispensable pour le pays. »

« M. Jean Lecanuet, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré lundi 18 octobre au micro d'Europe 1 : « Il est naturel que l'opinion publique connaisse la situation matérielle des candidats aux élections (...). Les Français sont d'accord pour reconnaître l'état de fortune des hommes politiques. De là à dire qu'ils sont prêts à ce que la situation de chacun soit connue de ses voisins, il y a une différence. M. Lecanuet a, au cours de la même émission, qualifié le programme commun de la gauche de « monnaie morte ». M. Mitterrand n'est pas desservir les bandes dessinées. »

« M. Pierre Bergeot, membre du secrétariat national du P.S., écrit dans la revue socialiste Faire : « La tension est grande de chercher une issue à la crise dans la mise en œuvre d'un projet qui idéalise le rôle de l'Etat. Le programme commun a échappé à ce risque. Il apparaît parfois dans l'argumentation communiste, Mitterrand, c'est connaître, décider, contrôler au seul niveau qui apparaît comme le plus naturel pour la synthèse, celui de l'Etat. Nationalisations à outrance et planification bureaucratique en sont les principaux moyens et le développement de l'appareil administratif la conséquence la plus visible, et la plus pénible, pour la population. Bien entendu, l'Etat a un rôle à jouer et nous ne le négligeons pas, la planification, aussi est nécessaire, mais nous récusons tout centralisme autoritaire. »

« M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du P.S., conseiller de Paris, a déclaré : « Au-delà des contradictions, des compétitions, des ambitions, des conservateurs s'organisent. Jacques Chirac s'adresse aux soutiens sociaux traditionnels du système déclinant par les propositions de la F.N.S.E.A. ne s'y est pas trompé. Il répond présent et se lance sous la bannière de l'ancien premier ministre. Quant au président de la République, il poursuit sa tentative de séduction en direction des cadres supérieurs de la haute administration et d'une fraction des intellectuels. C'est une autre répartition des tâches, une nouvelle division du travail fondée sur la complémentarité avec, comme objectif, la bataille des élections législatives. »

ÉDITÉ PAR LE S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5757.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants, Français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Où est passé "Mr Sécheresse"?

Noué dans les dossiers.

Cette semaine dans ELLE.



DES PRIX EXCEPTIONNELS dans tous les rayons

MARDI 19, MERCREDI 20 JEUDI 21 OCTOBRE

COSTUME
3 pièces,
pure laine,
rayures craie
sur fond marine
ou gris.

650 F

Non représentés
PARDESSUS
droit,
pur cachemire.
Marine ou beige.

750 F

CHEMISE
polyester mélangé.
Blanc, ciel, beige,
rose ou vert.

48 F

PULL-OVER
en laine d'agneau,
encolure en V - 10 coloris.

85 F

MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
OUVERT DE 9 H 45 À 19 H 30 - PARINGS GRATUITS POUR NOS CLIENTS

Je m'inscris

Journal de 150

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

NANCY : M. Cureau (P.S.) conduira la liste d'union de la gauche

De notre correspondant

Nancy. — M. Gérard Cureau (P.S.) annonce la liste commune de la gauche aux élections municipales de Nancy, avec comme candidat au poste de premier adjoint M. Serge Alexandre, professeur au lycée Poincaré de Nancy (tendance C.E.R.E.S.). M. Cureau, actuellement juge au tribunal administratif d'Orléans, avait été élu en 1971 sur la liste «Nancy-capitale» de M. Marcel Martin (modéré), qui comprenait dix-neuf modérés, sept divers gauches, cinq centre d'opposition, un radical et cinq socialistes.

En janvier dernier, sous la pression de la fédération de Meurthe-et-Moselle du parti socialiste, animée par le C.E.R.E.S., M. Cureau avait abandonné ses déclarations de deuxième adjoint et avait formé avec trois autres socialistes un groupe d'opposition au sein du conseil municipal. Il continue toutefois de représenter la mairie de Nancy au conseil régional de Lorraine.

Son élection, en 1973, comme conseiller général de Neuvy-Maisons avait été annulée par le Conseil d'État en juin 1975 pour cause d'inéligibilité. M. Cureau était à l'époque inspecteur principal des P.T.T. à Nancy.

Il ne s'était pas représenté.

La nomination de M. Gérard Cureau ne s'est pas faite sans difficultés à cause de l'opposition du C.E.R.E.S. (majoritaire dans la fédération, mais en minorité à la section de Nancy). Finalement, une formule de compromis a été trouvée entre les deux parties.

En ce qui concerne les discussions avec le P.C.F., elles ne se heurtent à aucune opposition sur le fond — même si la candidature comme tête de liste de M. Cureau ne doit guère les satisfaire — mais à un problème de répartition. Le P.C. demande seize postes sur la liste (sur quarante et un au total), alors que le P.S. estime ne devoir en accorder que quatorze et en conserver vingt-sept (quelques radicaux de gauche sont compris dans ce chiffre).

La section du P.S. de Nancy avait demandé l'arbitrage national, mais comme le différend a été jugé mineur, c'est la section de Nancy qui reprendra les négociations la semaine prochaine. L'annonce de la tête de liste faite par le parti socialiste, surpris les communistes. M. Roland Favaro, secrétaire fédéral de

Meurthe-et-Moselle Sud, membre du comité central du P.C.F., s'est étonné « que la section locale du P.S. n'ait pas cru devoir attendre la fin des discussions pour annoncer cette désignation ». « Il s'agit là d'une interprétation impatiente de l'accord », a-t-il noté.

Outre celle de la gauche, deux autres listes briseront l'unité de ville de Nancy. M. Marcel Martin, maire depuis 1970, conduira la liste « à bords » par l'association « Nancy » qui veut ouvrir à tous les courants politiques. M. Claude Conlals, député républicain indépendant de Meurthe-et-Moselle, doit, en principe, être le chef de file de la liste de la majorité « Nancy-avenir ». La nouvelle avait été annoncée en avril, mais il semble que des résumés se soient fait jour du côté de l'U.D.R.

Récemment, tout en confirmant qu'il acceptait de conduire la liste de « Nancy-avenir », M. Conlals n'a pas caché que sa décision ne pouvait être définitive que si le comité national de la majorité lui demandait d'assumer cette responsabilité. Or le comité n'a pas encore arrêté de position définitive pour Nancy.

ROUBAIX : M. Diligent constitue une liste.

(De notre correspondant.)

Lille. — M. André Diligent, vice-président du Centre des démocrates sociaux, ancien député et sénateur du Nord, actuellement adjoint au maire de Roubaix, vient d'annoncer qu'il conduira dans cette ville une liste pour les élections municipales de mars 1977. M. Diligent a déclaré qu'il se présentait à titre personnel et que sa liste, qu'il souhaite la plus ouverte possible, ne portera pas l'étiquette « majorité présidentielle ». Il s'est même déclaré prêt à démissionner de ses responsabilités nationales au C.D.S., si celles-ci devaient gêner ceux qui viendraient avec lui.

« Je me présente les mains nues, comme je l'ai fait dans le passé, dans mes combats pour la presse et la télévision, a-t-il déclaré. Je fais confiance au bon sens, à la conscience des Roubaixiens. »

La mairie était gérée depuis la libération par une coalition socialo-centriste. Le maire, M. Victor Provo, sénateur socialiste, ne se représente pas. C'est un de ses adjoints, M. Pierre Provost, également membre du parti socialiste, conseiller général, qui conduira la liste se réclamant de l'union de la gauche, avec la participation des communistes.

LES GAM APPORTERONT LEUR "SOUTIEN CRITIQUE" A LA GAUCHE

Les Groupes d'action municipale ont réuni, samedi 16 et dimanche 17 octobre à Gaillon (Eure), leur troisième rencontre nationale — la dernière avant les élections municipales de mars 1977. Plus de trois cents délégués des GAM et sympathisants ont participé aux différents débats, répartis en quinze « courtoisiers » (le Monde des 3-4 octobre). Le thème choisi pour la rencontre était : « La gauche à la mairie, pour quoi faire ? » Les réflexions des participants feront l'objet d'une publication d'ensemble, d'ici une dizaine de jours. Un livre, intitulé : « L'autogestion et notre vie quotidienne », sera, d'autre part, édité par les GAM vers le 15 janvier prochain, afin de faire le point sur les enseignements fournis par leurs précédentes rencontres nationales et celle de Gaillon, et de mettre en lumière, comme l'a souligné M. Jean de Caumont, membre du collectif national, « le fait que l'autogestion n'est pas seulement un projet de société à long terme, mais aussi une pratique qu'il nous faut vivre sur le terrain, jour après jour ».

D'une manière générale, on a beaucoup insisté, dans les différents courtoisiers, sur la nécessité d'apporter à la gauche, à l'occasion des élections municipales, un soutien qui reste très vigilement : les GAM souhaitent enrichir sa ré-

flexion et favoriser le succès de ses candidats, mais ne renouer, ni dans l'opposition locale ni au pouvoir, à aucune de leurs grandes orientations : autogestion municipale, défense du cadre de vie et « libération de l'information locale ». Ce dernier thème a fait l'objet de longs développements à Gaillon, s'agissant en particulier des expériences de journaux de quartiers et de télévision par câble qui ont déjà été entreprises.

A l'issue de leurs travaux, les Groupes d'action municipale ont publié une déclaration dans laquelle on lit : « Les GAM sont situés à la charnière entre les organisations de masses, qui restent spécialisées et méconnaissent parfois la dimension politique de leur action, et les partis politiques, dont l'objectif principal est la conquête et l'exercice du pouvoir. Dans la perspective des élections municipales, ils militent, parce qu'ils sont solidaires des partis qui veulent changer la société, pour la victoire des équipes de gauche ; mais ils agissent, parce qu'ils sont autonomes et enracinés dans les luttes, pour la prise en compte par ces équipes des aspirations qui se dégagent de ces luttes. Ils le feront par la contribution que cette rencontre apportera à l'élaboration des projets de la gauche et par le soutien critique des équipes élus. »

● **LIBOURNE (Gironde).** — M. Gilbert Mitterrand, fils du premier secrétaire du parti socialiste, assistant de faculté, vient d'être domicilié à Libourne. Il a aussitôt adhéré à la section du parti socialiste de cette ville et c'est très probablement lui qui conduira la liste que son parti opposera à celle de M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, maire de Libourne. Lors des dernières élections municipales, M. Robert Boulin, déjà ministre, l'avait emporté de justesse sur ses adversaires de gauche. — (Corresp.)

● **PUY-DE-DOME.** — Les assises départementales de l'U.D.R. du Puy-de-Dôme soulaient, à l'occasion des élections municipales, « que l'U.D.R. ouvre ses listes aux radicaux et aux socialistes qui n'ont jamais fait liste commune avec le parti communiste ».

● **RENNES-BEAUMONT (Pas-de-Calais).** — M. Gabriel Letellier, chef de cabinet de M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., conduira une liste de la majorité contre celle du maire sortant, M. Jacques Fletie, P.S.

● **Le mouvement Ecologie et survie**, qui tiendra ses assises nationales à Mulhouse pendant le week-end du 1^{er} novembre, a décidé de constituer une liste dans cette ville lors des prochaines élections municipales. Au mois de mars dernier, lors des élections cantonales, les « écologistes » présents dans trois cantons mulhousiens, avaient obtenu respectivement, au premier tour, 12 %, 10,8 % et 6 % des voix.

La Pompadour
présente ses beaux
MANTEAUX
les plus beaux tweeds,
chevrons, cashmeres,
lana, poil de chameau etc...
Importés d'Angleterre
modèles habillés
garnis fourrures précieuses
MANTEAUX DE FOURRURES
GRANDES TAILLES
du 42 fort au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^{re} Chassée d'Antin

HALTE AUX VOLEURS !
la porte à 9 points de sécurité

une serrure de grande marque Ex. : **BRICARD**

4 goulons "antivol" empêchant le démontage de la porte

Condammations verticales haut et bas

Cuirasse en acier cémenté protège la canon contre tout risque d'arrachage

Serrure à 2 tours de clef épaisseur des pènes 17 mm

2 condammations horizontales épaisseur des pènes : 17 mm

Clef en acier inoxydable à 3 branches taillées (reproduction unique ment sur présentation de la carte d'identité)

1.200 F T.T.C.
Poses et déplacement compris
Credat gratuit sur 3 mois

LA CLEF ROUGE

N° 1 DE LA PROTECTION en installation de portes blindées
Siège social : 24, av. R. Poincaré 75118 PARIS 70.40.40
BORDEAUX 91.83.36 - CANNES 39.13.13 - LYON 62.72.36 - MARSEILLE 53.40.34 - NICE 94.62.38

EN AVOIR OU PAS

A ceux qui en ont, tout est possible. Sans leur argent, ils ne seraient rien. Avec lui, ils ne sont guère plus. Seulement, ils ont un AVOIR qui leur permet d'ÊTRE.

D'un côté, les nantis, les repus. De l'autre, ceux qui sont usés, malades avant l'âge, leurs enfants sans avenir.

La fortune ne divise pas simplement la France en classes. Elle oppose des races.

Voilà ce que criaient, il y a plus de 100 ans, Zola, Vallès, Marx. Vision aujourd'hui dépassée? Voire!

De la gauche à la droite, il semble soudain qu'on n'ait plus qu'une idée en tête : taxer le Capital. Mais, quel capital taxer, puisqu'il est caché?

La fortune est un territoire interdit. Nous y sommes allés. Vous n'en reviendrez pas.



LE NOUVEL observateur

LA FORTUNE DES FRANÇAIS.
Trois numéros spéciaux en vente à partir d'aujourd'hui.

PRENEZ
LE TEMPS DE CHOISIR
TRANQUILLEMENT
VOTRE CHAÎNE
CHEZ

pan

tout le gotha de la haute-fidélité
deux auditoriums-détente
le conseil de vendeurs mélomanes
des prix pas plus chers qu'ailleurs

Accuphase, A.K.G., B & O, Bozak, Braun, Elipson,
Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National,
Nivico, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan
11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25
nous aimons la musique autant que la technique

le journal mensuel de
documentation politique

après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

**LE POUVOIR DU
CONSUMMATEUR**

Envoyez 10 francs (timbres ou
chèque) à APRES-DEMAIN
27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris,
en spécifiant le dossier demandé
ou 30 F pour l'abonnement annuel
(60 % d'économie) qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro.

ili
informations
catholiques
internationales

dossier spécial
à la veille des élections
présidentielles

**LES ÉTATS-UNIS
REDECOUVRENT
DIEU**

le numéro : 7 F (franco)
L.C.I. 163 bd Malesherbes
CCP Paris 82.10.20 - PARIS 17

POLITIQUE

LUTTER CONTRE LES INJUSTICES

Le premier congrès mondial de l'« ombudsmanie »

par AIMÉ PAQUET (*)

Le premier congrès mondial de l'ombudsmanie s'est tenu à Edmonton, capitale de l'Alberta (Canada). Organisé par le Dr Ivany, ombudsman de l'Alberta, il a permis à plus de trente ombudsmans, de toutes les nationalités, et à de nombreux universitaires, américains et canadiens, de se rencontrer et d'échanger leurs expériences d'Europe, d'Amérique, du Pacifique, du Moyen-Orient, d'Afrique, de tous les continents, les uns nées il y a fort longtemps — il y a cent ans, dans le cas de celles de la Suède, — les autres venant de naître, comme c'est le cas de celles de la France.

Une large confrontation de systèmes, différents quant à leur organisation, et à leur fonctionnement, aux pouvoirs qui leur ont été reconnus, aux comportements suivis et aux résultats obtenus, a été ainsi rendue possible. Grâce à l'établissement de ces comparaisons et à la mise en lumière des difficultés rencontrées, la conférence a pu tenter d'élaborer l'ébauche d'un corps de règles communes, définissant l'étendue et les limites de la mission, des pouvoirs, des moyens d'investigation indispensables, à charge pour chaque pays d'adapter les principes généraux ainsi dégagés aux conditions propres tenant à sa superficie et à sa population, à ses traditions et à ses valeurs, à son importance politique.

Il est vite apparu que la détermination d'une ligne d'action directrice était d'autant plus urgente qu'en son absence les institutions de l'ombudsmanie couraient de sérieux dangers.

Nous vivons dans un monde difficile, soumis à des mutations rapides, toujours traumatisantes pour les individus, exigeant la présence d'une administration de plus en plus nombreuse et contraignante. Cette administration, quel que soit le pays dans lequel elle exerce son activité, souffre toujours des mêmes maux et connaît partout les mêmes problèmes. Elle est tenue d'appliquer des lois et des règlements non seulement complexes, mais encore souvent incomplets ou inadéquats. La vie étant faite de changements, les textes, statuts par nature, vieillissent en effet rapidement. De surcroît, ils sont parfois appliqués avec un formalisme excessif, générateur d'injustices.

Dans un pareil monde, l'individu isolé éprouve de plus en plus le besoin de s'adresser à quelqu'un, de chercher refuge auprès d'une personne incarnant une institution chargée de le protéger et de le défendre. D'où le nombre croissant de semblables institutions, nombre qui atteint la trentaine aujourd'hui et qui la dépassera de beaucoup demain. Il a cependant été constaté que plus celles-ci se multiplient et gardent en importance et en autorité, plus elles courent le risque, si un certain nombre de règles n'étaient pas définies avec précision, de voir les pouvoirs publics se dresser contre elles. Pareille opposition, si elle devait naître et se développer, à la suite d'imprudences ou d'erreurs, ne manquera pas, d'abord, de gêner le fonctionnement des institutions, puis de nuire à leur influence et à leur efficacité, enfin de leur être fatale. Ce sera le grand mérite du premier congrès mondial que d'avoir fait apparaître ce danger.

Quelles sont donc les erreurs et les imprudences à ne pas commettre ? Elles consisteraient, de l'avis général des ombudsmans, à :

- s'écarter du rôle attribué à l'institution par la loi qui l'a créée ;
- Porter atteinte à la séparation des pouvoirs en s'immisçant dans les domaines relevant des autres autorités ;
- Et, corrélativement, laisser porter atteinte à sa propre indépendance.

Il est en effet tentant pour un médiateur ou pour un ombudsman, pratiquement immobile pendant une période assez longue et doté de pouvoirs non négligeables, de vouloir jouer les premiers rôles, de s'autoriser, par exemple, à censurer le pouvoir politique ou à prendre part dans les conflits opposant aux pouvoirs publics les forces sociales et économiques, organisées ou non, cessant, ce faisant, d'observer la neutralité et l'impartialité qui doivent être les siennes, ou encore de se permettre d'entreprendre la règle sacrée du respect de l'autorité de la chose jugée, en contestant sur le domaine judiciaire. Et la tentation de multiplier les interventions abusives d'égale que celle de faire grandir autour de soi une seconde administration, nombreuse et coûteuse, chargée de contrôler la première et de redresser ses erreurs, mais faisant montre très vite, pour les mêmes raisons d'ailleurs, des mêmes défauts, des mêmes faiblesses, du même formalisme, du même rigorisme, appelant à bon droit la critique. C'est

pourquoi, afin d'éviter de s'engager dans des voies aussi dangereuses, il convient d'être strict dans la définition des règles gouvernant le fonctionnement des différentes institutions et d'être plus strict encore dans le respect de leur application.

Un large accord s'étant dégagé sur ce point, la discussion s'est poursuivie sur la question de savoir quelles devraient être lesdites règles et, en premier lieu, quel devrait être le mode de désignation du titulaire de la charge. Le système retenu, jusqu'à présent, dans la généralité des cas, est celui de la nomination par le gouvernement, tantôt celui de l'élection par le Parlement. A mon avis, chaque mode de désignation a ses avantages et ses inconvénients et il importe peu de se demander lequel doit être préféré. L'essentiel est qu'il y ait « insusceptibilité » pendant un temps assez long et non-renouvellement du mandat, afin d'assurer à l'ombudsman ou au médiateur une parfaite indépendance.

Les conditions de la salarie présentement en discussion. La salarie directe, dont bénéficient la plupart des institutions existantes, est à peu près impraticable dès que la population dépasse quatre à cinq millions d'habitants, compte tenu de l'abondance des réclamations reçues. La Suède l'a fort bien compris, puisqu'elle a actuellement quatre ombudsmans pour sept millions d'habitants.

Le Congrès s'est demandé s'il ne serait pas possible de résoudre le problème en autorisant l'ombudsman à déterminer d'office les affaires mineures et à ne conserver pour instruction approfondie que les cas sérieux. Cette solution a finalement été rejetée. L'objection ayant été émise qu'en fait de justice il n'y a pas d'affaires mineures, qu'il n'y a pas de petites et de grandes injustices, et que l'injustice quel que soit son degré de gravité doit toujours être combattue et réparée.

La France et l'Angleterre, l'une et l'autre peuplées de plus de cinquante millions d'habitants, ont adopté sagement la salarie indirecte, reposant sur le Parlement. En ce qui concerne la France, plus de huit cents parlementaires, députés et sénateurs, sont les porte-paroles naturels de leurs électeurs. Quand ils ne peuvent résoudre eux-mêmes les problèmes qui leur sont posés, ils transmettent les dossiers au médiateur, mieux armé qu'eux pour leur donner suite. Leur appartenance à toutes les tendances politiques garantit l'indépendance et l'impartialité de ce dernier.

Les pouvoirs des institutions sont à peu près les mêmes partout. Leurs moyens en revanche varient d'un pays à l'autre. Ils sont cependant en général relativement limités. Vouloir faire tout par soi-même, en effet, exigerait un personnel pléthorique. Il convient donc de rechercher une frange et fructueuse coopération avec les administrations.

La France, sur ce point, a paru être pourvue d'une institution souple et efficace. La coopération est, en effet, totale avec le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, les corps de contrôle, les préfets, les directions régionales de la Sécurité sociale et des impôts. Les enquêtes sont ainsi conduites par des hommes ayant l'expérience des choses qui, pour un temps, se débarrassent du carcan de prescriptions légales dans lequel ils sont obligatoirement enfoncés dans l'exercice de leurs fonctions habituelles et, se laissant librement guider par leur conscience et par leur cœur, livrent au médiateur des conclusions solidement étayées, sur la base desquelles celui-ci peut élaborer des recommandations particulièrement valables. Cette sorte de délégation de pouvoirs permet d'éviter que l'appareil nécessaire à la vie de l'institution ne s'alourdisse à l'excès. Avec quarante-cinq per-

sonnes et un budget réduit, l'institution française traite plus de dossiers que la plupart des institutions suédoises, dont les effectifs sont plus étoffés et, partant, plus dispendieux.

Ce système comporte, en outre, l'avantage de faciliter l'établissement d'une franche collaboration entre contrôleur et contrôlé. L'institution n'est pas regardée par ses interlocuteurs comme un adversaire. Elle est au contraire considérée comme un allié, ferme mais compréhensif, chargé de les conseiller plus que de les censurer, en vue de réparer, d'humilier, de transformer, d'adapter ce qui doit l'être.

La plupart des ombudsmans présents ont, en effet, estimé qu'il était essentiel que leur action débouche sur des propositions de réforme. C'est ce qu'ont déclaré, entre autres, Sir Guy Powles, Parliamentary Commissioner de la Nouvelle-Zélande ; le docteur Nebenzahl, contrôleur de l'Etat d'Israël ; M. Nielsen, ombudsman du Danemark, et le président Lundvick, premier ombudsman de Suède. L'institution française a pu révéler qu'elle était, malgré sa jeunesse, largement engagée dans cette voie. Au cours des deux dernières années, près de cent réformes d'importance variable, ont été proposées, parfois à partir d'études ou d'avis émanant du Conseil d'Etat, comme cela a été le cas en matière de non-rétroactivité des lois à caractère social, de corruption, du délai de prescription, de droit à l'information. Ainsi bien entendu, il n'y a rien de réparable les injustices si l'on ne touche pas aux textes qui, surtout quand ils sont appliqués à la lettre, les créent.

En résumé, un consensus assez large s'est dégagé au cours du congrès sur les lignes d'action générales qui viennent d'être évoquées. Il a été admis par le plus grand nombre que l'essor et la durée des institutions d'ombudsmans ne pouvaient être assurés qu'à condition de s'attacher scrupuleusement au maintien de leur indépendance et au respect de leur indépendance et au respect de la séparation des pouvoirs. Au cours de l'allocution qu'il a prononcée lors de la réception organisée par le gouvernement, le premier ministre de l'Alberta a beaucoup insisté sur ce point. Tous ont admis que l'action de l'ombudsmanie devait avant tout faire appel au sens de l'opportunité et à celui de l'équité et demeurer marginale par rapport à celle des juridictions, auxquelles revient principalement la tâche d'apprécier l'action administrative sous l'angle de sa légalité.

L'unanimité s'est faite pour reconnaître que l'ombudsmanie doit être une force d'humiliation et de lutte contre l'injustice ; une force existante pour elle-même comme pour les autres, veillant jalousement au respect de son indépendance et observant soigneusement son obligation d'impartialité comme sa neutralité politique ; une force morale, enfin, prenant appui grâce à une large information sur l'opinion publique, c'est-à-dire sur le peuple.

L'institution française, bien qu'étant parmi ses semblables l'une des dernières nées, est apparue comme un système original et efficace, permettant d'éviter quelques-uns des écueils que les ombudsmans rencontrent parfois.

Trois décisions ont été prises :

- La création d'un comité directeur ;
- La création d'un institut, rattaché à une université ;
- L'organisation d'un deuxième congrès mondial, dans trois ans ;

Le comité directeur sera composé de neuf membres : trois représentants de l'Europe, dont un de l'Allemagne et un de la France ; trois représentants de l'Amérique et du Canada ; trois représentants de l'Afrique et du Pacifique. Il tiendra sa première réunion en Europe au printemps. La France a fait savoir qu'elle serait heureuse de le recevoir à Paris. Il aura à décider, notamment, du lieu d'implantation de l'institut, de son mode de financement et de ses conditions de fonctionnement, ainsi que du choix du pays devant accueillir le deuxième congrès, la Suède, l'Australie et Israël ayant fait acte de candidature.

Cette première conférence mondiale, qualifiée par certains congressistes d'« historique », aura permis à des hommes représentant des institutions différentes dans leur conception et dans leur comportement, mais animés des mêmes sentiments et de la même volonté d'être au service des humbles, de définir, à partir de leur expérience respective, des règles d'action permettant d'assurer leur efficacité et leur pérennité et de leur ouvrir de nouvelles voies.

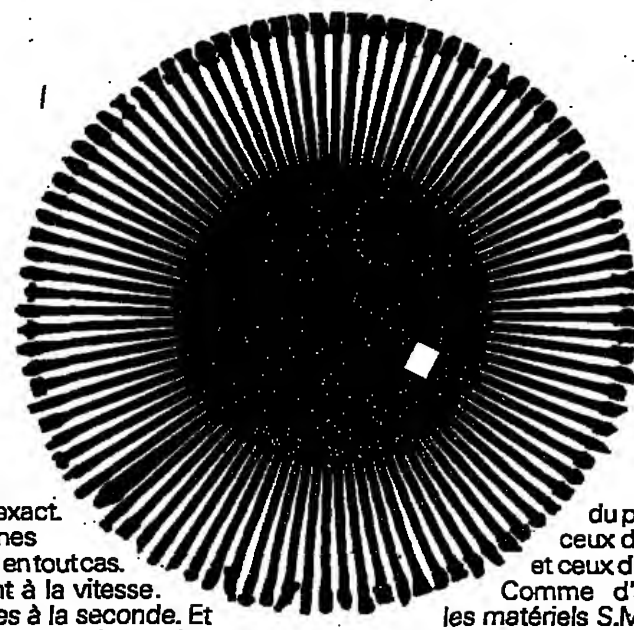
On ne remerciera jamais assez le Dr Ivany, ombudsman de l'Alberta, et son gouvernement de l'avoir organisée.

**APPRENEZ
la
dactylographie**
à l'heure
qui vous convient.

**LOGOS
CENTRE PRIVE
DE FORMATION**
4 Villa Ornano
75018 PARIS.
Tél.: 255.09.05
TOURS-NANTES-ORLÉANS

Des bruits courent sur S.M.O. :

« Leurs machines à écrire frappent toutes seules. »



C'est exact. Pour certaines d'entre elles en tout cas. Qui écrivent à la vitesse de 85 signes à la seconde. Et corrigent instantanément les erreurs de frappe. Ou modifient les textes selon vos instructions. Presque simultanément. Et sans rien retaper d'autre que les modifications. En plus, ces machines ont de la mémoire. Autant de mémoires (enregistrées sur disques souples) que chacun de vos services en réclame pour conserver et classer leur propre information. Ces nouvelles machines (de rêve), ce sont les S.M.O./WP1. Elles servent tout autant les intérêts

du personnel, que ceux des dirigeants et ceux de l'entreprise. Comme d'ailleurs tous les matériels S.M.O. : les facturières électroniques ADLER, les photocopieurs AFECO, les contrôleurs électroniques de gestion OMRON, les duplicateurs et sélectifs ORMIG, les ordinateurs de bureau S.M.O. 400, les optimiseurs pour l'ordonnement-lancement, les machines à traitement de textes WORDPLEX et WP100. Pour S.M.O. aujourd'hui, productivité est synonyme de qualité de la vie.

S.M.O.
Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe
78140 Vélizy - Tél. : 949.96.38.

Pour recevoir gratuitement S.M.O. remplissez ce bon. Vos données seront traitées avec la plus stricte confidentialité.

Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
S.M.O. BP 93
78140 Vélizy
M4

Depuis 1950

Jeune 1.50

SPORTS

OMNISPORTS

Pas de sanctions contre les pays africains

La commission exécutive du comité international olympique (C.I.O.) qui vient de réunir à Barcelone sa session annuelle n'a pris aucune mesure disciplinaire contre les pays africains qui s'étaient retirés des Jeux de Montréal pour des raisons politiques. La commission a estimé qu'en sanctionnant les comités olympiques nationaux elle n'aurait pas atteint les coupables, en l'occurrence les gouvernements, mais les athlètes qui ont déjà été victimes du mouvement de boycottage.

Constatant que le sport est partout aux mains des pouvoirs publics, le C.I.O. a déploré son incapacité à contrecarrer les décisions des gouvernements.

Pour tenter d'enrayer les défections de dernière heure, il se propose d'obliger les pays engagés aux Jeux olympiques à verser

une caution au prorata de l'importance de leur délégation. Cette somme restera acquise aux organisateurs en cas de retrait ou d'abstention pour des raisons politiques.

Le Comité international olympique prendra une décision définitive à Prague, lors de sa session plénière au mois de juin prochain. Il aura, entre-temps, entendu les fédérations internationales, réunies à Barcelone, ainsi que les comités nationaux olympiques, qui réuniront leur assemblée à Abidjan au mois d'avril.

De son côté, l'Union soviétique, qui organise les Jeux de 1980, s'est une nouvelle fois engagée par la voix de son vice-premier ministre, M. Novikov, à respecter la charte olympique pour ce qui concerne les visas d'entrée sur son territoire. « L'U.R.S.S. assurera également la sécurité des visiteurs, tout en respectant leur liberté de circulation », a encore affirmé M. Novikov.

MOTOCYCLISME

M. Soisson annonce la création de quatre pistes

Répondant, vendredi 15 octobre, à l'Assemblée nationale, à une question de M. Fernand Dupuy, député du Val-de-Marne (P.C.), qui parlait du « ballet infernal et dangereux » des motocyclistes sur le circuit de Rungis, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a notamment déclaré : « Le gouvernement a un plan moto » sur le développement de cette activité (400 000 jeunes, dont 58 % sont des ouvriers et des employés, possèdent une moto de plus de 125 cm³) est un fait de société. Quatre centres destinés à la pratique de ce sport seront financés sur des crédits de 1976 : au Mans, dans le Vaucluse, en Ile-et-Vilaine et à Montlhéry.

Ce dernier centre doit être réalisé en priorité. Les financements sont assurés. Les travaux vont commencer.

« Je souhaite », a ajouté M. Soisson, qu'il puisse s'ouvrir au printemps 1977. Les conditions d'accès devraient permettre à tous les clubs et amateurs de la région parisienne de se rassembler à Montlhéry. La seule contrepartie demandée sera pour couvrir les risques d'accident encourus. Quant à Rungis, ce ne saurait être une solution. Le gouvernement se propose de définir actuellement les conditions de sécurité dans l'attente de l'ouverture du circuit de Montlhéry.

De son côté, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, répondant à une question écrite de M. Pierre-Charles Kriegel, député de Paris (U.D.R.), sur le même sujet, a précisé qu'une piste pour motos et des structures d'accueil devraient être ouvertes, au cours de l'été 1977, sur un terrain dont la Prévention routière négocie actuellement l'achat auprès des autorités militaires, au nord de l'aérodrome de Montlhéry. Cette nouvelle piste — qui complètera la piste routière pour motos déjà en service — pourra fonctionner tous les soirs et pendant les week-ends, en dehors des heures réservées aux besoins de la Prévention routière.

FOOTBALL. — Le pays de Galles pourra participer au prochain championnat d'Europe des nations. La mesure de suspension qui lui avait été infligée par l'Union européenne (U.E.F.A.), en raison des incidents qui ont marqué la rencontre entre le pays de Galles et la Yougoslavie, a été levée. Toutefois, l'équipe du pays de Galles ne pourra jouer dans aucun stade situé à moins de deux cent cinquante kilomètres de Cardiff, et la Fédération galloise aura à payer une amende de 15 000 francs suisses.

POLICE

Huit mille manifestants au nouvel hippodrome de Paris

« La police, ce malade honteux de la société libérale avancée »

— Les menaces de Pomalov... — Démission ! Démission !

Il était impossible de prononcer le nom du ministre de l'Intérieur à la tribune de l'Assemblée d'information des syndicats de policiers, le 18 octobre, au nouvel hippodrome de Paris, sans que huit mille voix s'élèvent pour le vouer aux gémonies à grand renfort de hurlements et de sifflets à roulette. Plus de huit mille policiers avaient en effet répondu à l'appel des grandes organisations syndicales — près du tiers de l'ensemble des policiers parisiens — un chiffre considérable compte tenu des conditions qui immobilisent de nuit comme de jour une bonne partie des effectifs.

Malgré une atmosphère houleuse et survoltée, la réunion s'est terminée dans le calme, chacun ayant présentes à l'esprit les mises en garde de M. Michel Pomalov, à la fin de la semaine dernière (Le Monde daté 17 et 18 octobre). M. Jean Chauvane, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, avait d'ailleurs clairement averti son auditoire. « Il y a ici des camarades qui n'acceptent pas qu'on recommence les mêmes choses qu'en 1958, devait-il dire. Nous n'avons pas le droit d'engager les collègues dans des actions irresponsables. Nous ne pouvons pas brûler toutes nos cartouches le même jour. S'il le faut, nous descendrons dans la rue. Mais je vous rappelle que c'est à une action syndicale sérieuse et responsable que nous nous appelons ».

Sous le chapiteau trop petit pour accueillir toute l'affluence, au milieu des débris en carton-pâte de Ben Hur, on a finalement pu parler d'argent — ce qui était pourtant le thème mobilisateur de la soirée — mais beaucoup plus de l'utilisation de la police et de la place du policier dans la société. « Nous ne sommes pas coupés du peuple et parqués dans un ghetto », a affirmé M. Chauvane. Il n'y a plus de police muette et silencieuse, reléguée dans un coin, bonne pour toutes les occasions que les autres refusent d'accepter. L'emploi du personnel fut dénoncé par M. André Freundreich, secrétaire général du Syndicat national des officiers et commandants. « On veut faire croire que tout ira mieux avec des flics à la James Bond », déclarait-il. Les fonctionnaires ne sont pas en cause : c'est le système qui est mauvais, car il ne vise qu'à fêter de la poudre aux yeux.

M. Freundreich s'est d'autre part inquiété d'un nouveau projet visant à dissocier les C.R.S. du reste de la police pour leur accorder une « spécificité ». « On dit déjà qu'ils pourraient être rattachés directement au ministère de l'Intérieur, ou même au premier ministre ».

« Les violents sont des faibles »

L'analyse la plus sévère de la place du policier dans la société fut celle de M. Jean-Claude Riquois, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale. Le « flâneur-défenseur-de-la-morale » ? « La morale ce n'est pas une religion », affirme M. Riquois. C'est une règle de vie en société. Et nous y sommes dans cette société, nous sommes même bien, à tel point que nombreux sont ceux d'entre nous qui n'échappent pas au dilemme : défenseur de la société ou service de celui qui a le pouvoir. Le policier a donc été critiqué face à des formes de morale plus fautes pour préserver des privilèges que pour faire vivre l'ensemble de la population dans la paix. C'est là que cet esprit que, selon l'orateur, il faut

aborder les concepts de liberté et de violence.

La liberté : « Où est la liberté des personnes âgées si elles ne peuvent sortir de chez elles sans être attaquées et dévalisées ? Mais, à l'inverse, quelle est la liberté de ceux qui habitent des bidonvilles ou de ceux que l'on confine dans des cités-dortoirs mal agencés et loin de tout, méritant le fameux « métro-boulot-dodo » ? »

La violence : « Toutes les formes de violence consistent-elles à casser quelque chose ? À commettre des brutalités physiques envers autrui ? Ou bien à imposer collectivement la violence de ceux qui savent ce qui est bien au nom de leur savoir et de leur pouvoir ? Ne sommes-nous pas, face aux délinquants, des hommes de répression, certes, mais aussi aptes à comprendre de quelles faiblesses constitutives, face aux lois de notre société, ils sont victimes ? Les violents sont des faibles ».

Le problème des parités entre la police et la gendarmerie — détonateur du conflit — n'est désormais plus la seule préoccupation des policiers contestataires. La revendication, à l'origine purement matérielle, est en train d'aboutir à une réflexion sur les fondements mêmes de la police. Ce « malade honteux de la société libérale avancée », ainsi que l'a définie M. Jean Chauvane.

JAMES SARAZIN.

CATASTROPHES

Après la tempête et de nouveaux naufrages

OPÉRATION NETTOYAGE A L'ÎLE DE SEIN

Les recherches continuent sans trop d'espoir, ce mardi 19 octobre, pour tenter de retrouver le chalutier de Port-en-Bessin, Bienheureux - Thérèse, disparu le jeudi 14 octobre, avec six hommes à son bord. D'autre part, au large des côtes écossaises, un remorqueur allemand, l'Otterburn, a coulé, le lundi 18 octobre, après être entré en collision avec un navire poséur de pipe-line.

Egalement, un cargo panaméen, avec trente-sept hommes d'équipage, le Spirit of Osea, dont on était sans nouvelles depuis le mercredi 13 octobre, est porté disparu : le dernier message reçu du navire signalait qu'il se trouvait dans le Triangle des Bermudes.

Enfin, les habitants et les militaires continuent de nettoyer les rochers de l'île de Sein, pollués par le pétrole du Boeften, qui a fait naufrage au large du Finistère.

Le blazer : les vestes de sport en cashemere ou en lainage anglais à partir de 1250 F.

Le chandail : cashemere d'Écosse exclusivement : 375 F.

Le pantalon : de flanelle, de shetland, de velours : 550 F.

L'imperméable : de popeline, de velours, à partir de 1200 F.



pierre balmain
261, rue Saint-Honoré
(angle rue Cambon)

MERCI MONSIEUR SEGALOT

ça c'est du meuble

PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc
NOCTURNES : Mercredi - Vendredi jusqu'à 22 h

L'Amérique du Sud. Plus vite. Plus souvent.

Air France va en Amérique du Sud deux fois plus vite avec Concorde. Et assure, au départ de Paris, le plus de vols vers les 11 grandes places économiques du continent.

● **Le Brésil et le Venezuela en Concorde.**
Chaque mercredi et dimanche, Air France gagne Rio en Concorde. Plus vite que le soleil. En 6 h 10. 5 h de moins que les subsoniques. De Rio, les correspondances sont immédiates pour São Paulo. Et chaque vendredi, Concorde rejoint Caracas en 5 h 10.

● **Et Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo.**

Du Venezuela au Pérou et du Brésil au Chili, Air France exploite un réseau dense et bien structuré, assurant, en Boeing, 32 liaisons hebdomadaires avec les principales villes d'Amérique du Sud.

Pour être les premiers sur les marchés d'Amérique du Sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

JUSTICE

Une nouvelle organisation judiciaire pour la région parisienne

La création de la cour d'appel de Versailles qui remonte au mois de novembre 1975 (le Monde daté des 6 et 14 novembre 1975) contenait, expliquait-on, une double incohérence : d'une part, l'absence de la cour d'appel de Versailles, d'autre part, la présence de magistrats de Versailles dans la cour d'appel de Paris.

Le statut présent des magistrats de Versailles offre, en effet, cette particularité que les chefs de juridiction (premier président et procureur général) sont un cran en dessous — indice E — du rang de leurs homologues parisiens — indice F — que les présidents de chambre sont « alignés » sur Paris, tandis que les conseillers ont le même régime que leurs collègues de province. En sorte que la promotion de conseiller à président de chambre ne peut avoir lieu sur place à Versailles, alors que c'est le cas partout ailleurs. Versailles a, d'autre part, dit-on encore, l'inconvénient de coodonner des tribunaux « ordinaires », ceux des Yvelines, de l'Eure-et-Loire et du Val-d'Oise, et un tribunal de « classe exceptionnelle », Nanterre.

Enfin, le rattachement de Nanterre à Versailles paraît contraire à la configuration de Paris et de ses environs immédiats : lieu urbain continu, transports en commun centrés sur la capitale, etc. C'étaient ces arguments, non sans légitimité, les avocats parisiens avaient publiquement fait valoir le 4 novembre 1975.

M. Olivier Guichard, suggère donc au conseil des ministres les mesures suivantes. La cour de Paris restera composée de la capitale intra muros

et des trois tribunaux de « classe exceptionnelle » du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis. Versailles, « collant » les Yvelines, l'Eure-et-Loire et le Val-d'Oise, pourrait être opérationnelle au 1^{er} janvier 1977. Enfin la création d'une cour d'appel de l'Est parisien pourrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1978 en rassemblant les tribunaux de grande instance des départements de l'Yonne, de Seine-et-Marne et de l'Essonne.

Mais une telle opération va représenter une « diminution d'état » pour MM. Guy Pinot et Louis Châret, respectivement premier président et procureur général de Versailles. Car la réduction de la cohérence va conduire à réduire d'un degré le rang de ces chefs de cour (de E en D). La solution sera de maintenir le E pour MM. Pinot et Châret à titre personnel.

Un premier président adjoint à Paris

Bien que les chefs de la cour de Versailles puissent estimer être rétrogradés, pour le futur, ils se trouvent toutefois, dans le projet qu'examine le conseil, un rang au-dessus de leurs homologues de province. Mais cette distinction en faveur des chefs de cours versaillais sera étendue à ceux des quatre juridictions d'appel les plus importantes : Aix-en-Provence, Douai, Lyon et Rennes.

A LA COUR DE CASSATION

Depuis une loi en date du 3 juillet 1967, les conseillers à la Cour de cassation sont assistés de conseillers référendaires, qui servent en quelque sorte de collaborateurs individuels à l'ensemble des membres de la Cour de cassation. Ils peuvent rédiger des rapports sur les affaires jugées mineures, mais ils n'ont aucun pouvoir, même consultatif, au moment du vote des décisions.

Selon un projet que l'on prête à la chancellerie, une loi accorderait aux conseillers référendaires, désormais, voix délibérative. Les initiateurs de ce projet pensent qu'il est de nature à avoir un effet très positif sur la tradition de la Cour suprême.

Dans le même ordre d'idées, les chefs des tribunaux de grande instance de Marseille, Lyon, Lille et Versailles, rejoindront ceux des tribunaux de la « petite couronne » dans le genre « classe exceptionnelle ». Les chefs de ces juridictions auront droit, eux aussi, à l'appellation « hors hiérarchie » avec les progressions d'indices qui en sont les conséquences. Mais leur tribunal ne changera pas d'état bien que, à titre personnel, ils se trouvent « à égalité » avec les chefs des juridictions d'appel « ordinaires » de province. On retrouve partiellement l'incohérence relevée à propos de la progression de carrière des magistrats de Versailles actuellement.

La loi organique dont le vote devrait ratifier une partie de ces innovations (1) comportera même un petit coup de théâtre : la création à Paris d'un premier président adjoint dont le rang sera intermédiaire, entre celui des chefs des cinq grandes cours citées ci-dessus et celui des chefs de la cour de Paris. S'il se glisse là-dessous des questions de personnes, le serait judiciaire ne saurait tarder à les dénouer.

PHILIPPE BOUCHER.

(1) En proposant une modification de l'article 3 du statut de la magistrature.

L'AFFAIRE DASSAULT-DE VATHAIRE

Deux syndicats de fonctionnaires des impôts demandent que toute la lumière soit faite

Deux syndicats de fonctionnaires des impôts ont demandé, lundi 18 octobre, que toute la lumière soit faite publiquement sur l'affaire de Vathaire-Marcel Dassault, après la publication par la presse de larges extraits de la note manuscrite du directeur comptable sur la gestion financière des différentes sociétés — cotées ou non en Bourse — appartenant au constructeur aéronautique.

De son côté, M. André Bouloche, député socialiste du Doubs, réclame avec insistance la désignation d'une commission d'enquête.

Le Syndicat national des impôts C.F.D.T. demande au ministre des finances et au directeur des impôts de « prendre leurs responsabilités devant le contribuable et de faire toute la lumière sur l'affaire de Vathaire-Dassault ». Il « réaffirme que la justice fiscale ne se réalisera pas par une multiplication abusive des contrôles (opérations cécès de poney) ni par la publication de dossiers spectaculaires, mais par une réforme totale de la fiscalité accompagnée de la mise en place des moyens nécessaires à la maîtrise en œuvre ».

UN COMMUNIQUE DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

M. Paul-André Sadon, procureur de la République à Paris a publié, ce lundi 18 octobre, le communiqué suivant (voir nos dernières éditions du 19 octobre) :

« Un hebdomadaire publie aujourd'hui de larges extraits de documents versés au dossier du juge d'instruction saisi des poursuites exercées, notamment contre M. de Vathaire, pour abus de confiance.

« Cette information est convertie par l'article 11 du code de procédure pénale qui institue le secret de l'instruction, relatif aux exceptions légales que comporte ce secret, toute personne, dont les intérêts privés seraient lésés par la divulgation de certains éléments d'un dossier, a la faculté de saisir les tribunaux afin d'obtenir la réparation de son préjudice.

« En l'espèce, dans la mesure où l'hebdomadaire a publié des accusations de fraude fiscale contre une personne nommément désignée, celle-ci peut, en particulier, si elle l'estime à propos, porter plainte pour diffamation.

« Par ailleurs, le juge d'instruction, conformément à la loi, a communiqué au parquet, en son temps, les pièces et procès-verbaux concernant les imputations de fraude fiscale et de complicité faites par un inculpé, mais dont il ne peut connaître car elles sont étrangères aux faits d'abus de confiance dont il est saisi.

« En application de l'article 193 du Code général des impôts, le procureur de la République a porté ces documents à la connaissance du ministre des finances pour lui permettre de faire procéder à une enquête administrative en vue de rechercher si les accusations portées sont ou non fondées. »

lumières sur l'affaire de Vathaire-Dassault ». Il « réaffirme que la justice fiscale ne se réalisera pas par une multiplication abusive des contrôles (opérations cécès de poney) ni par la publication de dossiers spectaculaires, mais par une réforme totale de la fiscalité accompagnée de la mise en place des moyens nécessaires à la maîtrise en œuvre ».

Pour sa part, le syndicat général U.O. des impôts a précisé que dans un but de clarification publique le secret fiscal doit exceptionnellement être levé par le ministre des finances et le directeur général des impôts, afin que soient exactement connues toutes les données de l'affaire (fréquence des vérifications effectuées, nature et montant des redressements opérés, pénalités appliquées, poursuites engagées, complicités éventuelles, etc.), et il « demande, en outre, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire ».

M. de Vathaire interjette appel

M. Marcel Cecaldi, défenseur de M. Hervé de Vathaire, a annoncé que son client, incarcéré à la prison de Fresnes depuis le 8 septembre dernier pour abus de confiance, a interjeté appel de l'ordonnance de référé par laquelle M. Auboin, premier président du tribunal de Paris, avait rejeté samedi 14 octobre sa demande de sursis à l'exécution du Point. Cette demande devrait être examinée prochainement par la cour d'appel de Paris.

L'avocat de M. de Vathaire se réserve de faire dans les jours prochains une déclaration sur l'état actuel de l'affaire. Interrogé par Europe 1, M. Cecaldi s'est borné à déclarer : « Un dossier, c'est tout et ça va très vite. Il peut être constitué d'éléments vrais et vérifiables, et il peut être constitué d'éléments sortis de leur contexte et dénués de tout fondement. Nous saurons s'il y a quelque chose dans le dossier quand nous le verrons. »

Nomination de six premiers présidents de cour d'appel

Après la réunion, lundi 18 octobre, du Conseil supérieur de la magistrature, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, ont été nommés premiers présidents de cour d'appel : à Angers, M. Henri Kauffer ; à Metz, M. Jean Peyret ; à Agen, M. Pierre Michel ; à Pau, M. René Lapeyre ; à Basse-Terre, M. René Bonneau ; à Rouen, M. Pierre Lespiau.

● M. HENRI KAUFFER à Angers [Né le 2 novembre 1916 à Paris, M. Henri Kauffer entre dans la magistrature en 1942. Il est juge d'instruction à Corbeil en 1952, puis conseiller à Angers en 1958. Il est nommé premier président à Metz le 15 janvier 1973, au moment de la création de cette cour d'appel.]

● M. JEAN PEYRET à Metz [Né le 20 octobre 1913 à Lourdes, M. Jean Peyret entre dans la magistrature en 1940. Juge à Besenval en 1942, il est juge à Lourdes en 1947, président à Châteaubriant en 1952 et conseiller à Pau en 1966. Le 25 décembre 1971, il est nommé président du tribunal de Metz.]

● M. PIERRE MICHEL à Agen [Né le 12 février 1914 à Moulins, M. Pierre Michel entre dans la magistrature en 1945. Il est procureur à Guitingamp en 1947 et président de cette ville en 1952. Il est nommé à Rennes en 1954, il est nommé le 4 septembre 1968 président du tribunal de Nancy.]

● M. RENÉ LAPEYRE à Pau [Né le 7 août 1914, à Toulouse, M. René Lapeyre entre dans la ma-

gistrature en 1937. Il est procureur à Murat en 1945, procureur adjoint à Toulouse en 1948, puis président de chambre à Saint-Denis-de-la-Réunion en 1956. Il est nommé premier président à Basse-Terre le 19 novembre 1973.]

● A. RENÉ BONNEAU à Basse-Terre [Né le 11 octobre 1921, à Etain (Meuse), M. René Bonneau entre dans la magistrature en 1940. Il est président à Papeete en 1952, ville dans laquelle il occupe diverses fonctions avant d'être nommé conseiller à Paris en 1971. Le 25 juin 1973, il est nommé président du tribunal supérieur d'appel de Djibouti.]

● M. PIERRE LESPIAU à Rouen [Né le 20 avril 1912, à Bayonne, M. Pierre Lespiau entre dans la magistrature en 1942. Juge d'instruction à Rion en 1944, il est substitut à Bordeaux en 1953, vice-président à Angoulême en 1959 puis à Bordeaux, vice-président en 1962, et conseiller en 1963. Président à Saint-Etienne en 1972, il est nommé président à Bordeaux le 31 décembre 1974.]

AU SIÈGE DE LA G.I.M.D.

Le charme discret de la villa de Cannes

De notre correspondant régional

Cannes. — Une grille aux barreaux vert clair, encadrée de deux piliers en marbre, sur laquelle est répété en lettres dorées le nom de la demeure que l'on aperçoit en haut d'un perron : c'est l'entrée de la « villa Dassault », avenue du roi Albert, dans le quartier résidentiel de la Californie à Cannes. A l'entrée, on aperçoit l'escalier de la passerelle qui ne s'élève pas sur rien : l'escalier à la même adresse du siège social de la Générale Immobilière Marcel Dassault (G.I.M.D.) au capital de 121 300 000 francs (le Monde du 19 octobre).

Passée l'entrée, près de laquelle se trouve la loge des concierges, une allée de gravier bordée de lauriers roses grimpe vers la maison d'habitation principale, une bâtisse Arts et Métiers, aux murs ornés avec un toit-terrasse entouré de balustrades. M. Marcel Dassault n'y a pas séjourné ni même fait une apparition depuis des lustres. Mais son fils aîné, Claude, y passe deux ou trois mois chaque année, à l'automne et au printemps. La Générale Immobilière, elle, est abritée dans de modestes dépendances en contrebas de la villa. Une plaque en cuivre est apposée sur la façade, à droite d'une porte étroite qui surmonte une simple lampe de campagne. Les locaux se réduisent à deux bureaux avec des toilettes attenantes.

La « comptable » vient habituellement chaque jour de 10 h. 30 à 16 h. 30. — « Non, M. Astoux (le nom du « comptable ») est seul. » Sans doute suffit-il à la tâche : le courrier ne paraît pas encombrer la boîte aux lettres et le téléphone de la société est introuvable dans l'annuaire des Alpes-Maritimes. M. Astoux a cependant du mal : pour se rendre à son bureau, il fait quotidiennement le trajet de La Garde, près de Toulon, où il est domicilié à quelque 135 kilomètres de Cannes. — Est-ce là — le siège social réel

et sérieux — défilé dans les ténues ? (1). Il est d'autant plus difficile de le croire que le Général Immobilier Marcel Dassault, ainsi qu'en font foi les documents consultés au greffe du tribunal de commerce de Cannes, coté trois autres S.A.R.L. importantes qui ont également leur siège à la « villa Dassault ». Il s'agit de l'immobilière Argenteuil le Parc, au capital de 11 770 000 francs, constituée le 3 juillet 1974 ; de l'immobilière de Mouton-Verdon, au capital de 7 300 000 francs, constituée à la même date et de l'immobilière Les Lézards, au capital de 5 800 000 francs, constituée le 25 juillet 1974.

La G.I.M.D. détient la quasi-totalité des parts sociales de ces trois sociétés. M. Marcel Dassault, autre associé, étant porteur respectivement de cent parts dans les deux premières et de cinq cents parts dans la troisième. Quant à la tenue objet social (« acquisition et possession d'immobilier, d'usines, de terrains et de tous biens immobiliers et toutes opérations commerciales, industrielles, financières ou immobilières ») ; le même gérant, M. Robert Bing ; le même commissaire aux comptes titulaire, M. Léon Reil, lequel a le même suppléant, M. Francis Feyer. Une seule période juridique a été enregistrée dans le marche de ce groupe aussi puissant que discret : le changement de dénomination de la société mère. Celle-ci, dont la raison sociale était primitivement Centrale d'études et d'investissements, s'est transformée en Générale Immobilière Marcel Dassault le 5 novembre 1974.

GUY FORTE.

(1) « Le siège social réel et sérieux » est celui où fonctionnent les organes juridiques essentiels de la société, où sont délibérés les contrats et marchés se rapportant à la marche de l'entreprise, où se trouvent centralisées la comptabilité et la correspondance. Dalloz. Nouveau répertoire de droit, deuxième édition, section 3, article 122, page 367.

L'affaire des « Brigades rouges »

L'ENREGISTREMENT DE LA VOIX DU RAVISSEUR VA ÊTRE DIFFUSÉ

A la demande des autorités judiciaires chargées de l'affaire des « Brigades rouges », à Grenoble, l'enregistrement de la voix du ravisseur d'Olga Moïsenko doit être diffusé ce mardi 19 octobre en fin d'après-midi par les stations périphériques de radio et au cours du bulletin d'informations régionales de FR 3 Rhône-Alpes.

D'autre part, M. Christian Le Guehrec, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, a répondu au communiqué du Syndicat de la magistrature, qui, le 12 octobre dernier, protestait contre la mise à l'écart du magistrat instructeur lors d'une réunion de travail organisée, à Grenoble, sous la présidence du ministre de l'Intérieur à propos de l'affaire des « Brigades rouges » (le Monde du 14 octobre).

Selon M. Le Guehrec, « la mission de l'Intérieur, accompagnée notamment du directeur général de la police nationale, s'est rendue à Grenoble à la suite d'un étudier avec les responsables locaux de la police judiciaire — dont le procureur général et le procureur de la République au Tiers — des articles 12 et 13 du code de proc-

dure pénale — les moyens supplémentaires en personnel ou en matériel dont elle pouvait avoir besoin afin d'assumer avec une meilleure efficacité, aussi bien les missions dont elle est chargée à propos de cette affaire que celles qui résultent du climat d'insécurité régnant localement ». Sur l'absence du magistrat instructeur à cette réunion, M. Le Guehrec a noté que c'est précisément une invitation à y participer qui avait pu être interprétée comme manifestant une volonté d'immixtion dans le fonctionnement normal de la justice.

● Opération anti-F.L.B. en Bretagne. — Une quinzaine de militants bretons ont été interpellés ce mardi 19 octobre à l'aube dans les départements du Finistère et du Morbihan. Cette opération menée par les inspecteurs du service régional de police judiciaire de Vannes, fait suite à une réquisition de la Cour de sûreté de l'Etat, après plusieurs attentats commis récemment, notamment contre la future caserne le Ty-Vougeret (Finistère), et le rectorat d'académie à Rennes.

LE NOUVEL OBSERVATEUR

LA FORTUNE DES FRANÇAIS

Trois numéros spéciaux. En vente à partir d'aujourd'hui.

Jp 11-62 150

150

DÉFENSE

AVEC L'ENVOI DE SIX AVIONS JAGUAR EN CÔTE D'IVOIRE

La France entend démontrer sa capacité d'intervention militaire

En accord avec la Côte d'Ivoire, le ministère français de la Défense a prévu d'expédier, pour quelques jours à Abidjan, un détachement de six biplaces d'appui à l'aviation des forces aériennes ivoiriennes en mission temporaire de présence outre-mer. L'envoi de ce détachement d'avions de combat ravitaillés en vol traduit le désir du gouvernement français de démontrer sa capacité d'intervention à distance dans des pays d'Afrique francophone avec lesquels il est lié par des accords d'assistance militaire et de défense mutuelle. Dans cette perspective, on prête également l'intention au ministère de la Défense de multiplier outre-mer les escadrons maritimes de ses navires.

La France dispose, à cet effet, de forces permanentes d'action extérieure qui sont composées de détachements militaires outre-mer (environ vingt mille hommes répartis en sept grands commandements) et de forces interarmées d'intervention, soit dix-sept mille hommes de la 11^e division parachutiste renforcée de moyens aériens ou navals. Au sein de ce dispositif, il existe, plus précisément à Abidjan, un commandement autonome de troupes françaises — quelques éléments d'infanterie et de soutien — dont la principale mission consiste à maintenir en condition les installations aéronavales de Port-Bouët pour l'accueil éventuel de détachements d'intervention si le gouvernement ivoirien décidait de réclamer un aide militaire de la France (1). La manœuvre, qui consiste à détacher six avions Jaguar en visite de courtoisie en Côte d'Ivoire après avoir franchi une si longue distance, commencera le vendredi 22 octobre.

Ce n'est pas la première fois que des avions français, ravitaillés en vol, exécutent une telle opération aérienne, déjà, des avions à réaction Vautour ou Jaguar ont, par exemple, séjourné sur le continent africain, à Djibouti, aux côtés de la douzaine d'appareils de chasse F-400 que la France y maintient en permanence.

Mais la mission des Jaguar en Côte d'Ivoire intervient à un moment où les experts du ministère français de la Défense se déclarent inquiets de l'évolution de la situation politique, particulièrement en Afrique centrale et australe. Alors que l'Afrique francophone s'accroît, il y a une quinzaine d'années, à l'indépendance sans grandes difficultés, on a assisté depuis, dit-on au ministère de la Défense, à une escalade de la rivalité entre les

(1) La France maintient quatre cents hommes en Côte d'Ivoire. Pour l'essentiel, il s'agit du 4^e bataillon d'infanterie de marine, renforcé d'un détachement de l'armée de l'air (avec des hélicoptères), et de la prévôté de gradamerta.

(PUBLICITÉ)

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

Numéro spécial de la revue « Itinéraires », qui contient :
— le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
— le texte intégral de la « Lettre numéro 9 », où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
— le texte intégral de tous les autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (9 F francs) à Itinéraires, 4, rue Garancière, 75006 Paris ; chèques postaux : Paris 13.553.73

RELIGION

Le Vatican s'émue des commentaires suscités par la nouvelle lettre de Paul VI à Mgr Lefebvre

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Les initiatives de Mgr Lefebvre — ou de son entourage — suscitant une exaspération croissante au Vatican. Le pape, souligne-t-on, vient d'envoyer une longue lettre au supérieur d'Ecône pour l'inviter à réfléchir personnellement. Aussitôt, des fuites se sont produites qui en déforment le contenu.

Le Saint-Siège n'a pas publié le texte de la lettre. Il sera peut-être amené à le faire. Lundi 18 octobre, le Père Panciroli, directeur de la salle de presse du Vatican, s'est contenté de préciser que le ton en était « grave et résolu, mais en même temps fraternel ». Le pape a demandé à Mgr Lefebvre « un examen de conscience sur sa conduite et ses affirmations pour le moins équivoques ». Il lui suggère aussi « le moyen de sortir de l'impasse en relation avec la question ecclésiologique sous-jacente qui est le point essentiel du problème ».

Le Père Panciroli nie donc que Mgr Lefebvre ait été invité « à se rendre sous conditions » comme certains l'affirment. « Il lui était demandé un minimum d'adhésion ecclésiologique (au pape et au concile) qui doit être celle de tout évêque et de tout catholique. Une telle adhésion ne peut comporter de compromis comme le voudraient des personnes de l'entourage de Mgr Lefebvre ».

Les autorités du Saint-Siège sont choquées

Les autorités du Saint-Siège ont été choquées par les déclarations faites à Rome, selon lesquelles le pape aurait demandé à Mgr Lefebvre de lui remettre les dons reçus pour ses œuvres. « On parle d'une « cession des

● Une délégation orthodoxe russe, conduite par Mgr Juvenaly, métropolite de Toulon, a été reçue le 18 octobre par Paul VI.

● Le Père Ducaud-Bourget, ancien chapelain conventuel de l'ordre de Malte, présidera une réunion le 20 octobre, à 20 h. 45, à la Mutualité, à Paris, au cours de laquelle prendront la parole le père Barbara, les abbés Pacheco et Zerbato, ainsi que d'autres catholiques traditionalistes. Le but de la réunion est de demander à l'assemblée plénière de l'épiscopat, qui ouvrira à Lyon dès le 23 octobre, le droit à la messe de saint Pie V, et justice pour Mgr Lefebvre ».

POUR LA FORMATION DES CADRES DE COMMERCE

Depuis 1958, l'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES CADRES SUPÉRIEURS DE LA VENTE DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS, a vu une multitude de praticiens aux plus hautes fonctions du MARKETING.

Son rôle éminemment pratique, qui porte à la fois sur les connaissances des biens de grande consommation, des biens industriels, des biens humains et de la gestion, est rempli grâce à un Corps Enseignant composé de praticiens en activité.

Pour que les étudiants conservent une certaine liberté pour leurs déplacements et leurs activités quotidiennes, les cours sont dispensés à partir de 18 h. 30 les lundi, mardi, mercredi.

Un DIPLOME D'ÉTAT sanctionne les deux ans d'études.

Une notice détaillée est envoyée gratuitement aux personnes qui en feront la demande.

Les étudiants peuvent bénéficier de l'I.C.S.R. des dispositions de la loi du 18 juillet 1971 sur la Formation Permanente.

Début des cours : le 3 novembre 1976.

INSCRIPTION IMMÉDIATE au Secrétariat de l'Institut, au Conservatoire National des Arts et Métiers, 222, rue Saint-Martin, 75141 PARIS, Cedex 02. Tél. : 897-37-38 - 897-64-60, poste 315. L'après-midi, de 15 h. à 18 h.

CAP MONDE Concept Loisirs

Propose immédiatement excellentes implantations pour classes de neige, classes vertes.

ÉCRIRE : C.M.C.L.

B.P. n° 7, 78600 Massy-le-Roi.

LE PREMIER MINISTRE A RASSURÉ LES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ

M. Raymond Barre a reçu à déjeuner, mardi 18 octobre, les seize membres de la commission permanente de la conférence des présidents d'université, ainsi que Mme Sauval-Sellé, secrétaire d'État aux universités. Il les a rassurés sur l'intérêt que le gouvernement porte à leurs établissements.

Selon les présidents, le premier ministre a déclaré que le gouvernement devait manifester qu'il tenait à ce que les universités restent une institution solide. D'autre part, il a souligné que l'on explore mieux l'autonomie des universités, les possibilités offertes par la loi d'orientation en matière de réorganisation de l'enseignement supérieur, et notamment que l'on prône l'autonomie des établissements. M. Barre s'est aussi montré sensible, selon ses interlocuteurs, au risque de « désaffectation » ou d'isolement du secrétariat d'État aux universités en matière de recherche, de formation continue et de formation des enseignants, et a indiqué qu'une coordination serait assurée.

D'autre part, le premier ministre a souligné que des contacts fréquents ont lieu avec les présidents d'université, notamment avec le secrétaire d'État. Il a annoncé qu'une nouvelle rencontre aurait lieu en janvier ou février, à laquelle devraient participer le ministre de l'Éducation, celui de l'Industrie et de la Recherche et le secrétaire d'État chargé de la fonction publique et de la formation professionnelle.

« ÉCHANGERAI MACHINES CONTRE PROFESSEURS »

(De notre correspondant.)

Dijon. — « On nous a dit de vous remettre ces machines. Nous les échangerons contre des professeurs. » Les enseignants des sections d'éducation spécialisée (SES) de la Côte-d'Or, qui avaient défilé, la semaine dernière, dans les rues de la ville à l'appel de la section départementale de la Fédération de l'éducation nationale, n'entendaient pas vraiment se débarrasser — contre une « décharge » — de la machine à coudre « six mille points » et une « surtouteuse rassemble automatique » toutes neuves qu'ils avaient posées devant la porte du rectorat. Ils entendaient simplement attirer l'attention sur la situation actuelle des SES.

Ces sections, créées en 1967 et annexées à des collèges d'enseignement secondaire, sont destinées à accueillir des élèves en difficulté (handicapés légers). Elles doivent comporter quatre ateliers, deux pour garçons, deux pour filles, mais en Côte-d'Or une seule sur dix fonctionne avec les quatre postes de professeurs techniques prévus pour l'enseignement professionnel. De ce fait, des files de quatorze à seize ans n'ont que quatre-vingt-dix jours de cours par an, des locaux demeurent vides et le matériel, dont le coût s'élève à environ 350 000 F, reste inemployé.

« C'est un véritable gâchis », observe un directeur. Certaines machines se sont installées dans nos collèges depuis 1968. Elles risquent même de rouiller... Pendant ce temps-là nos fillettes cherchent un emploi clandestin, ou travaillent dans le quartier. Quel sera leur avenir ? » Et une directrice ajoute : « Nos SES sont déjà très économiques, puisque les instituteurs qui y enseignent sont obligés de tout faire. Tout ce matériel coûteux immobilisé vaut bien une création de poste ? » — Ch. M.

ÉDUCATION

Réunis à l'appel de l'UNEF

DES ÉTUDIANTS D'I.U.T. DÉCIDENT DE NOUVELLES MANIFESTATIONS

Deux cents étudiants, délégués par leurs camarades de trente-cinq instituts universitaires de technologie (I.U.T.) sur soixante-six, ont participé, samedi 16 octobre à Paris, à la première conférence nationale des étudiants en I.U.T. organisée par l'UNEF (ex-Renouveau). Militants de l'UNEF, élus d'assemblées générales des I.U.T. et invités venus de leur propre chef ont cherché les moyens de « populariser le mouvement revendicatif ».

Ils ont décidé une nouvelle semaine d'action, jusqu'au samedi 23 octobre, durant laquelle les étudiants de chaque I.U.T. feront connaître leurs problèmes (notamment par des opérations portes ouvertes). Jeudi 21 octobre, des délégations déposeront dans les rectorats une « lettre ouverte ». Une « lettre ouverte » réclamant la « restitution immédiate des heures complémentaires » non accordées cette année. Elles réclameront aussi la reconnaissance du diplôme dans les conventions collectives.

L'UNEF appelle également les étudiants à participer massivement, le 23 octobre, à la journée nationale d'action de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN sur le problème de l'emploi des jeunes. Cherchant à associer les organisations syndicales aux protestations des étudiants en I.U.T., l'UNEF avait souhaité la venue de représentants des cadres. Mais, contrairement à ce qui avait été annoncé, l'Union confédérale des cadres C.F.D.T. (U.C.C.-C.F.D.T.) n'avait pas été invitée et seule l'Union des cadres C.G.T. est intervenue durant les débats, de même que la Fédération nationale des diplômés d'I.U.T. et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) également présents.

Les étudiants ont aussi prévu, le 30 octobre, des « conventions régionales ». Une journée de grève, le 10 novembre, lors de l'étude du budget du secrétariat d'État aux universités par l'Assemblée nationale, devrait conclure ces actions.

LES DEUX ÉLÈVES DE ROSTRENMONT ONT INTERROMPU LEUR GRÈVE DE LA FAIM

Les deux jeunes gens de Rostrenmont (Côte-d'Or) qui poursuivaient depuis le 4 octobre une grève de la faim après avoir été exclus de l'école catholique Notre-Dame-de-Campostel (« le Monde » des 13 et 19 octobre) ont mis fin à leur action dans la soirée du 16 octobre, après le refus réitéré de la direction de les réintégrer. Ils devraient reprendre leurs études après les congés de la Toussaint dans un établissement de Guingamp, qui a accepté de les accueillir.

● M. Jacques Papinski, l'instituteur d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle) révoqué de l'éducation nationale pour avoir dénoncé l'inspection générale dans un pamphlet, le *Bout-Bout*, comparaitra, le 29 octobre, devant le tribunal de Senlis. Le 18 mars dernier, M. Papinski, invité par des élèves grévistes du lycée technique de Creil (Oise) pour y exposer son cas, avait refusé de quitter les lieux comme le lui demandait le proviseur. — (Corresp.)

(Publicité)

FORMATION PERMANENTE POUR LE PERSONNEL SOCIAL ET LES ANIMATEURS-ÉDUCATEURS

144 heures d'enseignement
À partir du 3 décembre 1976

Renseignements : UNIVERSITÉ DE PARIS VII, Service de la Formation permanente, route de la Tourneffe, 75511 Paris Cedex 13. Tél. : 374-15-38, poste 339 et 374-92-26.

— « Mon père a longtemps économisé pour m'offrir un château avec huit hectares de bruyères... »
— « Ma mère possède 25 hectares de vignobles en Gironde. Je ne saurais vraiment pas vous dire combien ça vaut... »
— « Je ne possède ni tableaux, ni chevaux, ni lingots, ni actions, sauf... »
Pour la première fois en France, « ils » parlent du secret des secrets : leur fortune.

Qui? Defferre et Chirac, Poniatsowski, Mitterrand, Guichard, Marchais... Le Président de la République lui-même.

Aux lecteurs du Nouvel Observateur, nous donnons à lire ce qu'il nous a été donné d'entendre.

L'ÉVÉNEMENT

La crise de la presse parisienne

EN l'espace d'un an, plusieurs titres de la « grande presse » ont changé de mains : M. Robert Hersant, dont le groupe contrôlait déjà une dizaine de quotidiens, a racheté « le Figaro », M. Jean Prouvost, bien qu'ayant fait le sacrifice de ce titre prestigieux, a dû accepter l'écroulement de son groupe, « Paris-Match » passant sous la coupe de M. Filipacchi tandis que « Télé 7 Jours » était repris entièrement par Hachette ; enfin France Éditions et Publications (groupe Hachette) cédait « France-Solr » à M. Paul Winkler, qui revendait aussitôt la moitié des actions à M. Robert Hersant.

La crise de la presse n'a pourtant pas débuté en 1975. Dès 1947, de nombreux titres issus de la Résistance avaient disparu ou déperdi sans que cela trouble outre mesure les observateurs. « Il y a trop de journaux », avait-on coutume de dire. Erreur : avant 1959 trente-deux quotidiens d'informations générales étaient édités à Paris ; on en dénombreait trente-quatre à la libération. Mais la presse d'après-guerre allait très rapidement périr.

ter, à telle enseigne que ne sont plus édités à Paris en 1976 que dix titres de presse nationale. Alors qu'avant-guerre la presse dite « nationale » — c'est-à-dire tirée à Paris et diffusée sur tout le territoire — représentait à peu près les deux tiers du tirage global des quotidiens — l'autre tiers étant assuré par les grands journaux nationaux — la tendance s'est totalement renversée depuis 1959. La situation des quotidiens régionaux est beaucoup plus favorable que celle de leurs confrères parisiens. Le coût trop élevé de fabrication des quotidiens (notamment parisiens) tant que la mauvaise gestion de certaines entreprises de presse ont, dans un premier temps, favorisé une certaine concentration des titres ; au détriment, bien entendu, du pluralisme de l'information. Mais les changements de mains qui se sont produits depuis un an ont une signification encore plus alarmante : des entreprises de presse s'écroulent, des titres prestigieux sont bradés sans que soient pris en considération, semble-t-il, les critères d'une

meilleure information. L'empire que se taille M. Hersant met en relief le rôle (assez nouveau) des banques dans les affaires de presse. Sans leurs concours massifs en effet, le dépôt de l'ÉBIS n'aurait pu contrôler deux titres prestigieux et investir des capitaux aussi considérables en matériels modernes d'imprimerie.

C'est pourquoi les syndicats de journalistes affirment, avec la Fédération française des sociétés de journalistes, qu'il est grand temps de mettre au point un statut des entreprises de presse, comme l'idée en avait fleuri à la Libération, un statut qui considérerait que l'information n'est pas une marchandise comme les autres, qu'elle ne doit donc pas être régie par la seule loi de l'offre et de la demande et, par là même, soumise aux seuls caprices de l'argent. Une semaine d'action décidée par les syndicats du Livre C.G.T. et C.F.D.T. et les journalistes de la presse parisienne, le 18 au 23 octobre. Sur le thème de la « défense des travailleurs et usagers de l'information », cette semaine a pour objectifs premiers la défense

de l'emploi et la dénonciation des menaces qui pèsent dangereusement sur ce qu'on nomme les médias.

En même temps, l'action entreprise tend à élargir le débat public sur cette dégradation, et de la profession de journaliste et de la qualité de l'information, qui risque de disparaître de cette évolution dangereuse pour la démocratie, selon l'expression des journalistes F.O. dans leur dernier comité national.

La modernisation des imprimeries de presse est d'autre part au cœur du problème. Elle pose au Syndicat du Livre des questions graves qui sont en cours d'étude dans le cadre de l'accord signé, avec le syndicat patronal de la presse parisienne.

La nécessité d'un statut de la presse et la modification des techniques d'impression appellent sans doute des solutions distinctes. Mais la crise de la presse suppose aussi une réponse globale. Il est grand temps que l'admettent toutes les parties en cause.

Un « statut » des entreprises

LES entreprises de presse sont des entreprises industrielles et commerciales soumises à la législation générale, sous réserve du respect d'un certain nombre de règles qui leur sont propres.

Faute d'un statut de la presse, longtemps et en vain réclamé, dans

lequel le législateur définirait les droits et les devoirs des publications périodiques, les journaux sont régis par divers textes, dont les deux principaux sont la loi du 29 juillet 1881 « sur la liberté de la presse » et l'ordonnance du 28 août 1944 « sur l'organisation de la presse française ».

La liberté de la presse

Trouvant ses fondements dans l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 qui proclame que « tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement sans à répondre de l'abus de cette liberté », la loi du 29 juillet 1881 a été codifiée par la loi du 29 juillet 1881 et réaffirmée par le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958.

Après avoir posé en principe dans l'article premier que « l'imprimerie et la librairie sont libres », le législateur de la III^e République précise les conditions d'exercice de cette liberté en définissant :

- La responsabilité personnelle du directeur de la publication (article 6) ;
- Les mesures de publicité obligatoires : déclaration au parquet du titre, de l'identité du directeur et de celle de l'imprimeur (article 7) ;
- La loi établit ensuite les conditions de l'exercice du « droit de rectification » accordé d'une part aux dépositaires de l'autorité publique et d'autre part à toute personne nommée ou désignée dans un journal (articles 12

et 13). Elle prévoit aussi, dans l'article 14, modifié par un décret-loi du 6 mai 1939, le droit donné au ministre de l'Intérieur d'interdire toute publication « rédigée en langue étrangère » ou « de provenance étrangère ».

Enfin la loi fondamentale organise la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse dans plusieurs chapitres qui traitent des délits contre la chose publique ou des personnes (diffamation, injures) et des « publications interdites », au nombre desquelles il faut citer plusieurs interdictions qui protègent les mineurs et la défense qui est faite de rendre compte des procès en diffamation lorsqu'il s'agit d'atteinte à la vie privée ou des délibérations des jurys et des tribunaux.

Notons que la loi prévoit expressément que ne peuvent donner lieu à aucune action le compte rendu fait de bonne foi des séances publiques de l'Assemblée nationale ou du Sénat ainsi que la reproduction des discours et des rapports qui y sont prononcés ou présentés.

L'organisation

Reprenant en grande partie un projet de 1936 que le gouvernement du Front populaire n'avait pu mener à bien, l'ordonnance du 28 août 1944, publiée par le gouvernement provisoire, alors que le territoire français n'était pas encore totalement libéré, impose aux entreprises de presse certaines dispositions d'ordre juridique et économique qui sont, on le sait, assez généralement méconnues. C'est un texte qu'il faut soit abroger (qui l'osera ?), soit appliquer (qui, également ?). Il prévoit essentiellement :

— L'interdiction des prêts-noms. Cette disposition vise à empêcher les transferts clandestins de capitaux ;

— La publicité des capitaux. C'est ainsi que l'article 4 précise que les journaux doivent publier tous les trois mois la liste complète de leurs propriétaires — ce qui n'est pas respecté, — alors que l'article 6 dit que toutes les actions doivent être

nominatives — ce qui est généralement le cas. De même, « tous propriétaires, associés, actionnaires, commanditaires, bailleurs de fonds ou autres participants à la vie financière d'une publication, doivent être de nationalité française », selon l'article 3, qui s'applique à tous les journaux qui n'ont pas un caractère strictement scientifique, artistique, technique ou professionnel.

Ajoutant à la responsabilité pénale du directeur de la publication telle qu'elle est définie par la loi de 1881, l'ordonnance prévoit que ce directeur ne peut être autre que l'associé principal lorsque la majorité du capital de l'entreprise appartient à la même personne et, dans les autres cas, obligatoirement le président du conseil d'administration, l'un des gérants ou le président de l'association, suivant le type de société ou d'association éditrice.

Pour que cette responsabilité ne soit pas formelle, l'ordonnance interdit dans son article 8, lorsque le

En dehors de ces deux textes primordiaux, diverses dispositions d'ordre fiscal (exemption de la T.V.A. sur la vente et les abonnements, régime particulier d'imposition des bénéfices) régissent la presse. La distribution des journaux fait l'objet d'un statut particulier codifié par la loi du 2 avril 1947, dont les principes essentiels sont contenus dans l'article 2 : « Le groupe et la distribution de plusieurs journaux et publications périodiques ne peuvent être assurés que par des sociétés coopératives de messageries de presse soumises aux dispositions de la présente loi ».

1) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

2) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

3) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

4) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

5) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

6) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

7) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

8) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

9) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

10) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

11) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

12) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

13) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

14) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

15) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

16) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

17) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

18) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

19) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

20) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

21) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

22) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

23) « Si les sociétés coopératives de messageries de presse, ou les sociétés commerciales, elles doivent assurer une participation majoritaire dans la direction de ces entreprises, leur gestion doit être soumise à la surveillance de leurs comptabilités. »

La « clause de conscience »

LE seul texte du droit français qui définit un statut du journaliste est la loi du 29 mars 1935 « relative au statut professionnel des journalistes », publiée au Journal officiel le 30 mars 1935. L'importance de ce texte réside dans la définition précise de ce qu'est un journaliste, mais aussi, et surtout, dans l'exception de la « clause de conscience ».

Les dispositions de la loi de 1935, qui sont applicables aux journalistes professionnels, les petits journaux de province, mais au fur et à mesure de l'amélioration de la qualité et du

« Art. 30 a. — Les dispositions de l'article précédent sont applicables dans le cas où le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse. »

« Art. 30 b. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 c. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 d. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 e. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 f. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 g. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 h. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 i. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 j. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 k. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 l. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 m. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 n. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 o. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 p. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 q. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 r. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 s. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 t. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 u. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

« Art. 30 v. — Si le journaliste, en exécution de sa fonction, est amené à publier ou à faire publier des informations qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur caractère, ne peuvent être considérées comme relevant de la liberté de la presse, il est tenu de justifier de la nécessité de leur publication. »

Le Syndicat du Livre face à l'évolution technologique

SI les concentrations et les disparitions de titres ont provoqué une baisse très sensible des effectifs des travailleurs du Livre, l'évolution technologique en cours aggrave la situation. Le Syndicat du Livre, qui a pour but de défendre les intérêts des travailleurs du Livre, a pour objectif de faire passer la main à la presse parisienne, à la fois cause et conséquence de la fabrication de nombreux journaux, convaincus de la nécessité de réaliser de nouveaux investissements, surtout depuis que M. Amoury, au Parisien libéré, et Hachette, au Figaro et bientôt à France-Solr, ont franchi le pas.

L'utilisation du matériel électronique conduit à une diminution du personnel technique pouvant atteindre ou même dépasser 30 % des effectifs. Certains ont — souvent au détriment de la qualité — confié le maniement des appareils à du personnel peu qualifié, moins bien payé que sur le matériel classique.

Le « monopole » du Syndicat du Livre C.G.T.

Dans la presse parisienne, les rapports entre les ouvriers du Livre et les patrons obéissent à des règles originales. A la libération, le Comité inter-syndical du Livre parisien C.G.T. a passé des accords avec les responsables des différents titres : les entreprises s'engagent à ne pas employer de ouvriers du Syndicat ; en revanche celui-ci fournissait le personnel nécessaire à une augmentation inopinée du tirage ou de la pagination.

« Ces accords techniques », établis alors signés, définissent les normes de travail en fonction du matériel utilisé. Établies en 1951, elles ont été révisées dans

les journaux qui, depuis, ont modernisé leur matériel classique. Cette entente entre syndicat et patronat a provoqué le monopole de fait de la C.G.T. dans les ateliers de composition et les imprimeries de presse parisienne. Elle a permis d'obtenir, pour les adhérents du Syndicat, des avantages substantiels que beaucoup de journaux voudraient remettre en cause.

Longtemps méfiant devant les conditions d'implantation du matériel moderne, le Comité inter-syndical du Livre parisien estime aujourd'hui qu'elle est inéluctable : il encourage ses adhérents à suivre des cours de recyclage.

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du Parisien libéré, qui dure depuis le mois de mars 1975, illustre de façon éclatante la fermeté du Syndicat du Livre et la combativité d'un propriétaire obstiné, M. Emile Amoury. Estimant que son quotidien avait multiples éditions s'apparentant plus à un journal de province qu'à un journal parisien, il voulait obtenir — avant même l'introduction du nouveau matériel — des accords différents et moins avantageux pour les ouvriers que ceux que leur assuraient les annexes techniques. Le Comité inter-syndical du Livre parisien, s'en tenant à son attitude habituelle, refusa tout accord particulier, affirmant que la presse parisienne était un ensemble et que le problème devait être réglé au niveau régional. Il s'engagea à appliquer au Parisien libéré les accords pour l'utilisation du matériel moderne des journaux parisiens.

M. Amoury, n'obtenant pas satisfaction, préféra une solution radicale. Il déclara la guerre au Syndicat du Livre, ferma son imprimerie de la rue d'Enghien et celle de la rue des Filles-du-Caval, lock-outant cinq cents typographes et imprimeurs, et

UN DOSSIER

La Fédération française des sociétés de journalistes et le Centre d'études et de documentation de l'université de Caen ont publié un dossier : « Pour un statut de la presse ». Ce dossier veut être le point de départ des réflexions des journalistes : les expériences françaises et étrangères ; l'adaptation de l'aide de l'État ; les textes fondamentaux.

« En vente (30 F) au Monde, société des rédacteurs, 5, rue des Tournes Paris (9^e), et à la FNAC, 135, rue de Rennes, Paris (6^e). Commandes payables par chèques au nom de la Fédération française des sociétés de journalistes et adressées à la Société des rédacteurs du Monde, France : 32 F.

L'accord-cadre

Si le conflit du Parisien libéré n'a pas conduit à l'écroulement du Syndicat du Livre que M. Amoury souhaitait peut-être, sa position a été affaiblie. Il ne peut plus mener les négociations sur l'introduction de nouveau matériel dans les ateliers sans tenir compte des chômeurs et des prévisibles des effectifs dans les années à venir. Il a engagé des discussions avec le Syndicat de la presse parisienne, avec comme but d'obtenir la signature d'un accord — dit « accord-cadre » — qui permettra d'adapter progressivement le nombre d'emplois, notamment par des départs à la retraite anticipés, tout en préservant les remédiations et l'essentiel des avantages acquis.

Un protocole a été signé en juillet, et c'est le 21 décembre de cette année que doit être concrétisé l'engagement des deux parties.

Un cinquième des effectifs est susceptible de devoir prendre une retraite anticipée, à tous les nouveaux quotidiens parisiens ne voient pas le jour d'ici là.

Page réalisée par CLAUDE DUREUX, JEAN-CLAUDE ROUY et JACQUES SAUVAGEOT.

souds...

le 1221 est arrivé essayez-le en confiance

Chez Optique Haussmann Acoustique qui présente cet appareil en exclusivité « Made in U.S.A. », c'est le plus évolué techniquement : système d'omnidirection (22 fois) sélectif, réglage de correction grossière ; c'est aussi LE PLUS PETIT APPAREIL, 3 grammes ! Adaptation instantanée. La solution idéale dans 80 % des cas.

OPTIQUE HAUSSMANN ACOUSTIQUE

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

(angle Saint-Bonard - M^e Ternes ou St-Philippe-du-Boulevard - Fourné la son.)

192, bd Haussmann 227-22-66

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

M. William Lipscomb, prix Nobel de chimie

L'Académie royale des sciences de Suède a décerné, le lundi 18 octobre, le prix Nobel de chimie (notre dernière édition datée 19 octobre) au professeur William Lipscomb, de l'université Harvard (Etat-Uni), pour ses tra-

voux « sur la structure des boranes et les problèmes posés par celle-ci en ce qui concerne la nature de la liaison chimique ». Le montant du prix est de 881 000 couronnes suédoises, soit environ 770 000 F.

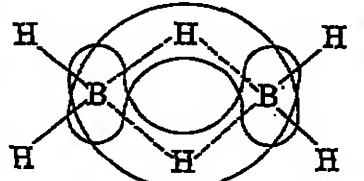
Une liaison chimique à trois atomes

Le prix Nobel de chimie récompense cette année W. N. Lipscomb pour ses travaux sur de petites molécules complexes : les hydrides de bore, appelés aussi les « boranes ».

Parallèlement à la chimie organique classique, basée essentiellement sur les composés du carbone et de l'hydrogène, il existe toute une « chimie du bore ». Abordée pour la première fois au début du siècle par Alfred Stock, cette dernière a pris un essor particulier au cours des dernières décennies. Ses applications pratiques sont, en effet, importantes : les fibres de bore sont utilisées en aéronautique pour le durcissement des métaux, les boranes conduisent à la fabrication de polymères résistants à la chaleur, à la réalisation de colles... Ils peuvent aussi intervenir dans la vulcanisation du caoutchouc.

Mais les composés du bore ont surtout posé d'intéressants problèmes au niveau de la recherche fondamentale, plus particulièrement dans le domaine de la définition de la liaison chimique.

La liaison chimique classique — celle que l'on représente par un « trait » reliant deux atomes — résulte de la mise en commun de deux électrons. C'est ce type de liaison que l'on trouve, par exemple, dans les alcanes (méthane, éthane, butane, etc.), où un électron provenant de l'atome de carbone joint un électron venant de l'hydrogène conduisant à la formation de la liaison carbone-hydrogène (C-H). Il en va tout autrement pour les composés du bore, car, bien que ce dernier élément soit assez semblable au carbone, il possède cependant un électron de moins dans son cortège électronique. Par conséquent, si les lois de la liaison chimique établies par les Américains Lewis et Langmuir, vers 1915, justifient très bien l'exis-



ayant douze sommets et vingt faces). Aidés par cette découverte, W. N. Lipscomb et ses collaborateurs ont utilisé les méthodes les plus fines de la radiocristallographie pour élucider les structures de nombreux boranes (tétrahydrides B₄H₁₀, pentahydrides B₅H₉ et B₅H₁₁, hexahydrides B₆H₁₂ et nonahydrides B₉H₁₄ et B₉H₁₅).

Ayant ainsi accumulé de nombreuses données sur les boranes, ils ont pu établir l'existence d'un nouveau mode de liaison appelé « liaison à trois centres » ou encore « liaisons

bananes ». Celui-ci a la particularité de répartir deux électrons, non plus entre deux atomes, mais entre trois, comme, par exemple, entre deux atomes de bore (B) et un atome d'hydrogène (H) dans les diboranes.

Ces résultats ont été consignés en particulier dans deux ouvrages, publiés respectivement en 1963 et 1969 chez W. A. Benjamin, à New-York : *Boron hydrides* (Hydrides de bore) et, surtout, *RMN studies of boron hydrides and related compounds* (Etudes par résonance magnétique nucléaire des hydrides de bore et composés du même type), écrit en collaboration avec G. R. Eaton, et qui reste un livre de référence pour les chimistes s'intéressant aux boranes.

En mettant en évidence l'existence d'un composé dont la structure ne pouvait être expliquée par la présence de doublets d'électrons, ses travaux ont eu le grand intérêt de faire triompher les lois modernes de la liaison chimique — théories dites des « orbitales moléculaires » — sur les schémas classiques. — E. G.

(Né le 9 décembre 1919 à Cleveland (Ohio), le professeur William N. Lipscomb fit ses études à l'université de Kennebec et obtint son doctorat en 1946 au California Institute of Technology. De 1946 à 1959, il enseigna la chimie à l'université du Minnesota, et est depuis 1959 professeur de chimie à l'université Harvard. Il est membre de l'Académie américaine des arts et des sciences et de l'Académie nationale des sciences américaines.)

La sécurité dans l'industrie chimique

(Suite de la page 17.)

Chaque cas de fabrication exige des précautions spécifiques : elles vont de l'obligation du port de vêtements ou de masques de protection, à l'installation de barrières électroniques interdisant l'entrée dans une zone dangereuse.

Toutes ces mesures techniques sont en principe accompagnées d'une information du personnel sur les risques encourus, de l'établissement de consignes précises de sécurité et de la présence d'un encadrement important.

Certaines précautions sont rendues obligatoires par la législation en vigueur. Celle-ci prescrit essentiellement des mesures générales de sécurité, donne aux fabricants de produits toxiques des consignes d'étiquetage, mais elle ne concerne qu'un nombre limité de produits. Ainsi, elle interdit l'emploi, autrement qu'en circuit fermé, de tout composé renfermant plus de 1 % de benzène, elle proscrit l'utilisation de l'arsenic dans les travaux de détartrage et de décapage... et restreint celle du plomb et de la silice. Un projet de loi sur le développement de la prévention des accidents du travail, déjà discuté à l'Assemblée nationale et en cours de discussion au Sénat, devrait aller dans le sens d'une plus grande efficacité. Entre autres choses, cette loi obligerait tous les fabricants à fournir la composition des produits chimiques mis sur le marché, ainsi que des indications sur leur toxicité. Un article introduirait même l'obligation pour tout fabricant, importateur ou vendeur, de faire viser les produits nouveaux par des organismes agréés par le ministère du travail ; ce point est actuellement en suspens.

Un contrôle insuffisant

Si la législation prévoit la protection du personnel appartenant à l'entreprise, elle s'attache également à celle de la population. La loi sur les établissements classés répartit en trois classes la plupart des activités industrielles et commerciales. Les entreprises entrant dans le cadre de la troisième classe sont soumises à une simple déclaration au préfet. Les autres exigent une autorisation. En d'autres termes, elles ne peuvent exercer leurs activités qu'après consultation de divers organismes — action sanitaire et sociale locale, service chargé de la pollution des eaux, inspection du travail, conseil départemental d'hygiène, etc. — et après enquête publique.

Une nouvelle loi, à plus large impact, entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Elle s'appliquera aux installations, sans tenir compte du caractère juridique des exploitations : ainsi, les chaufferies, qu'elles appartiennent à une usine ou à une exploitation agricole, seront soumises aux mêmes règlements. Elle exigera une meilleure information du public et renforcera les sanctions.

Les ingénieurs et techniciens des services des mines — ils ne sont que deux cent cinquante-six, ce qui est insuffisant — sont chargés du contrôle systématique des établissements classés. Ils surveillent, en particulier, les installations (fabrication et stockage) qui fonctionnent sous pression et présentent de graves risques d'explosion en cas de défaillance. Ils ont aussi pour rôle d'instruire les dossiers de demandes d'autorisation et veillent au respect des prescriptions techniques qui accompagnent ceux-ci.

En cas d'infraction, ces inspecteurs disposent de sanctions : sanctions pécuniaires, dont les effets sont très relatifs dans la mesure où le coût des travaux prescrits est souvent beaucoup plus important que les amendes, mais aussi sanctions administratives pouvant aller jusqu'à la suspension provisoire.

Les mesures de prévention sont fort variées : chaque fabrication particulière, chaque installation de stockage, font ou devraient faire l'objet de précautions spéciales qu'il est impossible de décrire en détail. Parmi les mesures couramment employées, on peut citer le lavage et le contrôle des vapeurs libérées dans l'atmosphère, l'installation de caniveaux et de systèmes de décontamination des produits solubles, le contrôle et le confinement des effluents rejetés vers l'extérieur.

Dans certains cas particulièrement dangereux, des postes de secours permanents sont installés dans l'enceinte des usines. L'efficacité est accrue par des camions autonomes et des installations automatiques d'extinction. Autre précaution, les bâtiments destinés à la fabrication ou au stockage de produits explosifs ou inflammables sont disposés de manière à limiter la propagation d'un incendie éventuel. En outre, un polygone d'isolement est prévu entre l'usine et les habitations proches.

Cette description, qui est loin d'être exhaustive, des précautions techniques envisageables, ne doit pas faire oublier les impératifs économiques : il faut sans cesse fabriquer de nouveaux produits, en quantités toujours plus grandes et à meilleur prix ; or les mesures de sécurité coûtent cher. De plus, il reste toujours l'éventualité de fautes techniques — comme celles qui ont conduit au démantèlement et à l'explosion de cyclohexane à Flixborough (Angleterre, — d'erreurs humaines — telles que le lavage d'un wagon plein d'acrylonitrile dans le Rhône — ou d'une négligence — un défaut de surveillance a permis par exemple l'emballage d'une réaction et la fabrication d'une impureté toxique (Seveso).

Il serait donc trop optimiste de croire que les précautions prises peuvent éliminer totalement les accidents ; tout au plus peuvent-elles en limiter l'importance et la fréquence.

ELISABETH GORDON.

LE LEADERSHIP AMÉRICAIN

« L'attribution de quatre prix Nobel à des Américains, fait sans précédent, prouve que les Etats-Unis n'ont pas perdu leur leadership dans le monde », a déclaré lundi 18 octobre, à Washington, le président Gerald R. Ford. Six Américains se sont en effet vu décerner les quatre premiers prix Nobel attribués cette année : MM. Rabinovitch et Galdunski (médecine), R. L. M. (économie), Richter et King (physique), Lipscomb (chimie).

Depuis sa création, pour les seules matières scientifiques, le prix Nobel a récompensé quatre-vingt-cinq chercheurs américains, cinquante et un Britanniques, cinquante et un Allemands de l'Ouest, vingt Français et neuf Soviétiques.

CORRESPONDANCE

La combustion en lit fluidisé

M. G. F., ingénieur civil des mines, nous a écrit pour préciser que la technique du lit fluidisé a été étudiée en France après la dernière guerre mondiale, et a été ultérieurement abandonnée.

J'ai collaboré à la mise au point et à la diffusion de cette technique brevetée sous le nom de « foyer ignifluide ». Les recherches dans ce sens ont commencé en France dans les années 1946-1950, de nombreux prototypes ont fonctionné dès 1950. Dès les années 60, le matériel était opérationnel et fonctionnait dans de nombreuses usines de la région Rhône-Alpes.

La consommation annuelle de poussier maigre a atteint 150 000 tonnes à 200 000 tonnes de combustible cendreuse de granulométrie comprise entre 0 et 3 mm, c'est-à-dire brut, tel qu'il sort de la mine après criblage pour utilisation des calottes supérieures dans des foyers traditionnels.

La concurrence du mazout, plus facile à mettre en œuvre et moins polluant, a mis fin à la carrière du « foyer ignifluide » dans les années 1965-1970.

D'autre part, M. Jacques Meunier nous signale qu'une technique de ce genre a été employée en Chine dès 1920 (Boudsché An-tin).

La seule indication historique de l'article était la suivante : « La technique du lit fluidisé prônée par les Anglais depuis 1952... » ne contredit pas ce qu'écrivent nos correspondants. Comme l'indique M. G. F., les premières tentatives d'emploi ont buté sur la concurrence du pétrole. Le renouveau de ce dernier a redonné un intérêt à des études plus anciennes, et les projets actuels s'appuient principalement sur les travaux anglais, qui sont les plus récents.

ACTUALITÉ MÉDICALE

La semaine d'information sur la myopathie

Du dépistage au conseil génétique

Pour mieux faire connaître l'existence, les caractéristiques et les conséquences de la myopathie — maladie d'origine génétique qui atteint l'ensemble des tissus musculaires — l'Alliance européenne des associations de myopathes a organisé, du 10 au 14 octobre, dans dix pays alémaniques, une semaine d'information sur cette maladie.

L'Association française contre la myopathie (1) a, pour sa part, lancé une campagne nationale d'adhésion. Au niveau départemental, des manifestations diverses ont été entreprises dans le but d'informer l'opinion et les pouvoirs publics sur l'ensemble des problèmes rencontrés par les malades et leur famille.

Cette association, créée en 1968 par une mère de myopathe dans le but de regrouper des parents se trouvant dans la même situation qu'elle, s'est largement développée. Ouverte aujourd'hui à de nombreux sympathisants, elle compte plus de quinze mille adhérents. Ses objectifs sont divers :

- Recenser les myopathes et aider les familles en favorisant l'adaptation de l'enfant à la vie sociale ;
- Encourager par des soutiens financiers les recherches sur la maladie ;
- Ouvrir et développer les établissements de soins et d'accueil pour myopathes.

Un établissement médico-scolaire à Saint-Brieuc reçoit actuellement vingt enfants. La construction d'un centre pour soixante adultes débutera à Saint-Georges-sur-Loire en 1977.

Enfin, l'association édite cinq fois par an la revue *Le Courrier* de la myopathie, diffusée à vingt mille exemplaires.

La myopathie est la plupart du temps une affection familiale héréditaire, à transmission autosomique récessive. Elle se caractérise par une diminution progressive de la force musculaire. La démarche de l'enfant devient dandinante, il lui est impossible de sauter, de courir et de monter les escaliers. L'évolution se fait plus ou moins rapidement vers l'impotence totale, qui survient en général à l'âge de dix ans.

Aucun traitement curatif n'est connu actuellement, mais des découvertes biochimiques récentes ont ouvert la voie à un conseil génétique. Il est en effet désormais possible de savoir, avant même l'apparition des premiers symptômes, si un enfant nouveau-né ou nourrisson est atteint ou non de la maladie, par la mise en évidence du taux élevé dans le sang d'une enzyme, la créatine-phosphokinase. Le dépistage précoce de la maladie, rendu ainsi possible, ne permet pas pour l'instant de l'ériger, mais autorise des phytothérapies très précoces améliorant la situation des enfants atteints.

Par ailleurs, on a découvert qu'un fort pourcentage de femmes susceptibles de transmettre la maladie présentent elles aussi une augmentation anormale de cette même enzyme. Ce dépistage permet alors d'envisager un conseil génétique familial.

(1) 1, rue Fulton, 49000 Angers. Tél. (41) 68-20-61.

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Isolement et synthèse d'une hormone du thymus

L'isolement et la synthèse d'une hormone circulante sécrétée par le thymus ont été annoncés lundi 18 octobre par les professeurs Jean Hamburger et Jean-François Bach, lors de la séance hebdomadaire de l'Académie des sciences.

Le thymus est une glande située à la base du cou, dont la particularité est de fonctionner pendant l'enfance et de régresser à partir de l'âge de quinze ans, pour devenir presque inexistante vers cinquante ans. Cette glande est impliquée dans les défenses immunitaires de l'individu, c'est-à-dire dans le rejet par l'organisme de ce qui lui est étranger (virus, bactéries, ou tumeurs, etc.). Dans cet organe migrent et se différencient certaines cellules de défense de l'organisme : les lymphocytes. En effet, c'est le transit par le thymus qui confère à certains d'entre eux — appelés pour cette raison les lymphocytes « T » — leurs caractéristiques morphologiques (apparition de substance particulière à leur surface : l'antigène téta) et leurs propriétés (reconnaissance de tout ce qui est étranger à l'organisme, du « non-soi », et régulation de la réponse immunitaire).

Cette action de maturation et de différenciation des lymphocytes dans le thymus fait intervenir des facteurs hormonaux. Plusieurs équipes se sont attachées à rechercher ces facteurs et à les isoler à partir du thymus, en particulier l'équipe d'A.I. Golstein aux Etats-Unis et N. Trainin en Israël. Pour sa part, Jean-François Bach et ses collaborateurs (1) ont travaillé non pas à partir du thymus, mais du sérum sanguin, dans l'espoir d'isoler un facteur « circulant », une sorte d'hormone.

Ils sont parvenus à mettre en évidence la présence, dans le sérum prélevé sur des souris normales, d'un facteur capable d'induire à l'activité du thymus, l'éprouvette, l'apparition de l'antigène téta à la surface de lymphocytes. Ils ont ensuite montré que ce facteur est formé grâce à l'action du thymus, puisqu'il disparaît du sang lors de l'ablation du thymus chez une souris et réapparaît après la greffe d'un autre thymus.

Le facteur thymique fut isolé à partir du sang de porc. Il ne fallut pas moins de 2 000 litres de sang pour le purifier et en établir la formule chimique. Il s'agit d'une petite molécule, un « nonapeptide », formée par la succession dans un ordre défini de neuf acides aminés, qui vient d'être synthétisée.

L'hormone synthétisée s'est révélée in vitro quasiment aussi active que l'hormone naturelle. Après cette très belle démonstration, l'équipe de Bach s'attache maintenant à démontrer sa responsabilité physiologique de ce facteur. Cette étape est déjà en cours. Si l'équipe y parvient, comme les premiers résultats peuvent le laisser espérer, l'hormone synthétisée pourrait ouvrir la voie à de nouvelles possibilités thérapeutiques, soit pour pallier l'absence de thymus, soit au moins pour remédier à certaines de ses défaillances.

En effet, des déficits immunitaires congénitaux chez l'enfant sont liés à l'absence ou à un mauvais fonctionnement du thymus. Il deviendrait alors possible d'imaginer dans les années à venir de corriger ces déficits par l'administration de cette hormone. Il en est de même lors du vieillissement, quand le thymus disparaît et que par conséquent l'hormone n'est plus présente dans le sang. L'administration de cette hormone pourrait ainsi permettre d'augmenter les défenses immunitaires des personnes âgées, ce qui est particulièrement sensible aux infections.

Enfin, des maladies auto-immunes (2), comme certaines formes du lupus érythémateux disséminé chez la femme, s'accompagnent d'une diminution de la concentration sanguine en hormone thymique. Ce déficit pourrait même être une des causes de la maladie, puisqu'il précède l'apparition des symptômes cliniques. Là encore un traitement par l'hormone thymique pourrait être envisagé dans l'avenir.

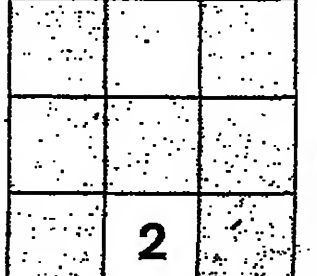
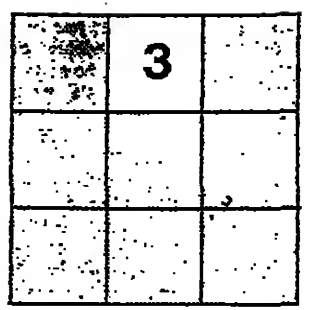
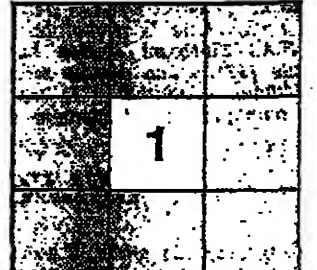
(1) Ces recherches ont été réalisées par J.-F. Bach avec Mireille Dan-Deu et Jean-Marie Pétiau (unite 25 de l'INSERM et laboratoire associé du C.N.R.S.) à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, en collaboration avec Jean Rosenthal (unite 61 de l'INSERM) à l'hôpital Saint-Mont de Créteil.

(2) Un sujet atteint d'une maladie auto-immune fabrique des anticorps contre ses propres tissus et organes, contre son « soi », provoquant l'altération, voire la destruction de ces tissus.

En toute logique CUBE MAGIQUE

Remplir un carré magique demande du soin et du temps. Il faut disposer les premiers entiers en respectant 2n+2 contraintes : les sommes des lignes, des colonnes et des diagonales doivent être égales.

Mais remplir un cube magique est le degré suivant de la patience : il faut disposer n entiers en respectant 8n+4 contraintes : équilibrer les sommes des alignements parallèles aux arêtes et des quatre grandes diagonales. Sauriez-vous achever de remplir ce cube 3x3x3 avec les vingt-sept premiers nombres ?



(Solution dans le prochain Monde des Sciences et des Techniques.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 77

Les fractions peuvent s'écrire :

$$\frac{1}{1 \times 5 \times 9} = \frac{1}{9 \times 13} - \frac{1}{13 \times 17} + \frac{1}{17 \times 21}$$

Le terme suivant est donc :

$$\frac{1}{21 \times 25} = \frac{1}{25}$$

et le terme général :

$$\frac{1}{(1+4n)(1+4n+4)}$$

Calculons la somme dans le cas général. On peut observer que :

$$S_n = \frac{1}{1+4} - \frac{1}{9+4} + \frac{1}{13+4} - \frac{1}{17+4} + \dots + \frac{1}{1+4n} - \frac{1}{1+4n+4}$$

et confirmer l'intuition de cette récurrence. En effet, si

$$S_n = \frac{n}{1+4n}$$

$$S_{n+1} = \frac{n+1}{1+4(n+1)}$$

$$\frac{n}{1+4n} + \frac{1}{1+4n+4} = \frac{n+1}{1+4(n+1)}$$

La somme des treize premières fractions fait :

$$S_3 = \frac{3}{13}$$

PIERRE BERLOQUIN.

MEDICINE PHARMACIE

octobre à juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Année "O"
Cours par Prof. de Fac.
groupes de 15 étudiants par
CHU

au cœur du Quartier Latin
IPEC 46 Bd St Michel
693.81.23 033.45.87

PARIS

7

formation

continue

Le Département d'Education Permanente de l'Université Paris VII organise un stage

SUBSTANCES ÉTRANGÈRES DANS LES ALIMENTS

à l'intention des ingénieurs et techniciens supérieurs des industries alimentaires, chimiques et laboratoires.

- Quelle est l'utilité réelle et le rôle des additifs ?
- Quelles sont les substances qui risquent de porter atteinte à la santé du consommateur ?

du 15 au 19 novembre 1976

Renseignements et inscriptions : 2, pl. Jussieu, tours 45-46, 2^e étage - Téléphone : 336-25-25 postes 56-63 et 57-90.

JANU 1976

ACTUALITÉ MÉDICALE

AU CONGRÈS DE STRASBOURG

L'ALCOOLISME : à chacun son « vice », à chacun sa prévention

Strasbourg. — « Je ne suis pas sûr qu'il y ait tellement de gens qui sachent quoi faire contre l'alcoolisme », cette confession d'un porte-parole des consommateurs, lors du quatrième congrès national contre l'alcoolisme réuni à Strasbourg du 14 au 16 octobre, illustre l'embarras qui saisit actuellement tous ceux qui s'efforcent de lutter contre « le troisième fléau national » (après les maladies cardio-vasculaires et le cancer).

Qu'il s'agisse de médecins, d'éducateurs, de psychologues, de juristes ou simplement d'hommes de bonne volonté, ceux qui mènent aujourd'hui le combat contre l'alcoolisme ont perdu beaucoup de certitudes. Sans suivre forcément les contestataires qui remettent en cause le principe même de la lutte avec ses fondements moraux et psy-

chologiques, la plupart des congressistes réunis à Strasbourg ont admis que les moyens employés et même les buts assignés à leur action n'étaient pas toujours définis avec assez de rigueur.

C'est donc à un effort d'autocritique et de réflexion que les participants au congrès « Alcoolisme et opinion » ont été conviés par les responsables du Comité national de défense contre l'alcoolisme (C.N.D.C.A.). Les organisateurs, le docteur Jean Leclercq, président du congrès, M. Jean Kelling, président du C.N.D.C.A., et le docteur Jacques Godard, délégué général, n'avaient pas hésité à faire appel à de jeunes psychiatres et sociologues bien décidés à briser la routine de la lutte anti-alcoolique.

De notre envoyé spécial

biert relativement bien informés sur les dangers de l'alcoolisme. Après les campagnes menées dernièrement, les écoliers savent presque tous ce qu'est une cirrhose du foie et d'une manière générale, ils ont des connaissances scientifiques relativement étendues — au moins par leur vocabulaire. Mais cela ne les empêche pas de se croire immunisés contre l'alcoolisme, considéré comme « une maladie de vieux », comme une déchéance physique et sociale absolument exclue de ce qui les concerne. Pour les jeunes comme pour bien des adultes, « l'alcool, c'est les autres ».

Lorsqu'on en arrive au concret, c'est-à-dire à la boisson alcoolique, l'image repoussante de l'ivrogne cède au charme discret de la bonne bouteille : la bière est une boisson « rafraîchissante » et « moderne », le vin — beaucoup moins pratiqué par les jeunes — est « bon » mais « il ne faut pas en abuser ». Quant à ce qu'ils appellent « l'alcool », c'est-à-dire les spiritueux, son principal défaut est d'être « cher » (vice rédhibitoire !). Certains ajoutent « dangereux », mais sans conviction.

Le plus curieux pour les pédagogues fut de constater comment l'écolier se tient informé sur l'alcoolisme : 55 % déclarent tenir leur information des médias, 29 % de l'expérience d'un proche, et 26 % de l'école. Ainsi, un élève sur deux s'instruit sur l'alcoolisme dans la presse, et seulement un sur quatre à l'école.

La fin d'un vice

Ces conclusions, encourageantes pour les journalistes mais déprimantes pour les enseignants, tiennent à des raisons à la fois historiques et psychologiques, comme l'a expliqué Mme Jeanne Feit, secrétaire générale adjointe du C.N.D.C.A. et enseignante elle-même. Autrefois, on entretenait les écoliers dans la crainte du « vice » de l'alcool, et, comme le raconte savoureusement Marcel Pagnol dans *La Gloire de mon père*, on affichait dans les classes des représentations de foies monstrueux qui hantèrent les nuits des pauvres instituteurs. L'ère du scientisme et de la morale est aujourd'hui révolue, et, après

AU COLLOQUE INTERNATIONAL DE BREST

Les lentilles de contact permettent de traiter la myopie évolutive

Selon les statistiques établies par le Dr Elie (Brest), et présentées au Colloque international de contactologie qui vient de se tenir à Brest, les trois quarts des myopes sont favorablement influencés par le port de lentilles de contact. Leur supériorité dans la correction par rapport aux lunettes est indiscutable. La myopie étant d'autant plus évolutive qu'elle apparaît plus tôt chez l'enfant, on vient donc progressivement à adapter les lentilles de plus en plus tôt. Le Dr Elie, dont le vœu que les lentilles soient reconnues comme le traitement enfin possible de la myopie évolutive et qu'à ce titre elles soient prises en charge par les organismes de Sécurité sociale.

Deux types de lentilles peuvent être proposés :

— Les lentilles flexibles qui ne recouvrent qu'une partie de la cornée. Facile à mettre et à enlever, ne nécessitant aucune stérilisation journalière, elles ont une durée de vie longue (cinq à quinze ans) et sont maintenant parfaitement au point ;

— Les lentilles souples ou molles, plus fragiles que les précédentes : elles durent rarement plus de deux ans. Elles présentent cependant certains avantages : port plus agréable, surtout au début, et bonne tenue à l'œil. Ce dernier avantage est souvent déterminant pour équiper les enfants, certains sportifs et des patients atteints de gros défauts optiques, par exemple, des myopies fortes et les opérés de cataracte.

Où est passé « Mr Bruit » ?

Il se tait.

Cette semaine dans ELLE.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

L'INVITÉE DU LUNDI

On se souvient de « l'invité du dimanche », une vedette, quelconque de connu. On allait chez lui, il venait chez nous, du temps de l'ex-O.R.T.F. On rentrait sans clients, ses obligés, ses amis. La formule plaisait, elle a beaucoup servi, elle a fini par lasser. On l'a abandonnée. Et puis on s'est dit, Armand Jammot s'est dit, qu'en semaine, un après-midi sur Antenne 2, elle pourrait encore faire de l'usage. Vrai. A condition de ne pas pousser la balancière, de ne pas multiplier les coups d'encensoir, de ne pas céder à la tentation de s'envoyer des fleurs pour service rendu à l'invité — invitant — ou réciproquement.

Si Gisèle Halimi a demandé à Francesca Solleville, à Mimi Mouton et à Romain Gary de passer lundi au studio, c'est sans doute parce qu'elle les estime et parce qu'elle pense que nous aimerions les rencontrer. Inutile de nous vanter leurs mérites. C'est appeler la réponse du berger à la bergère, et l'on n'en sort plus.

D'autant qu'un regard, un

sourire, en disent souvent aussi long. Quand son gosse — il doit avoir une douzaine d'années, — venu la rejoindre à la sortie du réco, a pris le micro pour nous chanter un air de Sargolama, elle l'a écouté, émue, amusée, sans piper. Et elle a eu raison. Maxime Le Forestier s'est chargé de le féliciter. Attention aussi de ne pas se lancer dans des anecdotes, des conversations pour initiés. Ne pas oublier que, de l'autre côté de la vitre, nous — les retraités, les malades, les handicapés, les mères au foyer — nous ne serions guère hélas ! et nous ne connaissons pas forcément l'intrigue des Mains sales ou le sujet de Jonas, le dernier film de Tanner. On est ravi d'entendre parler, mais à condition de savoir ce dont il s'agit.

Ces réserves faites, elles devaient être, arrivons à notre tour aux compliments. Il n'était pas inutile, il n'était pas déplacé, de nous parler, comme l'a fait Gisèle Halimi, de sa campagne contre le viol. La jeune femme dont elle s'apprête à défendre la cause aux assises était là,

les larmes aux yeux, bouleversée à l'évocation de ce qui lui est arrivé. Et on comprenait, et on partageait sa gêne et son humiliation.

Autre temps fort de l'émission, un plaidoyer, ou plutôt un témoignage, contre la peine de mort, celui de M. Paul Lombard. Il a essayé en vain d'obtenir la grâce de Christian Ranucci, l'assassin d'une fillette, guillotiné il y a peu ; et il a vécu des moments terribles, les derniers minutes d'un condamné.

Une note rigolote enfin : le septième épisode de Jean-Paul Sartre. Dans le film d'Alain Resnais, on en a vu des extraits, il ne se gêne pas pour avouer : la barbe de Simone de Beauvoir que, s'il apprécie la compagnie des femmes, c'est d'abord parce qu'elles sont jolies et « d'une sensibilité plus intéressante que celle des hommes ». Je cite, ensuite parce qu'il n'aime pas les conversations d'idées. Les femmes en seraient-elles donc incapables ? Tiens donc !

CLAUDE SARRAUTE.

MARDI 19 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : Des autos et des hommes, réal. Cl. Savarit. (L'auto s'en va-t-en guerre) ; 21 h. 30. Chronique : Ces années-là, de M. Droit ; 22 h. 25. Emission littéraire : Le livre du mois, de J. Fournet et Ch. Collange.

Avec Mme Benoitte Groult et François Mitterrand, M. Jean-Paul Koller, François Mitterrand, Jean-Pierre Rudin, Jean d'Ormesson, François-Régis Bastide et notre collaboratrice Jacqueline Piatier.

23 h. 40. Journal.

CHAÎNE 2 : A 2

20 h. 30. Dossiers de l'écran... Documentaire : la Machine extraordinaire, réal. I. Rostan.

Un voyage dans l'organisme humain effectué à l'aide de caméras miniaturisées.

Vers 22 h. Débat : La recherche médicale. Avec les professeurs J.-P. Bader, J. Christien, Gaston, J. Lelievre, les docteurs J.-P. Bach, B. Brois et M. Forest.

23 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Dialogues franco-allemands : Régions et Landes, avec MM. Hans Filbinger et Olivier Guichard ; 21 h. 20. Musiques de notre temps ; 22 h. 35. Objectif peinture (7), par D. Lecomte ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

MERCREDI 20 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 30 à 11 h. 30. Emissions scolaires : de 12 h. 15 à 20 h. 30. Programme ininterrompu (à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi) ; 20 h. 30. Retransmission sportive : Le match de football Saint-Etienne-Eindhoven, en sélections de finale de la Coupe d'Europe. 22 h. 15. Documentaire : Les grandes épreuves (l'apprentissage de la vie), de N. Skrotzky et R. Clarke, réal. Cl. Otzenberger.

Émission sur de nouvelles façons de concevoir la psychologie et la neurologie infantiles.

CHAÎNE 2 : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 30. U. 50. U. 50.) ; 20 h. 30. Série : Kolak ; 21 h. 25. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cayrol.

L'indépendance industrielle et technologique de la France. Peut-il craindre le nucléaire ? Les grandes épreuves. 22 h. 15. Journal ; 23 h. 10. Chronique : Pour adultes, de F. Chalais.

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo. à 18 h. 50.

L'Union des femmes françaises s'exprime à la tribune libre de FR3 à 19 h. 40.

La recherche médicale est le sujet du débat des « dossiers de l'écran » sur Antenne 2, vers 23 heures.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux.

TRIBUNES ET DEBATS

et Hans Filbinger, vice-président du Bundestag, dialoguent à propos de « fédéralisme et régionalisme » sur France-Culture, à 20 h. 5.

MERCREDI 20 OCTOBRE

MM. Léo Hamon et Alain Terrenoire débattent à la tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recher-

che, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire », qui a également pour invité M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, sur Antenne 2, à 21 h. 25.

AVANT-PREMIÈRE POUR FALEVIC A AIX

● Maurice Fallevic présentera son film *Le Journal d'un prêtre-ouvrier* le 23 octobre à Aix-en-Provence (paroisse Saint-Paul, avenue de l'Europe).

Nous vous aidons à mieux vous loger.



Ecrivez-nous à : B.P. 65, PARIS CEDEX 08.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Tarzan et sa compagnie », de C. Gibbons et J. Conway (1934), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, N. Hamilton, P. Cavanagh (N.). L'ancien associé du père de Jean se réveille, entre chiens et chats, à la recherche du cinéaste des éléphants. Dans l'attente de retourner à la civilisation.

22 h. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct de l'Opéra des Blancs-Manteaux, par le Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, direction J.-P. Krüger : Psaume 110 (Pergolèse) ; Messe de Sainte-Cécile (A. Scarlatti), avec J. Chaminet et G. Hartmann, sopranos, A. Bartoloni, mezzo, J.-P. Pégibet, ténor, J. Bona, basse ; 22 h. 30. Musique de l'Inde ; 0 h. 5. Le cabaret allemand ; 0 h. 30. Jeux à quatre.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Dialogues franco-allemands : Régions et Landes, avec MM. Hans Filbinger et Olivier Guichard ; 21 h. 20. Musiques de notre temps ; 22 h. 35. Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, l'Orchestre national, direction G. Chmura, avec le violoniste H. Szervyng : « Symphonie n° 88 en sol mineur » (Haydn) ; Concerto pour violon « A la mémoire d'un ange » (A. Berg) ; « Concerto pour violon en la mineur » (R. 219) (Mozart) ; « Mori et Transfiguration », poème symphonique opus 24 (R. Strauss) ; 22 h. 45. Critique du concert ; 23 h. 30. No man's land par J.-L. Graton 0 h. 5. Le cabaret allemand ; 0 h. 30. Non écrites.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Dialogues franco-allemands : Régions et Landes, avec MM. Hans Filbinger et Olivier Guichard ; 21 h. 20. Musiques de notre temps ; 22 h. 35. Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, l'Orchestre national, direction G. Chmura, avec le violoniste H. Szervyng : « Symphonie n° 88 en sol mineur » (Haydn) ; Concerto pour violon « A la mémoire d'un ange » (A. Berg) ; « Concerto pour violon en la mineur » (R. 219) (Mozart) ; « Mori et Transfiguration », poème symphonique opus 24 (R. Strauss) ; 22 h. 45. Critique du concert ; 23 h. 30. No man's land par J.-L. Graton 0 h. 5. Le cabaret allemand ; 0 h. 30. Non écrites.

LES TROIS CHAINES D'UN SEUL COUP D'ŒIL

lisez



Les programmes télé

TOUT EN COULEUR pour 1,90F

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Ivan le Terrible (ballet).
Chaillet, 20 h. 30 : Elisabeth (opéra).
Odéon, 20 h. 30 : Io, Bertolt Brecht.
Fénelon, 18 h. 30 : La Nuit... les clowns.
TNP, 20 h. 30 : Comme il vous plaira.
Fénelon, 20 h. 30 : A la campagne.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Parole de femme.
Palais de la Ville, 18 h. 30 : La Résurrection.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Nicolas Peyrac.
Palais de la Ville, 20 h. 30 : La Vieillesse.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monastère chassé.
Atelier, 21 h. : Séquie.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre pour mesure.
Centre culturel du Marais, 21 h. : Le Saut.
Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Châtelet-Victoria, 20 h. 30 : Je l'imagine pas via via.
Edouard-Vaillant, 21 h. : Dis-moi, Sissi.
Fénelon, 20 h. 45 : Comme avant.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu es un clone type Charlie Brown.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : Volpone.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : One aspirin pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve.
Le Lézard, 20 h. 30 : Pour 100 oriques, Vas plus rien maintenant.
Madelaine, 20 h. 30 : Piau de vache.
Madelaine, 20 h. 45 : Les Mains sales.
Michelet, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michelet, 20 h. 45 : Acapulco.
Moderne, 21 h. : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même heure.
Montparnasse, 20 h. 45 : La Mûle.
Mouffetard, 22 h. 15 : Le Jardin d'été.
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Ouvra, 20 h. 45 : Le Bonheur.
Palais de la Ville, 18 h. 30 : Paris c'est grand.
Palais de la Ville, 20 h. 30 : La Cage aux folles.
Piaf, 20 h. 30 : « Il » est né.
Piaf, 20 h. 45 : Isaac et la sage-femme.
Régulier, 20 h. 30 : Tout contre un petit bois.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le boucher.
Studio-Théâtre, 18 h. 30 : Gon-
sieur, l'appel du printemps.
Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h. : Bas de nuit.
Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h. : Atelier chorégraphique.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : L'Amant arabe.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : D'homme à homme.
Théâtre Essai, 20 h. 30 : Notes.
22 h. : Vierge... Salle 10 h. 30 : Les Caprices de Marianne.
Théâtre des Deux-Frères, 21 h. : La Belle et la Bête (marionnettes).
Théâtre du Marais, 21 h. : La Croix opulente.
Théâtre du Marais, 21 h. : Histoire d'amour.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Gogol... Petite suite.
20 h. 30 : Chrysanthème.
Théâtre de Paris, 21 h. : Procès de Jeanne d'Arc.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Drame Travel.
Théâtre 37, 20 h. 45 : La Veuve russe.
Tropiques, 22 h. : Retrouvailles de l'imaginaire.
Variétés, 20 h. 30 : L'Autre Valse.

Les théâtres de banlieue

Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h. 30 : Quatre à quatre.
Boulogne-Billancourt, 20 h. 30 : Signé Boris Vian.
Saint-Denis, Théâtre Gérard Philipe, 20 h. 30 : Catherine Ribero.
Sacy-en-Santerre, Centre culturel, 21 h. : Orchestre de l'île-de-France, dir. J. Fournet avec B. Perceval, piano (Tchoukowsky, Beethoven).
Saint-Maur, Théâtre de la ville, 21 h. : P. Cocheret, orgue et l'ensemble de cuivre Roger Delmotte (Chopin, Haendel, Telemann).
Suresne, 21 h. : Orchestre Paul Kuentz (Bach, Legu).
Versailles, Théâtre Montand, 21 h. : L'Orchestre de l'île-de-France, dir. J. Fournet (symphonie héroïque de Beethoven).

Les opérettes

Fort-Saint-Martin, 20 h. 30 : May-Tower.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Belle Hélène.
Grand Théâtre-Mogador, 20 h. 30 : Rêve de valse.

Les concerts

Voix théâtrales de banlieue.
Eglise de la Madeleine, 18 h. 30 : O. Pierre, orgue, et E. Havard de la Montagne, clavier (Pascual, Bach, Soler).
Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. J.-P. Kreder (Scriabin, Pergolèse).
Salle Chopin, 20 h. 30 : Quatuor Larenz (Beethoven).
Salle Chopin-Pleyel, 20 h. 30 : Quatuor Farnelli (Beethoven, Mozart).

Jazz, pop, folk

Pavillon de Paris, 20 h. : Patil Smith, John Cale.
Madelaine, 20 h. 30 : Le quatuor d'Elvin Jones, le quintette d'A. Mouton, le trio S. Lubat, G. Lervat, Ch. Ezouard.

La danse

Voix Théâtre de la Cité internationale et Festival d'Automne.
Palais des congrès, 20 h. 45 : le Ballet Molodtsov.

Le music-hall

Robino, 20 h. 30 : Georges Brascens.
Cité culturelle du Marais, 20 h. 30 : J.-C. Monnet.
Cité d'Art, 20 h. 45 : Maximo La Forêt.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Guy Béart.
Olympia, 21 h. 30 : Alain Barrière.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
"LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES"
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 19 octobre

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.
Déesse sans provisions.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.
La cinémathèque :
Chaillet, 15 h. : Electre, de M. Cayrol.
Chaillet, 18 h. 30 : Si le vent le fait pour, de S. Degall.
Chaillet, 20 h. 30 : Désir sous les ormes, de D. Mann.
Chaillet, 22 h. 30 : La Ménagerie de verre, de L. Bopp.

Les exclusivités

AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).
AFRICA EXPRESS (A. V.I.) : Capri, 20 h. 30 : (352-11-69).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CORPS DE MON ENNEMI, film français de Henri Verneuil, 19 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).
BRETAGNE, 20 h. 30 : (352-11-69).

LE JUGER ET L'ASSASSIN (Fr.) : Scudell, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).
MA VACHE ET MOI (A. V.I.) : Marais, 17 h. 30 : (352-11-69).

Les séances spéciales

CARRETT (A. V.I.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).
LES CONTES INIMICABLES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 17 h. 30 : (352-11-69).

Les festivals

FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).
FELINI (v.o.), Accasia, 17 h. 30 : (352-11-69).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 20 au 26 octobre)
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).
Circus et l'ancienne au Nouveau Carré, 17 h. 30 : (352-11-69).

MARIGNAN - RICHELIEU - MONT-PARNASSE - PATHE - CLUNY PALACE - CAMBRONNE - GAUMONT - SUD - CLICHY - PATHE - NATION - MADELEINE - HAUTEFEUILLE

Périphérie : BELLE-EPINE - VELIZY - ARGENTEUIL - CHAMPIGNY - LE BOURGET - EVRY - PARLY 2 - EPLINAY.

A PARTIR DE MERCREDI

LES 12 TRAVAUX D'ASTERIX

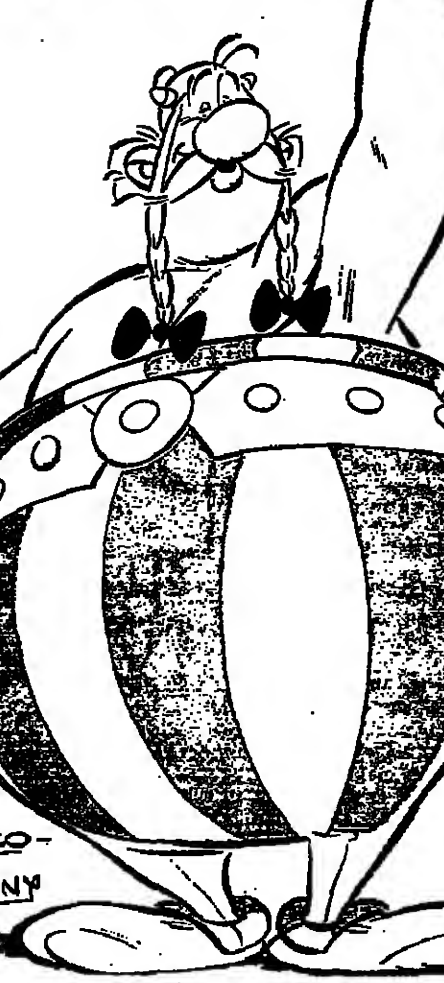


UN GRAND DESSIN ANIME FRANÇAIS

UNE VRAIE POTION DE CINÉ-MAGIQUE !!!



UN EVENEMENT



D'APRES UDERZO

MOOP - FUGUET

ARTS ET SPECTACLES

Culture



« Jeunes auteurs » de films à Belfort

Créée il y a sept ans, à l'initiative de Claude Lafaye, du Centre national de la cinématographie, les Rencontres nationales de Belfort furent d'abord une simple manifestation du genre Art et Essai, où, explique Michel Legendre, responsable du centre de culture de la ville, le public venait non pas tant voir des films qu'applaudir des vedettes, membres du jury, qui jouaient les films. Notion un peu absurde, où l'on discernait une intention assez proche de celle qui présida à la naissance du Festival du jeune cinéma d'Hyères, en 1965, devenu Festival de Toulon.

Pour Rul Noguera, qui a assuré ces dernières années la codirection du Festival de Toulon et vient de prendre en main la direction des Rencontres de Belfort, il faut oublier le modèle toulonnais, ne plus chercher à copier Cannes par la bande. Belfort devrait élargir son éventail, devenir un lieu de rencontre internationale, où tous les formats, 35 mm, 16 mm, super-8, et l'année prochaine vidéo, seraient mis sur un pied d'égalité.

Des orientations précises ont déjà été prises, du moins en ce qui regarde la France : « Cette manifestation, annonçait la publicité, a pour but de détecter et d'encourager les réalisations des auteurs aspirant à devenir des cinéastes professionnels. Elle s'adresse à tous les cinéastes qui ne possèdent pas encore une carte de réalisateur ou ne profitent pas d'une dérogation, en particulier les élèves ou anciens élèves d'écoles de cinéma, les professionnels du cinéma et de la télévision non-réalisateurs et désireux de s'exprimer par la mise en scène cinématographique, ainsi que les différents auteurs, membres d'ateliers super-8 ou 16 mm, soucieux de parvenir à une expression professionnelle. »

A partir de cette année, et pour répondre aux vœux formulés en 1975, le jury devient un « collectif », les prix sont supprimés et remplacés par des labels de qualité. Chaque matin, cinéastes et membres du collectif se réunissent à la Tour 41, une des cinq tours construites par Vauban.

Le C.N.C. apporte toujours son patronage et une modeste subvention de 10 000 francs, doublée par une aide équivalente de la ville. L'an prochain, les Rencontres se tiendront probablement en plein centre, dans une vraie salle de cinéma ; le public suivra, assure Rul Noguera.

Pour l'instant, les Rencontres nationales gardent le charme des réunions de famille, où chacun, spectateur, cinéaste, parle sans arrière-pensée et peut rêver tout haut. Certes, les écoles de cinéma n'étaient pas présentes au rendez-vous. Mais Belfort, connu pour la qualité de son animation culturelle dans divers domaines, saura-t-elle vraiment ces « jeunes auteurs » ? Pour Jean-Luc Meunier, metteur en scène de « L'Adieu au son », recommandé par Henri Langlois et Pierre Coltrane, ancien producteur d'Éric Rohmer, la presse a son rôle à jouer : « Surtout, parlez de moi, qu'on me remarque ! » Pour Luc Micheler, auteur de « L'Allée des signes », déjà présent au colloque de Thonon-les-Bains, le problème est celui de la diffusion : quand, comment, à qui montrer les films ?

Cercle vicieux qui mériterait de susciter un jour un véritable débat : au moment où Venise recense jusqu'au label même de festival, où, de Jean-Luc Godard à Jean-André Fieschi, certains n'ont plus cure de la notion chérie d'auteur, où la France, le monde entier, sont riches en puissance de millions de créateurs, peut-être, faudrait-il repenser le problème de A à Z.

LOUIS MARCORELLES.

Rencontrer le « jeune théâtre » à Metz

De notre correspondant

Nancy. — « On a la liberté de création. Non à l'étouffement du jeune théâtre », proclamait récemment le directeur du Théâtre populaire de Lorraine (T.P.L.), dans l'avis de Souley à Metz, où la section est-lorraine de l'Action pour le jeune théâtre (A.J.T.) avait organisé trois journées d'action.

La participation du public a été importante, au-delà des espoirs des organisateurs. Il a même fallu refuser du monde dans la petite salle du T.P.L. au cours des neuf spectacles donnés par des troupes de la région lorraine.

Une ambiance de fête régnait autour des stands malgré le froid, et des discussions seront imprévues à propos des difficultés du jeune théâtre en Lorraine.

Le premier soir avait été consacré à un débat entre les responsables de l'Association du jeune théâtre, les partis politiques — P.C.F., M.R.P., U.N.C. — et les représentants des auteurs, dont dispose le jeune théâtre afin de répondre aux besoins du public. « La situation est dramatique pour les compagnies qui vivent depuis des années dans l'insécurité. On en a assez. Nous ferons tout pour résister à l'asphyxie. »

Un jeune représentant du P.C.F. a indiqué que la Lorraine, où le poids de la classe ouvrière est important, longtemps désert culturel, était mutilée dans ses entreprises, son identité régionale et son développement culturel : « La vitalité de la création y est importante. Les besoins sont énormes. Le jeune théâtre meurt de l'absence de démocratie et de liberté. »

On a cité à plusieurs reprises le cas de la troupe de Michel Macé, de Nancy, qui existe depuis quatre ans et n'a plus ni local ni subventions. Michel Macé, son animateur, précise que les comédiens vivaient avec 500 F par mois et étaient contraints de travailler à mi-temps pour gagner à vivre. L'un d'eux explique d'ailleurs au public que, gravement malade, n'ayant pas la sécurité sociale, il dut, pour pouvoir payer ses frais d'hospitalisation, faire appel au bureau d'aide sociale.

On a parlé également du T.P.L., qui, malgré treize ans d'existence et de succès — dont le dernier en date, l'existence de l'ancien Jacob, n'a toujours pas obtenu le titre de centre dramatique national, à cause notamment de l'opposition de la ville de Metz.

Devant les succès rencontrés à Metz par ses trois journées d'action, l'A.J.T. en prépare d'autres, en particulier à Marseille, à Bordeaux et à Toulouse.

« Nous allons intervenir auprès des députés, affirme Armand Bodey, avant le vote du budget pour leur expliquer la situation dramatique du jeune théâtre en France. Nous avons constaté à Metz que le public était sensible à nos revendications et qu'il avait soif de vrai théâtre. »

CLAUDE LEVY.

Théâtre de la Commune
centre dramatique national
93 Aubervilliers
CREATION EN FRANCE

QUATRE A QUATRE

Pièce Québécoise
de Michel GARNEAU
mise en scène
de Gabriel GARRAN

« Un spectacle inhabituel, très attachant, qui place la condition des femmes sous un jour inédit. La part de la méditation et de la poésie est ici prépondérante. »
Michel Cournot (Le Monde).

Réservez : 833-16-16

CHAILLOT
INFORMATION

Demain, mercredi 20, à 15 heures, matinée exceptionnelle à prix réduits (toutes places : 8 F) de :
« LES GABRIELLES UN », de Paul Fort. Une grande époque de l'histoire du monde contée avec humour par une troupe de comédiens ambulants. « Elisabeth Un » est également présente tous les soirs à 20 h 30 à la salle Gémier, à 20 h 30, SOLITUDE, LA MULATRESSE, de Patrick Chamoiseau, d'après le schwaï de B. par le Théâtre Per de Lancy de la Martinique. Location : 727-81-15.

BARRY LYNDON
en film de
STANLEY KUBRICK

OSCAR

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VO
GAUMONT SUD VO

14 h - 17 h 25 - 21 h
12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30
HAUTEUILLE II VO
13 h 30 - 17 h 10 - 20 h 30

MARIGNY
A partir du 23 octobre

Annie Cordy

Nini la CHANCE

Comédie musicale de
MAREUIL et LIFERMAN
M. en scène Raymond VOGEL
Chorégraphie : Paul GLOYER
Décor Roger FRESNAY
Costumes Michel FRESNAY.

avec
EDWARD MEEKS
GUY PIERAULT
BILL KEARNS
LILIANE GAUDET
PIERRE PLESSIS
JEAN-JACQUES STEEN
JAMES SPARROW

Location Théâtre et Agences

Sissi a maintenant 37 ans.

Mais Romy est de mieux en mieux.

Cette semaine dans ELLE.

Théâtre musical

« LA BOUTEILLE A LA MER »

de Georges Aperghis

Curieux parcours que celui de Georges Aperghis : cet Athénien de la culture grecque, devenu Français, fait des plus érudits des plus doués, quelques choses comme notre Dominique Rochemont. D'abord on gaspille, comme de nos jours, ce moment, il précède ? Peut-être.

So musique savoureuse, courtoise comme une miniature, changeant de sujet et d'expression si rapidement dans Hieronymus et dans Vesper (1971) qu'elle nous laisse l'impression d'être floués, mais avec un petit regard sur le langage, et dans Oraison funèbre son geste du poète nous accablait à déclarer forfait devant tant de virtuosité. Il semblait que ce prestigieux musicien de théâtre eût juré la peste du genre même dont il est philosophe. Fandemonium à Athènes, Jacques le Fataliste à Lyon, Sports et rebondissement à La Rochelle, marquant l'apogée de cette œuvre d'un merveilleux équilibre de la musique et de la nature de Jean (1974), semblait accorder enfin à la maturité et à l'indépendance.

Après Histoire de loup, demi-succès, l'union, est été le Monde du 31 juillet) on était donc curieux de voir les résultats du travail que, huit mois durant, Aperghis avait élaboré au contact d'un public populaire. Le quartier rénové de Bagnot centre-sud et dont trois versions avaient déjà vu le jour (dont une à la Biennale de Venise) : « Trouver une forme qui permette à la musique et à l'action qu'elle engendre de raconter la vie d'aujourd'hui avec ses automatismes, ses litanies, ses mythes, sa violence, sa recherche hasardeuse, mais neuve et qui, à la fin, vers le talent du jeune musicien,

JACQUES LONCHAMPT.

* Bouffes-du-Nord, 20 h 30.

Festival

Des immigrés dans la région parisienne...

« Renforcer le front culturel, c'est pouvoir s'exprimer, proclamer son identité, mieux comprendre, mieux se défendre, mieux s'organiser » : sur ces bases, la Ligue des travailleurs immigrés de France (L.T.I.) avait organisé, l'an dernier, le premier Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés — le théâtre étant considéré comme « un droit de citoyenneté ». Du 31 octobre au 15 novembre aura lieu le deuxième festival, étendu cette année, à huit villes et à toute la région parisienne, et qui sera précédé par un colloque sur le thème de la culture et de la migration.

Quint'ens les précédentes manifestations : elles n'avaient concerné directement que huit mille personnes, mais les représentations ont été suivies par un million de spectateurs, par exemple, estiment les organisateurs. Douze groupes maghrébins, quatre groupes africains et antillais, des chanteurs des adresses italiennes, portugaises, espagnoles, et, enfin, quelques artistes français, présentent cette année leur collaboration à la promotion des travailleurs étrangers, avec la collaboration d'une vingtaine de groupements, parmi lesquels l'Association des Algériens en Europe, France-Algérie, France-Pologne, le comité Chilli, le comité espagnol, le M.R.A.P., etc. et aussi les syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

C'est à partir des cours d'alphabétisation que cette opération d'ensemble s'est imposée. Lille-Roubaix-Tourcoing ne compte pas moins de quatre-vingt mille travailleurs étrangers, Algériens, Marocains, Portugais surtout. Samedi 16 octobre, sous un chapiteau de planches et de toile, il y avait une trentaine de Portugais à suivre Mataramun Emigrante — ils ont été un émigrant par la troupe du Théâtre Tempo de Mulhouse. Quelques jours plus tôt, à Lille, ils étaient un peu plus nombreux à applaudir la Fête de Mamout Jabot, pièce de l'Action théâtrale arabe ou encore D'être lucide, par le Théâtre Témoin.

Peu de monde, donc, pour les représentations, mais beaucoup pour les fêtes du dimanche, où de nombreux groupes folkloriques se sont produits, aussi bien à Lille qu'à Roubaix et Tourcoing, dans un vacarme joyeux de kermesse, tandis que l'on venait autour du chapiteau des sucres, et que des organisations militantes diffusaient une littérature sur la condition des immigrés. Mais cette condition fut illustrée aussi d'une autre façon par une semaine cinématographique avec des œuvres comme Le Mandat d'Ousman Sembene ; Tous les autres s'appellent Ali, de Raimon Fassinier, etc. Yvan Labéjof, avec un humour acide, est venu lui aussi donner son avis : « On nous loge dans de grandes chambres, dit-il dans un sketch. Elles sont d'ailleurs et grandes qu'il n'y a rien à y mettre. Il y a l'eau courante sur les murs. »

Le but des organisateurs était plus ambitieux : en associant les travailleurs étrangers à la préparation des spectacles, ils souhaitent multiplier chez eux des groupes d'action culturelle les plus divers. Quelques-uns existent déjà mais sont peu connus. Dans ce genre de festival, qui a suscité d'ailleurs beaucoup de dévouement, le succès ne se mesure pas au chiffre des recettes. Le résultat attendu est d'un autre ordre.

GEORGES SUEUR.

Théâtre

« MESURE POUR MESURE »

Mesure pour mesure est l'une des plus belles pièces de Shakespeare. L'une des plus difficiles à jouer. Elle met en scène des choses disparates et de prime abord peu claires. Or le visage vrai, vivant, de la pièce n'apparaît ni par la somme juste de ses éléments ni par leur mise au clair, mais par autre chose, — une chose non définissable qui échappe à l'entendement comme à l'émotion, et que Hugo von Hofmannsthal appelait, faute de mieux, « une musique ». Hofmannsthal précisait que Mesure pour mesure ressemble à un « paysage d'une femme dans la jeunesse, d'un visage que par celui qu'elle a rendu heureux ».

C'est dire que la mise en scène de Mesure pour mesure demande beaucoup de temps, d'amour, de modestie. Il s'agit pour les auteurs de l'habiller à cette pièce, de l'abandonner à ses chemins creux et sombres dont on ne sait où ils mènent, et de voir au fur et à mesure ce que l'on devient, soi-même, et ce que l'on devient ensemble, et ce que l'on devient tout seul, et ce que l'on devient tout ensemble, et ce que l'on devient d'abord, sans a priori sur l'art de l'auteur ou sur la dramaturgie.

C'est le contraire de ce qu'on fait Stuart Selde et ses camarades à la Cartoucherie de Vincennes. Stuart Selde a réussi la saison dernière une très bonne mise en scène de Othello, et c'est elle qui a été présentée d'abord, sans a priori sur l'art de l'auteur ou sur la dramaturgie. On se demande comment le même homme, la même équipe, peuvent présenter aujourd'hui un Mesure pour mesure si abstrait, une traduction française si dépourvue de rythme, un dispositif si peu animé, avec des éclairages si insignifiants. Et surtout, surtout, un jeu d'acteurs si artificiel, et de la part de ces gestes saccadés d'automates, diction emphatique. L'exemple même de jeu qui a amusé ces dernières années les élèves du Conservatoire lorsqu'ils faisaient leurs exercices, mais dont il est prouvé désormais que ce n'est pas du théâtre, que ça tue les textes, que ça tue les pièces, que ça détruit l'acteur, que ce n'est autre chose qu'une rhétorique préfabriquée que nous ne voulons plus voir.

Stuart Selde et son équipe ont certes fait du théâtre. Leur spectacle est profondément malade. Ils feraient mieux de l'arrêter et de se mettre à autre chose, l'esprit reposé et libre, en possession de leurs moyens.

MICHEL COURNOT.

* Cartoucherie de Vincennes, 20 h 30.

La commission de la presse filmée, par arrêté publié le 17 octobre au Journal officiel, a voté d'être modifiée de la manière suivante :

Président : M. Bertrand Labrasserie ; secrétaire général : M. Jean Grandjean ; membres : M. Rodolphe Maistre, André, Michel Berthod, Lucien Gaudard, André Gillet, Arcady Komnietzoff, Pierre Mazars, Yves Nalbre et Georges Ordonnaud.

CONCOURS PATRÉ - LE FRANÇAIS
CARAVELLE PATRÉ - QUINTEILLE
MONTMARTRE 83 - LA FAVETTE
GAMINETTA GAUMONT - CLUET PALACE
CONVENTION GAUMONT

Robert Raymond HAKIM

LA MARGE
PRIX CONCOURS
Puisque l'écritisme il y a
faites confiance à
Mandragoras
et Barowczyk.
Le leur est de qualité.

R.T.L. - R. Forlani

Un
des plus beaux films
de l'année.

HERALD TRIBUNE - T. O. Curtis
intéressé aux minuscules

THAIS Belle Épine - EMMY Gaumont
PARLY 2 - LE BOUQUET AVIATION
ARGENTUIL-ANNE - MUGENT Artel
MAISON-ALFORT Le Club

Jeudi 21.10.76

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CARTELS OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 12
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés", Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés", L'AGENDA DU MONDE	38,00	44,37
	40,00	48,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche
UN DIRECTEUR DE COMPTABILITÉ
de formation supérieure et expert-comptable,
expérience de fonctions semblables indispensable.
CONTROLEURS DE GESTION
formation supérieure (ESSEC, ESC, IGC)
sens des réalités, esprit de synthèse et d'analyse.
Expérience cabinet comptable appréciée.
Postes de très haut niveau.
Très sérieuses références exigées.
Adresser C.V. photo et prétentions à AGENCE
HAYAS 8902 LILLE CEDEX sous réf. AT 4381/70.

POUR RÉALISER UNE POLITIQUE D'EXPANSION
recherche
RESPONSABLE BRANCHE
40 SUPERMARCHÉS - SUPERETTES
JUSQU'À 1.200 m²
Spécialiste :
- Choix et animation des Chefs de groupes et
de magasins.
- Promotion, merchandising, publicité, planifica-
tion, gestion, contrôle, franchising.
Il a déjà été responsable d'un groupe de supermarchés.
Rémunération en fonction des compétences.
RESIDENCE :
Ville Universitaire : 200 km de PARIS.
Adresser curriculum vitae à HAYAS CONTACT,
156, boulevard Hausmann - 75008 PARIS.
sous référence 62585

**Imprimerie Offset et spécialisée confectionnement-publi-
cité (500 personnes) dans ville universitaire à moins de 150
km de Paris, recherche**
chef des ventes
30 ans minimum, bonne connaissance de l'imprimerie Offset
pour assurer équipe commerciale et assurer gestion de
son secteur en collaboration directe avec le Directeur
Commercial.
Salaire départ 70 000 F/annuel.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à M. LANFRANCHI
11, rue Troyon, 75017 Paris, sous réf. M 101.

pour l'export
ingénieur technico-commercial
(formation Grande Ecoles d'ingénieurs)
Notre Groupe, leader sur le marché
International - Secteur biens d'équi-
pement - recherche un ingénieur
Technico-Commercial à l'esprit créatif.
Il lui sera confié :
- la promotion et le suivi commercial
des produits d'une haute technicité
(Systèmes)
- la définition de nouveaux produits.
L'homme devra justifier d'une expé-
rience réelle de négociation à haut
niveau et devra parler Allemand et
Anglais.
Le poste est basé dans le Centre
de la France.
Ecrire sous référence 7773 à
Organisation et publicité
21 rue de Valenciennes 75001 PARIS

INGÉNIEUR AM, ECAM, ICAM :
à 35 ans minimum, votre expérience de B E
et de fabrication en mécanique générale,
chaudronnerie fine, mécano-soudure et en
électronique vous permet de devenir après le
temps de formation nécessaire
directeur technique
d'une entreprise en plein développement
pour prendre en charge l'étude et la fabrication
de matériels pour l'industrie alimentaire en
France et à l'exportation.
Ce poste prépare aux fonctions de directeur
d'usine (250 collaborateurs) qui est à pourvoir
dans trois ans. Résidence à Bordeaux.
Ecrire à G. BARDOU sous réf. 3113 LM.
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

**Société Internationale d'Etudes
et de Réalisations Industrielles**
leader de sa branche
recherche
pour renforcer sa pénétration dans l'OUEST
de la FRANCE et assurer une expansion
rapide sur un marché porteur, des
Ingénieurs d'affaires haut niveau
EXPERIMENTÉS EN INSTRUMENTATION
(pétrole - chimie, etc.)
Les candidats, de formation supérieure
(électricité - instrumentation), auront une
expérience de plusieurs années en
Entreprise dans la spécialité instrumentation
et des connaissances en Electricité
industrielle.
Les postes demandent une bonne
introduction dans les milieux professionnels
de la région NORMANDE.
Ecrire avec C.V. photo (ret) et prétentions
à réf. 547, A.M. TOURTE BP 268,
75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE
17^e SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
"CLASSEMENT FORTUNE"
implantée à 200 km. Sud de Paris
recherche
CADRE POSITION II
Minimum 30 ans
RESPONSABLE COMPTABILITÉ
ANALYTIQUE
Bonne pratique de l'industrie mécanique
OBJECTIF : mise en place tableau de bord pro-
duction. Coût unités d'œuvre d'atelier
Formation Ecole de Commerce, I.U.T. ou être
déjà responsable dans cette fonction.
Anglais indispensable.
Possibilités de logement.
Ecrire avec C.V. photo et prétentions à n° 80.911
CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
de dimension internationale
recherche pour son unité décentralisée à
angers
organisateur informaticien
Chargé de participer à l'adaptation du sys-
tème informatique actuel aux besoins des
services.
- Il participe à l'élaboration des plans et
budgets informatiques.
- Il réalise les analyses fonctionnelles des
nouveaux projets.
- Il forme les utilisateurs aux nouveaux
systèmes.
Le candidat recherché, âgé d'au moins 28 ans
de formation Grande Ecole Scientifique ou
Commerciale, devra avoir une expérience
de trois ans minimum de la conduite de pro-
jets informatiques importants, acquise de
préférence dans le domaine de la Banque ou
de l'Assurance.
Adresser C.V. détaillé, photo et salaire actuel
sous référence 17054 à SEXTANT/DPA
182, avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly
sur-Seine, qui transmettra.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE P.M.E.
FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES
PRODUITS CHIMIQUES cherche pour son
usine (50 km sud de Lille)
un directeur
pour gérer et administrer cette usine.
Nous souhaitons un homme d'expérience mini-
mum 40 ans connaissant bien la vie indus-
trielle sous l'angle gestion : approvisionnements,
stocks, ordonnancement, prix de revient,
comptabilité, administration du personnel.
Il peut être actuellement directeur adminis-
tratif ou secrétaire général d'une PME -
produits d'entretien, cosmétiques, produits
chimiques, peinture.
Ecrire à G. BARDOU ss réf. 3115 LM.
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

apec
association pour l'emploi des cadres
recherche :
POUR L'ÉTABLISSEMENT DE NORMANDIE
d'un Groupe Multinational (2.200 personnes)
INGÉNIEUR ELECTRONICIEN
- 3 à 5 ans d'expérience souhaitée en bureau
d'étude, pour participer à la conception de
systèmes de saisie de données.
- Diplôme d'ingénieur + bon anglais exigés.
Adresser : C.V. - lettre manuscrite sous
référence 16997 - A.P.E.C. - Mme BETI -
8, rue Duret - 75116 PARIS.

CARRIERS carrosserie
recherche pour son usine
d'ALENÇON (plus de 500 ouvriers)
DIRECTEUR PRODUCTION
Ingénieur AM ou équivalent, 35 ans mini.
ayant une expérience de plusieurs années
dans le domaine de la fabrication grandes
et petites séries acquise, si possible, dans le
secteur construction automobile : carrosserie
(tôlerie, mécano-soudure, assemblage)
Mission : Il aura la Direction des fabrications
(4 grandes lignes de produits) comportant
également les responsabilités de lancement,
ordonnancement, contrôle, entretien...
Après avoir réussi dans cette première mission,
le candidat recruté pourra se voir confier
des responsabilités plus complètes.
adresser C.V. détaillé sous réf. 3624 à
GAMMA SELECTION
9 bis rue de Valenciennes
75008 Paris

adjoint au directeur du personnel
NORMANDIE
Important Groupe Alimentaire (6000 person-
nes) cherche pour une de ses 9 usines, située
à 150 km Ouest de Paris
JEUNE DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(licence Droit, Sup de Co...)
déjà rodé à l'administration du personnel par
2 ans d'expérience en milieu industriel. Il se-
condra le Directeur du Personnel de l'unité
pour la partie administrative de la fonction et
complètera sa formation en participant à l'en-
semble des activités du service.
Il évoluera ensuite vers la Direction du Per-
sonnel d'une autre unité du Groupe.
Les candidatures (lettre manuscrite et C.V.) sous
réf. 9821M seront traitées avec toute la discrè-
tion d'usage par :
a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
2, av. Alsace-Lorraine
9280 ANTOY

CENTRE DE RECHERCHE MERRELL INTERNATIONAL
offre poste à :
spécialiste confirmé en équipements scientifiques de laboratoires
(RECHERCHE PHARMACEUTIQUE)
Pour :
- Mettre au point des spécifications et normes d'installation,
réaction et suivi des données de commande.
- A la livraison, vérification des équipements, contrôle
de leur installation et mise en marche des utilisateurs.
- Effectuer toutes réparations possibles sur place ainsi
que suivi et contrôle des réparations devant être faites
à l'extérieur.
- Assurer inspections techniques périodiques des équipe-
ments en service, constituer et gérer le stock des pièces
de rechange indispensables.
Une bonne pratique des langues française et anglaise
écrites et orales est indispensable, une certaine connais-
sance de la langue allemande constituerait un atout.
Poste évolutif pour collaborateur compétent et efficace.
Lieu de travail : STRASBOURG.
Horaire 40 heures sur cinq jours - Avantages sociaux.
Frais de déménagement et d'installation à Strasbourg
pris en charge selon modalités internes.
Adresser curriculum vitae détaillé à :
Direction Administrative
CENTRE DE RECHERCHE MERRELL INTERNATIONAL
16, rue d'Alsace - 67084 STRASBOURG CEDEX.

emplois internationaux
EXPANSIAL
Recherche pour Importante Société Nationale
Algérienne spécialisée dans l'industrie Alimentaire
ingénieurs
• Chefs de fabrication en technologie sucrerie, raffineries. Réf. 1800
• Chef de fabrication spécialiste en technologie raffinage sucre roux. Réf. 1801
• Chef de service technique pour réalisations industrielles. Réf. 1802
• Génie Civil pour bureau d'études et suivi chantiers. Réf. 1803
• Electromécaniciens pour bureau d'études techniques. Réf. 1804
• Chef de fabrication conserves. Réf. 1808
• Technologues en conserves. Réf. 1809
• Spécialistes derives corps gras. Réf. 1811
• Electromécaniciens pour entretien matériel. Réf. 1815
• Responsable de la maintenance. Réf. 1816
• Spécialistes en fluides. Réf. 1817
• Spécialiste en chaudronnerie. Réf. 1818
• Spécialistes en charpente métallique. Réf. 1819
Pour tous ces postes :
Il est exigé : Une solide formation et une expérience confirmée
de 5 ans.
Il est offert : Une rémunération élevée (netto d'impôts et
transférable).
Un logement.
Le bénéfice de la Sécurité Sociale et de la Retraite
Cadre.
La scolarisation des enfants est assurée.
Adresser C.V. détaillé et photo sous référence correspondante à :
EXPANSIAL - 6, rue Halevy, 75009 PARIS.

DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LA BELGIQUE
Produits de consommation
Café jusqu'à 200 000 F français, plus primes.
Notre client recherche un professionnel de la
vente et du marketing pour développer ses ac-
tivités en Belgique, qui sont déjà en tête de la
branche. C'est une excellente occasion de se fami-
liariser avec les affaires de notre client en vue
d'une promotion, dans un proche avenir, à la
direction d'une filiale plus importante.
Votre expérience doit inclure les produits
cosmétiques ou de toilette, avec quelque connais-
sance de la mode. La pratique parfaite du français
et de l'anglais est indispensable. Celle du flamand
serait un atout. Vous serez basé en France ou en
Belgique.
Si vous désirez que votre candidature
soit examinée confidentiellement, veuillez postal-
iser votre curriculum vitae en in-
trouvable LA SOCIÉTÉ CLIENTE COMMENCE
IRES PROCHAINEMENT LES INTERVIEWS DES
CANDIDATS.
R. H. PERPIN ASSOCIATES INC
505 Fifth Avenue New-York
N.Y. 10017 U.S.A.
Conseils en Recherche de Cadres.

Entreprise Française Bâtiment
et T.P. recherche
pour postes en FRANCE
SPECIALISTES ETUDIANTS
FABRICAT. ET MONTAGES
CHARPENTES METALLIQUES
Ecr. J'ANNONCE 1157
B.P. 1547, 31000 TOULOUSE.
Filiale française groupe
implanté mondiallement
recherche
DÉMONSTRATEUR
MATÉRIEL MINIER
pour déplacements prolongés à
l'étranger. Expérience mainte-
nance équipements électroméca-
niques et pratiques anglais im-
portantes. - Envoyer C.V. +
prétentions sous réf. 1.424 à
P. LICHOU S.A.
18, quai Jean-Moulin,
69002 LYON qui transmettra.
RECH. AF au pair à LONDRES
copie franc 2 cm rech. Jne Filles
au pair. Libre de suite jusqu'au
juil. 77. Ecr. Russell St Liphook
CROCKET LONDON SE22 (G-B.).
Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
Conseil en recrutement,
69009 STRASBOURG CEDEX,
sous référence 62.

Très importante Société
branche bâtiment
(spécialisée en charpentes)
recherche pour POITIERS
JEUNE CHEF D'AGENCE
Mission : gestion commerciale
et technique de l'agence, con-
tacts avec clients, architectes,
organisation et contrôle des
chantiers.
Formation : T.P. de bâtiment
(spécialité en charpente).
Une expérience de 3 à 5 ans
de commandement et de la
technique du bâtiment néces-
saire.
Poste stable et d'avenir.
Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
Conseil en recrutement,
69009 STRASBOURG CEDEX,
sous référence 62.

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne TC
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSÉES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne TC
"Placeurs encadrés", Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés", Triple insertion	40,00	44,57
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

digital

- Si vous avez déjà fait vos PREUVES dans un service Commercial de produits INFORMATIQUES,
- Si vous avez le goût des OBJECTIFS ambitieux, le désir de prendre des responsabilités toujours élargies et de faire carrière dans une société en pleine expansion,
Votre candidature nous intéresse.
DIGITAL recrute des

INGENIEURS COMMERCIAUX

basés en région Parisienne pour ses différents services de VENTE de mini-ordinateurs : - Marchés Industriels,
- Marchés des laboratoires de recherche,
- Marchés de la gestion,
- Marchés O.E.M.

Adresser votre candidature à : Direction du Personnel VM2
18, rue Saarinen - Silié 225 - 94528 BUNGIS Cedex -

digital

etap

POISSANT GROUPE ALIMENTAIRE - LEADER DANS SA BRANCHE - PARIS - RECHERCHE

CADRE MARKETING DÉBUTANT

AFIN DE LUI CONFIER PROGRESSIVEMENT ET APRÈS UNE PÉRIODE DE FORMATION INITIALE

la responsabilité d'une ligne de produits :
• établissement de prévisions ;
• élaboration et mise en œuvre d'opérations promotionnelles et de campagnes de publicité ;
• analyse des résultats.

Une formation supérieure, type H.E.C., H.S.A., est dispensable.
Une première expérience de la vente de produits de grande consommation sera considérée comme un atout.

CE POSTE D'ASSISTANT A LA DIRECTION MARKETING CONSTITUE POUR UN JEUNE CADRE DYNAMIQUE ET INVENTIF UN POINT DE DÉPART PRIVILEGIÉ POUR UNE ÉVOLUTION ULTÉRIEURE VERS DES RESPONSABILITÉS PLUS OPÉRATIONNELLES, EN PARTICULIER AU SEIN DE NOTRE RÉSEAU COMMERCIAL.

Ecrire sous référence EXX 222 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE 1.000 PERSONNES C.A. 350 MILLIONS, ACTIVITÉS INTERNATIONALES BIENS D'ÉQUIPEMENT - FILIALE TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS OFFRE SITUATION INTÉRESSANTE ET D'AVENIR A

DIRECTEUR HYPERMARCHÉ

Recherche un véritable responsable commercial, ayant une solide expérience commerciale acquise à un niveau de Direction.

Poste ville province.
Ecrire sous référence VL 212 CM.

emploi régionaux

EPEDA

proposé pour sa nouvelle unité de production à La Charité/Loire (58)

responsable administratif et du personnel

L'unité emploie 160 personnes et doit doubler son effectif dès 1977.

- la fonction « personnel » : recrutement, gestion, relations humaines est essentielle ;
- la fonction administrative est moins importante mais comprend des tâches de comptabilité/budget.

L'homme recherché (minimum 28 ans) aura de préférence une formation supérieure mais justifiera d'une expérience significative dans la fonction personnel.

Il existe à court terme, de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 6150 B

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

responsable des crédits immobiliers

CREDIT AGRICOLE

La Caisse Régionale du Crédit Agricole du Bas-Rhin souhaite confier le service des crédits immobiliers parallèles à un homme capable d'assurer les contacts avec les organismes de crédit, le Crédit Hôpital, la C.N.M.E. et les promoteurs. Il aura de très fréquentes relations avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Il sera responsable de l'étude et du suivi des dossiers de prêts, de la surveillance des risques. Ce nouveau collaborateur joue aussi un rôle de conseil auprès des chefs d'agences.

Une bonne formation dans le domaine immobilier est indispensable.

Envoyer C.V., photo, rémunération actuelle sous la référence : R.A. 2658/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

IL SERA ORIENTÉ SUR LES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET LES PROBLÈMES JURIDIQUES ET FINANCIERS LIÉS AUX OPÉRATIONS COMMERCIALES PRINCIPALEMENT SUR L'ÉTRANGER

Poste actif nécessitant des qualités de rigueur, de négociateur, qui peut convenir à un candidat H.E.C., H.S.A. (formation juridique complémentaire appréciée) ayant 2 à 3 ans d'expérience dans un domaine proche permettant adaptation rapide.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Résidence : LILLE.

Ecrire sous référence DT 218 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (400 PERSONNES, C.A. 53 MILLIONS) LEADER DANS SON DOMAINE - BANLIEUE SUD DE PARIS

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Formation supérieure, ayant deux à trois ans d'expérience professionnelle en contrôle de gestion, capable de mener à bien des tâches de gestion de la direction générale :

- de participer au fonctionnement des services de gestion, des circuits d'information ainsi qu'à l'élaboration des budgets et du plan ;
- de jouer un rôle d'animateur interne ;
- de remplir des missions d'études et d'analyse dans des domaines variés.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR POUR CANDIDAT AYANT DES QUALITÉS DE RÉALISME ET DE CONTACT HUMAIN.

Ecrire sous référence AB 216 AM.

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
Leader de son marché
Membre d'un Groupe International
recrute pour son DÉPARTEMENT RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

2 TECHNICIENS SUPÉRIEURS

pour assurer dans le cadre d'une de ses unités implantées en province :

- Le maintien et le développement des produits existants ;
- Une participation à la création de nouveaux produits ;
- L'assistance technique des services de production.

Vous êtes titulaire d'un D.U.T. industries alimentaires (ou équivalent). Vous avez une expérience confirmée d'au moins 3 ans en formulation et procédés dans l'industrie alimentaire.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Un revenu annuel qui ne sera pas inférieur à 60.000 F.
- Un système d'intéressement aux résultats.

Adr. lettre de candidature, C.V. et photo sous n° 80.798 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

Burroughs

recherche pour :

- LYON et sa région
- NANTES et sa région

Jeunes Diplômés Orientation Commerciale

pour devenir

spécialistes commerciaux
supplément de notre réseau distributeurs. Formation complémentaire commerciale assurée et développée.

Responsable immédiatement d'actions promotionnelles sur secteur personnel.

Adresser C.V. à l'attention de M. Guy Collas, 202, quai de Clugny, 92118 CLUGNY.

IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL (FABRICATION MÉCANIQUE) 2.000 PERSONNES VILLE RÉGION LYONNAISE - RECHERCHE

JEUNE INGÉNIEUR GESTION DE PRODUCTION

Cet ingénieur sera chargé DE LA MISE EN PLACE D'UN IMPORTANT SECTEUR DE FABRICATION (organisation, lancement, ordonnancement). Ce poste implique une pratique expérimentée de la fonction et une pratique de l'informatique.

Ecrire sous référence YO 214 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE PARIS - LEADER DANS SA BRANCHE

offre situation intéressante et évolutive de

RESPONSABLE NÉGOCIATIONS ET SUIVI DE MARCHÉS

A INGÉNIEUR MINES, T.P. OU ÉQUIVALENT

Ce poste conviendrait à un candidat ayant minimum 3 ans d'expérience dans branche T.P. ou Mines.

Il sera chargé :

- d'analyser une équipe d'ingénieurs et de techniciens ;
- d'assurer la responsabilité de la mise en œuvre des produits sur le chantier et le développement des utilisations nouvelles afin d'ouvrir de nouveaux marchés.

IL S'AGIT D'UN RÔLE TECHNIQUE, COMMERCIAL ET DE GESTIONNAIRE.

Ecrire sous référence WM 213 CM.

le centre d'études de prévention
recherche pour la région Nord
RESIDENCE LILLE

1 CHEF DE SERVICE

DÉPARTEMENT "CONTROLES CONSTRUCTION"

Ce poste est offert à

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant :

- une très bonne formation technique dans les activités du bâtiment et/ou travaux publics ;
- une solide expérience en béton armé, béton précontraint, charpente métallique, technique du gros œuvre et du second œuvre.

Le poste à pourvoir nécessite des aptitudes aux relations humaines.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à la Direction Administrative sous réf. FR1A
34, rue Rennequin - 75017 Paris
Discrétion assurée.

L'INSTITUT DE GESTION DES ENTREPRISES COMMERCIALES I.G.E.C.O.

recrute sa 4^e promotion

stage de formation de cadres moyens de gestion (du janvier 1977 à octobre 1977)

Études rémunérées selon la loi du 16 juillet 1971.

CONDITIONS D'ADMISSION :

- être âgé de 21 ans minimum ;
- niveau d'études : classes terminales de l'enseignement secondaire ;
- expérience professionnelle obligatoire : 1 an minimum ;
- être libéré des obligations militaires.

S'adresser à M. le Directeur de l'I.G.E.C.O., 6, rue de Kératry, 59100 LORIENT.
Tél. : (07) 64-37-80.

Entreprise de conditionnement et distribution à FANTIN (52, recherche)

CADRE, 35 ANS minimum

Appointements : 78.000 F. annuel.

Nous recevons de nombreux articles, devons les conditionner, devons les regrouper afin de répondre aux commandes de clients, devons les expédier. Votre rôle sera de coordonner des actions d'équipe en dirigeant plusieurs équipes encadrées, en contrôlant le stock et en provoquant les approvisionnements. Votre curriculum vitae et photo, sous le numéro 11401, CENTRALE ANNONCES, 121, rue Beaumont, 75003 PARIS, qui transmettra.

ingénieur d'affaires

ESME, EMI ou équivalent (minimum 30 ans) pour négocier, concevoir et réaliser des contrats d'équipements électriques pour le bâtiment en France et à l'étranger. Il dirige, rapidement, plusieurs ingénieurs. Anglais courant, allemand souhaité. Ecrire sous réf. 3101 LM à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vermet, 75008 PARIS

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DES SERVICES EN INFORMATIQUE

pour BANLIEUE SUD PARIS.

Ingénieur

Réf. : M1

Diplômé d'une école spécialisée en informatique, possédant une expérience professionnelle en matière de télécommunications, transmissions de données en vue de diriger une équipe de techniciens chargés de l'installation et du dépannage de matériel de transmission d'un réseau de télétransmission ainsi que la mise en route et l'entretien de terminaux légers.

Ingénieur

Réf. : M2

Diplômé de l'enseignement supérieur. Expérience indispensable de 3 ans sur système IBM comportant du « remote batch ». Intégré dans l'équipe chargée d'un ensemble d'ordinateurs connectés en réseau à de nombreux terminaux « remote batch » et conversationnels. Il assurera le contrôle et l'évolution des logiciels « remote batch » et conversationnels.

Une expérience « hard ware » serait appréciée.

Adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à C.I.S.I., 36 boulevard Brune, 75014 Paris.

150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonnet)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
"L'AGENDA DU MONDE"	40,00	46,70

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

OUI

et chez nous plus et mieux qu'ailleurs.

Mais la Fête ?

sans quoi la vie est insipide, sa finalité
scolaire et l'action professionnelle insupportable

Vous êtes jeune, et

nous savons à quel point l'éducation, les
préjugés et les médias vous ont conditionné

Mais ouvrez les yeux

et découvrez combien cette civilisation
est triste

NOUS AVONS DECIDE

D'EN SORTIR

au moins au plan de ce qui constitue le plus clair
de notre vie consciente : l'activité professionnelle

NOUS POSSEDOUS tout ce qui est sérieux, rationnel et un
peu triste : la taille - la puissance - la
sécurité - la pérennité de tous les de-
veloppements

NOUS AJOUTONS la fraîcheur de l'esprit
et la fête du cœur :
l'innovation, l'initiative,
la responsabilité, une au-
thentique fraternité et
LE RIRE

Pour nous, groupe leader
et son département de Promotion & de Diffusion
l'entreprise est d'abord
la communauté des hommes

Avoir 23 ans au moins et une solide formation générale.
Pas de ségrégation au niveau des origines éducatives ou culturelles.

1^{re} lettre manuscrite à PUBLI-SANSE, Ag. 1007
13, rue Marivaux - 75002 PARIS, qui transmettra

ALSACIENNE DE BRASSERIE

GROUPE INTERNATIONAL - C.A. EN FRANCE 300 M.F.
+ 20 % PAR AN - 1300 PERSONNES

Cherche pour succéder à précédent titulaire promu à l'intérieur du Groupe, un

CHEF DE GROUPE DE PRODUITS
(NUTZIG - ANCRE - OLD LAGER - PERLE - COLMAR)

pour prise en charge complète des Bières de l'ALSACIENNE DE BRASSERIE

- définition et exécution des stratégies média et promotionnelle, en liaison avec l'Agence,
- planification à court et à long terme,
- formation et contrôle de deux CHEFS DE PRODUITS,
- coordination avec les centres de production.

Le poste est à pourvoir à PARIS (BOULOGNE) avec déplacements à STRASBOURG fréquents
et de courte durée (1 à 2 jours)

Le candidat, HEC, ESSEC ou ESCP, actuellement CHEF DE PRODUITS SENIOR ou CHEF DE
GROUPE, aura au minimum 5 ans d'expérience du MARKETING dans Société de produits de
grande consommation. Anglais indispensable.

Rémunération en fonction de l'expérience et de la compétence reconnue.

Adresser C.V., photo et prétentions à
JEAN-PAUL BRAYER - Directeur du Marketing d'ALSACIENNE DE BRASSERIE
112, avenue Jean-Baptiste Clément - 92100 BOULOGNE
qui assure toute discrétion.

GROUPE INTERNATIONAL DE CONSEILLERS DE DIRECTION
recherche pour Paris

CONSULTANT SENIOR

Le titulaire devra assister les Directions
Générales et les Directions des Relations
Humaines dans la mise en place des systèmes
de gestion des RÈGLEMENTATIONS.

Par ailleurs, il aura à intervenir dans toutes
nos activités de conseil auprès des entreprises.

Les candidats devront avoir au minimum
30 ans, une expérience d'au moins 5 ans en
tant que Chef de Personnel, ou Responsable
de la Gestion des salaires dans la Direction du
Personnel d'un groupe important.

Une bonne connaissance de l'anglais est
indispensable.

Les perspectives de développement sont très
importantes.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions
à P.A.T. 25 rue des Longs-Prés - 92100
BOULOGNE sous référence S. 12190.

IMPORTANT FABRICANT
D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILES

recherche

pour son département « RECHANGES »

1) Responsable des études commerciales

- Formation en économie (H.E.C., SUP.
de CO. ou équivalent).
- Plusieurs années d'expérience dans
les études de marchés, les enquêtes et les
prévisions, capable de mesurer les para-
mètres du Mkt Marketing.

FONCTION :

- Responsabilité des études de marchés France et
Export.
- Prévisions à court et long terme.
- Suivi et analyse des résultats.
- Liaison avec l'informaticien.

2) Chargé d'études

- Formation : Licence en économie.
- École commerciale supérieure.
- 2 à 3 ans d'expérience des études de mar-
chés et des études quantitatives et quali-
tatives.

FONCTION :

- Réalisation d'études de marchés France et
Export : importance et évolution du marché,
distribution, prix, etc.

Postes à pourvoir au sein
d'une équipe Marketing en plein développement
ANGLAIS INDISPENSABLE

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétent.,
à la n° 27.034, à RUSSE PUBLI, 24, rue d'Hauteville,
75001 PARIS, qui transmettra (discrétion assurée).

INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

Un cabinet international employant 14.000 personnes, recherche, pour
ses activités de conseil en gestion, en informatique, et en ressources
humaines :

jeunes diplômés grandes écoles

Les candidats retenus devront être de formation : grandes écoles
d'ingénieurs, H.E.C., ESSEC, ESCP, un complément de formation
(MBA, MS, INSEAD ...) étant apprécié. Ils seront libérés de leurs
obligations militaires et seront débutants ou auront jusqu'à trois ans
d'expérience.

Ils posséderont les qualités humaines requises pour des activités de
conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours
et de séminaires organisés en France et aux États-Unis. Ils auront
rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en
équipe.

Adresser CV détaillé sous référence 1421 à
inter p.a. 19, rue St-Marc - 75002 Paris
qui transmettra.

MECANIQUE AUTOMOBILE

Une Grande Société Mécanique automobile,
filiale d'un très important groupe international,
crée pour faire face à son développement
le poste de

chef de service
recherches développement

Placé sous l'autorité directe du Directeur des
Etudes, le titulaire du poste

ingénieur grande école

Agé de 30 ans minimum, sera chargé de la
recherche appliquée dans le domaine des organes
et équipements mécaniques destinés à l'automobi-
le et à l'industrie, et aura une expérience de
4 à 5 ans dans des domaines similaires.

Il devra avoir dirigé avec succès une équipe
d'ingénieurs et techniciens des principales
disciplines de conception : dessin, calculs, ciné-
matique, prototypes, mises au point, essais.

Il devra connaître les moyens classiques d'usage
et de mise en forme, ainsi que les possibilités
de matériaux couramment utilisés dans l'industrie
mécanique.

Ce poste permet d'envisager pour un candidat
de valeur des possibilités de carrière impor-
tantes et rapides au sein du groupe.

Le salaire annuel ne sera pas inférieur à
100.000 F et pourra très sensiblement dépasser
ce chiffre en fonction de la valeur et l'expé-
rience du candidat.

LIEU DE TRAVAIL : POISSY.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé
No 80.665 Contesse Publicité 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Discrétion absolue assurée.

directeur financier et administratif

120 000 F+/AN

Filiale d'une société internationale spécialisée
dans la commercialisation de produits industriels
(C.A. : 25 millions, effectif 90 personnes) recherche
un **DIRECTEUR FINANCIER** pour prendre
en charge la mise en œuvre de sa politique finan-
cière ainsi que les problèmes de gestion et d'admini-
stration qui en découlent.

- Agé d'au moins 30 ans, diplômé HEC, ESSEC
(option finance) ou équivalent, le candidat devra
justifier d'une expérience de la fonction au moins
au niveau d'une Direction Financière adjointe,
dans une entreprise commerciale rattachée à un
groupe européen.
- Allemand très souhaitable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération
actuelle à Madame L. HENRI, sans la référence
G1002, à la mentionner sur l'entête.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

ORGANISME DE TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL

PARIS

COORDINATEUR
des plannings régionaux
de réservations de séjours.

- Déplacements fréquents.
- Expér. ext. de réservation.
- Sens des contacts humains.
- Diplômé.

(référence 001)

RÉG. MEDITERRANÉE ET ALPES

DIRECTEUR
de Village de vacances

- Responsable :
- Gestion :
- Animation :
- Vie du Village :
- PERSONNEL :
- Restauration :
- Expérience indispensable en collectivité

(référence 002)

RESPONSABLE D'ANIMATION
au niveau d'un centre
important de vacances.

- Sauront organiser la partici-
pation des vacanciers.
- Expér. collective appréciée.

(référence 003)

Adr. C.V. détaillé + photo (re-
çue) sous réf. n° 7.407, à
L.T.P. 31, boulevard Berninelle,
75001 PARIS CEDEX 02.

Calendrier de retraite rech. pour
trois mois STANDARDISTE,
40 h. par semaine, avantages
sociaux, Etr. avec C.V. complet
et prétent. CPOSS, 31, avenue
Franklin-Roosevelt 75008.

SERI RENAULT ENGINEERING
recherche pour sa division
ENTREPRISE GÉNÉRALE EXPORTATION

DEUX INGENIEURS D'AFFAIRES

- Ils auront de préférence une formation d'ingénieur mécani-
cien et une expérience dans la vente de biens d'équipement.
- Ils devront concrétiser des affaires d'exportation ou être en
main à plan des propositions, négociations, et exécution des
contrats.
- La rémunération de départ sera fonction de
la personnalité des candidats à qui nous demandons un sens
aigu des relations humaines, une volonté permanente de mener à
bien et faire aboutir des tâches diverses dans des milieux variés.
- Leur âge sera de trente ans minimum, l'importance de
l'entreprise leur garantissant une stabilité et une évolution de
carrière motivante.
- Ils auront une grande pratique, parlée et écrite de la langue
anglaise.

Ecrire avec CV détaillé manus., références et prétentions à :

SERI RENAULT ENGINEERING Service du personnel de la
SERI - B.P. 19
2, av. du Vieux Etang
78390 Bois d'Arcy

SOCIÉTÉ JEUNE MULTINATIONALE
(France, Italie, R.F.A.)
à FORTE PARTICIPATION U.S.

recherche

CADRE
ayant quelques années d'expérience pour ses

RELATIONS INDUSTRIELLES

Le candidat (28 ans minimum, formation de
niveau supérieur) devra :

- définir, sous l'autorité du Président, la poli-
tique de la société en la matière et travailler
en liaison avec les responsables du personnel
qui opèrent déjà dans les unités ;
- être à même de suivre les problèmes de car-
rière des cadres supérieurs et prendre en charge
diverses formalités (permis de séjour, etc.)
pour les cadres étrangers ;
- parler, écrire l'anglais couramment (indispen-
sable) ;
- être prêt à s'intégrer à une équipe bien soudée,
à voyager en Europe, à traiter avec des inter-
locuteurs de tous niveaux.

Rémunération à déterminer selon le candidat.
Très larges possibilités d'évolution.

Adresser candidature, n° 80.665, Contesse Publ.,
20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

ingénieurs technico-commerciaux

région parisienne et basse Seine

Importante société multinationale spécialisée
dans la fabrication de gaz industriels recher-
che de jeunes ingénieurs technico-commer-
ciaux de haut niveau pour sa direction
régionale.

Au sein d'une équipe dynamique, ils devront
développer la clientèle de la région dont ils
auront la charge, ils devront pouvoir traiter
à tous niveaux.

Ils auront de préférence une qualification
d'ingénieurs chimistes ou métallurgues ou
Écoles de Commerce.

La connaissance de l'anglais sera appréciée.
Réelles possibilités de promotion pour des
éléments dynamiques et ambitieux.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo
+ prétentions sous référence 17087 à

SEXTANT/DPA
182, av. Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine, qui transm.

POUR VENTE DE MATERIEL DE PESAGE INDUSTRIEL

REGION PARIS, NORMANDIE, NORD

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

28 ans min., five years + commission.

Ecrire point BASCULES B.P. 285
35505 VITRON

Cabinet de Conseils Juridiques
recrute

conseil juridique

Spécialité : **Droit Social**
Statut salarial
Lieu d'activité : PARIS

Envoyer C.V. et prétentions
Services LAMY - Mme BROU - 155 bis, rue Legendre
75017 PARIS.

RESPONSABLE
ACTIF, aimant les contacts hu-
mans, sachant écrire et bon
gestionnaire, demandé
pour développer REVUE
PROFESSIONNELLE MENSUELLE
BIEN-ÊTRE

Ecrire avec C.V. + photo, à
46.517 M. REGIE-PRESSE,
15 bis, r. Réaumur, Paris-2, 91.

IMPORTE SÉRIEUSE
PROMOTION IMMOBILIERE
recherche
pour Paris et région Paris

VENDEURS OU
NEGOCIATEURS
EXPÉRIENCES

File 3.200 F + intéressement
important, voiture indispensable.
Prendre rendez-vous pour
entretien, en téléph. au 637-24-36,
de 10 h à 11 h.

	la ligne	la ligne TE	la ligne TE	la ligne TE
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70		
"Placards encadrés" 2 col. et +				
(la ligne colonne)	42,00	49,04		
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73		
IMMOBILIER	28,00	32,80		
"Placards encadrés"	34,00	39,70		
Besoin insertion	38,00	44,37		
"Placards encadrés"	40,00	46,70		
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,80		

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous sommes la filiale française d'un Groupe européen offrant aux entreprises à vocation exportatrice ou importatrice un support publicitaire de rayonnement international par l'édition, gérée par les instances du Marché Commun.

Pour intensifier notre action, nous recherchons

DÉLÉGUÉ(S) COMMERCIAUX

PARIS et BANLIEUE

capables de négocier au plus haut niveau l'adhésion de ces entreprises à notre support. L'expérience de la vente n'est pas exigée, mais sachez que dans ce travail très prenant et passionnant, l'énergie personnelle, l'ambition, une bonne culture générale et une aisance persuasive dans les contacts clients sont déterminants pour une réussite durable.

Voiture et téléphone personnels sont indispensables. Formation - Fibre de départ - % important. Position Cadre et Statut V.R.P.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui devront comporter lettre manuscrite avec C.V., photo, prétentions et délai de disponibilité adressées au

Cabinet des Sciences Humaines
9, Square R. Bazin
PARIS - 12
75150 LE CHESNAY
chargé du recrutement

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Fabrique et distributrice une gamme complète de matériels de chauffage domestique gaz et électrique, engage à Paris son

CHEF DE DÉPARTEMENT CHAUDIÈRES

Ce cadre de 35 ans minimum, membre de la Direction Commerciale, étudie la politique commerciale de son département, étudie son marché et définit sa ligne de produits, qu'il étudie avec la Direction Technique.

Il est responsable de la rentabilité de ses produits et de leur distribution assurée par les directions de vente régionales avec agences et dépôts.

C'est un commerçant dynamique, doublé d'un bon technicien ayant réussi dans un poste semblable.

Nombreux déplacements France et étranger. Large autonomie d'action - Salaire élevé.

Envoyer C.V. dét. prouvant les succès antérieurs à N° 80.821, CONFESSEUR Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

COFLEXIP S.A.

Spécialiste mondial dans son secteur d'équipements destinés à l'industrie du Pétrole offshore.

Adjoint au Secrétaire Général

PARIS, PORTE MAILLOT - ANGLAIS IMPÉRATIF.

Ce poste convient à des candidats âgés de 30 ans minimum, diplômés d'études supérieures et pouvant justifier de plusieurs années d'expérience acquise en matière d'organisation et de gestion administrative, budgétaire et comptable.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h 30 - 13h 30 à 18h par information Service SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Références 858.

65, avenue de Wagram 75017 Paris

Un important groupe français de services à vocation internationale recherche pour son établissement de PARIS (effectif 600 pers.)

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur Général, il aura pour mission d'élaborer et de mettre en application la politique du personnel. Il assurera la gestion du personnel (recrutement, promotions, salaires, etc.) et prendra en charge le budget formation.

Le candidat recherché aura 33 ans minimum, une formation supérieure (droit, sciences économiques, école supérieure de commerce) une expérience d'environ 5 ans dans la fonction personnelle dans une entreprise de dimensions comparables.

Le poste ouvre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'avancer au sein du groupe.

Adresser C.V., photos et prétentions à N° 483.142 M. REGIE-PRESSÉ, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmettra.

AFFICHAGE GRAUDY

recherche pour H.B. 62/60 Télégation

ANALYSTE PROGRAMMEUR

— titulaire D.U.T. Informatique,
— Bonne connaissance Cobol Ans et télétraitement,
— Connaissance matériel H.B. appréciée,
— Eventuellement débutant.

Se présenter 7, rue Humboldt, 92110 CLICHY, Le matin entre 9 h. et 12 h. Tél. : 739-90-20.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

recherche

DIRECTEUR

FORMATION SUPÉRIEURE (ENA-SCIENCES P.O.)

- Rattaché aux relations humaines professionnelles et syndicales dans le secteur privé ;
- Ayant l'expérience des rapports avec la haute administration ;
- animateur et négociateur de premier ordre.

REMUNÉRATION DE DÉPART 120.000/220.000 F

SITUATION TRÈS ÉVOLUTIVE POUR UN HOMME DE GRANDE ENVERGURE

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé avec photo (retournée) et numéro de téléphone s/réf. n° 1.023, à M. DUBOST, 11, rue du Cirque, 75008 PARIS DISCRETION ASSURÉE

sfica

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAUX ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

recherche dans le cadre de son plan de développement

INGÉNIEUR CHARGE D'ETUDES

- Formation supérieure (Grandes Ecoles ou Université).
- Ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle, si possible dans une Société de Conseils.
- Ayant le goût du travail dans des équipes pluridisciplinaires.

Envoyer CV et prétentions à SFICA (dept DOP) 44, rue des Petites Ecuries 75010 Paris

Paris 16^e - SOCIÉTÉ DE CONSEILS très solidement implantée sur le marché recherche pour son

DÉPARTEMENT RECRUTEMENT Consultant

Spécialiste de la Recherche et de la Sélection de Cadres

possédant très bonne expérience acquise soit dans un SERVICE du PERSONNEL soit dans un CABINET de CONSEILS

Fonction comportant autonomie et initiatives : chargé consultant prend la responsabilité complète d'un problème, depuis l'étude du poste jusqu'au conseil final.

Env. avec C.V., photo et prêt. sous la réf. 7.814.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE POUR SON SERVICE ACHATS

2 ingénieurs

un chimiste ayant acquis une expérience fabrication ou contrôle qualité dans une des industries suivantes : textile, papeterie, plastique

un arts et métiers possédant une expérience dans un bureau d'études de mécanique générale.

Pour ces 2 postes, de solides qualités de négociateur et un ANGLAIS COURANT sont nécessaires.

Adresser C.V., photo et prétentions à Madame JONOTTE, 135, bd Sévigné 75019 PARIS sous références 19 J.U.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS EN INFORMATIQUE

recrute et déplacements Pays francophones

INFORMATIENS CONFIRMÉS

(ingénieur système - chef de projets analystes-programmeurs).

Connaissances :
Matériel : IBM - DOS - OS - C.I.L.
H.B. - SURES de 8 Euronoups MCP, MCP/5 Sitemens BS - 1000 Univac Exec - C.I.L. - HB Geos Minis appréciables.

Applications :
Stocks, Production, Comptabilité personnel, Ventes, Bases de données (DB), Télétraitement (CICS).

LANGAGES : COBOL, ANS, ASSEMBLEUR FORTRAN GAP - 2

Il sera répondu à toutes candidatures présentant références sur au moins 3 critères. Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions, à GERPES, 5, rue de Chartres - 92200 Nanterre-sur-Seine.

chef de nouveaux produits

90 000 F + /AN

PRODUITS GRANDE CONSOMMATION

Société française rattachée à un puissant Groupe International, recherche pour sa Division Alimentaire un cadre Marketing pour lui confier la recherche de nouveaux produits dans le cadre d'une politique de développement et de diversification. Agé d'au moins 28 ans, bilingue français/anglais, ce cadre aura une formation commerciale supérieure (ESSEC, Sup. de CO.) complétée par une expérience d'au moins 3 ans de Marketing, soit comme Chef de produit, soit comme Acheteur dans une grande entreprise.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 51003/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS CEDEX 05

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

INTERPRETE : Publication d'articles techniques C.A. R.T. 100.000.000 F Effectif : 350 personnes Région sud parisienne

LE POSTE : Chef d'entretien

- Responsable de l'entretien des équipements industriels, électrotechniques, télécommunications, fluides.
- Participation aux études et réalisations des installations destinées à accroître l'efficacité des matériels de production.
- Participation aux études d'investissements puis à leur mise en place.

LE TITULAIRE :

- Ce poste conviendrait à un Ingénieur Mécanicien-Electricien ou Arts et Métiers ou similaires ayant quelques années d'expérience du travail en usine.
- La fonction doit ultérieurement évoluer par un accroissement de responsabilité vers le secteur Mécanique.

Envoyer C.V. à N° 80.949, CONFESSEUR Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES PARIS recherche dans le cadre de son expansion

technico-commercial

QUI AURA POUR MISSION :

- de promouvoir la vente de services
- de créer un courant d'affaires dans des milieux industriels variés en vue d'une diversification des activités.

SITUATION INTERESSANTE POUR :

- candidat 35 ans environ
- ayant solide formation technique (bonnes connaissances en mécanique si possible) expérience industrielle acquise de préférence dans P.M.I., qualités de contact, capacités d'autonomie et d'initiatives.

Plus d'intérêt au chiffre d'affaires.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 610 au :

CEFAGI 89 avenue Kleber 75784 Paris Cedex 16

DIRECTEUR NATIONAL DES VENTES

(aux partureries).

Salaire : 200 000 francs par an, plus primes.

Notre client - Société multinationale de premier plan - cherche un directeur accompli des ventes de cosmétiques ou de produits de toilette (de tendance mode) pour prendre la responsabilité de ses activités de vente en France. La pratique parfaite du français et de l'anglais est requise et une expérience au marketing serait particulièrement souhaitable, car cette situation peut conduire à un avancement au sein de la direction du groupe.

Si vous souhaitez que votre candidature à cette très importante fonction soit examinée confidentiellement, veuillez, si vous le pouvez, DICTIONNER votre curriculum vitae en anglais. LA SOCIÉTÉ CLIENTE COMMERCE PROPOSEMENT LES INTERVIEWS DES CANDIDATS.

R. M. FERRER ASSOCIATES
305 Fifth Avenue New York
N.Y. 10017 U.S.A.
Conseils en Recherche de Cadres

BANQUE PRIVEE SPÉCIALISÉE DANS LE CRÉDIT IMMOBILIER recherche pour son siège social à Paris

JEUNES DIPLOMES

(I.E.P., Sciences Eco, ou équivalent)

Nous offrons :

- plusieurs postes d'ATTACHES DE DIRECTION
- des possibilités de promotion rapide.

Nous demandons :

- un goût prononcé des relations humaines
- un intérêt certain pour le travail en équipe.

Adresser lettre de candidat, C.V., photo, prêt. s/réf. GD 19 à AXIAL Publicité, 91, boulevard Saint-Honoré 75008 Paris qui transmettra.

INSTRUMENTS S.A.
JOBIN YVON

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION recherche

VENDEURS CONFIRMÉS

DANS LE DOMAINE DE LA BIOLOGIE (ANALYSEURS AUTOMATIQUES)

Les postes sont à pourvoir à : PARIS - LYON - MARSEILLE

salaire fixe + intéressement

UN HÉMATOLOGISTE (B.T.S.)

Responsable d'une gamme de matériel réservée aux C.T.S. du point de vue installation, démonstration, maintenance.

salaire fixe + intéressement

Envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo à :

JOBIN-YVON
DÉPARTEMENT BIOLOGIE
16-18, rue du Canal - 91160 LONGJUMEAU

Nous sommes un groupe industriel français d'importance internationale.

Notre directeur des comptabilités cherche un adjoint (Paris)

Il est notamment chargé, dans les filiales françaises et étrangères, de la bonne application des procédures comptables et de la centralisation des éléments nécessaires à la consolidation.

Ce cadre, 30 ans minimum, HEC, ESSEC, Sup. de Co. option finances et comptabilité, ou de formation comptable supérieure, a quelques années d'expérience dans des services comptables. Ce poste ouvre des possibilités de carrière au sein du groupe.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3007 LM.

ALEXANDRE TICS.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

SAVIEM camions, cars, autobus

le Service "Gestion Informatique" recherche

deux analystes programmeurs

COBOL.

- L'un expérimenté en système paye-contracta, si possible le GAP et les problèmes de gestion du personnel. (Réf. 045)
- L'autre aura déjà 2 ans d'expérience en gestion et sera familiarisé avec le MARK IV. (Réf. 046)

Notre Service Gestion Informatique situé à Suresnes (Hauts-de-Seine), utilise un ordinateur IBM 370/145 sous OS.

Le Service Recrutement - 9, rue F.-Clavel, 92152 SURESNES répondra rapidement à toutes les candidatures.

SOCIÉTÉ KAUFMAN & BROAD recherche pour ses réalisations de villages de maisons individuelles

UN RESPONSABLE TERRAINS

Le candidat retenu devra :

- avoir une connaissance approfondie du marché foncier, notamment de la région parisienne ;
- avoir une connaissance également approfondie des législations foncière, immobilière et d'urbanisme ;
- avoir une pratique de la négociation avec les propriétaires et les administrations publiques.

Env. cur. Vitae et photo à KAUFMAN & BROAD, Service du Personnel (Confidentiel), 50, Champs-Élysées - 75008 PARIS.

RÉVISEURS COMPTABLES

Nos missions de contrôle sont menées à bien grâce à l'intervention de Réviseurs Intervenant :

- soit seuls sur des dossiers d'importance moyenne, mais en bénéficiant de tous les supports techniques nécessaires ;
- soit en équipe pour des missions importantes.

Après avoir complété notre équipe, nous examinerons les références des candidats ayant 2 ans d'expérience au minimum dans les domaines suivants :

- révision comptable audit,
- supervision de comptabilités.

Des postes attractifs sont offerts à des candidats désireux évoluer rapidement dans la profession. La connaissance de langues étrangères autres que l'anglais est très appréciée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à G.V. 20, boulevard de Courcelles, PARIS (17^e).

150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 10
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 10
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIETE TRAVAUX PUBLICS
filiale d'un groupe français important
offre

SITUATION D'AVENIR
dans son siège parisien à

➔ **CADRE ADMINISTRATIF**

35 ans environ
FORMATION SUPERIEURE
(ESSEC, Sup de Co, Droit, Ingénieur ou équivalent)
AYANT EXPERIENCE CONCRETE
DANS LA BRANCHE BAT ou TP

Sa première mission concernera la conception et la mise en œuvre d'un service centralisé de gestion de personnel. Une compétence en contrôle de gestion et en informatique est souhaitée pour le développement de sa carrière au secrétariat général.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 122 M 050 30, rue de Mogador 75009 PARIS.

INFORMATIQUE
DES ORGANISMES DE RADIO ET DE TELEVISION (EX ORTP)
POSSEDANT UN IBM 370/155
Sous 03/95 1.

analyste

DE GESTION

Relations avec clients, connaissances de comptabilité générale, budgétaire et analytique appréciées.

Maîtrise, licence ou diplôme équivalent. Expérience professionnelle requise, mais formation complémentaire assurée.

Envoyer C.V. et prétentions d'urgence 5/1/223 à M. Le Directeur Général du GIRATEP, 3, rue Jeanne d'Arc 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

GROUPE BANCAIRE PRIVE Arrdt recherche :

CAISSIER confirmé

ayant plusieurs années d'expérience de la clientèle de particuliers et de P.M.E.

Sérieuses références exigées.

Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 7803, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmet.

IMPORTANT CENTRE
DE RECHERCHE PHARMACOLOGIQUE
Division Métabolisme et Circulation Cérébrale, recherche :

TECHNICIEN (NE) SUPERIEUR (E)

Expérimenté en Physiologie Animale Niveau B.T.R. Impératif

Adresser C.V. et prétentions à : Dr K. NORBERG, LERS, 31, av. P.V.-Couturier, 92220 BAGNEUX.

Organisation Internationale de Coopération recherche :

INGENIEUR AGRONOME

Originaire pays francophones. Manière de concevoir et ayant expérience pratique en Afrique

Adresser C.V. à : A.C.C.T., Direction du personnel, 19, avenue de Messine, 75008 PARIS.

SOCIETE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX A PARIS recherche :

COLLABORATEUR

universitaire, anglais souhaités. Ce poste d'expert correspond à CANDIDAT DYNAMIQUE, ouvert aux problèmes du droit des affaires, expérience minimum 5 ans.

Env. C.V. détaillé n° T. 93.897 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS. Discretion absolue assurée.

IMPORTANT ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS recherche :

COMPTABLE ITINERANT

NIVEAU 1^{er} ECHELON

pr assurer de façon permanente les remplacements de durée limitée dans ses services de banque et province.

Ecrire avec C.V. à SADE, Service du personnel, 28, rue de la Baume, PARIS-8.

CONSEIL D'ENTREPRISE

35 ans minimum.

Libre indépendance.

Expérience en P.M.E., gestion, production, commerce.

Porte ambition de réussite personnelle et professionnelle.

Capacité à accéder postes responsables par résultats.

TH. 98-11-14, M. DESGUILHEM pour entretiens immédiats ou adresser C.V., photo et prétentions à CARABUS, 12, rue de la Baume, PARIS-8, qui transmettra.

INGENIEUR

éventuellement débutant

Vous devrez, après de votre chef de service, prendre en compte tout ce qui concerne le contrôle de gestion des usines.

Vous possédez des qualités de contact, vous aimez apprendre, vous aimez la formation dans le domaine de la gestion et pensez à terme évoluer vers des fonctions en unité de production, envoyez C.V. + photo + prétentions sous référence 7.228 à

COFAP 20, rue de Chabrol 75010 Paris 10

Société ÉLECTRONIQUE banlieue Sud-Est recherche :

INGENIEUR Grande Ecole

CONFIRMÉ dans les techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques

Adresser C.V., prétentions et photo à n° 78421, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPTÉ SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE DE RENOMMÉE MONDIALE recherche :

UN INGENIEUR COMMERCIAL EXPERIMENTÉ

pour la vente de matériels de PESAGE ÉLECTRONIQUE ayant de bonnes connaissances en ÉLECTROMÉCANIQUE.

Langue anglaise souhaitée.

Adresser curr., vitae et prétentions à n° 80.938, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

ACQUET R (E)SE

Secrétaire.

Expérience service achat, souhaitée. Env. C.V. + photo à : SOFECOME, 12, rue Jean, 93402 Saint-Ouen.

Important Société d'ingénierie Division Immobilière recherche :

DESSINATEUR-PROJETEUR

Bne expérience et bon sens. Pouvoir coordonner les corps d'états techniques.

30 ans minimum.

Le candidat aura :

- Une bonne expérience en bureau d'études.
- Un esprit d'équipe.
- Pouvoir passer rapidement.

Adr. lettre manusc. avec C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 81.255, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL FERROVIAIRE recherche :

UN INGENIEUR

ayant 2 à 3 ans d'expérience de bureau d'étude mécanique. Anglais souhaité pour suivre l'étude complète de matériels nouveaux.

Lieu de travail : PARIS. Fréquent déplacements en France à prévoir.

Env. C.V. complet et prétent. à n° 81.343, CONTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

1 TECHNICIEN-CCIAL

pour une mission

RESPONSABLE D'AFFAIRE

ayant des compétences techniques acquises en B.E.T. (dés. dev. marchés) et un réel sens commercial à développer auprès de professionnels du bâtiment (architectes, entreprises, etc.).

Poste à important objectif de développement à travers possibilités nouvelles.

Nous adresserons une note d'information et dossier candidature sur simple demande à n° 2.581, PUBLIQUES RÉUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e

VIDAL RECHERCHE COLLABORATEURS avec références.

41, RUE YVRY 75012-12-42.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE RECHERCHE RESPONSABLE COMPTABLE

Comptabilité générale, analytique, situation, prévisions de trésorerie.

Adresser C.V., prétentions et photo au n° 7746 "Le Monde" Pub. 112, bd Voltaire, 75011 PARIS. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e

Secrétaire-Assistante de Direction

CHARLES JOURDAN lance une activité nouvelle : la décoration de magasin, et recherche une secrétaire de direction confirmée, bilingue anglaise, pour lui confier la création et la réalisation du secrétariat de cette unité, ainsi que la suivi et la gestion des affaires en tant qu'assistante de direction. C'est une fonction qui demande : de l'organisation, de l'initiative, le sens des chiffres, le goût des contacts humains, une bonne présentation et une très grande disponibilité.

SÉLÉ CEGOS

Adresser lettre man. et CV détaillé à M. L. GUIOMAR, Réf. 22001/M SÉLÉ-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Secrétaire DE DIRECTION bilingue ANGLAIS

30 ans minimum, habitude contacts haut niveau, capable d'initiative et d'autonomie.

Tél. pour rendez-vous 788-55-03, ou écrire sous référence 1.895, SEREP, 22, bd Malesherbes, PARIS (8^e).

représent. offre

Société européenne Optique recherche pour prospection Représentant - vitellier médical clientèle milieu médical. Formation Ecole d'Optique 30 ans minimum.

Ecr. n° 7439 "Le Monde" + Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e

représent. demande

Site représentatif-dépôt et transport, ch. carte pour distribution, Rhône-Alpes, clientèle traditionnelle et gdes surfaces, rev. haut, ménage de préférence.

Ecr. n° 74.000 M. Régie-Presses 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

capitaux ou proposition com.

Placement intéressant et discret, des 100.000 F. Envoyez votre numéro de tel. à SEDROS, 124, rue Fendouge, BORDEAUX, qui transmettra. Discretion assurée.

Groupe Ingénieurs associés de Arabie Saoudite sait disposer de son expérience des contrats et de leur réalisation. Société européenne à vocation exportation.

Ecrire P.O. BOX 1688 Riad Saoud Arabie.

enseignement.

Paris-7^e, Ilc. + maîtrise lettre donne cours français, latin, italien. 878-1301

traductions

Demande

ANGLAISE, dipl. scient., trad. (écrit, impr., films). Mme K. HANNOY, 30, rue Montparnasse, 75006 Brunoy

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe la numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de "Le Monde Publicité" ou d'une agence.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL recrute :

TECHNICIENS SUPERIEURS

pour travaux de recherche à niveau élevé.

Les candidats devront avoir au moins deux ans d'expérience dans la neuropharmacologie biochimique et posséder en plus une bonne connaissance de la biochimie.

Ils devront faire preuve d'initiative personnelle et être capables de travailler dans une équipe internationale.

Connaissance du français souhaitable mais non indispensable.

Excellentes perspectives d'avenir.

Adresser C.V. et prétentions à : EPRI, 138, Bd A-Bianqui, 75013 PARIS, sous la référence 413.

Important groupe chimique international recherche pour sa filiale française

Directeur des achats

40 ans minimum

CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS INDISPENSABLE

Il sera chargé notamment de la négociation et de l'achat de matières premières pétrochimiques. Pour ce poste, il faut un homme ayant une dizaine d'années d'expérience commerciale, dans l'achat ou éventuellement la vente de ces produits.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h12h30-13h30-15h par Informations Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. On peut aussi adresser son dossier. Référence 682, 85, avenue de Wagram 75017 Paris

Information Carrière SVP.11.11

PARIS CLAUDIUS PETERS S.A.
Filiale Française de l'International Claudius Peters AG offre dans le cadre de son expansion le poste de

CHEF DE PROJETS CHIMIE-PÉTROCHIMIE

pouvant éventuellement être promu à l'INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

Formation type MINES, E.C.P. ou GENIE CHIMIQUE ayant plusieurs années d'expérience études, négociations, réalisations, construction dans le secteur chimie (notamment fours et annexes, manipulation pneumatique, etc.).

INTERET :

- Faire œuvre personnelle tout en disposant de l'appui des puissants bureaux d'études de la maison mère ;
- Avoir une grande liberté d'action au sein d'une équipe jeune sans hiérarchie pesante.

Langue allemande souhaitée. A défaut anglais parfait indispensable.

Si vous voulez en savoir davantage AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT demandez une documentation se réf. 2.565 P à François DUCOL, BELLA CONSEIL, 21, rue Dombasle, 75015 PARIS.

IMPORTANT SOCIÉTÉ Région Parisienne recherche :

PROGRAMMEUR SYSTÈME

HOMME CONFIRMÉ (2 ans minimum) SUR MATÉRIEL 3/15 (37/41, 33/40) LANGAGE GAP II - EXPERIENCE TRANSCRIPTION 3/10 à 3/15 - CONNAISSANCE BOMP (exploitation appréciée).

Sera l'homme charnière entre l'analyse-programmation et l'exploitation.

Travail en équipe et par objectifs.

Adr. C.V. sous numéro 81.317, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra - 75004 PARIS - Cedex 01, qui transmet.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE recherche :

AGENT DE MAITRISE

pour prendre en charge la responsabilité du service

« PAIE ET GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL »

PROFIL :

- Expérience confirmée du traitement de la paie (mensuelle et extraordinaire) ;
- Bonnes connaissances en législation sociale et organismes sociaux ;
- Avoir le sens des relations humaines.

Poste à évolution vers une responsabilité plus étendue à moyen terme pour candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite, prétentions sous n° 82.046 B - BLEO PUBLIETTE - 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES qui transmettra.

Avec 1.200 personnes et 4 unités de production, nous sommes leader sur notre marché et continuons notre expansion.

Le service central de gestion budgétaire est pour nous un outil de gestion et de développement. Il est aussi une pépinière, c'est pour lui que nous recherchons un

INGENIEUR

éventuellement débutant

Vous devrez, après de votre chef de service, prendre en compte tout ce qui concerne le contrôle de gestion des usines.

Vous possédez des qualités de contact, vous aimez apprendre, vous aimez la formation dans le domaine de la gestion et pensez à terme évoluer vers des fonctions en unité de production, envoyez C.V. + photo + prétentions sous référence 7.228 à

COFAP 20, rue de Chabrol 75010 Paris 10

Société ÉLECTRONIQUE banlieue Sud-Est recherche :

INGENIEUR Grande Ecole

CONFIRMÉ dans les techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques

Adresser C.V., prétentions et photo à n° 78421, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPTÉ SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE DE RENOMMÉE MONDIALE recherche :

UN INGENIEUR COMMERCIAL EXPERIMENTÉ

pour la vente de matériels de PESAGE ÉLECTRONIQUE ayant de bonnes connaissances en ÉLECTROMÉCANIQUE.

Langue anglaise souhaitée.

Adresser curr., vitae et prétentions à n° 80.938, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

ACQUET R (E)SE

Secrétaire.

Expérience service achat, souhaitée. Env. C.V. + photo à : SOFECOME, 12, rue Jean, 93402 Saint-Ouen.

Important Société d'ingénierie Division Immobilière recherche :

DESSINATEUR-PROJETEUR

Bne expérience et bon sens. Pouvoir coordonner les corps d'états techniques.

30 ans minimum.

Le candidat aura :

- Une bonne expérience en bureau d'études.
- Un esprit d'équipe.
- Pouvoir passer rapidement.

Adr. lettre manusc. avec C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 81.255, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CONSEIL D'ENTREPRISE

35 ans minimum.

Libre indépendance.

Expérience en P.M.E., gestion, production, commerce.

Porte ambition de réussite personnelle et professionnelle.

Capacité à accéder postes responsables par résultats.

TH. 98-11-14, M. DESGUILHEM pour entretiens immédiats ou adresser C.V., photo et prétentions à CARABUS, 12, rue de la Baume, PARIS-8, qui transmettra.

INGENIEUR

éventuellement débutant

Vous devrez, après de votre chef de service, prendre en compte tout ce qui concerne le contrôle de gestion des usines.

Vous possédez des qualités de contact, vous aimez apprendre, vous aimez la formation dans le domaine de la gestion et pensez à terme évoluer vers des fonctions en unité de production, envoyez C.V. + photo + prétentions sous référence 7.228 à

COFAP 20, rue de Chabrol 75010 Paris 10

Société ÉLECTRONIQUE banlieue Sud-Est recherche :

INGENIEUR Grande Ecole

CONFIRMÉ dans les techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques

Adresser C.V., prétentions et photo à n° 78421, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPTÉ SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE DE RENOMMÉE MONDIALE recherche :

UN INGENIEUR COMMERCIAL EXPERIMENTÉ

pour la vente de matériels de PESAGE ÉLECTRONIQUE ayant de bonnes connaissances en ÉLECTROMÉCANIQUE.

Langue anglaise souhaitée.

Adresser curr., vitae et prétentions à n° 80.938, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

ACQUET R (E)SE

Secrétaire.

Expérience service achat, souhaitée. Env. C.V. + photo à : SOFECOME, 12, rue Jean, 93402 Saint-Ouen.

Important Société d'ingénierie Division Immobilière recherche :

DESSINATEUR-PROJETEUR

Bne expérience et bon sens. Pouvoir coordonner les corps d'états techniques.

30 ans minimum.

Le candidat aura :

- Une bonne expérience en bureau d'études.
- Un esprit d'équipe.
- Pouvoir passer rapidement.

Adr. lettre manusc. avec C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 81.255, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

ACQUET R (E)SE

Secrétaire.

Expérience service achat, souhaitée. Env. C.V. + photo à : SOFECOME, 12, rue Jean, 93402 Saint-Ouen.

Important Société d'ingénierie Division Immobilière recherche :

DESSINATEUR-PROJETEUR

Bne expérience et bon sens. Pouvoir coordonner les corps d'états techniques.

30 ans minimum.

Le candidat aura :

- Une bonne expérience en bureau d'études.
- Un esprit d'équipe.
- Pouvoir passer rapidement.

Adr. lettre manusc. avec C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 81.255, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Secrétaire DE DIRECTION bilingue ANGLAIS

30 ans minimum, habitude contacts haut niveau, capable d'initiative et d'autonomie.

Tél. pour rendez-vous 788-55-03, ou écrire sous référence 1.895, SEREP, 22, bd Malesherbes, PARIS (8^e).

représent. offre

Société européenne Optique recherche pour prospection Représentant - vitellier médical clientèle milieu médical. Formation Ecole d'Optique 30 ans minimum.

Ecr. n° 7439 "Le Monde" + Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e

représent. demande

Site représentatif-dépôt et transport, ch. carte pour distribution, Rhône-Alpes, clientèle traditionnelle et gdes surfaces, rev. haut, ménage de préférence.

Ecr. n° 74.000 M. Régie-Presses 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

capitaux ou proposition com.

Placement intéressant et discret, des 100.000 F. Envoyez votre numéro de tel. à SEDROS, 124, rue Fendouge, BORDEAUX, qui transmettra. Discretion assurée.

Groupe Ingénieurs associés de Arabie Saoudite sait disposer de son expérience des contrats et de leur réalisation. Société européenne à vocation exportation.

Ecrire P.O. BOX 1688 Riad Saoud Arabie.

enseignement.

Paris-7^e, Ilc. + maîtrise lettre donne cours français, latin, italien. 878-1301

traductions

Demande

ANGLAISE, dipl. scient., trad. (écrit, impr., films). Mme K. HANNOY, 30, rue Montparnasse, 75006 Brunoy

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe la numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de "Le Monde Publicité" ou d'une agence.

Jeudi 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T2
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T2
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

CHARLES XV

Vivre mieux dans le Paris d'hier et d'aujourd'hui

CHARLES XV, 96 rue St Charles dans le 15e. Une des rues de Paris qui a su conserver du caractère et beaucoup de charme : boutiques et commerces créent le jour une animation attachante chère aux parisiens, pour faire place la nuit au calme et à la quiétude. Accessible en peu de temps, de tous les points vitaux de la capitale, le CHARLES XV est en plein cœur du Paris d'aujourd'hui.

CHARLES XV, investir pour vivre mieux (96 rue St Charles, Paris XV)

appartements vente

appartements vente

appartements vente

Paris Rive droite

MAILLIOT-TERRES

4 MAILLIOT-TERRES. Chânes, profession libérale poss. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PLENITUDE STUDIO 30 M²

Studio 30 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

JARVIS 2 p. 50 m²

Jarvis 2 p. 50 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

100 GDS BOULEVARDES

100 GDS BOULEVARDES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

Paris Rive gauche

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

RUE DE PASSY

RUE DE PASSY. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

MONCAU (PRE)

MONCAU (PRE). 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PLACE COLOMBE

PLACE COLOMBE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

AUTOUR JARDIN PRIVE

AUTOUR JARDIN PRIVE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

8^e PRES ALMA

8^e PRES ALMA. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

90. AV. HENRI-MARTIN

90. AV. HENRI-MARTIN. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

98. AVENUE KLEBER

98. AVENUE KLEBER. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PLACE DES VOIGES

PLACE DES VOIGES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

OPERA

OPERA. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

RARE

RARE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARIS RIVE GAUCHE

PARIS RIVE GAUCHE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

15^e PORTE DE LA PLAINE

15^e PORTE DE LA PLAINE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

Paris Rive gauche

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

RUE DE PASSY

RUE DE PASSY. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

MONCAU (PRE)

MONCAU (PRE). 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PLACE COLOMBE

PLACE COLOMBE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

AUTOUR JARDIN PRIVE

AUTOUR JARDIN PRIVE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

8^e PRES ALMA

8^e PRES ALMA. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

90. AV. HENRI-MARTIN

90. AV. HENRI-MARTIN. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

98. AVENUE KLEBER

98. AVENUE KLEBER. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PLACE DES VOIGES

PLACE DES VOIGES. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

OPERA

OPERA. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

RARE

RARE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARIS RIVE GAUCHE

PARIS RIVE GAUCHE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

15^e PORTE DE LA PLAINE

15^e PORTE DE LA PLAINE. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

PARC MONCAU

PARC MONCAU. 100 m², 100 m², 100 m², 100 m². Tél. : 724-54-46.

سلافة الجبل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA RÉFORME COMMUNALE ET LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

L'EMPLOI, C'EST L'ÉTAT

Avant même de se faire remettre officiellement, vendredi 22 octobre, le rapport Guichard sur l'augmentation des responsabilités des collectivités locales, et avant donc de pouvoir juger de la cohérence, du bien-fondé et de l'actualité de ses propositions, le président de la République a déclaré, jeudi dernier, à TF1 : « Il faudra présenter au Parlement, au printemps prochain, un projet de loi fondamental concernant la définition des pouvoirs propres et respectifs des communes, des départements et de l'Etat. » Engagements qui ont été repris et redits dimanche 17 octobre au Club de la Presse d'Europe 1.

Politiquement, ces propos sont la marque d'un esprit d'initiative et aussi d'habileté car, derrière un ton et un vocabulaire pleins de détermination, ils n'entraînent pas trop loin le président de la République. En effet, la session de printemps ne s'ouvrira qu'après les élections municipales et l'on pourra, en fonction des résultats du scrutin et du caractère du débat public qui aura lieu autour du rapport Guichard, introduire telle ou telle dose de décentralisation administrative, voir d'autonomie politique dans le projet de loi communal. Le président, en tout cas, coupe l'herbe sous le pied de ceux qui, déjà, se gaussaient : « Le rapport Guichard n'a pas d'importance, car, de toutes façons, à six mois des municipales, le gouvernement n'osera lancer aucune initiative, qui, pour la majorité des maires et des notables, serait d'abord considérée comme un coup de pied dans une fourmilière. »

Il reste que l'initiative libérale du chef de l'Etat contraste singulièrement avec les termes d'urgence d'une circulaire que M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a adressée le 10 septembre aux préfets leur demandant de veiller de très près à la manière dont les collectivités locales accèdent, sur leurs ressources, des aides financières à l'industrialisation et à l'emploi. De nombreuses subventions sont désormais interdites et les garanties d'emprunt comme la vente de terrains industriels soumises à des contrôles rigoureux. Nul doute que des abus ont pu être commis par des villes ou des départements au détriment des contribuables locaux. On répliquera seulement : Les aides de l'Etat

versées aux innombrables entreprises en difficulté depuis deux ans ont-elles toujours été transparentes, effacées et inspirées par le seul intérêt général ? Le tour de vis de M. Poniatowski est-il de nature à redresser la situation de l'emploi, très variable comme l'on sait d'une région à l'autre ?

De nombreux établissements publics régionaux ont eux aussi essayé de dégager des moyens budgétaires pour stimuler directement l'industrialisation, favoriser la reprise d'activités en difficulté ou régler des problèmes ponctuels de chômage. Mais les régions n'ont pas davantage que les communes trouvé grâce auprès de la Rue de Rivoli ou de la Place Beauvau, et l'implacable rigueur centralisatrice s'est appliquée aussi bien aux régions métropolitaines (Auvergne) qu'à celles tenues par l'opposition (Provence-Alpes-Côte d'Azur). M. Gaston Defferre, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, vient d'ailleurs d'introduire deux recours judiciaires : l'un devant le Conseil d'Etat en demandant l'annulation d'une circulaire du ministre de l'Intérieur du 28 mai dernier, sur l'intervention de la région en matière de développement industriel et de défense de l'emploi ; l'autre, devant le tribunal administratif de propos d'une aide qu'avait votée les conseils régionaux dans l'affaire Thau-Coder.

L'Etat tient donc à peu près ce langage aux communes, aux départements et aux régions : L'animation de la vie locale, c'est vous si vous voulez, mais l'emploi, c'est moi.

FRANÇOIS GROSCHARD.

URBANISME

M. Fourcade : il faut parfois préférer la terre-à-terre au spectaculaire

De notre envoyée spéciale

Lyon. — « L'installation de cette école dans un quartier en pleine évolution est le symbole de l'importance de l'urbanisme dans notre administration », a notamment déclaré M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, en inaugurant, le 18 octobre, l'école nationale des travaux publics de l'Etat, installée depuis un an dans la ZUP de Vaulx-en-Velin, près de Lyon.

Due à l'architecte Jacques Perri-Fayolle, cette école de béton et de brique, dont les bâtiments agréablement reliés entre eux constituent presque un village (sur un terrain de 7 hectares), représente un peu un objet de luxe (coût : 70 millions de francs environ) au milieu des Z.U.P. de cette banlieue lyonnaise. Certains équipements sont toutefois à la disposition des habitants et, en visitant les lieux, M. Fourcade a rencontré à la piscine de jeunes enfants des écoles voisines.

Aux futurs ingénieurs T.P.E. qui forment le gros de la troupe dans l'administration de l'équipement (ils sont quatre mille quatre cents) et qui ont parfois des complexes vis-à-vis des ingénieurs des ponts et chaussées, M. Fourcade a déclaré : « Notre société, un peu trop mûrissante, doit admettre des cycles de carrière plutôt qu'un chemin tracé jusqu'à son terme. » Après avoir insisté sur leur rôle de « conseillers nécessaires et écoutés des collectivités locales », M. Fourcade a précisé à l'intention des futurs T.P.E. : « Je suis sûr qu'ils savent entrer la tension de bousier par des considérations techniques des choix qui sont essentiellement politiques et qui ne sauraient donc rester que des choix de peuple. »

Rappelant ensuite qu'un des projets d'actions prioritaires du Vite-Plan s'intitulait : « Mieux vivre dans la ville », le ministre a précisé qu'il s'agissait d'instaurer des règles d'urbanisme claires qui forment une charte reconnue par tous sans dérogation et de « renoncer à un urbanisme octroyé pour un urbanisme élaboré avec la participation des citoyens, même si le processus de la concertation paraît lent et dépendant en efforts et en énergie à des ingénieurs soucieux d'efficacité ».

Mieux vivre dans la ville, c'est aussi, a ajouté M. Fourcade, « mener un ensemble d'actions novatrices terre-à-terre, moins spectaculaires que les grandes opérations spectaculaires, mais qui modifient lentement et sûrement notre cadre de vie ». En ville, ce que les ingénieurs appellent une route est « une rue », a précisé le ministre, et « il faut s'occuper des piétons, des cyclistes et de l'animation du centre. Si la réalisation d'une autoroute est plus spectaculaire que l'amélioration d'un réseau d'outils, c'est peut-être cette dernière mesure qui permettra de mieux vivre en ville ».

« Mais je prêche des convertis », a conclu M. Fourcade en rappelant le succès des options d'urbanisme. L'école a en effet organisé la formation aux questions d'urbanisme pour tous les élèves, dont l'une des neuf options de la troisième année est entièrement consacrée à cette spécialité.

Le ministre de l'Équipement, qui avait terminé son allocution par des considérations plus générales sur la nécessité d'une « croissance saine et ouverte sur le monde » qu'il faut « préserver de tous les comportements qui pourraient détruire cette croissance », a indiqué ensuite au cours d'une conférence de presse qu'il avait donné des instructions pour que des travaux d'équipement soient prêts à être lancés dès que le gouvernement décidera de débiter, même partiellement, le fonds de réserve conjonctionnelle, dont 1 milliard de francs ont été réservés à son département.

MICHELLE CHAMPENOIS.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le système communal actuel est une dangereuse école d'irresponsabilité

de M. Poniatowski

De notre correspondant

Dijon. — « Le gouvernement fera un bon usage du rapport de synthèse issu des réflexions de la Commission Guichard (...) dans un esprit de soumission à l'efficacité et à la réalité. » En s'exprimant ainsi devant les quatre cent soixante-douze secrétaires généraux des villes de France qui tenaient, ce dernier week-end, leur assemblée générale à Mâcon (Saône-et-Loire), M. Pierre Boloite, directeur général des collectivités locales, a laissé quelques espoirs concernant les réformes des structures à apporter pour organiser les communes de l'an 2000. M. Philippe Antoine, secrétaire général du syndicat, s'était fait le porte-parole du mécontentement grandissant de ses collègues en affirmant que « la commune est menacée d'éclatement ».

Après avoir abordé les problèmes catégoriels des personnels communaux, en particulier ceux des secrétaires généraux, M. Boloite a traité plus longuement la question de la réforme des collectivités locales. Il a insisté sur la nécessité pour les communes (surtout les petites), de mettre en commun volontairement les compétences susceptibles d'être exercées efficacement par plusieurs d'entre elles sans mettre en cause ni les découpages géographiques actuels ni l'entité communale. Parant de la fiscalité, il a estimé que « la règle des centimes additionnels constitue en fait une succession d'erreurs impardonnables ». Le nouveau système se révélera, selon lui, plus moderne « car la tâche professionnelle est mieux maîtrisée sur la masse salariale ». Même si ces réformes fiscales « se téléscopent » dans le temps « certains mécanismes réguliers produiront bientôt leurs effets et effaceront ces anomalies ».

M. Boloite a ensuite souligné l'effort financier et d'équipement consenti par l'Etat en indiquant que le Fonds d'équipement des collectivités locales verserait aux communes, en 1977, 1 milliard 500 millions de francs. Dans les projets de réformes à venir, il faut, selon le directeur général des collectivités locales, essayer d'établir une claire répartition tant des compétences que des moyens. « Notre dessin est d'éclaircir les tutelles de fait qui transforment les préfets en avoués des services techniques et des collectivités locales. Il faut que chacun sache exactement à quel point se situent les responsabilités et les moyens ; or, ce sont les élus qui sont à même de mieux mesurer les responsabilités locales ».

Enfin, M. Boloite a déclaré que « le système actuel est une école dangereuse d'irresponsabilité ». « Depuis 1917, a-t-il ajouté, on a toujours présenté le problème des collectivités locales soit sous l'angle du financement, soit sous l'angle des compétences, mais jamais les deux à la fois. Il faut partir de l'union des deux. »

CHRISTIAN MARQUÈS.

● UNE EXPOSITION SUR L'ASSAINISSEMENT DE PARIS. — Deux mille cent kilomètres d'égouts, 1 300 000 mètres cubes d'eaux usées collectées chaque jour : l'importance des problèmes d'assainissement de Paris leur vaut les honneurs d'une exposition, qui se tient jusqu'au 20 novembre dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli (tous les jours sauf les dimanches et fêtes).

TOURISME

La Hénin et la chaîne Ibis rachètent le Grand Hôtel de Bordeaux

La compagnie La Hénin et la chaîne hôtelière Ibis qui est une filiale du groupe immobilier et de Novotel) vont annoncer dans les prochains jours qu'ils ont racheté un des établissements les plus connus de la capitale d'Aquitaine, le Grand Hôtel de Bordeaux, situé en face du Grand Théâtre.

L'établissement sera fermé le 31 décembre et d'importants travaux de rénovation y seront faits. La façade classée sera préservée. Les responsables de la chaîne Ibis veulent en faire un hôtel deux étoiles de cent cinquante chambres dans lequel les voyageurs pourront trouver « un confort à des prix abordables, une restauration gastronomique et une discothèque en sous-sol ».

La ne se bornent pas les projets de la Société de promotion hôtelière et de restauration (S.P.H.R.), holding de la chaîne des hôtels Ibis, qui est la plus importante sur le marché des deux étoiles en France et en Europe. Créé en octobre 1973, Ibis vient d'acquiescer avec des partenaires néerlandais un hôtel de quatre cents chambres situé à l'aéroport d'Amsterdam. « Nous disposerons à la fin de 1976 de mille six cents chambres », explique M. Robert Molinari, directeur général de la chaîne. De plus, nous avons en chantier six hôtels représentant huit cent cinquante chambres, dont un établissement de quatre cent sept chambres, à Paris, porte d'Orléans, qui ouvrira en juin prochain. »

Quant aux projets « très avancés » — Bourg-en-Bresse, Grenoble, Marseille, Grandpuits (Seine-et-Marne), pour le logement des ingénieurs de Elf, etc. — ils représentent plus de huit cents chambres.

Les responsables de Ibis veulent désormais consacrer l'essentiel de leurs efforts aux petits hôtels deux étoiles de quarante chambres.

Leur ambition : faire en sorte que le prix de la nuit dans un deux étoiles moderne coûte au client 30 % moins cher qu'un séjour dans un trois étoiles. Est-ce possible ? La récente fermeture du robinet des prêts avantageux du F.D.S.E. pour les projets qui ne sont pas de grande envergure oblige à apporter une réponse très nuancée.

Il reste que les nouveaux hôtels deux étoiles ont, en théorie, un bel avenir devant eux. Les palaces de grand luxe représentent, selon une récente étude de marché, 5 % seulement de la clientèle hôtelière potentielle, et les auberges et les petits hôtels moins de 45 %. Entre les deux, il y a plus de la moitié des Français.

PITIE POUR LES TUILERIES

M. Pierre-Charles Kriss, député U.D.R. de la première circonscription de Paris, revient, dans le « Journal officiel » du 15 octobre, sur un sujet souvent abordé depuis l'été dernier : l'état du jardin des Tuileries après les spectacles et les manifestations qui y ont été organisés. Il écrit notamment dans une question adressée au secrétaire d'Etat à la culture :

« Les innombrables dégâts causés dans ce jardin par l'animation qui s'y est déroulée pendant plusieurs mois seront à la charge des organisateurs des divers spectacles qui y furent donnés. Mais cette réponse de principe n'apporte en fait aucune solution à un problème extrêmement pratique : quand la remise en état aura-t-elle lieu ? Quand les Parisiens, qui ne sont pas si riches en espaces où ils peuvent se promener ou se reposer, retrouveront-ils la disposition d'un jardin utilisable, au lieu et place du chaos que l'on peut y voir maintenant ? Quand disposeront-ils de chaises en bon état ? »

« Il est, par ailleurs, évident que la forme d'animation retenue cette année pour les Tuileries est totalement inadéquate à ce lieu ; si l'on veut pour les années à venir envisager quelque chose, il sera indispensable de changer totalement de forme et de méthode. »

● PREMIERE STATION D'EPURATION FRANÇAISE SUR LE LEMAN. — La première station d'épuration construite sur la rive française du lac Léman a été mise en service à Vellex-Foucaux (Haute-Savoie). Les communes riveraines du lac entre Veigy et Thonon seront raccordées ultérieurement à cette station.

Océ 1700, le copieur sur papier ordinaire.
Le début de la fin de votre contrat actuel.

C'est vrai, aucun contrat n'est éternel. En tous cas, pas celui qui vous liait à votre copieur actuel, et dont vous vous êtes aujourd'hui lassé.

Il vous arrive de jeter un coup d'œil sur l'Océ 1700 ? C'est bien naturel. Après tout... peut-être est-ce là un parti qui vous conviendrait mieux. Pour plusieurs raisons :

D'abord parce que l'Océ 1700 est très simple à utiliser. Qu'il est rapide : 40 copies par minute, et toutes de qualité égale. Sobre : l'Océ 1700 n'a besoin ni de papier spécial ni d'entretien fréquent.

Economique, il risque donc de convenir à votre budget. Enfin, parce qu'il est issu d'une entreprise internationale, experte en matière de copies, on peut même en conclure que l'Océ 1700 est un choix raisonnable.

En attendant, faites un nœud à votre mouchoir. Comme nous. Pour que, le jour venu, vous n'oubliez pas de mettre fin à un contrat indésirable.

D'ici là, vous avez le temps de bien observer votre prochain Océ 1700.

Océ 1700 un choix raisonnable.

Je désire :
☐ plus d'informations sur l'Océ 1700,
☐ une démonstration de l'appareil,
☐ une analyse gratuite de mes besoins,
☐ le nœud Océ avec son mouchoir.
(Mettre une croix dans la ou les cases correspondantes.)

Nom : _____
Raison sociale de l'entreprise : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

Océ-Photosis S.A., 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux: 20.23.29 - Grenoble: 87.73.04 - Lille: 53.11.24 - Lyon: 20.80.34 - Marseille: 48.58.18 - Nancy: 21.42.31 - Nantes: 48.54.84
Rouen: 73.02.64 - Strasbourg: 32.64.18 - Toulouse: 40.07.38.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES PREMIÈRES ASSISES NATIONALES DU COMMERCE

M. Ceyrac : l'échec du plan Barre ouvrirait la voie vers le collectivisme

Le Conseil national du commerce a tenu à Versailles, les 18 et 19 octobre, au moment précis où les détaillants en fruits et légumes entreprennent une grève illimitée pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires, les premières assises du

commerce. Des déclarations de M. François Ceyrac et de M. Michel Durafour ont marqué cette manifestation, ainsi qu'une attaque des grossistes en produits agricoles contre les « privilégiés » des coopératives et des groupements de cultivateurs.

de tous », a poursuivi M. Ceyrac, mais le combat ne sera, selon lui, gagné que si le gouvernement obtient l'adhésion de tous les Français, s'il ne retire pas aux chefs d'entreprise la responsabilité de leur gestion et si les vices du plan de lutte contre l'inflation se transforment en plan de redressement économique.

« Dans l'orage que nous affrontons, seul se sauvera celui qui aura le sens du compromis », a-t-il conclu.

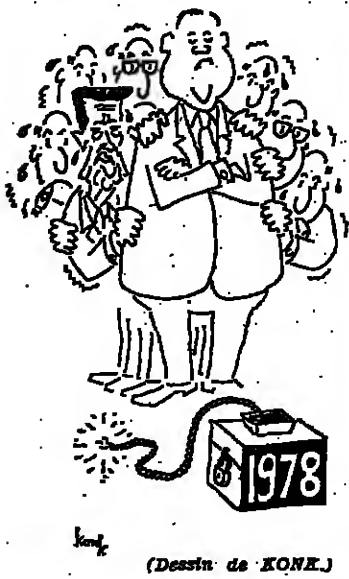
M. DURAFOUR :

les mesures anti-inflation étaient une nécessité

M. Michel Durafour, ministre délégué chargé de l'économie et des finances, a souligné la nécessité de l'application du gel des prix « qui nous conduit à s'engager de dérogation que dans des cas exceptionnels ». Cependant, le ministre a tenu à rassurer ses interlocuteurs sur l'avenir et rappelle que le gouvernement avait pris ce train de mesures par nécessité et non avec « une fois soulagée ».

« Si nous constatons, au cours de l'année 1977, un ralentissement sensible de la hausse des prix et si nous obtenons de l'ensemble des agents économiques qu'ils

adoptent des comportements plus modérés, nous pourrions envisager alors d'assouplir le dispositif d'application du gel des prix. En tout état de cause, un régime substantiel pour la distribution des produits transformés ; d'autre côté de la stabilité des marges, en pourcentage exercé sur l'exercice. Ce régime est, en effet, en période normale, celui qui apparaît comme le mieux adapté à l'activité commerciale. Mais, dans la situation actuelle, la hausse des prix qu'il constate dans ces achats tout en donnant au commerce la souplesse de gestion nécessaire pour faire face, en période de pénurie, à certaines interventions ponctuelles sur tel ou tel produit s'il apparaît qu'une situation anormale se développe ».



(Dessin de KONE.)

L'autre manière d'être JANSSEN

Si JANSSEN publiait son livre d'or, vous y découvririez les noms les plus prestigieux du Gotha de l'aristocratie, des arts, des lettres et du savoir, ceux de plus de vingt Chefs d'Etat en exercice et de cent entreprises mondialement connues.

L'estampille de l'élégance

JANSSEN a ouvert la première boutique où chacun d'entre nous peut choisir des meubles et des objets sélectionnés par ce grand décorateur.

Vous découvrirez 65 avenue Franklin Roosevelt, les pièces maîtresses fabriquées et estampillées dans les ateliers JANSSEN et, en particulier, ses très originaux meubles laqués ou en laque qui savent inscrire la grâce de leur ligne ancienne dans les décors les plus modernes et, d'autre part, des meubles et des objets sélectionnés par JANSSEN parmi les plus belles créations contemporaines.

JANSSEN-Conseil

Grâce à la formule du «forfait idées» et après une étude détaillée, JANSSEN fera le «diagnostic» précis de votre problème et vous remettra un dossier-conseil qui sera votre guide pour la réalisation du décor de votre appartement.

Un décor inspiré par Miro

Parce qu'il est, avant tout, un créateur JANSSEN a imaginé de réaliser, plusieurs fois par an, dans un des salons du 65 avenue Franklin Roosevelt, un «décor JANSSEN» autour de l'œuvre d'un artiste célèbre.

Du 20 octobre au 20 novembre 1976 MIRO dont l'œuvre occupe une place grandissante dans l'art contemporain sera le premier de ces artistes. Des lithographies du peintre éditées par la Galerie MAEGHT compléteront cette exposition.

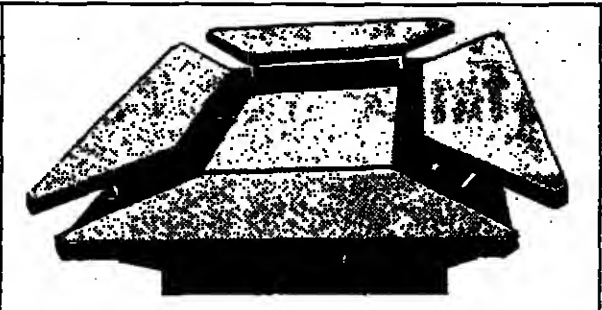
Enfin Jansen est-ce cher ?

JANSSEN cher ? Certainement pas ! Vous serez surpris de découvrir que les «JANSSEN», à l'élégance raffinée, aux proportions rares, aux finitions irréprochables, sont finalement moins chers que vous ne le pensiez et que les prix des objets d'art et des meubles contemporains présentés avenue Franklin Roosevelt sont très strictement étudiés. Ceux que nous publions ici vous en convaincront.

* D'autres boutiques JANSSEN Collections naîtront dans les grandes villes de France.

65 avenue Franklin Roosevelt

Pour en savoir plus sur les meubles et les objets JANSSEN Collections, envoyez-nous simplement votre carte de visite



«Pétales» : table en bois laqué. Ses quatre plateaux indépendants et articulés permettent de modifier à volonté sa hauteur et son usage : 5.870 F. (Elle existe également en coloris Prune).



«Franklin» : commode contemporaine sélection JANSSEN Collections, laquée noir, piètement en acier, dessus en glace décorée : 3.750 F.



«Royale» table de salle à manger ovale à plateau abattant avec allonge en bois laqué ou acajou vernis. Piètement à roulettes, en acier, décor canon de fusil avec bagues en bronze doré. Cette table «minimum de place» s'harmonise parfaitement avec des sièges de style Régence, Louis XVI : 8.000 F.

JANSSEN Collections

65 avenue Franklin Roosevelt

Pour en savoir plus sur les meubles et les objets JANSSEN Collections, envoyez-nous simplement votre carte de visite

Quand les grossistes partent en guerre contre les coopératives agricoles

Les grossistes agricoles ont tenu à Paris, les 18 et 19 octobre, une manifestation pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires. Les grossistes ont tenu à Paris, les 18 et 19 octobre, une manifestation pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires.

Les grossistes ont tenu à Paris, les 18 et 19 octobre, une manifestation pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires.

Les grossistes ont tenu à Paris, les 18 et 19 octobre, une manifestation pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires.

Les grossistes ont tenu à Paris, les 18 et 19 octobre, une manifestation pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires.

Les grossistes ont tenu à Paris, les 18 et 19 octobre, une manifestation pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires.

Les grossistes ont tenu à Paris, les 18 et 19 octobre, une manifestation pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires.

JOSEF DOYERE

CRÉDIT

LES OPÉRATIONS DE LA BANQUE BAUD SONT ARRÊTÉES EN RAISON D'UN DÉFICIT IMPORTANT

M. Pesson, administrateur judiciaire du Tribunal de commerce de Paris, a fait savoir, lundi 18 octobre, par un communiqué diffusé dans la soirée, qu'il était dans l'obligation de procéder à l'arrêt des opérations de la Banque Baud, et de ce fait à la fermeture des guichets de cette banque, tant à Paris qu'à Evian.

La Banque Baud, contrôlée par la Société de développement et de participation de banques à même divers actionnaires français, anglais et américains, était à l'origine une banque de dépôt. Fondée à Evian, elle devint le premier établissement bancaire de cette ville. Ses dirigeants décidèrent d'ouvrir une succursale à Paris, qui connaît elle aussi une rapide expansion.

La Banque Baud s'est alors, semble-t-il, lancée dans une activité de banque d'affaires, prêtant à long terme à diverses entreprises et prenant des participations industrielles et commerciales. Or il s'agit de quelques opérations hasardeuses pour mettre en péril un établissement de cette nature.

À plus forte raison quand il n'a pas une très grande envergure. C'est ce qui s'est passé pour la Banque Baud.

Inquiète de la situation, la commission de contrôle des banques a confié à M. Pesson le soin de se pencher sur les difficultés de la banque. Constatant un déficit assez important, l'administration judiciaire a décidé la fermeture de l'établissement. L'inquiétude est vive chez les mille déposants d'Evian et les quelques cinq cents personnes de Paris. Juridiquement, la loi sur le règlement judiciaire et la liquidation de biens ne leur accorde aucun privilège particulier par rapport aux autres créanciers.

M. Pesson recherche «actuellement une solution afin de préserver au mieux» leur intérêt.

• A BOUEN, au centième jour d'arrêt du travail des personnels municipaux, M. Lecannet a reçu pour la première fois, le lundi 18 octobre, une délégation de C.G.T. et de la C.F.D.T. pendant un quart d'heure. L'entretien n'a pas permis de déboucher sur un accord. Les représentants des grévistes, qui réclament une augmentation substantielle de la prime de fin d'année, ont estimé insuffisante la proposition du maire de Rouen à savoir : augmenter la prime actuelle de 10 % dont 5 % seraient à valoir sur 1977. Le conflit devrait être porté mercredi, devant une commission paritaire extraordinaire.

Lundi après-midi, à l'appel des syndicats départementaux des communistes C.G.T. et C.F.D.T., un grand rassemblement de trois mille manifestants. De source syndicale, on indique que le nombre de grévistes a été de 100 personnes. Une partie du personnel administratif qui n'avait jusqu'alors pas pris part au mouvement a rejoint le camp des grévistes. (Corresp.)

MEETING, MERCREDI A RUNGIS, DES DÉTAILLANTS FRUITIERS

Ce mardi 19 octobre est le premier jour effectif de la grève lancée par des détaillants en fruits et légumes pour protester contre le blocage de leurs marges sur les légumes d'hiver. Il semble que la grève doive être assez suivie dans la région parisienne, où le marché de Rungis a fonctionné «en veilleuse».

M. Rapiña, président de l'Union nationale des fruitiers détaillants (U.N.F.D.), rencontre, mardi 19 octobre, M. Villain, directeur de la concurrence et des prix. Un meeting rassemblera les détaillants sur le marché de Rungis mercredi après-midi.

Je ne peux pas me permettre de faire grève...

Bien que l'approvisionnement soit réduit, les ménages parisiens ont pu trouver, ce mardi 19 octobre, des fruits et légumes, non seulement au rayon alimentation des magasins à grande surface, mais aussi chez un certain nombre de détaillants qui n'ont pas suivi les consignes de grève illimitée données par les syndicats professionnels.

« Je n'ai pas mon commerce habituel, se plaint tout de même une personne âgée. Je suis obligée de faire 800 mètres de plus, je ne suis même pas payée... »

Les détaillants grévistes ne semblent pas avoir fait un grand effort d'imagination ; nul tract, nulle affiche sur les vitrines balisées de la rue des Martyrs (9^e), par exemple, pour expliquer au public le sens de ce mouvement revendicatif.

« Or » a déjà réitéré nos marges bénéficiaires, dit un petit commerçant non gréviste. Alors, si je ferme boutique, je n'aurais plus de marge bénéficiaire tout. Remarque, je ne critique pas ceux qui font grève, mais, moi, je ne peux pas me le permettre. »

« Il n'y avait pas plus de monde qu'à l'ordinaire, ce mardi matin, devant les étals des commerçants de fruits et légumes ouverts : il est vrai qu'il est difficile de stocker des tomates et des poires... »

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

L'ORGANISATION GÉNÉRALE POUR L'EXPANSION DE LA VILLE DU CAIRE

ADDITION D'EAU

annonce que la date d'ouverture de l'appel d'offres, public et international, pour la fourniture et l'installation des équipements mécaniques et électriques destinés aux stations élévatoires n°s 4 et 5 pour Ein El Sira, El Bassatine et Nasr City est reportée du 9 octobre 1976 au 15 décembre 1976.

مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان

Journal L.S.D.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES QUESTIONS EUROPÉENNES

Les Neuf proposeraient au Comecon l'établissement de simples « relations de travail »

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf se réunissent, ce mardi 19 octobre, des décisions à prendre en matière de pêche maritime.

Les propositions de la Commission européenne comportent deux chapitres. L'un a trait aux négociations sur les droits de pêche à engager avec les pays tiers, qui, comme la Communauté, ont décidé d'étendre leur souveraineté sur une bande de 200 milles au large des côtes. L'autre, le plus difficile — car les Anglais et les Irlandais s'opposent durement aux autres États membres — concerne les aménagements à apporter au statut de la pêche dans les eaux communautaires. Lundi, en délégation, des pêcheurs irlandais ont battu la semelle quelques heures devant le bâtiment où se réunissent les ministres. Des pancartes proclamaient leur intention de « sauver les mers irlandaises, qui n'appartiennent pas à la Communauté ».

Lundi 19 octobre, les ministres ont débattu une nouvelle fois de la réponse à donner au Comecon, qui avait proposé, en février dernier, à la C.E.E. la négociation d'un accord de pêche ambitieux. Aucun texte n'a été adopté et, au terme d'un débat qui avait été confus et médiocre, le dossier a été renvoyé au comité des représentants permanents des Neuf. Les ministres se réuniront à nouveau de cette affaire au cours de leur prochaine session en novembre.

Les Neuf sont d'accord pour admettre une réponse « ministérielle » à l'initiative du Comecon. N'ayant nul souci de payer un prix politique et écono-

mique élevé la reconnaissance de la Communauté par Moscou et ses alliés, les États membres proposeront sans doute finalement au Comecon de négocier un arrangement de portée modeste, devant déboucher sur l'établissement de « relations de travail » étroitement circonscrites et ne comportant pas l'inclusion de dispositions de nature commerciale.

Quant à l'organisation des échanges, la Communauté rappellera plus ou moins explicitement qu'elle a proposé en 1974 la conclusion d'accords commerciaux avec chacun des pays de l'Est, selon un « schéma » qui leur avait été alors soumis. Cependant, le Danemark, soucieux de ne pas être moins respectueux, souhaite que le mini-arrangement proposé ne constituerait qu'une première étape.

Les ministres ont évoqué le cas de la Yougoslavie. Pour des raisons surtout politiques, le gouvernement de Belgrade souhaiterait renforcer ses liens avec la Communauté et a fait récemment des démarches dans ce sens auprès des Neuf. Ceux-ci sont sensibles à cet appel, mais n'ignorent pas que l'accord commercial non préférentiel qui lie la Yougoslavie à la C.E.E. ne se prête pas facilement à des développements concrets.

Les ministres réunis au titre de la « coopération politique » ont approuvé une résolution sur la Yougoslavie, où il se déclare « solidaire des efforts entrepris par le Royaume-Uni pour favoriser la création d'un gouvernement de transition dont la mission sera de rendre possible la dévolution du pouvoir à la majorité arménienne du pays ».

PHILIPPE LEMAITRE.

Le nouvel ajournement des négociations avec la C.E.E. renforce en Turquie les sentiments nationalistes

De notre correspondant

Les Neuf viennent de décider de reporter la réunion du conseil d'association C.E.E.-Turquie, qui devait se tenir au niveau ministériel à Ankara le 16 octobre. Le prétexte invoqué — l'indisponibilité de Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission européenne chargée des relations extérieures, qui souffrirait de troubles cardiaques, ne pourra reprendre ses activités qu'à la fin de novembre — ne trompe personne. Les Neuf, constatant que leur position restait très éloignée de celle des Turcs, ont estimé préférable, avec l'accord tacite de ces derniers, de remettre une réu-

nion qui, si elle avait été maintenue, risquait d'être l'occasion d'un état d'agression. Pour cette même raison, la réunion du conseil d'association avait été une première fois ajournée en juillet.

Ce nouvel incident de parcours illustre le malaise qui, depuis de longs mois, caractérise les relations entre la Communauté et la Turquie, qui sont liées par un traité d'association depuis 1964. L'objectif de celui-ci est la création progressive d'une union douanière devant déboucher à terme sur une adhésion au Marché commun.

Ankara. — Ce fut encore une fois la déception en Turquie. Toutefois, le report de la réunion donnera peut-être au gouvernement turc un délai supplémentaire pour pouvoir surmonter les divergences de vues qui se manifestent entre les divers partenaires de la coalition gouvernementale quadripartite.

Les dirigeants du parti du salut national, formation pro-islamique qui s'efforce de se présenter comme le porte-drapeau des sentiments nationalistes, affirment non seulement leur opposition à l'intégration politique avec l'Europe, mais préconisent, en outre, une révision globale des relations avec les Neuf, dans un sens plus conforme aux intérêts du pays. « Nous ne nous sommes pas, disent-ils, associés à la Communauté pour subir des relations de maître à serviteur ».

Sans partager l'esprit mi-chauvin, mi-protectionniste de ses partenaires gouvernementaux, le Parti de la justice du premier ministre, M. Demirel, est, lui aussi, déçu. Le chef de la diplomatie turque, M. Caglayanli, devait déclarer la semaine dernière que « la Turquie pourra vivre sans la C.E.E., tout en demeurant au sein du bloc occidental ». De son côté, le premier ministre a souligné : « De nouveaux horizons se dessinent dans

la relation de la Turquie avec les pays étrangers ».

Par ailleurs, dans les milieux diplomatiques de la capitale, les dissensions internes de la coalition gouvernementale apparaissent comme étant à l'origine de l'immobilisme actuel. Selon certains, les responsables de la C.E.E. attendent le retour au pouvoir de M. Ecevit, du Parti républicain, qui serait un interlocuteur plus sûr de lui que l'actuel premier ministre, M. Demirel, victime de l'humeur changeante de ses partenaires. M. Ecevit estime quant à lui que le gouvernement du Front nationaliste ne réussira pas à résoudre le contentieux.

Tout bien pesé, l'amélioration des relations globales de la Turquie avec le monde occidental — fil-c dans le domaine militaire avec l'embargo sur les armes infligé par les États-Unis — ne dépendra plus d'un simple changement de l'équipe dirigeante turque.

L'opinion, de plus en plus déçue par le comportement des pays occidentaux, prête désormais l'oreille aux tribuns qui s'opposent à ce que la Turquie devienne « un satellite de la C.E.E. ». Son influence pourrait inciter les dirigeants d'Ankara à se

COCKERILL

SIDERURGIE
Construction
Mécanique



COCKERILL Supermax E

Aciers à haute limite élastique pour châssis d'automobiles, jantes, volées de roues, longerons de camions, matériel ferroviaire, agricole, de travaux publics.

COCKERILL Soudotrax E

Aciers calmes grains fins pour recipients soumis à haute pression, réservoirs, conduites.

COCKERILL chrome

Toiles parfaitement soudables résistant à la corrosion : chaudières, pots d'échappement, contenueurs, réservoirs, silos, planchers d'étables, viroles de piscines.

Zincor

Toiles recouvertes d'une couche de zinc : machines à laver, chauffage, mobilier métallique, ascenseurs, gaines, automobiles.

COCKERILL Jouvencel-cuivre

Aciers non vieillissants résistant à la corrosion pour camions, séries automobiles.

COCKERILL émail

Toiles destinées à l'emballage en une seule couche et après l'embourgeoisement extra-profond pour tous produits emailés d'un façonnage délicat.

COCKERILL Planemel

Toiles pour emballage de panneaux avec garantie de planéité.

COCKERILL Radia

Toiles pour radiateurs de chauffage central.

COCKERILL SLS

Profilés allégés pour la construction et le matériel roulant, fermes et pannes de toitures, colonnes et portiques, châssis de maisons préfabriquées ou de chalets mobiles, de camions, remorques et wagons.

Cockerill joints DBC, Cockerill Cercatit, Cockerill Nomatit, Cockerill texture, Cockerill Magnétit BC, Cockerill joints pleins, il n'est pas une application de l'acier pour laquelle COCKERILL n'ait cherché, étudié, imaginé et finalement trouvé une solution adéquate.

Sa Division de la Construction Mécanique ou Rudolf Diesel surveille en personne le montage d'un de ses premiers moteurs, s'est spécialisée, outre ses fabrications traditionnelles de locomotives de manœuvre, de chaudières, de moteurs, dans la fourniture de matériel pour les industries nucléaire, métallurgique, chimique et pétrochimique.

COCKERILL

B 4100 SÉRIALISÉ, BELGIQUE
Tél. international +32 41 34 08 10
Tél. 41 225 C.K.L. S.G.B.

AIDE AU LOGEMENT

Le projet de réforme de la loi inquiète l'Union des H.L.M.

Le conseil des ministres devait examiner, ce mardi 19 octobre, le projet de loi réformant l'aide au logement. C'est la première étape de la réforme de la politique du logement, dont le principe avait été adopté avant les vacances (« le Monde » du 24 juillet et du 17 août). L'Union des H.L.M. se montre, pour sa part, inquiète des lacunes de ce projet de loi.

Ce projet de loi, qui sera étudié au cours du mois de novembre par le Sénat, crée l'Aide personnalisée au logement (A.P.L.), qui, beaucoup plus large que l'actuelle allocation-logement, est destinée à se substituer à l'ancien « aide à la pierre ». Le texte institue également le Fonds national de l'habitation qui sera chargé de la gestion de cette A.P.L.; enfin, il crée le Conseil national de l'accession à la propriété et définit les « conventions » qui seront passées entre propriétaires publics ou privés et les pouvoirs publics, permettant aux locataires de logements anciens de bénéficier de l'A.P.L.

C'est avec quelque difficulté que le projet de loi franchit l'examen de ses dispositions par le Conseil d'Etat, où l'on a entendu formuler à son encontre le grief d'« anticonstitutionnalité ». En effet, si l'A.P.L. est une aide sociale, il convient, comme pour les prestations familiales ou les dépenses de maladie, de respecter un droit général de la matière; cette aide ne saurait donc voir son attribution soumise à « conventions », ce qui risquerait de conduire à un poids financier impossible à supporter par l'Etat. En revanche, si l'A.P.L. a pour objet d'assurer une plus grande efficacité à la politique du logement, de faciliter l'accession à la propriété et de promouvoir la qualité de l'habitat, elle possède le caractère d'une intervention économique. C'est cette acception que, dans la formulation définitive du projet, le gouvernement a choisie, tenant ainsi compte de l'avis du Conseil d'Etat.

Le texte reste conforme aux intentions initiales du gouverne-

ment. Mais le mouvement H.L.M. s'inquiète de ses implications et de ses lacunes, notamment de l'absence de référence à une quelconque inflation de l'A.P.L. et du rejet de la fixation des barèmes dans les décrets d'application eux-mêmes.

« Il faut que nous ayons la certitude que l'écart entre la capacité de paiement des ménages et les dépenses réelles qu'ils auront à supporter ne s'agrandira pas dans le temps », déclare l'Union. « Nous serions des gestionnaires imprudents si nous construisions sans une telle garantie pour les ménages modestes, qu'il s'agisse de logements locatifs ou d'accession à la propriété. Nous faisons d'une forme d'inflation, quelle qu'elle soit, la condition sine qua non de notre adhésion au projet ».

Les organismes d'H.L.M. sont d'autant plus inquiets que, d'ici la mise en œuvre totale de la réforme, ils devront continuer à construire suivant les règles actuellement en vigueur. Or le projet de budget pour 1977 ne leur donne guère satisfaction : avec 151 600 logements H.L.M., contre 177 000 en 1976, on constate une baisse de 14 % des engagements du gouvernement. A cette diminution future des crédits destinés à la construction neuve de logements sociaux s'ajoutent les difficultés actuelles nées à la fois du grippage des mécanismes, mais aussi des effets du plan de lutte contre l'inflation (prix-plafonds bloqués, alors que les coûts de construction ont fortement augmenté; blocage des loyers; situation financière inquiétante de nombreux organismes).

Déjà, en 1976, la consommation des crédits alloués au logement social a été exceptionnellement lente : à fin septembre, 35 % seulement des crédits pour les H.L.M. locatives étaient engagés, le retard étant un peu moins grand pour l'accession à la propriété. Les responsables des H.L.M. craignent que la situation ne s'aggrave en 1977, et qu'ils ne soient pas en mesure d'utiliser les sommes qui leur seront destinées si les conditions de fonctionnement et de financement de leurs organismes ne sont pas rapidement améliorées. — J. D.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans « Le Monde » concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicitaires. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Ingénierie. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)											
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	35	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	75	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	135	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.73.05, ou écrire :

« LE MONDE » INFORMATION-PROFESSIONS - 3, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du Monde ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris).

CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.

Les adultes ont dans la tête ce qui est sur leur dos.

Et les jeunes, c'est le contraire.

Cette semaine dans ELLE.

RÉPUBLIQUE DU GABON

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON - S.E.E.G.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON envisage de réaliser le renforcement du système d'approvisionnement en eau potable de la ville de PORT-GENEVILLE. Ce renforcement comportera une station de prise en rivière, une conduite de forage, une station de traitement, des ouvrages de renforcement du réseau de distribution.

Le présent avis d'appel d'offres ouvert concerne uniquement les travaux de la conduite de forage prévus en deux lots :

Lot n° 1 : Forage d'un puits de 50 m de profondeur en fonte ou en acier de diamètre 500 mm, y compris robinetterie et raccords, avec variante en diamètre 600 mm.

Lot n° 2 : Terrassement et pose de cette conduite, y compris robinetterie, raccords, confection d'ouvrages.

Les entreprises intéressées à soumissionner sont invitées à retirer les dossiers d'appel d'offres à partir du 19 octobre 1976 auprès des Ingénieurs-Conseils : Société Anonyme Française d'Etudes et de Gestion (SAFEGE), 74, rue des Saules, 92000 NANTERRE. Tél. : 204-73-25. Tél. SAGEIOL 60302, contre paiement par chèque de 450 F français par dossier et par lot.

Ces dossiers d'appel d'offres peuvent être également consultés auprès de :

A) La S.E.E.G., B.P. 2187 Libreville. Tél. ENELIS 5222 GO.

B) Les Ingénieurs-Conseils SAFEGE.

Les offres devront parvenir à la S.E.E.G. sous pli cacheté au plus tard le mercredi 10 décembre 1976 à 16 heures.

Les entreprises sont informées que la S.E.E.G. a demandé un prêt à la Caisse Centrale de Coopération Économique, 233, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS, pour le financement d'une partie des travaux correspondant au présent appel d'offres.

Il est précisé que seules les entreprises des pays de la zone franc sont admises au présent avis d'appel d'offres.

La soumission pourra porter sur un ou l'ensemble des deux lots.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

DIVISION ACHATS

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

ANNÉE : 1977

La Société Nationale des Industries Chimiques (SNIC) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matières premières et produits intermédiaires destinés à ses unités de :

- Peintures,
- Détergents,
- Cosmétiques,
- Verre et Céramique,
- Explosifs,
- Commercialisation.

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges (contre la somme de 100 D.A.) à la SNIC - Division des Achats - Cinq Maisons - EL-HAR-RACH, Alger, B.P. 27 - Tél. 52 840 - Tél. 76-37-82 à 87.

Les offres devront parvenir sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure portant la mention : « APPEL D'OFFRES n° MP/77/09 ». A ne pas ouvrir avant le 10 novembre 1976, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 6 mois.

Les fiches techniques et les échantillons des produits proposés doivent être transmis avant la clôture de l'appel d'offres.

(PUBLICITE)

S'habiller en camaïeux.

Tout en bleu.

Cette semaine dans ELLE.

Tableau de bord monétaire et financier

Les dernières semaines ont vu s'aggraver les tensions monétaires internationales, dont les effets les plus spectaculaires ont été la chute brutale de la livre et de la lire. Une autre conséquence de ces tensions, moins frappante, mais plus préoccupante pour la croissance, les investissements et l'emploi, a été la forte remontée des taux d'intérêt dans les pays à monnaie faible. En Grande-Bretagne d'abord, où le taux d'escompte est monté au niveau record de 15 %, entraînant le prime rate à 14 %, ainsi que les taux à long terme. Ensuite le nouvel emprunt de la Trésorerie, qui servira à la forte hausse du taux au jour le jour, qu'on espérait provisoire, on s'est résigné finalement devant la fragilité de la situation à passer le taux d'escompte de 9 à 10,5 %. Enfin en Italie, ce dernier a fait un bond impressionnant de 12 à 15 %. Quel contraste avec les États-Unis, où on observe exactement le mouvement inverse : le prime rate passe de 7 % à 5 3/4 % sans pour autant que cette amortisation arrive à entraîner le Dow Jones, qui, après avoir dépassé l'indice fatidique de 1 000, est à nouveau en recul.

Les tableaux qui suivent analysent l'enchaînement des faits. Il y a d'abord des situations économiques très différentes entre les

Instabilité et méfiance

comme la menace des grèves des marins en Grande-Bretagne, peuvent alors entraîner des réactions rapides, qui sont encore accentuées par la spéculation internationale sur les capitaux. Ainsi la chute de la livre a-t-elle été aggravée par la spéculation à la réévaluation du deutschemark. Dans le cas des États-Unis et de l'Allemagne, les nouvelles se succèdent d'abord sur les monnaies que sur les Bourses, car, en dépit de la croissance, les investissements n'y sont pas encore franchement repartis, et les opérations restent médianes.

MAURICE DOMMENSATH.

Effets monétaires et financiers

	Masse monétaire (1)	TAUX D'INTERET		POSITION DE CHANGE PAR RAPPORT		BOURSE : Cotation (2)
		Jour le jour	prime rate	au dollar (3)	à un panier de 8 monnaies (3)	
Dollar	6,5 %	5 %	6,75 %	—	103,2 (102,8)	— 7 % (+ 12 %)
Deutschemark	8 %	3,5 à 4 %	6,75 %	2,440 (+ 2 %)	110,7 (108,9)	— 5 % (+ 2 %)
Franc français	10 %	11 à 12 %	11,65 %	4,9075 (— 2 %)	82,7 (83,8)	— 10 % (+ 17 %)
Livre	15 %	15 %	14 %	2,0002 (— 5 %)	83,7 (84,3)	— 15 % (+ 18 %)
Lire	20 %	16 à 18 %	20,50 %	944,8 (— 2 %)	83,5 (82,8)	— 11 % (+ 20 %)

(1) Il s'agit de la masse monétaire au sens strict, dit M1.
(2) Position récente et tendance mensuelle en %.
(3) Sans parenthèses : valeur du mois précédent. Les 5 monnaies sont complétées par le Yen.

LE CADRE ÉCONOMIQUE

	CROISSANCE (2)		RESPECT DES ÉQUILIBRES			TAUX D'INFLATION
	Taux industriels	Investissements	Taux (2) salaires	Déficit budget (1)	Salde balance commerciale (1)	
États-Unis	5 %	+ 27 %	7 %	— 4,3 % (— 63,8 Md)	— 1,1 % (— 16 Md)	6 %
Allemagne fédérale	3 %	+ 2 %	8 %	— 3,2 % (— 50 Md)	+ 2,7 % (+ 31,5 Md)	3 %
France	5 %	0 %	16 %	— 1,5 % (— 20 Md)	— 2,8 % (— 40 Md)	9 %
Grande-Bretagne	0 %	— 10 %	16 %	— 19,7 % (— 12 Md)	— 5,8 % (— 6,5 Md)	13 %
Italie	15 %	— 10 %	16 %	— 10,3 % (— 194 Md)	— 3,2 % (— 332 Md)	17 %

(1) Exprimé en valeur (milliards de dollars, DM...) et en pourcentage de produit national brut soldé commercial CAP FOB.
(2) Exprimé en valeur nominale et en rythme annuel.

Le Monde
dossiers et documents
NUMÉRO D'OCTOBRE
● ALLEMAGNE FÉDÉRALE : LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE
● LA VIE POLITIQUE ITALIENNE
Le numéro : 2,50 F
Abonnement : 1 F
(10 numéros) : 10 F

D.E.S.S. DE GESTION BANCAIRE
et prospective des institutions financières
(Université de Paris XI)
Vous souhaitez être appelé à des responsabilités de dirigeant dans les institutions financières de demain (banques de tous statuts, assurances...)
Vos diplômes ou votre expérience professionnelle vous permettent d'accéder à un enseignement de doctorat.
Le Diplôme d'études supérieures spécialisées de gestion bancaire constitue un enseignement de 250 heures en fin de journée, dans un local professionnel du centre de Paris.
Cours de début novembre à fin juin. Admission sur dossier.
L'enseignement est assuré par un corps professoral composé de praticiens de haut niveau et de professeurs d'université.
Renseignements détaillés sur demande :
U.E.R. de Sciences Juridiques - 2, rue de Rouen - 92001 NANTERRE.
Tél. : 769-82-34, poste 658.
Inscriptions closes le 30 octobre 1976.

Édité par OBBO
BILAN et PLAN COMPTABLE
Joint à une information de base sur la comptabilité OBBO, ce document présente de façon claire et vivante le plan comptable général.
Il étudie son utilisation au moyen de la comptabilité OBBO et ses relations avec le bilan.
Comptabilité pour une meilleure gestion.
Veuillez me faire parvenir gratuitement "Bilan et Plan Comptable" OBBO
M. _____
Société _____
adresse _____
Tél. _____
OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9^e - tél. 878.25.50 et 25.06

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

BONNES ET MAUVAISES NOUVELLES DU MOIS

	BONNES	MAUVAISES
ÉTATS-UNIS	— Pas d'emballement monétaire et baisse des taux d'intérêt.	— Incertitudes électorales. — Chômage élevé, taux de 1,5 % en septembre. — Baisse de l'indice des indicateurs économiques en août (— 1,5 %) et craintes pour les mois à venir.
ALLEMAGNE	— Croissance ralentie, mais encore satisfaisante. — Inflation en net recul.	— Incertitudes politiques. — Taux de chômage élevé. — Réduction de l'excédent commercial du mois d'août.
FRANCE	— Inflation relativement plus modérée en août : 0,7 %.	— Malaise politique. — Contestation du plan Barre. — Grève générale du 7 octobre.
GRANDE-BRETAGNE	— Sensible réduction du déficit commercial en août.	— La menace de grève des marins a donné un coup au contrat social. — Reprise de l'inflation en août (1,4 %). — Forte augmentation du chômage (3,7 %). — Forte chute de la livre.
ITALIE	— Forte croissance industrielle (15 %). — Excédent de la balance commerciale et de la balance des paiements en juillet.	— Les incertitudes politiques et économiques subsistent. — Chute de la lire. — Baisse de la Bourse.

TAUX D'ATTRACTION (+) ET DE RÉPULSION (—) DES CAPITAUX

ÉTATS-UNIS	ALLEMAGNE	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE	ITALIE
++	+++	++	++	++

An cours du dernier mois l'évolution toujours divergente des cinq pays pour l'inflation notamment, combinée avec les incertitudes politiques et les mauvaises nouvelles a entraîné un regain de tension affectant plus particulièrement le DM (+++), la livre (++) et plus récemment le franc (++) et la lire (—). De plus le degré d'attraction des États-Unis faiblit un peu (+) par suite de la baisse des taux d'intérêt.

Les jeunes ont sur le dos ce qui est dans leur tête.
Les adultes c'est le contraire.
Cette semaine dans ELLE.

150

Journal de 1976

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

Les ministres des Neuf s'interrogent sur l'accroissement de la dépendance de la Communauté

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Le problème de l'approvisionnement énergétique se posera bientôt à nouveau en termes difficiles pour les Neuf comme pour les autres pays industrialisés, la hausse des prix du pétrole semblant inéluctable. La Communauté européenne, apparemment assoupie, n'a rien entrepris pour réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Les gouvernements membres, confrontés à une situation de plus en plus menaçante, ont-ils l'intention d'accomplir les efforts nécessaires pour que la politique communautaire de l'énergie devienne une réalité ?

Telle est la question en forme d'avertissement que M. Simonet, vice-président de la Commission européenne, pose ce mardi 19 octobre, à Luxembourg, aux ministres des Neuf chargés de la politique énergétique, réunis pour un débat de clarification et d'orientation.

Les informations que M. Simonet soumet à leur réflexion sont préoccupantes. La dépendance énergétique des Neuf croît au lieu de diminuer. En décembre 1974, le conseil des ministres, qui en était encore au temps des déclarations d'intention volontaristes, avait décidé de ramener celles-ci de 80 à 50 % et si possible 40 %, d'ici à 1985. Si l'estimation, constatée la commission dans le document qui sert de trame à l'intervention de M. Simonet, que l'objectif de 40 % est désormais hors d'atteinte, celui de 50 % paraît également remis en cause. En 1985, selon les plus récentes prévisions, le pétrole importé représentera environ 45 % de l'approvisionnement énergétique de la C.E.E. alors que l'objectif était de limiter sa part à 37 %. Plusieurs raisons expliquent ces perspectives décevantes :

● Il sera difficile, pour des raisons de coût, mais aussi parce que les centrales thermiques n'ont pas une technologie adaptée, de maintenir la production de charbon à son niveau actuel à l'intérieur de la C.E.E. ; celles de pétrole et de gaz seront également inférieures aux prévisions initiales.

● Les programmes nucléaires se développent à un rythme beaucoup plus lent que prévu. En 1974, on envisageait une puissance nucléaire de 176 mégawatts pour 1985, les prévisions actuelles sont de 125 mégawatts, et encore ces-elles sans doute une anticipation trop forte.

● La demande d'énergie et de pétrole, qui avait diminué pendant les années de récession, croît à nouveau à un rythme rapide. Or, dans le même temps, l'Arabie saoudite, l'un des principaux fournisseurs, a décidé de plafonner la production, ce qui accentuera la tendance à la hausse des prix. La Commission, au cours des deux dernières années, a soumis aux gouvernements membres une série de propositions, dont certaines très concrètes, pour développer les ressources énergétiques de la Communauté et favoriser les économies d'énergie. Mais rien n'a été décidé par le conseil des ministres. Celui-ci, compte tenu de l'attention de sortir de cet immobilisme ?

M. Simonet souhaite encore inviter le conseil à évoquer l'atlantique des États-Unis. Ceux-ci, moniteurs zélés de l'Agence internationale de l'énergie (à laquelle adhèrent tous les pays de la Communauté sauf la France), ont rien fait sur leur propre territoire pour freiner la consommation de pétrole et accroître les sources alternatives. Leurs importations de pétrole progressent à un rythme rapide et contribuent ainsi à accentuer la pression sur la demande et, par voie de conséquence, la tendance à la hausse des prix.

Les Neuf pourraient envisager une démarche commune auprès des États-Unis.

Les chances d'obtenir de Washington une réponse rassurante sont limitées. La Communauté doit ajouter M. Simonet, à l'effort de renforcer la sécurité de son approvisionnement. Cela implique le maintien de relations harmonieuses avec les pays de l'O.P.E.P. Pour y parvenir et favoriser la création d'un « marché pétrolier mondial ordonné », la Commission suggère de proposer à tous les pays du tiers monde représentés à la conférence de Paris (dialogue Nord-Sud) la création d'un mécanisme de coopération permanente.

Les ministres doivent également examiner au cours de cette session quelle suite il convient de donner à la démarche faite récemment par les cinq compagnies pétrolières européennes (dont Elf

SÉCURITÉ SOCIALE

La Confédération des syndicats médicaux soumet aux partenaires sociaux un « plan santé »

« Nous serions heureux de vous rencontrer... » Quelques dizaines de lettres viennent d'être envoyées par la Confédération des syndicats médicaux français aux dirigeants des syndicats de salariés, aux organisations patronales, aux ministères. La C.S.M.F. leur propose une rencontre bilatérale pour discuter du « plan santé » qu'elle leur soumet pour avis.

La C.S.M.F. part d'un constat : « Dans nos sociétés modernes, il n'est pas possible de parvenir à maîtriser le coût des soins en freinant la consommation médicale. Toute intervention de ce genre n'aurait pour résultat que de créer des injustices sociales évidentes. » Le docteur Monier, président du syndicat, estime que « l'augmentation de la participation des malades aux frais de santé par un moindre rembourse-

ment de la Sécurité sociale (majoration du ticket modérateur) n'est pas une bonne réponse, car la couverture du petit risque et la prévention vont de pair ». La C.S.M.F. propose, en revanche, « une contribution du corps médical à une maîtrise des dépenses de santé grâce à une rationalisation des soins ». Dans l'immédiat, elle demande la « révision immédiate, dans chaque département, de commissions médico-sociales paritaires » pour étudier l'évolution des dépenses de soins et la relance des « tableaux statistiques d'activités » de chaque praticien pour que celui-ci puisse les comparer au coût de l'ensemble des décisions de ses confrères de même discipline » et faciliter ainsi l'« autodiscipline » dans le respect de la liberté de prescription. Institué en 1971, cette formule d'autodiscipline est « restée lettre morte », note la C.S.M.F.

A plus long terme, le plus important syndicat médical propose une coordination des actions de prévention, l'application de la loi de 1971 sur la formation continue aux médecins, la mise en place d'une véritable politique d'implantation des unités de soins de toutes natures » et de « commissions locales d'organisation médicale », facilitant la création de « sociétés professionnelles » libérales.

● RECTIFICATION. — Dans notre information sur la dégradation du commerce extérieur de la France, publiée dans le Monde du 19 octobre, il fallait lire dans le deuxième paragraphe : « Les importations (assurance et fret exclus, et non inclus) ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les métallurgistes C.G.T. et C.F.D.T. lancent une campagne d'action commune

« Nous avons décidé de mettre le paquet » : utilisant sciemment et à plusieurs reprises cette expression populaire, les représentants de la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T. et de la Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T. ont annoncé, au cours d'une conférence de presse réunie le 18 octobre à Paris, leur intention d'organiser toute une série d'actions — dont une « journée nationale » dans la deuxième quinzaine de novembre — afin d'imposer à l'organisation patronale, l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.), l'ouverture de négociations en vue d'obtenir la signature d'une convention collective nationale.

Insistant longuement sur l'accord intervenu le 28 septembre, « après plusieurs semaines de discussions passionnantes et passionnées » entre les deux fédérations, les syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. ont précisé que cette convention collective nationale devait, selon les termes mêmes de cet accord, être « particulièrement charpentée » à partir des revendications « prioritaires » suivantes : barème national de salaires minima liés à la grille des classifications (minimum mensuel de 2.200 francs sur la base de quarante heures), suppression du salaire au rendement avec l'intégration des primes, mise au point d'une grille nationale de classifications et de rémunérations de l'O.S. à l'ingénieur et des mesures efficaces pour stimuler l'économie.

Afin d'établir un « rapport de forces » en leur faveur pour « contraindre le patronat à s'asseoir à une table de négociations », les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie ont entrepris de faire circuler, dans les usines, une « pétition nationale ».

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
(Filiale de l'ELETROBRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION DES FABRICANTS DE DISJONCTEURS, GLÉS SECTIONNATRICES, PARATONNERRES, TRANSFORMATEURS DE COURANTS, DIVISEUR CAPACITIF DE POTENTIEL 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvre des adjudications internationales, pour la fourniture d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 500 KV.

GROUPE I. — Soixante-six (66) paratonnerres, pour le système de 500 KV, 60 Hz, tension maximale de décharge (IR) 10 kA onde 8 x 20 microsecondes (crête) 913 à 965 KV, tension nominale phase-terre 420 à 444 KV (rms).

GROUPE II. — Quatre-vingt-trois (93) transformateurs de courant, tension nominale 500 KV, 60 Hz, avec 3 à 6 enroulements secondaires, à savoir :

- pour la protection : relation de courant 3000-2500-2200-2000-1500-1200-800 - 5A, classe de précision C 800 ;
- pour les mesures : relation de courant 3000-1500 - 5A classe de précision 0,3 B 4,0.

GROUPE III. — Soixante-six (66) diviseurs capacitifs de potentiel pour la liaison phase-neutre, 500 KV, 60 Hz, avec 2 enroulements secondaires, relation 2600/4500-V, classe de précision 0,3 W-X-Y-ZZ.

GROUPE IV. — Quatre-vingt-dix (90) clés sectionnatrices avec mécanisme d'opération motorisé, tension nominale 500 KV, courant nominal 2500 A, 60 Hz, courant momentané 10 kA (rms) montage horizontal, ouverture verticale, avec soixante-dix-huit (78) unités sans lames de terre et douze (12) unités avec lames de terre.

GROUPE V. — Trente et un (31) disjoncteurs tripolaires, courant nominal 2500 A, tension nominale 500 KV, 60 Hz, courant d'interruption 35 et 45 kA (symétrique), temps d'interruption 2 cycles, avec résistance de pré-insertion de 400 ohms, air comprimé ou SF₆.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être retirées gratuitement par les intéressés jusqu'au 18 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL
DIRETORIA ADMINISTRATIVA

Rua Trajano, 41 - 3° andar - 88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil - Téléx 0482 164

(PUBLICITE)

UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE
Service Éducation Permanente

Stage d'initiation :

L'ANALYSE DE LA VALEUR ET LA FONCTION ACHAT

- La place de l'acheteur de la valeur dans la fonction achat ;
- La méthode de l'analyse de la valeur et ses applications possibles dans les organisations privées et publiques ;
- Les méthodes de créativité et leur utilisation dans l'amélioration de produits existants et dans la recherche de nouveaux produits et de nouveaux services.

Méthodes pédagogiques actives favorisant la participation des stagiaires

Dates : 2, 3, et 4 novembre

Montant des frais de participation : 900 F

Pour tous renseignements appeler : 533-54-28, postes 24-51 et 24-76

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL augmentation de capital

de F 120 300 000 à F 180 450 000

émission de 601500 actions nouvelles
de F 100 nominal au prix de F 130 l'une

Jouissance :

1^{er} janvier 1977

Droit de souscription

réserve par préférence aux

anciens actionnaires à raison

d'UNE action nouvelle

pour DEUX actions anciennes.

Délai de souscription :

du 18 octobre

au 17 novembre 1976 inclus

Lieux de souscription :

Tous les guichets (agences

et bureaux permanents en France)

des établissements suivants :

Crédit Commercial de France

Banque Régionale d'Escompte

et de Dépôts

Crédit Chimique

Banque de l'Union Occidentale

Banque de Bretagne

Banque Demachy

Banque Courtois

Une note d'information qui a reçu le visa n° 76-139

en date du 28.9.1976

de la Commission des Opérations de Bourse

a été mise à la disposition du public

MOULINEX

Chiffre d'affaires du 3^e trimestre

Les ventes totales hors taxes du

troisième trimestre de 1976 se sont

élevées à 273,71 millions, (dont

154,81 millions pour l'exportation)

contre 222,25 millions pour le tri-

estème trimestre de 1975 (dont

128,15 millions pour l'exportation).

Ces chiffres font ressortir un ac-

croissement de :

● 18,22 % pour la métropole ;

● 30,81 % pour l'exportation ;

● 18,80 % pour l'ensemble.

STERIA

Avec l'accord du conseil d'admini-

stration de la société Steria,

l'Ornium français de pétroles

(O.F.P.) a acquis la participation de

18,5 % du capital de Steria détenue

par la Banque de l'Indochine et de

Suez.

Cette entrée de l'O.F.P. dans le

capital de Steria permet à l'O.F.P.

qui doit prochainement prendre la

nouvelle dénomination sociale

« O.F.P.-Cominium Financier de Paris »,

de diversifier ses actifs industriels,

et à Steria, dont les autres action-

naires restent la SODIBEL, actionnaire

majoritaire, et le groupe B.N.P., de

bénéficier de l'appui d'un nouveau

partenaire solide et d'un groupe

industriel de taille internationale.

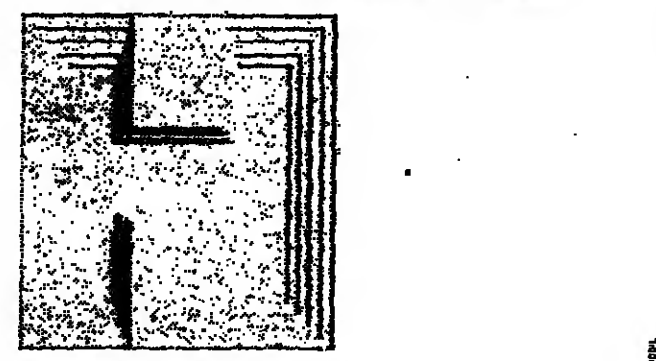
LIBRAIRIE HACHETTE

S.A. AU CAPITAL DE F 86 520 000 R.C. PARIS B 557 052 425

emprunt 1976

11 % 100 MILLIONS DE FRANCS

11 % REPRÉSENTÉ PAR 100 000 OBLIGATIONS DE F 1 000 NOMINAL



PRIX D'ÉMISSION : F 985 PAR OBLIGATION

JOUISSANCE : 23 OCTOBRE 1976

INTÉRÊT ANNUEL : F 110 PAR OBLIGATION

DURÉE : 13 ANS

AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE : EN 13 ANS AU PLUS

À PARTIR DU 23 OCTOBRE 1978 :

— SOIT PAR RACHATS EN BOURSE

— SOIT PAR REMBOURSEMENT AU PAIR, D'OBLIGATIONS DÉSIGNÉES

PAR TIRAGE AU SORT

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : POSSIBLE PAR RACHATS EN BOURSE SEULEMENT

TAUX DE RENDEMENT

ACTUEL BRUT : 11,23 %

Base du 18/10/1976 - Une note d'information simplifiée portant le visa CDB n° 76-132 en date

du 16/09/1976 est disponible au siège social de la Société, 79, boulevard Saint Germain

75006 Paris et auprès des établissements chargés du placement.

LES SICAV DE LA BANQUE ROTHSCHILD

AU 30 SEPTEMBRE 1976

	ROTHSCHILD EXPANSION		LAFITTE RENDEMENT		LAFITTE TOKYO	
	F	%	F	%	F	%
Actions françaises	297 478 713,85	68,13	21 006 085,76	27,38	34 833 300,39	66,99
Obligat. étrangères	24 798 016,60	5,03	27 441 123	35,78	343 830	0,69
Obligat. françaises	6 781 905,83	1,37	1 778 858,74	2,32		
Liquidités	107 826 015,34	21,81	21 690 782,48	28,27	10 027 177	19,32
	57 452 876,43	11,62	4 812 764,37	6,27	6 920 266,33	13,33
ACTIF NET	434 327 527,65	100	76 727 642,36	100	51 912 872,72	100
PRIX DE RACHAT	258,26		105,17		181,80	

J.F. Bizot et Mai 68.

Souvenir. Souvenir.

Cette semaine dans ELLE.

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
(Filiale de l'ELEKTROBRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO

APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION

DES FABRICANTS D'AUTOTRANSFORMATEURS
ET BOBINES DE REACTANCE SHUNT DE 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvre des
adjudications internationales, pour la fourniture des groupes d'équipements
cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 500 KV.

PREMIER GROUPE. — 11 (onze) autotransformateurs mono-
phasés, 60 Hz, LV/VF/CF-VF, 525/230/230 KV - 13.8 KV, dont
7 (sept) unités de 120/160/200 MVA et 4 (quatre) unités de
60/80/100 MVA chaque.

DEUXIÈME GROUPE. — 11 (onze) bobines de réactance mono-
phasées, 60 Hz, 500/230 KV, dont 7 (sept) unités de 33,333 MVA et
4 (quatre) unités de 50 MVA chaque.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la
Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens
nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en
Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pour-
ront être gratuitement retirées par les intéressés jusqu'au 18 novem-
bre 1976 à l'adresse suivante :

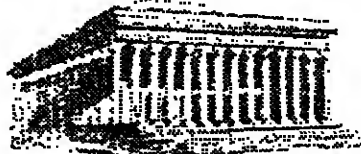
CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.

ELETROSUL DIRETORIA ADMINISTRATIVA

Rua Trojano, 41 - 3^e andar - 88.000 Florianópolis - Santa Catarina
Brasil - Télex 0482 164

BOURSE

à louer
3500 m²
de bureaux



Immeuble indépendant

Grand standing • Jardins • 100 parkings

SERDIM

522 64 31

Tout ce que vous vouliez
savoir sur l'accession
à la propriété sans
jamais oser le demander.

Et nous avons raison.

Cette semaine dans ELLE.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Les difficultés du groupe lainier Schlumpf en Alsace

Partis politiques, élus de la majorité
comme de l'opposition, syndicats et as-
sociations patronales, gouvernement même
par la voix de M. Michel Poniatowski,
ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur,
ont condamné le comportement - irres-
ponsable - de deux industriels suisses.

MM. Hans et Fritz Schlumpf, proprié-
taires notamment d'un groupe lainier
composé d'un tissage dans le Nord et de
trois filatures en Alsace. Depuis le mois
de juin dernier, ces trois filatures sont
placées sous administration judiciaire.

après le renoncement des frères Schlumpf
à gérer leurs intérêts industriels -
Depuis le mois de juin, aucune solution
n'a pu être trouvée qui permette le sau-
vetage durable d'un groupe qui emploie
au total deux mille salariés.

La très balzacienne histoire de « patrons indignes »

De notre envoyé spécial

Mulhouse. — Grandeur et déca-
dence d'un empire industriel. Le
25 juin 1971, par un long commu-
iqué triomphaliste publié
dans les quotidiens d'Alsace et
de l'Est, MM. Hans et Fritz
Schlumpf, deux industriels suisses, les frères
Schlumpf, annonçaient au monde
leur sacre. La veille, ils avaient
pris le contrôle de la filature
Gluck et Cie de Mulhouse, la
plus grande, la plus ancienne
de la région, celle qui manquait
cruellement à l'affirmation de leur
empire. Quelle simplicité dans la
victoire ! « Ainsi se trouve réalisé
le plan conçu par MM. Hans et
Fritz Schlumpf, il y a environ
trente-quatre ans, d'acquiescer, de
posséder et de dominer l'indus-
trie de la filature de laine pei-
gnée alsacienne, et le but atteint
qu'ils s'étaient tracé, assigné,
imposé, c'est à force de volonté,
d'opiniâteté, d'endurance, de per-
sévération, de courage, de peine,
de soucis et de travail. »

Le 25 juin 1976, autre commu-
iqué, plus concis, plus modeste
aussi : « Afin d'assurer la péren-
nité de leurs sociétés, MM. Hans
et Fritz Schlumpf se
sont déclarés d'accord à donner
gratuitement leurs intérêts indus-
triels et à y renoncer en faveur
de tout groupe ou de toute société
de la branche prêts à continuer
leur œuvre. » Au veille, le presi-
dent du tribunal de grande ins-
tance de Mulhouse, section de
commerce, avait confié à deux
administrateurs provisoires la
gestion de deux des quatre usines
Schlumpf, la filature de laine pei-
gnée Gluck et Cie et la filature de
laine peignée de Malmerspach.

Cinq ans, presque jour pour
jour, du sacre à la déconfiture,
de l'apogée à la débâcle. Cinq
petites années pour que deux
hommes, craintifs, respectés,
défiant d'être cooptés par un
patronat alsacien du textile, aus-
tère, protestant, trop praticien
pour admettre facilement les
pervenues, deviennent, à la
convergence, au printemps.

Une politique du presse-citron

Libération, normalisation. Pen-
dant quelques années, les frères
Schlumpf ont consolidé leur
affaires puis par la conquête
de leurs rêves. Point de départ :
1944, Malmerspach. Ligne d'arri-
vée, 1971, trois filatures en ac-
tivité : Alsace, Malmerspach,
Gluck et Erstein, un tissage dans
le Nord (Deffrenne et Cie, à Rou-
baix), au total deux mille salariés.
Plus quelques bricoles : un grand
hôtel, Mulhouse, l'Hôtel du
Parc, restauré puis fermé, des
maisons de maître, chalets, ter-
rains, trois sociétés commerciales,
et enfin une fabuleuse collection
de voitures anciennes.

Hans et Fritz Schlumpf ont
réussi. Leur recette ? Simple
mais efficace : derrière la pa-
ternité autoritaire de deux féo-
daux d'industrie, une politique
du presse-citron. A cet égard,
Malmerspach, l'usine, témoigne
bien de ce que fut la méthode
Schlumpf. Une usine proprete,
au carré, avec ses réalisations
sociales, salle de gymnastique,
salle des fêtes, une cantine à
enseigne tricolore, une bobine
bleue, une blanche, une rouge,
un jeu de quilles, etc. Le travail
dans la confiance et pour que
cette confiance règne une mai-
trise forte, un encadrement
subalterne assuré par des mil-
laires retraités. Hans et Fritz
avaient juré que leurs entrées
seraient « à la pointe des
œuvres sociales ». Pas besoin
de syndicats pour cela. D'ailleurs
Fritz, qui édite la loi, et Hans,
qui l'applique, ne supportent pas
les syndicats. Ne sont-ils pas de
bons patrons, les « sauveurs »
d'une industrie en perdition ? N'est-
ce pas Hans lui-même qui

conduit les femmes enceintes
à l'hôpital ? N'est-ce pas Hans
et Fritz qui ont fait
de Malmerspach une entreprise
modèle — avec sa fanfare
Schlumpf, ses sapeurs-pompiers
Schlumpf, ses petites Nellys
Schlumpf, ses extensions d'es-
pace Schlumpf, ses remises de
médailles Schlumpf, et une
petite ville modèle — 256 loge-
ments Schlumpf et un budget
communal, par le biais des taxes,
à 90 % Schlumpf ?

Certes, il ne faut pas confondre.
Ce patronat n'a fait pas dans
le sentiment. Si les salaires sont
extrêmement bas, si ces fameux
avantages sociaux sont en défini-
tive des leurreux ou des moyens
de pression, si l'autoritarisme au
cours des années s'accroît au
point de devenir despotisme et
de provoquer dans les dernières
années de multiples et vaines
recours à l'inspection du travail
de la part des délégués du per-
sonnel, c'est au nom de l'intérêt
supérieur. Les frères Schlumpf
ne gouvernent pas, ils règnent.
Ils ne transigent pas, mais
menacent. Car, dans une Alsace
en proie au chômage, ces patrons
du dix-neuvième siècle possèdent
l'absolu : le fameux
« silence ou on ferme ! ». Ce
silence, cette paix sociale impo-
sée, dureront pourtant ce que
dure l'effet d'un narcotique.

La recette paternaliste, qui
avait fait ses preuves pour une
usine sans syndicats, trouve ses
limites face à quatre entreprises.
A partir de 1960, le syndicalisme
va se renforcer. En mai 1968, pre-
mière petite alerte : quelques
jours de grève sans suite, presque
pour faire comme tout le monde.
Au mois d'avril 1971, coup de
bonnet : Malmerspach, l'usine ché-
rie, entre en rébellion. Mobilisa-
tion, tirs dans les villages,
quinze jours de grève, les frères
Schlumpf séquestrent pendant
quelques heures dans leur maison
de maître, la révolution, quoi. Et
tout cela pour une affaire de
prime non attribuée, de promesse
de treizième mois non tenue. Les

Schlumpf cèdent. Mais ils n'ou-
blieront ni la leçon ni le rôle tenu
dans cette affaire par les syndi-
calistes, les « voyous » comme ils
les appellent eux-mêmes en réu-
nion de comités d'entreprise. En
octobre 1971, nouvelle grève, de
majoritaire aujourd'hui dans le
Nord, chez Gluck, Hans et
Fritz Schlumpf, pour échapper à
une nouvelle séquestration, trou-
vent refuge en Suisse. Mieux

Un épilogue peu glorieux

De 1971 à 1976, il n'y aura plus
de mouvements, hormis les cris
d'alarme lancés périodiquement et
en vain par les délégués du per-
sonnel. Mieux, lorsque la crise
économique générale viendra à
partir de 1973 aggraver encore
les conséquences de la crise endé-
mique du textile alsacien, les
entreprises Schlumpf passeront
au travers, miraculeusement. Du
moins en apparence. Jusqu'à
l'écroulement du château de
cartes dans les filatures, on
travaillera quarante heures par
semaine. Orgueil, irresponsabilité,
calculs ?

Le 2 octobre 1976, à Mal-
merspach, les forces de l'ordre,
sur réquisition du préfet du Haut-
Rhin, M. Gilly, craignant des
débordements, veulent défilier
MM. Schlumpf séquestrés depuis
trois jours et deux nuits. Sous la
protection de la police, les deux
hommes gagnent la gare de
Mulhouse et de là, ils vont
trouver refuge dans une suite
d'un grand hôtel. Cet épilogue
peu glorieux n'empêche pas
aujourd'hui les deux frères de
parler haut et fort, par-dessus la
frontière, pour faire litière des
accusations portées contre eux.

Celles-ci sont de deux ordres :
la collection d'auto-billes et
anciennes d'abord. Fritz Schlumpf
avait dans sa vie une passion
folle, la voiture. Cette passion et
peut-être aussi un sens aigu de
la spéculation l'ont amené depuis
1950 à constituer à coups de mil-
lions, voire de milliards d'anciens
francs, la plus grande collection
privée d'automobiles connue au
monde : cinq cent quatre-vingt-
quatre véhicules de 1876 à 1968,
achetés par groupes entiers,
comme cette trentaine de Buga-
tis arrachés en 1964 à un collec-
tionneur américain et rapatriés
par bateau et train spécial. Le
tout restauré dans les moindres
détails par une cinquantaine de
spécialistes salariés et tenus au
secret professionnel pour consti-
tuer le futur musée Schlumpf
installé dans les locaux d'une
ancienne filature achetée en 1962.
C'est justement à propos de ce
musée Schlumpf, de cette collec-
tion évaluée entre 80 et 100 mil-
lions de F, que les différents comi-
tés d'entreprise des filatures ont
déposé plainte pour « abus de
biens sociaux ». Outre que ce
musée constitue, selon eux, « un
scandale et une insulte perma-
nente pour les travailleurs du
groupe », les responsables syndi-
caux affirment certaines factures
en main, que des travaux de
restauration ont été passés au
compte des usines de production
textile et que de nombreux
ouvriers salariés des filatures
n'ont, en fait, travaillé que pour
le musée.

Les secondes accusations, dont
l'enquête judiciaire actuellement
ouverte devra établir ou réfuter
le bien-fondé, concernent cer-
taines pratiques commerciales.
Ainsi la C.F.D.T., qui dénonce
« de véritables escroqueries et
manipulations financières ». Ainsi
les parlementaires du Haut-Rhin
qui, au mois de juillet, deman-
daient qu'une enquête soit
immédiatement ouverte de sorte

encore, et cela prouve leur toute-
puissance, ils obtiennent du pré-
fet du Haut-Rhin que celui-ci
viennent, avec « un seul délégué
personnel », négocier en terrain
neutre, entre France et Suisse
sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse
Négociation inutile, puisque la
grève, d'ailleurs, va se casser.
Une défaite pour la C.F.D.T.
majoritaire aujourd'hui dans le
quatre entreprises, mais qui,
l'époque, avait bien des difficultés
pour s'affirmer face à une réa-
lité : la peur du chômage.

que toute la lumière soit fait
aussi bien au plan fiscal qu'au
plan financier pour l'activité de
toutes les filatures du group
Schlumpf, et notamment sur l
manière dont a été achetée et
revendue la laine brute. »
En clair, l'accusation est la
suivante : les unités de produc-
tion, les filatures Gluck, Mal-
merspach et Erstein, auraient
vendu au prix faible de la laine
brute à l'une ou l'autre des troi-
sociétés commerciales créées
à toutes pièces dans l'organigram-
me du groupe. Puis celles-ci auraient
revendu cette laine brute au pri-
x fort, au-dessus même des cou-
rants à Roubaix, au « terrain
neutre » du groupe, le tissage De-
ffrenne. La conséquence ? De
super-bénéfices réalisés au sa-
vage par les sociétés commerciales
donc par les frères Schlumpf, et
à l'arrivée des super-crédits
non honorés par le tissage De-
ffrenne qui, en raison de ce
« prix imposés » devrait à l'heu-
r actuelle 35 millions de francs au
financier.

A cela s'ajoutent les déficits
d'exploitation de chacune des
entreprises (11 millions de francs
en cinq ans pour la seule fil-
ture Gluck), les avances dur-
ables aux banques et aux fournis-
seurs — une vingtaine d'entre-
preneurs pour 8 millions de
francs, dont obtenu, en 1976,
13 octobre, une saisie conserva-
toire sur les biens, immeubles et
meubles Schlumpf y compris la
musée et enfin le préjudice non
chiffrable d'années de sous-
investissements. De là les diffi-
cultés rencontrées depuis quat-
re mois pour trouver une solution.

Depuis le début de l'été, les élu-
alsaciens se sont efforcés, mai-
en vain, de parvenir à une solu-
tion de l'économie et des finan-
ces à établir un plan de sau-
vage. Une solution régionale qui
supposait un financement d'en-
viron 60 millions de francs
procurés, au tiers, par l'Etat, les
collectivités publiques et des fon-
dations, n'a pu aboutir. Alors que
les usines travaillent actuelle-
ment à façon pour l'industrie
allemande et le tissage Deffrenne
il semble qu'on s'oriente vers un
démantèlement du groupe. La
filature Gluck (488 salariés) et
Erstein (560 salariés) pourraient
après dépôt de bilan, être sau-
vées au prix de compression de per-
sonnel tandis que celle de Mal-
merspach (470 personnes) jugée
comme la moins moderne, serait
sacrifiée. Si telles sont bien les
perspectives, il ne faut pas
s'attendre qu'elles se réalisent
sans quelque violente secousse
actionnaire ou autre, dans cet
village de Thann et ses sucres à la
frères Schlumpf.

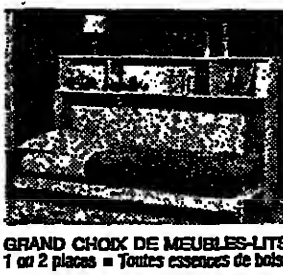
PIERRE GEORGES.

Louer une voiture
c'est rationnel

europcar

645.21.25

TOUT CE QUI SE
TRANSFORME EN LIT
S'ACHÈTE CHEZ
CAPELOU



GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS
1 ou 2 places • Toutes essences de bois
CAPELOU Distributeur
Magasin de vente :
37, Av. de la République
PARIS XI^e • Métro PARENTIER
Tél. 357.46.35 +

Pacer



STATION WAGON
American Motors
Jean-Charles
28, Rue d'Alsace, PARIS 10^e 751 288-23-48

Sonia Rykiel
se raconte.

*Avec croquis
à l'appui.*

Cette semaine dans ELLE.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
3. PROCHE-ORIENT
- 4-5. EUROPE
 - ITALIE : M. Enrico Berlinguer propose des « formes nouvelles de collaboration » entre le P.C.I. et le gouvernement.
6. AFRIQUE
6. DIPLOMATIE
- 6-7. AMERIQUES
 - « Les Juifs américains face à leur réussite » (II), par Dominique Dhombres.
- 8 à 12. POLITIQUE
 - LIBRES OPINIONS : « Il nous manque un petit Hitler », par Jacques Ellul.
13. SPORTS
13. POLICE
14. JUSTICE
 - De nouveaux grades dans la magistrature.
 - L'affaire Dussault.
15. EDUCATION
 - M. Barre rassure les présidents d'université.
15. RELIGION
 - Le Vatican s'élève des commentaires pascistes par la nouvelle lettre de Paul VI à Mgr Lefebvre.
16. L'ÉVÈNEMENT
 - La crise de la presse française.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- PAGES 17 ET 18
- M. William Lipcomb, prix Nobel de chimie.
 - La sécurité dans l'industrie chimique.
 - La sélection scientifique chez les chevaux de compétition.
- 18-19. ACTUALITÉ MÉDICALE
 - Le congrès de Strasbourg sur l'alcoolisme.
- 20 à 22. ARTS ET SPECTACLES
 - MUSIQUE : la Bouleille à la mer, de Georges Aperghis.
 - CULTUR : « Jeunes auteurs » de films.
32. LES RÉGIONS
 - Les Alsaciens : nous pouvons progresser sans perdre notre originalité.
33. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 34 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - EUROPE : tableau de bord monétaire et financier : instabilité et méfiance.
 - FAIRES : les difficultés du groupe laurier Schlumpf en Alsace.

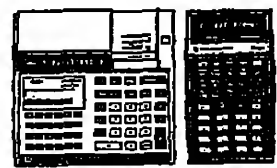
LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (19)
Annonces classées (25 à 31) ;
Aujourd'hui (34) ; Carnet (32) ;
Journal officiel (34) ; Météo ;
Régions (24) ; Mots croisés (24) ;
Bourse (39).

Le numéro du « Monde »
daté 19 octobre 1976 a été tiré
à 609 259 exemplaires.

(Publicité)

Texas-Inst. ou Hewlett-Packard?



Rockwell, Commodore ou ?

Duriez sait

quelle calculatrice vous ira.

Si vous êtes profane et cherchez une bonne petite calculatrice à opérations, fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez.

Si vous êtes un scientifique évolué ne vous trompez pas de marque ni de modèle. Beaucoup de machines sont excellentes (log., expo., racines, Nombres, puissances, etc., etc., etc., etc.) Mais il faut demander conseil aux spécialistes de Duriez.

Si vous êtes chef comptable, Duriez vous offre en discount les meilleures machines imprimantes, silencieuses, sûres avec mise en pages automatique sur mesure.

Duriez - 132, bd Saint-Germain, tél. 326-43-21, ouvert sauf lundi de 9 h à 19 h.

A B C D E F G

Le dollar légèrement au-dessous de 5 francs à Paris

« Trop peu et trop tard », tel est le sentiment qui continue à régner sur le marché des changes à propos de la réévaluation du Deutschmark vis-à-vis des monnaies qui lui sont liées au sein du « serpent » européen : franc belge-luxembourgeois, florin, couronnes danoise, norvégienne et suédoise. Les cours de ces dernières monnaies se situent mardi matin aux environs du taux central, c'est-à-dire à peu près à mi-chemin de leur point le plus bas et de leur point le plus haut autorisés par les règles de fonctionnement de l'accord monétaire européen, marge de fluctuation de 1,75 %.

Mais la tension n'a pas disparu des marchés, où le Deutschmark reste très demandé, ce qui entraîne une baisse du dollar sur toutes les places. A Francfort, la devise américaine était cotée mardi

matin 2,650 Deutschmarks. Sa baisse était légèrement plus prononcée à Paris, où elle valait 4,980 francs. De ce double mouvement, il résultait une certaine baisse du Deutschmark à Paris, où le cours de la devise allemande s'établissait à 2,645 francs. Le franc se trouvait donc en meilleure position mardi matin.

Quant à la livre sterling, elle est de nouveau en baisse, cotant 1,640 dollar, ce qui correspondait à un cours de 5,950 francs.

Nouvelle baisse également de la lire, le dollar valant à Milan 274 lire (571 francs pour 100 lire), malgré, semble-t-il, d'importantes incréments de la Banque d'Italie. De nombreux imprimeurs, pour échapper à la taxe de 10 % qui était en vigueur au cours des deux précédentes semaines, se précipitent en effet sur le marché.

Un barrage insuffisant selon les milieux bancaires allemands

De notre correspondant

Bonn. — Le réajustement de la parité du Deutschmark — dans les milieux officiels allemands on préfère cette expression à celle de réévaluation — a été trop modeste, a provoqué un grand scepticisme chez les industriels et les banquiers de la République fédérale. Ceux-ci ne paraissent pas partager la confiance de M. A. P. ministre des finances, qui a déclaré au cours d'une conférence de presse tenue à Francfort lundi 18 octobre : « La spéculation monétaire nous laissera en paix pendant un long moment. Personne ne doit douter que les nouveaux taux d'intervention seront définitifs ».

L'opinion prévaut plutôt que le réajustement a été trop modeste. Pour la fédération des banques allemandes, « il n'y a plus qu'à espérer que le calme s'installe au sein du Serpent monétaire européen. Ce changement minimal des parités ne constitue pas un barrage efficace contre l'afflux de devises », indiquent les banques populaires, qui auraient préféré une réévaluation plus forte du DM ou la suppression totale du « Serpent » à la place de cette « demi-mesure ».

Les chambres de commerce et d'industrie mettent également en cause l'existence de l'accord monétaire européen qui ne mérite pas qu'on lui sacrifie la politique de stabilité. Il convient de se demander, ajoutent-elles, « si cet instrument est encore défendable ». Les milieux industriels ouest-allemands se déclarent de plus en plus souvent partisans d'un système global de changes flottants.

Dans leurs déclarations offi-

cielles tout au moins, MM. Apel et Klagen, président de la Bundesbank, ne paraissent pas douter, quant à eux, de l'utilité du « serpent ». M. Klagen a cependant reconnu que des réajustements de parités seraient encore nécessaires de temps en temps dans la mesure où les politiques internes à chaque pays ne permettent pas d'égaliser les taux d'inflation. C'est là la condition de survie du « serpent ». M. Apel a résumé en quatre points les conséquences de la décision prise dimanche : le « serpent » continue à exister ; la spéculation n'a plus de raison d'être ; il s'agit d'une contribution à la stabilité économique en Europe ; la compétitivité de l'économie allemande n'en souffrira pas.

La réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales, qui n'a duré que deux heures (et non cinq heures comme il avait été d'abord annoncé), avait été précédée par la conférence du Fonds monétaire international à Manille et d'une rencontre à Paris des ministres des finances de France, d'Allemagne fédérale, de Grande-Bretagne et des États-Unis à la veille des élections allemandes. Au cours de cette réunion, les représentants français et britanniques ont insisté sur l'intérêt qu'ils ont à maintenir le maintien de la politique de stabilité et orientent leur propre action en fonction de son existence.

Toujours selon le ministre ouest-allemand des finances, la France et la Grande-Bretagne sont disposées à rejoindre l'accord monétaire européen, même si ce dernier reste pour l'instant théorique. Dans les conditions actuelles, un retour du franc et de la livre sterling dans le « serpent » n'est pas en effet possible et « cela n'aurait aucun sens », assure M. Apel, « en changeant les conditions de fonctionnement ».

DANIEL VERNET.

BERNE : des doutes pour l'avenir.

(De notre correspondant.)

Berne. — Le taux de réajustement des parités au sein du « serpent » est généralement considéré comme relativement faible compte tenu surtout de la différence des taux d'inflation entre l'Allemagne et ses partenaires.

Certes, un retour au calme au sein du serpent est prévisible à court terme, mais des doutes subsistent pour l'avenir à long terme.

STOCKHOLM : une décision trop timide.

(De notre correspondant.)

Stockholm. — A son retour à Stockholm, mardi dans la nuit, le ministre suédois de l'économie, M. Gösta Bohman, avait déclaré que la décision de réajuster le mark allemand « devait être accueillie avec satisfaction ». Cette mesure devrait normalement mettre un terme à l'inflation et au malaise qui régnaient sur les marchés monétaires depuis quelques mois.

Les milieux financiers semblent cependant moins optimistes. Une dévaluation de 3 % de la monnaie allemande par rapport à la couronne suédoise est estimée insuffisante. On pensait généralement qu'elle se situerait aux alentours de 5 %. On espérait même, mais sans trop y croire, une réévaluation de l'ordre de 10 %. Selon certains experts il n'est pas certain que la décision « timide » prise à Francfort permette d'enrayer la fuite des capitaux qui a pris des proportions considérables en Suède ces derniers mois. Le relèvement du taux de l'escompte de 6 à 8 % décidé par la Banque suédoise le 18 octobre n'a eu apparemment qu'un effet limité puisque les réserves de devises ont continué de diminuer ces derniers jours à un rythme inquiétant.

LA COMMISSION EUROPÉENNE REGRETTE DE NE PAS AVOIR ÉTÉ CONSULTÉE

La commission européenne regrette que la procédure de consultation fixée par décision du conseil des ministres en février 1974 n'ait pas été appliquée à l'occasion du réajustement des parités décidé le 17 octobre.

La commission, qui a été informée dimanche soir de la décision prise à Francfort, souligne, dans une déclaration de l'un de ses vice-présidents, M. Wilhelm Haferkamp (R.F.A.), l'importance qu'elle attache au « maintien du système communautaire de change comme élément de stabilité pour l'ensemble de l'économie de la Communauté et donc à toute mesure prise pour le maintien de ce système ».

Sur TF 1 le 28 octobre

M. RAYMOND BARRE A « L'ÉVÈNEMENT »

M. Raymond Barre, premier ministre, ministre de l'économie et des finances, répondra aux questions de la rédaction de TF 1 le jeudi 28 octobre, à 20 h. 30, au cours d'une émission spéciale du magazine « L'Événement ».

DACTYLOGRAPHIE

Cours individuels
Méthode audio-visuelle
accélérée (15 h)
école
pallas
ÉCOLE PRIVÉE DE
FORMATION PROFESSIONNELLE
105, rue St-Lazare
75-Paris 9 - 874.78.84
de 8 h 30 à 20 h
Autres disciplines enseignées
STENOGRAPHIE
ORTHOGRAPHE

Ancien archevêque de Bologne

LE CARDINAL LERCARO EST MORT

Le cardinal Giacomo Lercaro, ancien archevêque de Bologne, s'est éteint le 18 octobre, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, dans le silence qu'il avait choisi pour partage depuis huit ans.

De Ravenne à Bologne, le cardinal Lercaro a d'abord été le prélat de combat menant la bataille contre la prédominance du parti communiste en Romagne, puis en Italie. Pie XII avait choisi en lui, selon ses propres termes, « un modèle d'évêque », et l'accueillait au consistoire de janvier 1953, où il élevait au cardinalat avec ses mois : « Mon fils chéri ».

Le parti communiste italien était encore fortement marqué d'habitudes stalinistes et son mode de gestion des municipalités était une véritable « terreur ». Le cardinal Lercaro acceptait la bataille. Il choisit dans les différents ordres religieux une vingtaine de jeunes prêtres, regroupés sous le nom de « frères volants » dans l'organisation Fraternitas.

Il allait à travers le pays, donnant des cours populaires de religion en toute occasion, propageant vivement lorsqu'ils y étaient incités. Les campagnes électorales les virent aux prises notamment avec les partisans de Giuseppe Dossetti, maire communiste de Bologne, qui jouissait d'une grande popularité. En bref, le cardinal Lercaro fut, jusqu'à la fin du règne de Pie XII, un Wyssmeyer de l'Église-Romagne.

En conclusion de 1958 qui vit Jean XXIII élu pape, son nom avait été prononcé parmi ceux des « papabili ». La rencontre entre les deux hommes devait se produire et le concile en fut l'occasion. Dès la première session, le cardinal Lercaro prit du relief. Il exprima le vœu que « le mystère du Christ dans les pauvres et leur évangélisation soient au centre même de l'œuvre doctrinale et législative du concile ». Désigné comme « modérateur » par Paul VI lors de la seconde session, il contribua à faire scier le ghebo où s'enfermaient l'Épiscopat italien, dans sa peur des influences étrangères, et le fit connaître des autres pères conciliaires.

La réforme liturgique

A la troisième session, Paul VI lui confia la commission post-conciliaire sur la liturgie, provoquant ainsi le mouvement de réforme qui allait susciter tant de résistances. Mais cette réforme, le cardinal Lercaro la proclamait « trop timide ». Une de ses interventions, le 4 novembre 1964, sur les rapports entre l'Église et le monde, proposait au concile de « rechercher et désigner un certain nombre de mutations essentielles qui sont à opérer dans la culture d'aujourd'hui », et notamment l'« application de la pauvreté évangélique ».

L'avenir de la réforme liturgique entraînera en 1967 un incident public : le cardinal Bacci, prélat d'un modeste diocèse, dirigé contre elle, attaquait le cardinal Lercaro au nom de la défense du latin. Il s'agissait de

restituer à la Congrégation des rites les compétences dévolues à la commission spéciale, exténuée à la Curie. L'outrance, voire la bouffonnerie — car l'inspiration du libéral venait de ceux qui, tout récemment, ont accusé les auteurs de la réforme d'appartenance à la franc-maçonnerie — n'eurent pas de résultats immédiats. Paul VI rendit hommage au cardinal Lercaro, qui, au synode d'octobre 1967, présenta le rapport sur ce sujet et recueillit tous les suffrages. En février 1968, alors que son activité n'avait jamais été aussi grande, sa démission était acceptée. C'était la preuve d'un scribe, et elle combattait d'un seul coup ceux qui refusaient d'admettre qu'il n'adaptait la lettre de la liturgie que pour en maintenir l'esprit vivant.

Le 30 novembre 1968, il était fait citoyen d'honneur de la ville par Guido Fanti, maire communiste, au cours d'une cérémonie à l'hôtel de ville. Celui-ci célébra la fin d'une époque, « l'abandon des vieilles méthodes idéologiques » pour les uns et la reconnaissance « à toute contribution et la poursuite spirituelle et le pouvoir temporel » pour les autres. M. Fanti cita la dernière encyclique de Paul VI, exhortant « tout objectif politique au temporel » pour l'Église.

L'archevêque battilleur, choisissant les armes de François d'Assise, en démontre plus d'un, et son comportement recueillit les suffrages des uns et la reconnaissance des autres. L'archevêque de Bologne, M. Fanti, inspirateur de la gauche démocrate chrétienne, entra dans les ordres en 1956, après la campagne électorale contre M. Dossetti.

État-ce déjà l'annonce de la stratégie du « compromis historique » ? Il ne convient pas de précéder les rythmes de l'histoire en les rétrospectives. Ce n'est que l'indication que le parti communiste aussi bien que l'Église catholique étaient en train d'évoluer pour « manifester la solidarité de toute l'Église de Bologne à l'œuvre de développement croissant de la communauté ».

Rien d'autre.

La retraite du cardinal Lercaro, quelques mois plus tard, fut interrompue par un désastre, et pourtant, il avait contribué à libérer les catholiques de toute allégeance politique, en insistant sur le rôle purement pastoral de l'évêque, non sans être taxé de subversion par nombre de ses frères dans l'Épiscopat. En fait, il était assez seul, avec le cardinal Pellegrino, archevêque de Turin, ou son ancien auxiliaire, Mgr Bettazzi, aujourd'hui évêque d'Avire. Mais le cardinal Lercaro, son successeur, homme extrêmement prudent, ne renia jamais explicitement son orientation.

Le cardinal Lercaro a laissé des héritiers spirituels, en particulier l'« Institut des sciences religieuses » de l'université de Bologne.

JACQUES NOBECOURT.

645 F STOP WEEK-END YUGOSLAVIE
STOP 645 F TOUT COMPRIS STOP
SEUL VOL DIRECT PARIS-DUBROVNIK
RÉPUBLIQUE TOURS 61 RUE DE MALTE
75541 PARIS CEDEX 11 355.39.30
OU VOTRE AGENT DE VOYAGES

je suis le chemin,
la vérité, la vie;
nul ne vient au
père que par moi.
JESUS

Pour connaître JESUS, il faut lire l'ÉVANGILE
Je désire gratuitement, sans engagement l'Évangile

NOM _____
ADRESSE _____
Ecrire à La Cheminière, R. Colibri, 84200 Carpentras

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique

Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la Hi-Fi - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.

CHAÎNE HI-FI
MARANTZ 2215 BL
- AMPLI-TUNER STEREO
AM, FM, 15 W-att, par canal
- PLATINE TECHNIQUES SL 22
rég. élect. de vit. arrêt élect. et
entraînement par courroie
- ENCINTES JBL LANSING L 15
2 voies, H.P. à haut rendement
rép. trans. excel. fréq. aigües.
4.530 F

CIBOT
136, bd Diderot, Paris 12^e
12, rue de Reuilly, Paris 12^e
tél. 346.63.76
Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de
14 h à 19 h. Nocturnes : mercredi et vendredi
jusqu'à 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

NOUVELLES COLLECTIONS
Avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République, PARIS (95)

TRADUCTIONS
angl., allem., esp., ital., port.,
rus., esp., grec, hébr., pol., slov.,
sloven., turc, hongr., roum., bulg.,
serbo-croate, japonais, etc.
ABC
44, rue de Valenciennes
PARIS 2^e Tél. : 234.13.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

SEVRES
"33"
PULL-OVERS
DE MARQUES
EN SECOND CHOIX
33, rue de Sévres, Paris
tél. : 548.66.73

Je suis le chemin